

756 568

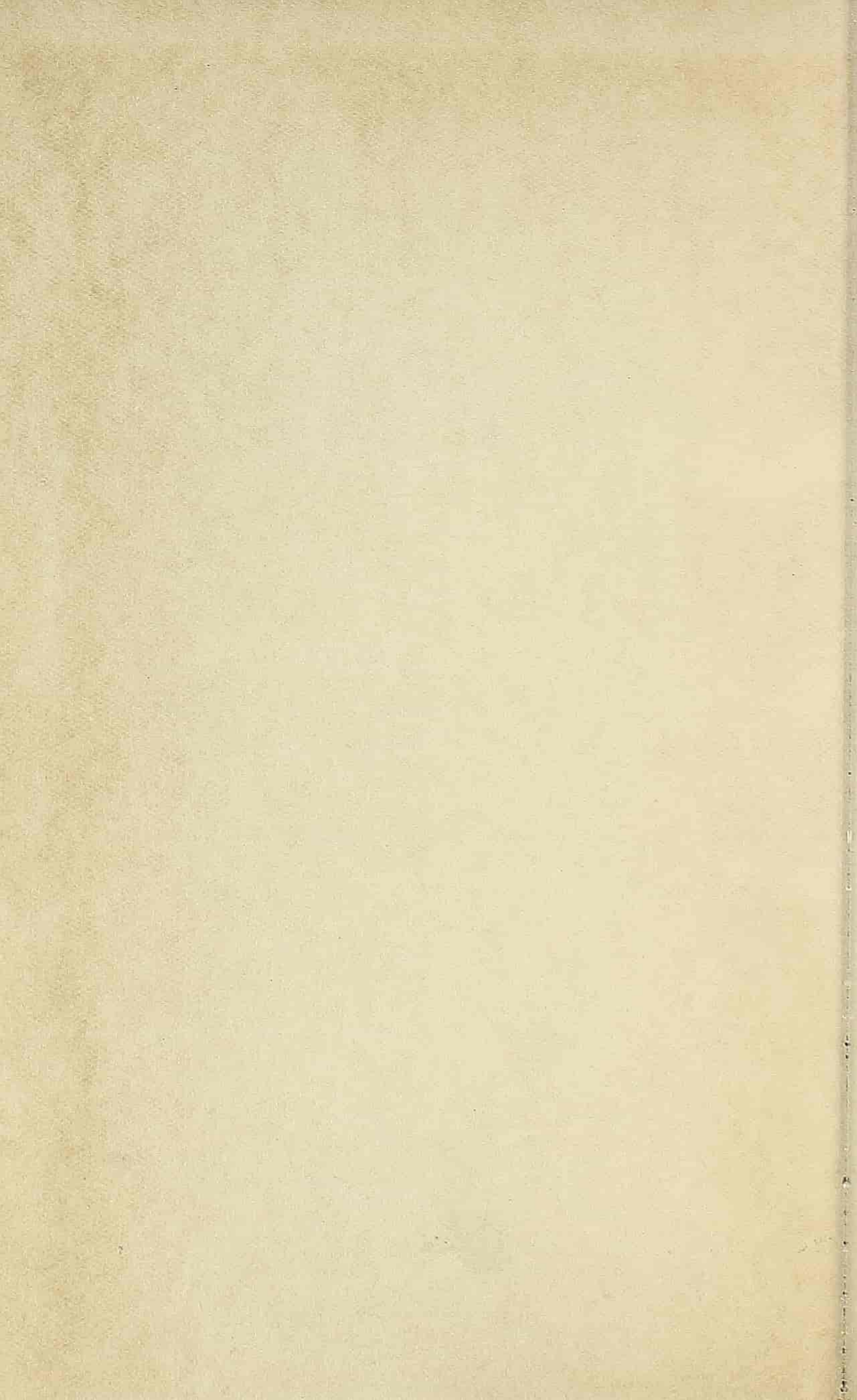
BALCANICUS.

LA
BULGARIE

ID = 180015367

Лука Ћеловић
БЕОГРАД

Luka Čelović
BEOGRAD



LA BULGARIE

Ses ambitions — Sa trahison

*L'ouvrage dont nous présentons une traduction
intégrale au public français a été publié à Nich
au mois d'avril 1915.*

LE TRADUCTEUR.

№ 6
568

УНИВ. БИБЛИОТЕКА
И. Бр. 45572

BALCANICUS

LA BULGARIE

SES AMBITIONS — SA TRAHISON

OUVRAGE TRADUIT DU SERBE

accompagné des textes de tous les traités secrets
et correspondances diplomatiques

DEUXIÈME ÉDITION

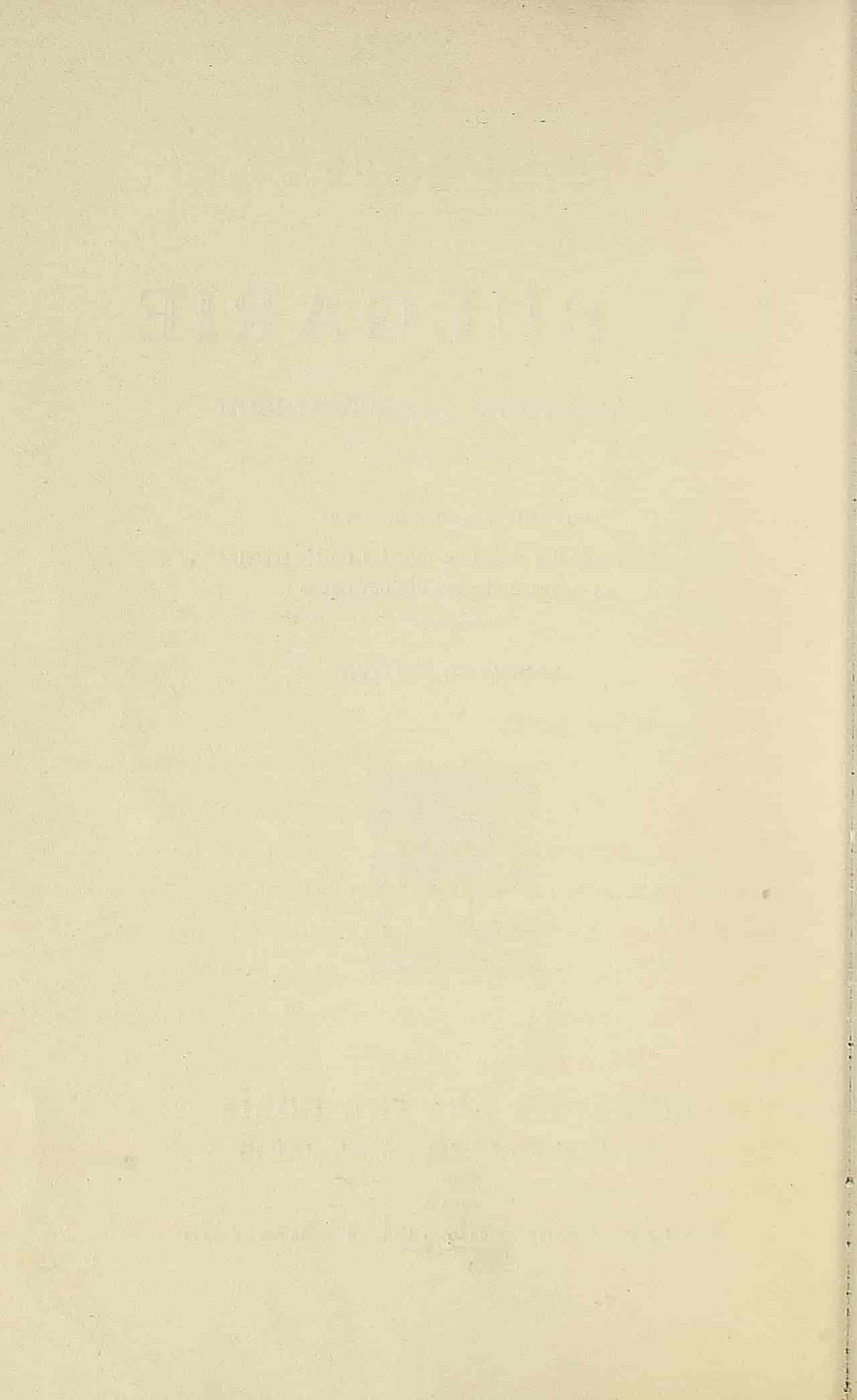


LIBRAIRIE ARMAND COLIN

103, Boulevard Saint-Michel, PARIS

1916

Tous droits de reproduction, de traduction et d'adaptation réservés
pour tous pays



PRÉFACE

Au début du mois d'avril 1913, on commençait à s'apercevoir à Petrograd que l'Alliance balkanique se trouvait de plus en plus menacée du côté de Sofia. L'influence autrichienne avait gagné beaucoup de terrain en Bulgarie. Le roi Ferdinand lui-même, ce n'était plus un secret pour personne, appuyé sur la politique austro-hongroise, se livrait à des machinations pour établir son hégémonie dans les Balkans. En 1908 déjà, il avait de son propre chef proclamé l'indépendance de la Bulgarie et ce prince, vassal jusqu'alors, s'était transformé en tsar des Bulgares. Mais n'avait-il pas toujours été solidaire des ambitions agressives que l'Autriche a manifestées sur les bords de la Morava et du Vardar?

Or, la personnalité du roi Ferdinand est toute-

puissante aussi bien sur le domaine de la politique extérieure que sur celui de la politique intérieure. Tantôt ses ministères ont suivi aveuglément les voies de sa politique personnelle, tantôt il a su faire naître des incidents qui imposaient à son gouvernement une action conforme à ses aspirations secrètes. Mais, dans l'un ou dans l'autre cas, ce sont toujours ses vues personnelles qui ont triomphé.

Pour bien juger les événements politiques en Bulgarie ainsi que la puissance de certains facteurs politiques, pour établir en outre les responsabilités, il est important de rappeler ce que dit M. Sophronié Nikoff dans sa brochure intitulée : *Le Roi est-il responsable de la Catastrophe ?*, brochure où l'auteur s'efforce de défendre le roi contre les accusations qui pèsent sur lui.

Nous lisons dans cette brochure :

Depuis l'année 1894 et postérieurement, après la chute du cabinet Stambouloff, le roi n'avait à sa disposition qu'une seule voie tracée par la loi fondamentale (la Constitution) pour conduire les affaires du pays. Quand il chargeait telle ou telle personnalité de la formation d'un cabinet, celle-ci devait chercher ensuite l'appui du peuple. Il était obligé d'agir ainsi parce qu'un

autre moyen de constituer un cabinet avec la majorité parlementaire n'est pas possible. S'il en est encore ainsi aujourd'hui, ce n'est pas la faute du roi. Par suite du manque d'éducation politique dans les masses populaires le parti qui détenait le pouvoir dans ces trente-cinq dernières années a toujours eu la majorité. Nous ne sommes pas encore arrivés à la hauteur des Anglais. En Angleterre aucun parti ne quitte le pouvoir pour préparer et faire les élections, car là-bas le pouvoir ne confère pas les avantages matériels qu'il procure chez nous. Il va de soi qu'aucun cabinet ne serait jamais tombé si le roi n'avait usé de son droit de reprendre le pouvoir, pour le passer ensuite à qui bon lui semble. Mais n'était-ce pas répondre à la volonté nationale que de procéder ainsi ? En présence d'un tel état de choses, le roi ne manquerait-il pas à ses devoirs s'il n'usait pas de son droit de confier le pouvoir successivement à chacun des partis, et l'on sait que nous en comptons un grand nombre ?

... Les démocrates étaient des critiques sévères du régime personnel, mais lorsqu'en 1908 ils arrivèrent au pouvoir, et bien qu'ils ne comptassent que sept députés au Sobranié, ils surent en tirer tout les avantages qu'il comportait, et faire des élections qui amenèrent 140 de leurs partisans au Sobranié. En 1898, c'était le parti populaire qui disposait de la grande majorité. Et s'il y avait eu dans le pays d'autre facteur que celui des élections, ce gouvernement serait resté au pouvoir indéfiniment. Mais d'autres partis firent alors de l'opposition au gouvernement, de telle sorte que le pays était tout frémissant d'agitation. Le roi « détesté » devait-il alors permettre au parti populaire de faire les élections uniquement parce qu'il détenait le pouvoir ? N'aurait-il

pas, malgré toutes les protestations, obtenu de nouveau la majorité ?

En 1901, M. Ratcho Pétroff fut « imposé » pour faire des élections libres et non de parti. Quel a été le résultat de cette innovation ? On devait former une coalition ; mais les traditions s'y opposaient. Il se forma alors un cabinet Tzankoff-Karaveloff, les partisans du premier voulant écarter ceux du dernier, — une sorte de self-gouvernement — où le peuple devait lui-même prendre ses destinées en mains — et qui dura jusqu'en 1908, — époque à laquelle Alexandre Malinoff désagrégea le « bloc » pour s'emparer du pouvoir...

C'est dans ces circonstances qu'il faut chercher l'explication du changement qui, préparé déjà bien antérieurement, s'est opéré après la signature du traité de paix à Londres, et a amené la Bulgarie à faire la guerre à ses alliés. C'est là encore qu'il faut chercher l'origine de cette équivoque dans la politique extérieure bulgare qui a porté le coup fatal à l'Alliance balkanique. Si la diplomatie russe s'est efforcée d'une part de maintenir intacte cette Alliance balkanique, conformément au principe de l'équilibre entre les puissances qui la constituaient, la Bulgarie a trouvé, d'autre part, à Vienne, des encouragements d'autant plus pressants à réaliser ses aspirations dans les Balkans

que son hégémonie eut équivalu à la destruction de l'Alliance.

M. Daneff, président du Conseil à la date du 16/29 juin, au moment où fut donné l'ordre secret d'attaquer les Alliés, se défendant d'avoir eu connaissance de cet ordre fatal, a dit : « Les événements du 16/29 juin sont le résultat de cette équivoque dans notre politique intérieure et extérieure qui empoisonne depuis longtemps la vie de la Bulgarie ». Quelle place tient cette équivoque dans la politique extérieure bulgare ? Elle joue un rôle plutôt dans les méthodes que dans les tendances. Les documents tirés du ministère des Affaires Étrangères bulgare et ceux qui émanent du Haut Commandement, dont nous citerons les textes le démontreront. M. Daneff ne peut se défendre, ainsi que nous le prouverons plus loin, de n'avoir pas suivi le courant d'opinions en faveur de la guerre contre la Serbie et la Grèce. Nous verrons d'ailleurs qu'il fut en quelque sorte le metteur en scène de ce mouvement. M. Iv.-Ev. Guéchoff, lui-même, qui a précédé M. Daneff au pouvoir, a eu l'intuition de tous les événements qui ont conduit l'Alliance balkanique à sa perte. Seulement il a eu la sagesse de se retirer à temps,

quand il s'est rendu compte de son impuissance. Cependant, lui aussi, n'a fait les choses qu'à moitié : abandonnant personnellement le pouvoir, il a laissé son parti à la disposition du roi !

Le chef du parti démocratique, M. Alexandre Malinoff, avec un peu plus de précision, explique les causes qui ont amené la Bulgarie à faire la guerre aux Alliés. M. Malinoff, répartissant les responsabilités également entre les facteurs responsables et les facteurs non responsables, écrit :

Pour moi, la date du 16/29 juin, celle à laquelle a été donné l'ordre d'attaquer les armées alliées, serbe et hellène, n'a pas plus d'importance que toutes les autres dates que portent, après la chute d'Andrinople, les autres ordres délivrés par le Haut Commandement, en vue de préparer la seconde guerre, cette guerre si ardemment désirée et dont l'idée a été soutenue avec tant d'enthousiasme par une foule de gens qui, en dehors des événements du 16/29 juin, ne voient rien, et ne veulent rien voir de ce qui a précédé et nous a poussés fatalement vers cette date du 16/29 juin¹.

« Le crime insensé », nom donné dans le sein du Sobranié à la guerre contre les Alliés com-

¹ *Zoria*, du 16/29 juin 1914.

mencée le 16/29 juin, n'a pas pris fin par la catastrophe bulgare sur le champ de bataille. La défaite que cette politique criminelle a subie à Bucarest et à Constantinople a été la plus terrible secousse que la Bulgarie ait éprouvée depuis sa création. C'était aussi la première crise nationale qui ait atteint la Bulgarie, habituée depuis sa création aux succès ininterrompus. Mais cette crise nationale a bouleversé tous les jugements que l'on pouvait porter sur les événements et les hommes. Les protestations populaires ont été bientôt étouffées. Les « criminels » de la veille, chacun de son côté, et chacun se garantissant contre le châtement du peuple, se sont mis à l'œuvre, afin de troubler et de fausser l'opinion publique en Bulgarie. Au lieu de rechercher sur place les coupables du « crime insensé » on rejeta toute la responsabilité sur la Russie et sur sa diplomatie, et on accusa les Serbes et les Grecs d'être les auteurs de la désagrégation balkanique.

Aucun système politique ne s'est jamais appuyé sur des sentiments de haine aussi profonds.

Les théoriciens de ce nouveau système politique en Bulgarie ont voulu faire de cette haine

le véhicule de l'égoïsme national. Mais la haine est mauvaise conseillère. Tous les actes et toutes les tendances de la politique bulgare, à dater de la paix de Bucarest, jusqu'à nos jours, ont été viciés. Aussi les résultats d'une telle politique apparaissent-ils comme négatifs. A l'intérieur du pays la nation continue à être subornée : elle a subi une catastrophe terrible, mais n'en a su tirer aucune leçon morale pour l'avenir. La défaite du régime personnel dont le « crime insensé » du 16/29 juin est en grande partie l'œuvre, n'a pu être utilisé par la nation bulgare au profit de sa liberté politique et civique. De cette façon le régime personnel s'est maintenu dans sa toute-puissance. Pourtant le peuple avait là une occasion d'intervenir dans les affaires et de s'y assurer une plus grande part. Mais, après avoir laissé échapper cette occasion, il a continué de rester pour ainsi dire en dehors du gouvernement, sans pouvoir ni influence sur les affaires du pays.

La nouvelle orientation politique en Bulgarie eut des résultats négatifs même dans les relations extérieures. L'alliance avec l'Autriche amena la Bulgarie à renoncer à ses destinées nationales. Ce qui avait été la base morale du

pays, depuis le jour où il naquit à la vie nationale, cessa d'exister.

En se liant à l'Autriche, la Bulgarie s'est alliée à l'ennemi du Balkanisme et s'est placée au service des convoitises austro-germaniques. Le grand principe : « les Balkans aux peuples balkaniques », a été délibérément renié par la Bulgarie. A l'encontre de la solidarité dans la résistance et dans la lutte, qui s'était déjà manifestée contre l'ennemi commun du nord, la Bulgarie, même au moment des plus grands succès de l'Alliance balkanique au sud, dans la lutte contre la Turquie, entretenait déjà, à l'insu de ses Alliés, des intrigues secrètes à Vienne, avec le dessein d'en tirer profit quelque jour, contre ses propres alliés et contre la Russie, afin de réaliser son hégémonie depuis l'Adriatique jusqu'à la Mer Noire et la Mer Egée. Le plan a échoué, mais l'entêtement dure encore. Et cette erreur sert de directive politique à la Bulgarie en face des nouveaux événements qui s'accomplissent. La guerre européenne n'a pas encore réussi à amener un changement dans l'orientation générale. Ni les importants engagements moraux que la Bulgarie a contractés envers les puissances de la Triple Entente, ni

la dette du sang contractée vis-à-vis de la Russie, ni l'intérêt de la nation bulgare n'ont pu lui faire abandonner la direction qu'elle avait déjà prise bien avant les événements du 16/29 juin 1913 !

BALCANICUS.

Nich, mars 1915.

LA BULGARIE

SES AMBITIONS. — SA TRAHISON

INTRODUCTION

La bataille de Bounar-Hissar et de Lulé-Bourgas, en prenant fin, marquait la première victoire remportée par les Bulgares. Les Turcs, qu'une malchance constante poursuivait depuis les champs de bataille de la Thrace jusque sur les bords du Vardar, commençaient à fléchir et souhaitaient la paix. Les Bulgares, quoique victorieux, ne considéraient pas leur tâche comme complètement terminée et désiraient poursuivre la lutte. Ils s'avancèrent donc vers Tchataldja et, après dix jours de marche, n'avaient pas encore rencontré les Turcs. Il y avait alors déjà, dans le camp bulgare, un courant d'opinion qui tendait à arrêter les opérations. Ce courant se répandait même dans l'état-major ; mais la cour en avait décidé autrement : s'étant proposé comme but d'atteindre Constantinople, elle avait déjà dépêché M. Daneff à Vienne pour y préparer le terrain. « Il fallait, comme le

disait M. Daneff lui-même, gagner Vienne à la cause bulgare, en vue d'une liquidation définitive de la Turquie d'Europe¹. »

Et lorsque le 29 octobre/11 novembre Kiamil Pacha fit officiellement, par l'intermédiaire du roi Ferdinand, des ouvertures de paix aux Alliés, celui-ci refusa catégoriquement les pourparlers immédiats, et interdit même à son Gouvernement de communiquer aux Alliés les propositions de Kiamil Pacha.

M. Daneff était déjà de retour le 1^{er} novembre/14 décembre², et, sans doute, porteur de nouvelles favorables, car dès le lendemain la comédie diplomatique s'engagea. Le 2/15 novembre en effet, les Alliés étaient informés de la demande de Kiamil. Les négociations s'engagèrent alors avec les Alliés en vue de régler les conditions d'un armistice et de la paix, en même temps que le Grand vizir Kiamil Pacha était avisé que ses propositions ont été transmises aux Alliés. Cependant à l'aube

¹ « L'unique but était, ainsi qu'on l'a vu plus tard, dit M. S. Kostourkoff, d'aller à Constantinople. L'ambition demesurée d'ériger la Croix sur la Mosquée de Sainte-Sophie, et de faire dire un jour à l'histoire : que Siméon est arrivé jadis aux portes de Constantinople, mais que les Grecs de Constantinople lui ont brisé la tête, tandis que le roi Ferdinand est entré à Constantinople en vainqueur ! »

C. R. sténographiques XVII du Sobranié, 1914, p. 536.

² M. Daneff affirme dans son discours prononcé au Sobranié qu'il est rentré en Bulgarie après les batailles de Tchataldja ; par contre M. Guéchoff dit qu'il est rentré le 1^{er}/14 novembre, mais que le mauvais état des routes l'a laissé à Lozengrad, après la bataille de Tchataldja.

du 4/17 novembre s'engagea la grande bataille de Tchataldja qui dura trois jours! Que s'était-il passé? On avait tout simplement essayé de berner aussi bien les Alliés que les Turcs! Le double jeu des Bulgares les mena au plus lamentable échec.

Après l'attaque manquée de Tchataldja qui, ainsi que le prétendait le roi Ferdinand, avait été décidée sur place, sans avis préalable du général Fitcheff, chef de l'état-major bulgare, ainsi que l'atteste ce dernier dans la *Cambani*, on se décida à conclure un armistice avec les adversaires, dans des conditions défavorables. Les Turcs, qui avant la bataille de Tchataldja, le 29 octobre/11 novembre avaient demandé la paix — on sait que le Grand vizir Kiamil Pacha s'était adressé à cet effet directement au roi Ferdinand — opposaient maintenant de la résistance, tandis que les Bulgares insistaient, au contraire, pour traiter immédiatement. Les Alliés n'avaient pas été informés de la situation à Tchataldja. Le roi Ferdinand lui aussi désirait la paix, mais une paix définitive, alors que les Turcs lui offraient seulement un armistice. Ainsi qu'on s'en est rendu compte plus tard, il était prêt à traiter avec les Turcs, sans ses Alliés; mais Kiamil Pacha ne faisait pas mine de vouloir s'engager dans cette voie. Les Turcs temporisèrent donc et firent traîner les pourparlers pendant quinze jours, connaissant la situation difficile des Bulgares. En fin de compte l'armistice fut conclu sur des bases

contraires à celles qui avaient été établies entre les Alliés.

Les Grecs, on le sait, ne signèrent même pas l'armistice, tandis que les Serbes, sur les instances des Bulgares — afin de simplifier le travail et d'éviter des déplacements inutiles — donnèrent pleins pouvoirs aux Bulgares pour discuter les conditions et conclure en leur nom.

Lorsque les délégués partirent pour Londres, afin d'y discuter les conditions du traité de paix, le roi Ferdinand, par l'entremise du général Savoff et de Nazim Pacha, obtint d'envoyer à Constantinople son représentant, M. Kotcho Hadji Kaltcheff, pour y traiter de la paix, directement avec Kiamil Pacha, à l'insu des Alliés et de leurs représentants officiellement délégués à la Conférence de Londres. Cette manière d'agir était contraire au traité conclu avec la Serbie et la Grèce.

Il va sans dire que la démarche ne pouvait rester secrète; elle fit l'impression la plus défavorable, non seulement sur les Alliés balkaniques, mais aussi sur les grandes puissances amies. Voici d'ailleurs ce que M. Guéchoff écrit à ce propos :

Le premier ministre d'une des grandes puissances de la Triple Entente, auprès de la cour de Sofia, me fait connaître la démarche de M. Kotcho Hadji Kaltcheff à Constantinople et attire mon attention sur la fâcheuse impression que cette mission laissera dans l'esprit de sir Edward Grey et du corps diplomatique de Londres, quand ils apprendront qu'à l'insu de nos délégués officiels à Londres et parallèlement, nous avons envoyé un délégué officieux à Constantinople. Je lui

répondis que j'ignorais tout de cette affaire et que je donnerais ma démission puisqu'on feignait à tel point d'ignorer le Gouvernement. Plus tard la même affaire m'était rapportée par le représentant d'une autre puissance amie, avec ce détail complémentaire que la mission était restée sans effet. De toute façon je me démis verbalement de mon mandat et je consentis seulement à renoncer à ma démission lorsque j'appris que cette mission n'était pas délégatoire, mais simplement consultative.

La vérité, c'est que M. K. H. Kaltcheff était effectivement délégué par le roi Ferdinand pour discuter les conditions de paix, et M. Guéchoff le confesse lui-même en rappelant les circonstances de cette affaire que Damad Cherif Pacha, ministre de l'Instruction publique dans le cabinet Kiamil Pacha, avait communiqué au journal turc *Ikdam*. Ce dignitaire ottoman affirme en effet que M. Kaltcheff fut informé par Kiamil Pacha que la Turquie était prête à signer la paix sur les bases suivantes : assurer l'autonomie de la Macédoine et de l'Albanie, conserver pour elle Andrinople avec le vilayet d'Andrinople et les îles, déclarer Dédéagatch port libre pour la Turquie et la Bulgarie.

M. Kaltcheff, déclare plus loin Damad Pacha, avait accepté toutes ces conditions, à l'exception de celle concernant la ville d'Andrinople¹.

Mais, quelque vingt jours après l'armistice, le roi Ferdinand reçut la nouvelle, émanant du Haut Commandement, que l'armée bulgare s'était recons-

¹ Iv.-Ev. Guéchoff, *La démence criminelle*, Sofia, 1914.

tituée et que « l'inaction démoralisait et déprimait les troupes ». Son âme se rasséréna. Il revint graduellement à ses anciens rêves et reprit ses vieux projets.

Déjà le 28 décembre/10 janvier, Ferdinand avait écrit à son Conseil des ministres :

Les Grecs et les Serbes brûlent du désir de continuer avec nous la lutte, et nos armées reconstituées et réconfortées se grisent à la pensée de nouvelles victoires qui mettront un terme à leur pénible et dangereuse inaction. Vous, ministres, les menaces de la Roumanie vous impressionnent, elles Nous laissent indifférent... qu'elle occupe donc notre frontière, si tel est le bon vouloir de l'Europe. Cette honte ne doit nullement peser sur nos esprits, à l'heure présente, et entraver nos projets. Le salut réside uniquement dans la reprise des hostilités contre la Turquie. Après cela nous songerons à la Roumanie et aux prétentions des Grecs et des Serbes. Encore une fois, Nous faisons un appel pressant au Conseil ; Nous l'invitons à n'avoir point plusieurs objectifs ; qu'il se dirige hardiment vers la réalisation de Notre unique but, la défaite de la Turquie¹.

Il est intéressant de comparer cette lettre du roi Ferdinand, avec la dépêche, datée du 1^{er}/14 novembre de la même année, et adressée au président du Conseil, M. Iv.-Ev. Guéchoff, l'informant de la proposition faite par Kiamil Pacha en vue de la signature du traité de paix. En voici le texte :

Désagréablement surpris et profondément peiné par l'attitude du Grand vizir, Nous, en Notre double qualité de Bulgare et de Chef suprême d'armées invincibles et intrépides, massées sous les murs de Constantinople et pour sauvegarder

¹ *Id.*, p. 45-46.

l'honneur de Notre patrie, Nous nous voyons contraint de vous interdire de faire part de cette proposition du Grand vizir, à Nos Alliés avant que Nous-mêmes ayons pris conseil de Nos collaborateurs, les Chefs des trois armées, les cinq hommes responsables de l'issue de la guerre. Nous nous rendons à Lozengrad ; de là Nous gagnerons Tchataldja, par chemin de fer, pour nous entendre, et jusque-là Nous vous prions de réserver toute action relativement à la dépêche du Grand vizir. Songez un peu à ce que serait l'audace d'un homme qui se mettrait en travers des désirs d'une armée de 300.000 hommes ¹.

Entre ces deux missives du roi Ferdinand se placent trois faits importants : la bataille de Tchataldja des 4/17, 5/18, et 6/19 novembre, avec la défaite bulgare ; un armistice de trente-huit jours négocié par les Bulgares seuls, contrairement aux termes de la Convention signée entre les Alliés ; la mission de M. Kotcho Hadji Kaltcheff à Constantinople ayant pour but de traiter directement des conditions de la paix, avec Kiamil Pacha, à l'insu des délégués à la Conférence de Londres, à l'insu des Alliés mêmes et contrairement au traité passé avec la Serbie et la Grèce !

Il est intéressant de relever le fait que le Haut Commandement bulgare était persuadé que l'armée n'était pas prête pour des opérations de quelque envergure, pas plus que pour une offensive à Tchataldja, même après un armistice de quarante jours, malgré l'insistance du roi Ferdinand à exiger la reprise de l'action et la rupture des négociations.

¹ *Ib. id.*, p. 33.

Les Bulgares ont cru cependant pouvoir enlever Andrinople aux Turcs, dont la chute eût décidé de la guerre. Ils se sont rendu compte dans la suite qu'ils n'y parviendraient jamais, tant qu'ils n'auraient pas obtenu le concours de l'artillerie lourde serbe.

Enfin, sur les insistances du roi Ferdinand et de M. Daneff, premier délégué bulgare à la Conférence, et avec le consentement de M. Guéchoff, les négociations à Londres furent suspendues.

Le cabinet Guéchoff, rendons-lui cette justice, consentit à contre-cœur à la rupture des négociations, témoin ces deux dépêches très caractéristiques échangées avec M. Daneff :

11/24 janvier : le Conseil des ministres pense qu'il serait bon d'attendre, ainsi que nous l'avons promis, la réponse de la Turquie avant que de rompre les négociations et de dénoncer l'armistice ; c'est seulement en possession de la réponse, et alors seulement, que nous devons rompre et dénoncer l'armistice. En outre, nous devons agir de concert avec nos Alliés. Télégraphiez-moi si les Alliés sont disposés à rompre les négociations avant d'avoir reçu la réponse de la Turquie.

GUÉCHOFF.

De Londres M. Daneff répond à cette dépêche :

J'ai eu une entrevue hier avec les premiers délégués des Alliés au sujet des incidents de Constantinople. Les Serbes et les Monténégrins désapprouvent la rupture. Les Grecs, comme des gens madrés, se taisent. Je me suis prononcé catégoriquement pour la rupture des négociations. Alors les Serbes et les Monténégrins m'opposèrent qu'ils n'avaient pas

d'instructions à ce sujet. Nous avons décidé d'attendre qu'ils eussent reçu les instructions nécessaires, car la rupture des négociations s'imposait. J'espère contraindre les délégués à suivre la seule voie qui nous reste...

Les négociations furent en effet rompues le 16/29 janvier. A la veille même de ce jour, le général Savoff adressa télégraphiquement à l'armée cet ordre caractéristique :

Le cours des pourparlers en vue de la paix montre clairement que l'ennemi n'est pas disposé à nous céder un pouce du terrain gagné par la force de nos armes victorieuses. Par un trait de plume il prétend effacer tout ce que vous avez acquis, vous et vos frères tombés héroïquement. Héros de Tchorlou, de Kirk-Kilissé, de Bounar-Hissar, de Lulé-Bourgas et de Tchataldja, permettez-vous qu'on se joue ainsi de la glorieuse armée bulgare? Laissez-vous cette duperie impunie? Certainement non! Préparez-vous à de nouvelles victoires et avec votre « en avant » invincible, montrez à l'ennemi, montrez à l'univers tout entier que la patrie bulgare mérite un peu plus de considération¹.

En quittant Londres les délégués des Alliés ont respectivement laissé un mémoire entre les mains de sir E. Grey, mémoire où chacun d'eux exposait ses vues particulières et ses desiderata. Le mémoire de M. Daneff — les déclarations des délégués serbes sont formelles à ce sujet et ont été rédigées encore à Londres — le mémoire de M. Daneff renfermait, entre autres, la prétention de la Bulgarie sur *Dibra* et la frontière commune avec

¹ Iv. Ed. Guéchoff, *La démence criminelle*, Sofia, 1914, pp. 46 à 54.

l'Albanie. Pourtant Dibra, d'après le traité passé entre la Bulgarie et la Serbie, devait revenir à la Serbie ! Nouvelle preuve de la déloyauté bulgare !

A la fin du mois d'octobre 1912, au plus fort de l'affaire Prochaska, M. Daneff partit pour Vienne et pour Budapest, chargé de mission par le roi Ferdinand, pour solliciter la bienveillance et obtenir le consentement de l'Autriche-Hongrie, à la liquidation définitive de la Turquie d'Europe, c'est-à-dire pour s'ouvrir la route de Constantinople, mais il assurait ses Alliés que son voyage était provoqué par les difficultés que la Roumanie créait à la Bulgarie, et au retour il évitait toute rencontre à Belgrade. Vers la mi-janvier 1913, M. Daneff adressa un nouveau mémoire et réclama, au nom de la Bulgarie et pour la Bulgarie, Dibra et la frontière commune avec l'Albanie. Et tout cela M. Daneff l'appelle « correction parfaite et attitude loyale » !

Après la chute d'Andrinople, le 13/26 mars, presque deux mois révolus après la rupture des négociations à Londres, et grâce à la coopération de deux divisions serbes, grâce aussi à la présence de l'artillerie lourde serbe, on reprit l'idée, affirme M. Guéchoff, d'une nouvelle attaque de Tchataldja et de l'entrée à Constantinople¹.

A ce moment apparut clairement le cas médiocre

¹ *Ib. id.*, p. 106.

que l'on faisait du concours de la Serbie et des Alliés dont on ravalait l'activité. On déclara officiellement, que l'honneur de la prise d'Andrinople revenait uniquement aux Bulgares, que l'intervention de l'armée serbe n'avait eu d'autre importance que celle d'une démonstration militaire, bien que les Serbes eussent pris, déjà le 12/25 mars, le Tchiflik d'Ekmektchikeï, avec la cote maximum 171, ce qui fut relaté en ces termes par un écrivain français, Alain de Penennrun : « Il semble que lorsque Ekmektchikeï tombera, Andrinople ne résistera plus longtemps, bien que le secteur nord-ouest, où combattaient les Serbes, fût le mieux fortifié, si l'on en croit Imanuel, une des autorités en matière militaire ».

On voulut même disputer aux Serbes l'honneur de la capture de Choukri Pacha, ce qui donna lieu à toutes sortes de combinaisons, plus ou moins abracadabrantes, à des mensonges sans fin, journalièrement modifiés, et que les Turcs eux-mêmes devaient à chaque instant réduire à néant. Tous ces mensonges furent divulgués plus tard, et avec preuves à l'appui, par le colonel russe de Dreyer.

Les deux courants d'opinion suivants s'établirent et se développèrent simultanément : l'un préconisait la marche en avant, avec la prise de Constantinople pour objectif ; l'autre amoindrissait et déconsidérait la coopération des Alliés.

Après Lulé-Bourgas, les Bulgares se crurent tout permis. Lorsque l'insuccès de Tchataldja les

obligea à lever les yeux un peu moins haut, le roi Ferdinand écrivit à ses ministres que les Serbes et les Grecs brûlaient du désir de continuer la lutte à leurs côtés.

Lorsque Andrinople tomba aux mains des Bulgares, grâce au concours des Serbes, les Alliés furent de nouveau relégués au dernier plan. Selon les dirigeants de Sofia, les Bulgares seuls avaient obtenu la reddition de la place ; on recommença à penser uniquement à soi et aussitôt on se mit à diriger des troupes sur les frontières serbe et grecque. On multiplia les froissements à l'égard des Alliés. Personne ne voulait plus entendre parler de traités et de concessions à faire. Les plus modérés songeaient à la Bulgarie du traité de San Stefano, avec les concessions qu'imposait le traité signé avec la Serbie, concessions qui étaient compensées par la prise de la ville et du vilayet d'Andrinople, ces derniers faisant dès lors, avec l'assentiment de la Russie, partie intégrante du territoire bulgare, ce que n'avait pas prévu le traité de San Stefano.

M. Iv.-Ev. Guéchoff lui-même écrit à ce propos :

Notre politique tendait à la création d'une Bulgarie conforme au traité de San Stefano, non pas avec l'abandon à la Roumanie d'une de nos riches provinces de 300.000 âmes, mais bien avec cession à la Grèce de la seule ville de Salonique¹.

¹ *Ib. id.*, p. 65.

Et un peu plus loin, p. 103 :

Notre programme comportait — dans le cas où nous n'infligions pas à la Turquie une défaite complète — l'autonomie administrative des provinces européennes de la Turquie ; dans le cas où nous serions vainqueurs, nous obtenions la Bulgarie selon le traité de San Stefano, avec toutes les concessions imposées par le traité signé avec la Serbie et qui se compensaient pour nous par l'acquisition de la ville et du villayet d'Andrinople.

Il n'est même pas venu à l'esprit de M. Guéchoff de songer que ce programme était beaucoup plus vaste que celui qu'avait prévu le traité serbo-bulgare et dont l'exécution eût, sans contredit, entraîné la révision du traité du 29 février/13 mars 1912 ! Non certes, il n'y songeait même pas ; lui le plus modéré de tous les hommes politiques bulgares, se refusa à toute conversation, lorsque le gouvernement serbe tenta d'aborder cette question, une première fois verbalement, puis le 23 février/7 mars par écrit.

L'avertissement de M. Sazonoff, présenté par lettre datée du 3/16 mai et adressée au ministre de Russie à Sofia, est resté sans effet. Il a cependant été clairement formulé dans les termes les plus mesurés et les plus amicaux :

Si, d'après les conventions militaires établies déjà au début de la guerre ¹, la Bulgarie se croyait autorisée à prétendre au concours illimité de la Serbie, il n'en est pas de même quand

¹ M. Sazonoff ignorait alors la véritable situation de l'affaire à ce point de vue.

le gouvernement bulgare invoque les intérêts communs pour donner plus d'intensité à l'effort, en vue de conquérir Andrinople et les territoires situés au sud. Il est clair que, lors de l'élaboration du traité et de la délimitation des frontières, les deux parties contractantes ne pouvaient avoir songé également à l'annexion de ces territoires. Et la Serbie n'avait même pas pris part à la discussion des préliminaires et du différend créé par cette question, se reposant sur le profond sentiment de solidarité qu'elle supposait devoir souder les intérêts communs des deux nations slaves.

On ne peut pas ne pas relever et apprécier à sa juste valeur le mobile qui a guidé la politique serbe et qui a valu à ses chefs la considération et la sympathie générales. Nous nous attendons à voir le cabinet de Sofia adopter une attitude aussi sage à l'égard de ses engagements et de ses obligations¹.

Et pendant ce temps-là les têtes s'échauffaient toujours davantage à Sofia et dans les rangs de l'armée. L'étroit égoïsme national allait jusqu'au plus complet aveuglement.

Dans les premiers jours du mois d'avril, raconte M. Guéchoff, on me fit savoir confidentiellement que ma politique pacifique était peu goûtée et qu'il me fallait céder au plus vite la place à un autre.

A cette époque, au commencement d'avril, les Bulgares préparèrent seuls et pour leur propre compte l'armistice « qui se renouvelle plusieurs fois », dit encore M. Guéchoff². *Et cela aussi était contraire au traité conclu avec la Serbie et la Grèce.*

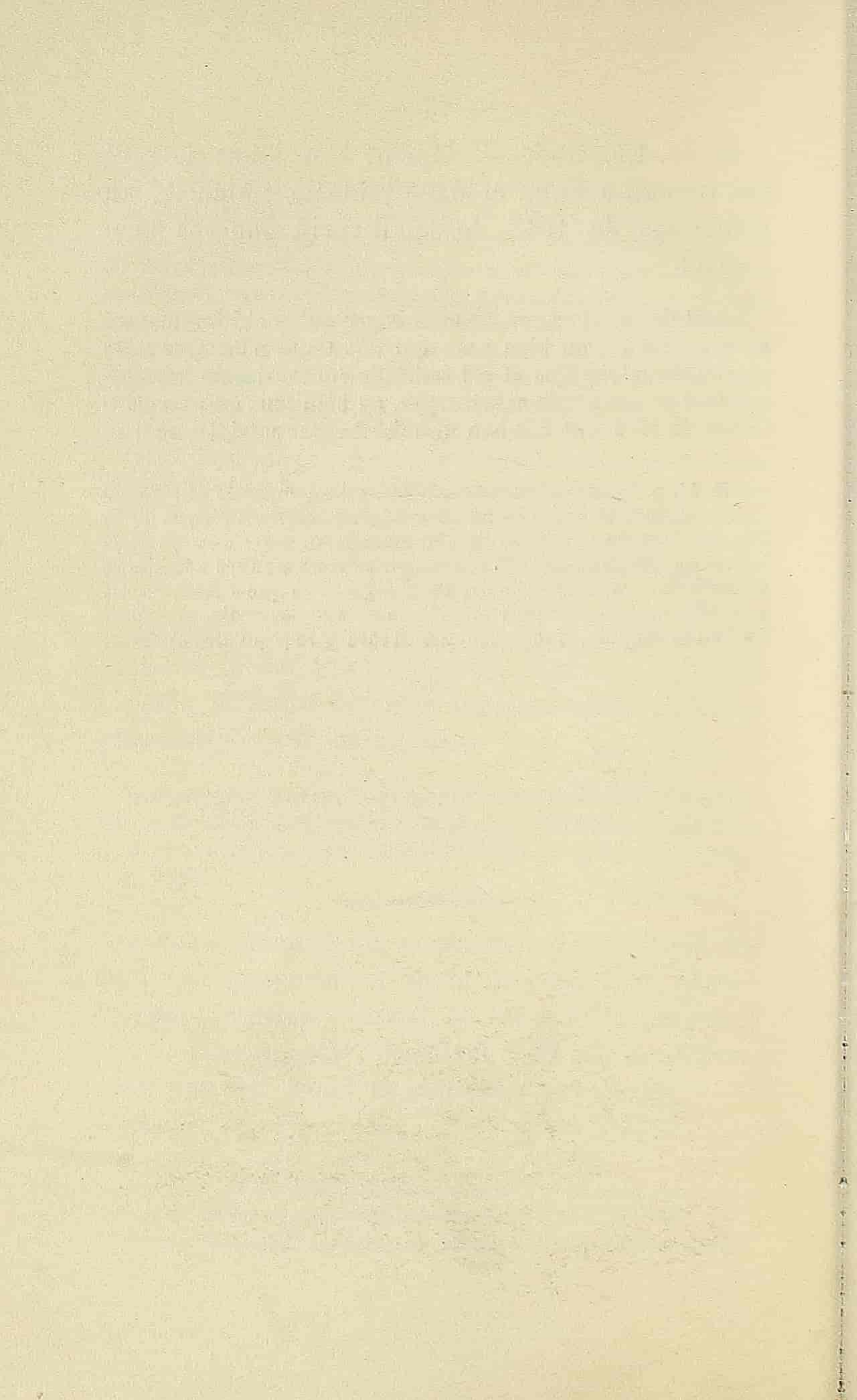
¹ *Recueil de documents diplomatiques concernant les événements des Balkans, août 1912 à juillet 1913, n° 169, p. 118.*

² *Iv.-Ev. Guéchoff, La démence criminelle, Sofia, 1914, p. 103-58.*

M. Iv.-Ev. Guéchoff dépeint bien l'état d'esprit qui régnait à Sofia et dans toute la Bulgarie, au printemps de 1913, lorsqu'il écrit, dans sa brochure :

L'histoire se chargera de démontrer qui a été impuissant et monstrueux, ou bien ceux qui ont tenté d'enrayer cette catalepsie patriotique et cet imbécile enthousiasme bayagagniste d'où est née la catastrophe, ou bien ceux qui, au printemps de 1913, ont fait bon marché de leur patriotisme¹.

¹ *Ib. id.*, p. 93. Baya Gagné est le héros d'un conte de feu Alexis Konstantinoff, nouvelliste bulgare de grand talent qui paya de sa tête l'audace d'avoir cristallisé dans son personnage un type dans lequel les Bulgares se sont reconnus, se sont trouvés atteints et ridiculisés. « Baya Gagné » est aux Bulgares ce que « Michel » est aux Allemands, « Jacques Bonhomme » aux Français, et « John Bull » aux Anglais, le représentant du caractère populaire bulgare.



HISTORIQUE

DE LA

JOURNÉE DU 16/29 JUIN 1913

I

Le 15/28 avril 1913, le ministre de Russie à Sofia, M. Neklioudoff, au nom de son Gouvernement, remit au président du Conseil bulgare d'alors, M. Guéchoff, la note suivante :

« Le Gouvernement Impérial se montre très inquiet des nouvelles parvenues de plusieurs côtés concernant la situation extraordinairement tendue qu'a suscitée la question de délimitation de frontière entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce.

» Le Gouvernement Impérial attire l'attention du Gouvernement bulgare sur les nombreuses conséquences, fâcheuses pour la Bulgarie, que pourrait avoir ce différend entre elle et ses Alliés. La Roumanie pourrait être à nouveau tentée d'émettre des prétentions, et dans ce cas il n'est pas impossible qu'à Bucarest on ne prenne des décisions

extrêmes. La Turquie elle-même peut songer à reprendre les armes. La Russie a tout fait jusqu'à présent pour localiser les événements et préserver la Bulgarie d'une attaque « dans le dos ». Mais en cas d'une rencontre fratricide entre les Bulgares, les Serbes et les Grecs, notre opinion publique elle-même désavouerait la Bulgarie, et le Gouvernement Impérial n'aurait d'autre ressource que d'assister, en spectateur inactif, quoique le cœur saignant, à la ruine de la cause bulgare, et à se borner uniquement à la défense des intérêts russes.

» *Les Bulgares ne devraient nullement perdre de vue qu'un conflit armé entraînerait la nullité du traité de 1912, lequel assure aux Bulgares des droits dans la question de délimitation en Macédoine.* Enfin un conflit entre les Alliés lèserait sans aucun doute leurs intérêts financiers auprès des Grandes Puissances, lesquelles enlèveraient aux puissances belligérantes toute possibilité de contracter emprunt.

» En tenant compte de tous ces dangers imminents et réels, j'attends de M. Guéchoff qu'il multiplie ses efforts pour aplanir pacifiquement les difficultés actuelles. Avant toute chose, il est nécessaire de censurer la presse, qui sème la discorde parmi les Alliés ; il est important et serait utile de ménager, dans un aussi bref délai que possible, une entrevue entre M. Guéchoff et M. Vénizelos et entre M. Guéchoff et M. Pachitch. Nous attachons à cela une importance capitale et prions M. Gué-

choff de bien vouloir accorder sa toute-bienveillante attention à l'avis que nous lui soumettons et le prions d'y donner suite aussi promptement que possible¹. »

Cet avis fut reçu à Sofia avec une indifférence marquée. Le cabinet de M. Guéchoff et le roi, d'un commun accord avec le Haut Commandement avaient déjà, au lendemain de la chute d'Andrinople, mis à l'étude un plan de campagne et commencé les préparatifs en vue d'une attaque armée contre la Serbie et la Grèce. Le 22 mars/4 avril s'était tenu à Andrinople, sous la présidence effective du roi, un Conseil des ministres, où fut discutée la situation militaire, et où des considérations générales sur les événements politiques du moment furent échangées. A la séance du Conseil assistait également le généralissime Savoff. Après une longue discussion, affirme le général Savoff, les décisions suivantes furent prises :

1° Suspendre les opérations contre les Turcs *et secrètement, à l'insu des Alliés, entamer les négociations en vue d'un armistice* ;

2° Jusqu'à la conclusion de la paix, laisser en Thrace l'effectif strictement nécessaire pour la défensive, et jeter tout le reste de l'armée contre les Serbes et les Grecs en Macédoine².

¹ *Recueil de documents diplomatiques (russes) concernant les événements dans la Péninsule balkanique* (août 1912 à juillet 1913, n° 155, pp. 107 à 108).

Le texte en italiques nous appartient.

² Cité par le général Savoff dans sa polémique *La Vérité sur la*

Ces décisions furent suivies de la dépêche suivante adressée par le président du Conseil des ministres, M. Guéchoff, au

Lieutenant-général SAVOFF, adjoint au généralissime.

Andrinople.

En arrivant ici hier, le lieutenant-général Paprikoff a suggéré l'idée d'envoyer immédiatement l'armée à Istip, à Kotchana et à Stroumitza. Télégraphiez quand l'armée sera prête à se mettre en route et combien de temps il faudra pour réunir au delà de la frontière les autres parties de la division de Toundja.

Sofia, le 8/21 avril 1913.

N° 974.

Signé : *Le président du Conseil des Ministres,*
GUÉCHOFF.

Le général Savoff répondit à cette dépêche du président du Conseil, M. Guéchoff, par une dépêche également, où il dit, entre autres :

Afin de pouvoir concentrer toute l'armée dans l'action projetée contre les Serbes et les Grecs, il nous faut compter au moins vingt-cinq à trente-cinq jours, délai qui suffira aux Alliés pour occuper toutes les positions géographiques les plus importantes de notre territoire, y compris la capitale. La seule issue possible à cette situation extrêmement fâcheuse serait de trouver un moyen pour traiter, au plus vite, avec la Turquie, d'une *paix séparée*, et pour trancher dé-

Catastrophe, publiée par le *Dnevnik*, n° 4219, du 29 mai/12 juin 1914.
— M.-J. Anghéloff, qui était à Andrinople, a affirmé au Sobranié qu'aussitôt après la chute d'Andrinople, on reçut l'ordre de diriger l'armée sur Démir-Hissar, à la frontière grecque, puis à la frontière serbe. (C.R. sténographiques XVII du Sobranié, 1914, p. 401.)

finitivement la question qui nous divise, tout en procédant à la concentration rapide de nos troupes. Tout retard dans la conclusion de la paix pourrait avoir des conséquences dangereuses et irréparables pour les opérations militaires ¹.

Andrinople, le 10/23 avril 1913.

N° 3779.

Signé : *Le lieutenant-général,*
SAVOFF.

Le roi Ferdinand avait échangé des vues à ce sujet avec le général Savoff déjà bien avant cette date. En effet, le 23 février/8 mars ², celui-ci fait connaître ses idées au roi :

1° Conclure la paix avec la Turquie au plus tôt, et dans des conditions favorables, ce qui permettrait de dégager ce front où la lutte est devenue non seulement sans objet et sans but, mais aussi, étant donné ce qui se passe actuellement en Macédoine, et ce qui s'y passera surtout, périlleuse pour la sauvegarde de nos intérêts nationaux.

2° Envoyer les troupes en Macédoine, tant qu'il en est temps encore.

Ce que nous n'enlèverons pas aux Turcs maintenant, ne sera que différé pour nous ; mais tout ce que nous perdrons en Macédoine, sera irrémédiablement perdu.

Tmirich et Krdjali coûtèrent jadis le trône au prince Alexandre ; si nous n'enlevons pas Midia-Rodosto, notre dynastie conservera le sien. Mais si nous sacrifions encore nos

¹ *Dnevnik* (Journal du général Savoff), n° 4219, du 29 mai/12 juin 1914.

Le texte en italiques nous appartient.

² Il est intéressant de noter que ce même jour a été adressée, par écrit, au Gouvernement bulgare la demande de révision du traité.

intérêts les plus vitaux en Macédoine, après tous les durs sacrifices que nous a imposés la guerre actuelle, alors...

Dimotika, le 23 février/8 mars 1913.

N° 3053.

Signé : *Le lieutenant-général.*

SAVOFF.

Le même jour le général Savoff reçoit du roi Ferdinand la dépêche suivante :

Au lieutenant-général SAVOFF, adjoint au généralissime.

Dimotika.

Vous remercions pour la dépêche n° 3053. Pouvons, au pis-aller, nous contenter de la ligne frontière Saros-Midia, *mais dans aucun cas de celle Enos-Midia. Tout dépendra de la chute imminente d'Andrinople, également attendue par les grandes puissances. Ensuite nous envisagerons la question de l'occupation de la Macédoine par les Serbes et les Grecs*².

Signé :

LE TSAR.

Tandis qu'à Sofia on cherchait, le plus sérieusement du monde, un moyen de se tourner contre les Alliés, et qu'on délibérait à ce sujet, Petrograd, de son côté, s'ingéniait à en trouver un autre de nature plus efficace pour empêcher le conflit.

M. Sazonoff, déjà bien avant sa dépêche du

¹ *Dnevnik* (Journal du général Savoff), n° 4218, du 27 mai/9 juin 1914. Le général Savoff a suspendu la fin de sa lettre par des points n'ayant osé livrer toute sa pensée.

² *Dnevnik* (Journal du général Savoff), n° 4218, du 27 mai/9 juin 1914.

Nous avons reproduit en italique les passages les plus importants.

15/28 avril, adressait, le 9/22 avril, respectivement aux ministres à Sofia, à Belgrade et à Athènes une dépêche identique, *proposant aux Gouvernements alliés une démobilisation spontanée.*

Le ministre de Russie à Belgrade, M. Hartwig, répondit à cette démarche dans les termes suivants :

La proposition concernant la démobilisation simultanée des armées alliées, au moment même de la fixation des préliminaires de la paix, a trouvé auprès de M. Pachitch un accueil tout à fait favorable. M. Pachitch a promis de soumettre aussitôt la question à l'approbation du Conseil des ministres.

M. Pachitch fait encore savoir que la Serbie commencera la démobilisation, si la Bulgarie et la Grèce acceptent le projet, en renvoyant 80 à 100.000 hommes.

Etant donné les troubles qui règnent sur la frontière albanaise, M. Pachitch opine qu'une plus large démobilisation serait dangereuse ¹.

Signé :
HARTWIG.

Sans tenir compte de la proposition de M. Sazonoff concernant la démobilisation, suivie aussitôt de celle relative à l'entrevue des quatre ministres, présidents des Conseils alliés, le Gouvernement bulgare songeait tout au contraire à une rencontre armée avec la Serbie et la Grèce. A cet effet, le

¹ *Recueil des documents diplomatiques (russes) concernant les événements dans la Péninsule balkanique* (août 1912 à juillet 1913), n° 149, p. 103. Comme on peut le voir la proposition de démobilisation émane du Gouvernement russe et ce n'est pas, comme les Bulgares le prétendent (voir le discours de M. T. Theodoroff) la Serbie qui l'a exigée « avec arrogance » de la Bulgarie,

Conseil des ministres se réunit le mardi de Pâques¹. A la séance furent également présents les généraux Savoff et Fitcheff qui soumirent leurs opinions au Gouvernement, ainsi que le déclare le général Savoff :

Ajourner l'attaque contre les Alliés jusqu'à l'automne, et entrer dans la voie de la démobilisation, afin d'enlever aux Alliés toute possibilité de tirer parti des positions stratégiques favorables, tandis que s'opérerait la concentration des troupes bulgares.

Telle était l'opinion du Haut Commandement dans lequel la voix du général Fitcheff avait prépondérance sur celle du général Savoff. Le Gouvernement prit en considération cette opinion qui ne fut cependant pas adoptée à l'unanimité de ses membres. Les ministres appartenant au groupe nationaliste, avec M. Guéchoff à la tête, se prononcèrent en sa faveur. L'autre moitié des membres du Conseil, du parti de M. Daneff, c'est-à-dire les progressistes-libéraux, votèrent contre. Pour ces derniers la démobilisation équivalait à une « exécution capitale de la Macédoine ». Cette dissidence parmi les membres du Conseil laissa la question pendante.

On décida cependant de proposer au roi de réunir le Conseil de la Couronne, auquel seraient également convoqués tous les chefs des partis de l'opposition. A la séance de ce Conseil les géné-

¹ Le 16/29 avril 1913.

raux Savoff et Fitcheff devaient exposer les raisons qui poussaient le Haut Commandement à remettre à l'automne la guerre avec les Alliés.

Le roi Ferdinand, informé par le chef de son cabinet secret de la décision prise par le Gouvernement, ordonna aux généraux Savoff et Fitcheff de rejoindre aussitôt leur poste à Andrinople, vu qu'il ne lui agréait pas de réunir présentement le Conseil de la Couronne.

Les négociations en faveur de la paix avec la Turquie ne donnèrent aucun résultat ; même un mois après la chute d'Andrinople, la Turquie ne voulant pas admettre comme frontière Rodosto-Midia, les Bulgares ne se contentant pas de la ligne Enos-Midia. Ce fait caractérise hautement les prétentions bulgares. C'est seulement à la fin de mars que le Gouvernement bulgare accepta la ligne Enos-Midia comme frontière, au grand mécontentement du roi Ferdinand, qui soupçonna la Russie de l'avoir tracée¹.

Le mois de mai n'apporta aucun changement dans l'attitude du Gouvernement bulgare, au sujet des propositions faites par M. Sazonoff, en ce qui concernait la démobilisation d'une part, et l'entrevue des quatre ministres présidents des Conseils alliés, en vue de l'entente directe pour la délimitation d'autre part.

¹ Guéchoff, p. 105 à 106.

Il semble que M. Guéchoff lui-même aurait été, à un moment, entraîné par le courant qui agissait en faveur du conflit armé avec les Alliés.

Des bruits alarmants circulèrent et commencèrent à émouvoir l'opinion publique; on disait la capitale et toute la frontière occidentale exposées à l'inévitable et très prochaine attaque de l'armée serbe. C'est à dessein que l'on propageait ces bruits à Sofia, dans l'armée et dans le public, à seule fin de justifier et de provoquer au plus tôt une action armée contre la Serbie.

Et M. Guéchoff s'y laissa prendre, puisqu'il adressa, très sérieusement, au général Savoff la dépêche n° 1314.

Les journaux gouvernementaux *Mir* (la Paix) et *Bulgaria* (la Bulgarie), commencèrent ouvertement une campagne contre la Serbie. Le but de cette campagne était clair : il s'agissait de miner les bases de la Ligue balkanique et de lui enlever son caractère en exerçant une pression sur la Serbie et la Grèce; il s'agissait de créer dans l'opinion publique et dans l'armée un courant d'antipathies contre la Russie.

Lorsque cette campagne eut atteint des proportions vraiment inadmissibles, le Gouvernement de Pétrograd crut devoir réagir de la façon la plus énergique. Ce que M. Sazonoff fit par une dépêche datée du 21 avril/4 mai et ainsi conçue :

Le Ministre des Affaires Etrangères, au Ministre à Sofia.

Petrograd, le 21 avril/4 mai 1913.
(Dépêche.)

De sources différentes nous apprenons que le mécontentement contre la Russie grossit dans les milieux bulgares.

Nous estimons que le Gouvernement bulgare possède assez d'éléments pour une interprétation toute différente de notre rôle dans la sauvegarde des intérêts de la Bulgarie. La réponse du Cabinet de Sofia que vous nous avez transmise, lorsque nous sommes intervenus à propos de ses dissentiments avec la Serbie, fortifie notre opinion à ce sujet.

Veillez informer le Gouvernement bulgare que nous attendons de lui le redressement de l'opinion publique. Nous avons une telle foi dans l'idée étatiste du Cabinet de Sofia que nous ne pouvons prêter la moindre attention aux efforts que font les faux amis de la Bulgarie pour lui faire quitter le droit chemin ¹.

Signé :

SAZONOFF.

A la campagne énergique qui avait été menée à Sofia contre la Serbie, cette dernière répondit par l'attitude très digne de son Gouvernement, renforcée par une opinion publique correcte à l'égard de la Bulgarie. La mentalité serbe, au point de vue de l'alliance, ne s'était nullement modifiée. Témoin la dépêche suivante :

Le Ministre à Belgrade.

Le 20 avril/3 mai 1913.
(Dépêche.)

Je me suis expliqué avec M. Pachitch sur le contenu de votre dépêche du 17/30 avril. L'alliance avec la Bulgarie,

¹ *Documents diplomatiques*, n° 164, p. 114.

me dit-il, continue à être aussi précieuse qu'auparavant, et la Serbie n'a rien fait pour la rompre, bien au contraire, en présence des événements, elle considère comme indispensable une révision amicale du traité. M. Pachitch conserve l'espoir de voir les deux gouvernements arriver à une entente amicale. Si cette éventualité était irréalisable, le Gouvernement serbe serait prêt, ainsi que le traité l'y invite, à soumettre ses aspirations et ses interprétations à l'arbitrage du Gouvernement Impérial¹.

Signé :

HARTWIG.

Les efforts tentés à Petrograd pour amener les Alliés à une entente directe ne donnèrent aucun résultat positif. La Bulgarie était de plus en plus hantée par l'idée d'armer contre la Serbie et la Grèce, et cette idée semblait être son unique préoccupation. Plusieurs télégrammes furent échangés à ce sujet entre le président du Conseil et le grand état-major. M. Guéchoff a renouvelé plusieurs fois le conseil au général Savoff de prendre des mesures urgentes pour déplacer les troupes de la Thrace et les diriger contre les Serbes et les Grecs en Macédoine. Cependant l'état de l'armée bulgare ne permettait pas une attaque contre les Alliés aussi rapide qu'on le désirait et le demandait sans cesse à Sofia. Le général Savoff, subissant surtout l'ascendant de son adjoint, le général Fitcheff, sentait bien qu'une grande responsabilité pesait sur lui. Il se décida donc à adresser au roi Ferdinand la dépêche suivante :

¹ *Documents diplomatiques*, n° 163, pp. 113 à 114.

Très urgent.

A Sa Majesté le chef suprême.

(Copie pour le président du Conseil.) Sofia.

C'est pour moi un devoir sacré d'informer Votre Majesté, que la situation de l'armée devient de jour en jour plus critique. Le mécontentement a atteint les plus vastes proportions et la révolte gronde parmi les troupes parce qu'elles se trouvent dans une position inextricable. Etant donnés les renseignements que je possède, je crains que le désordre, dont nous sommes menacés, n'éclate d'un moment à l'autre. D'un autre côté — les renseignements sont précis — les Turcs préparent sérieusement une action contre nous. Ils se fortifient, amènent des canons, reforment les effectifs par de nouvelles recrues, etc. Considéré dans son ensemble, tout ceci nous montre que la situation est très grave, et si nous ne réagissons pas à temps, je crains que nous n'exposions le pays à une catastrophe. Je Vous prie de faire, sans retard, tout le nécessaire pour nous libérer de la Turquie et pour régler nos affaires communes avec elle. Laisser se prolonger la situation actuelle, c'est exposer et l'armée et la patrie à un danger très grand¹.

Andrinople, le 27 avril/10 mai 1913.

N° 4040.

Signé : *Le lieutenant-général,*
SAVOFF.

Cette dépêche du général Savoff provoqua le mécontentement de la Cour. La Camarilla se livra aussitôt à des intrigues, et l'on ne parla plus que du remplacement du général Savoff. Le bruit se répandit jusqu'à Andrinople et vint rapidement aux oreilles du général lui-même. Sans la moindre

¹ *Dnevnik* (Journal du général Savoff), n° 4220 du 30 mai/13 avril 1914.

hésitation celui-ci se rangea aussitôt et ouvertement aux côtés des partisans de l'action armée contre les Alliés.

L'idée de l'attaque contre la Serbie avait rallié d'autres partisans résolus, même dans les milieux qui ne faisaient pas partie de la camarilla et qui subissaient l'influence des partis austrophiles, surtout à dater du moment où le Gouvernement russe eut exposé au Gouvernement bulgare son point de vue sur le différend serbo-bulgare et la délimitation en Macédoine. M. Sazonoff a exposé ce point de vue dans une lettre détaillée qu'il a adressée, au commencement du mois de mai, à M. Nekloudoff, ministre de Russie à Sofia. Cette lettre dit :

Le Ministre des Affaires Etrangères au Ministre à Sofia.

Petrograd, le 3/16 mai 1913.
(Lettre.)

Dans la correspondance antérieure vous ne manquerez pas de constater que, pour ce qui concerne le différend bulgaro-serbe, de notre côté, nous ne nous départissons pas de la conviction que les deux parties en cause ont des obligations, stipulées par le traité, qui les lient.

Bien que dans le cas actuel, notre point de vue réponde complètement aux intérêts bulgares, nous devons convenir que les desiderata de la Serbie ne doivent pas être complètement écartés et méritent quelque attention, à cause de l'intérêt idéal et politique que le Gouvernement de Belgrade met en avant.

Tant que nous restons sur le terrain de l'évaluation du concours armé que les parties alliées se sont mutuellement prêtés, les arguments de la Serbie n'ont qu'une importance relative, bien que leur valeur ait été, en son temps, déter-

minée par le Cabinet de Sofia, qui a voulu rétribuer la Serbie, argent comptant, pour son concours, lors du siège d'Andrinople. L'émoi légitime et la répugnance que de tels procédés ont soulevés en Serbie, militent en faveur d'un autre point de vue, le point de vue moral, qui présente une bien autre valeur que les arguments précités. En vérité, si nous examinons le caractère véritable de l'aide que la Serbie a prêtée à la Bulgarie, nous constatons qu'elle n'est pas seulement le résultat de l'accomplissement de formalités obligatoires, mais bien la même manifestation enthousiaste qui a présidé, chez les Serbes, à la réalisation de leur propre idéal national, dans la conquête de provinces qui sans contestation aucune doivent revenir au royaume de Serbie.

Si, d'après les conventions militaires, qui ont été établies alors que la guerre était déjà commencée, les Bulgares semblaient, à première vue, pouvoir compter sur un concours illimité de la Serbie, plus contestables encore étaient ces raisons, si l'on tient compte des intérêts réciproques, pour lesquelles le Gouvernement bulgare a recherché l'effort commun, en vue de conquérir Andrinople et les territoires situés au sud, dont l'annexion à la Bulgarie ne pouvait être envisagée par les deux parties contractantes, lors de la discussion du traité et de la délimitation.

La Serbie, entre temps, n'avait pas entamé la discussion de cette question. Elle était guidée par sa connaissance très approfondie de la connexion des intérêts des deux pays slaves. Il est impossible de ne pas apprécier, à sa juste valeur, ce mobile qui a toujours été propre à la politique serbe et qui mérite d'être pris en considération.

Nous attendons du Cabinet bulgare actuel la même sagesse dans l'accomplissement de ses obligations et devoirs. Un étroit égoïsme national peut ramener la Bulgarie sur le terrain de l'interprétation étroite et formelle du traité. Dans ce cas elle pourra conquérir un peu plus de territoires, mais elle risque fort de compromettre ce qui lui semblait le plus précieux dans son alliance avec la Serbie, la solidarité fraternelle qui s'est manifestée et raffermie par le traité.

Les destinées de la Péninsule balkanique ont préposé la Bulgarie au rôle principal. Mais si elle ne se montre pas à la hauteur de cette tâche, si elle ne consolide pas sa situation

solidairement avec les pays de même race et de même religion, elle risque de compromettre son hégémonie pour une bagatelle.

Le Gouvernement bulgare devrait songer au danger qui surgirait pour lui, si ses Alliés et voisins se liguèrent dans un même sentiment de doute et de méfiance contre lui ; alors qu'il devrait resserrer davantage les liens qui l'unissent à eux, ce qui ouvrirait dans l'avenir, à la prospérité bulgare, les plus brillants horizons.

Les faux amis de la Bulgarie l'attirent dans une voie, la Russie l'invite à en suivre une autre, lui évitant ainsi un choix erroné et périlleux. Si malgré cela elle se laissait aller à un opportunisme étroit, cette politique la jetterait sûrement dans une aventure dont elle ne tirerait que des déceptions. Car enfermée dans le bloc ennemi de ses voisins, privée de l'appui de la Russie, elle chercherait vainement une aide ailleurs. Elle ne pourrait plus reconstituer les bases solides de son développement futur, alors qu'elle l'aurait pu grâce à notre concours qui lui resterait acquis si elle ne se laissait pas détourner du bon chemin. La Bulgarie ferait acte de sagesse si de son plein gré elle acceptait certaines modifications au traité de délimitation et consentait quelques minimes concessions. Ces concessions produiraient à Belgrade l'impression attendue, d'autant plus qu'elles seraient bénévolement accordées et consolideraient l'union des deux pays sans laquelle on ne peut même pas parler de leurs obligations réciproques dans le passé.

Veillez vous expliquer dans le sens indiqué tant avec M. Guéchoff qu'avec les autres partis politiques, dont les vues ont quelque importance dans la direction ultérieure de la politique du Gouvernement.

Nous serions très désireux d'amener le Cabinet actuel à un échange de vues avec la Serbie pour une délimitation plus rationnelle de la frontière, telle qu'il serait disposé à l'admettre¹.

Signé :

SAZONOFF.

¹ *Documents diplomatiques*, n° 169, pp. 117 à 120.

*Le Gouvernement bulgare reçut communication de cette lettre de M. Sazonoff, le 7/20 mai, mais il est probable qu'il en ait eu connaissance déjà avant cette date*¹. Dès ce moment commence la période de rupture progressive de tous les rapports entre la Bulgarie et la Russie et d'une activité plus grande dans les préparatifs contre la Serbie et la Grèce. Déjà ce même jour, 7/20 mai, on affirmait de source officielle, que la Ligue balkanique n'existait plus. Elles étaient loin, pour le moment, les concessions territoriales que la Bulgarie devait faire en faveur de la Serbie, en restant dans les limites des services rendus et en tenant compte des conditions politiques complètement modifiées ! L'attitude même du général Savoff se modifie et devient agressive. La dernière démarche du Gouvernement Impérial, contrairement à ce que l'on en attendait, détermine les partisans officiels du conflit armé contre la Serbie, à une manifestation énergique en faveur d'une concentration de troupes bulgares sur la frontière occidentale. La veille du jour où le point de vue russe fut connu, le général Savoff n'était pas encore en mesure de rassembler des effectifs importants en face de la Serbie. Dans sa dépêche du 3/16 mai, n° 4116, adressée au président du Con-

¹ Il semble qu'en même temps M. Romanovsky ait apporté à Sofia une lettre confidentielle où il est question de concessions que la Bulgarie devrait bien faire de son propre chef. M. Daneff l'a confirmé à la séance du Sobranié lorsque M. N. Ghénadieff a suscité cette question. Voir : C. R. sténographiques XVII, du Sobranié, 1914, discours de M. Ghénadieff.

seil, où il se justifie, le général Savoff fait savoir que pour le moment on ne peut diriger sur la frontière occidentale, contre la Serbie, qu'une seule brigade, et cela au risque de compromettre toutes les opérations dirigées contre les Turcs, ce à quoi le grand état-major ne peut se résigner sans décliner toute responsabilité en face des conséquences qu'entraînerait le transport d'un contingent plus fort.

Plus loin, dans la même dépêche, le général Savoff fait au président du Conseil la proposition suivante :

A une époque aussi décisive que l'époque présente, les problèmes militaires et politiques ne peuvent se résoudre par des demi-mesures et exigent des solutions rapides et claires, des décisions qui demandent à être précisées et maintenues jusqu'au bout et qui détermineront sur quel point on doit sacrifier, sur quel autre on doit concentrer tous les éléments de notre force armée.

Le dilemme qui se pose est clair : devons-nous rappeler nos troupes de Tchataldja et de Boulaïr et concentrer toute l'armée contre la Serbie, cette opération dût-elle nous coûter Andrinople et la reprise, par les Turcs, de tout le territoire conquis sur eux, ou bien devons-nous conserver les provinces conquises, sans y affaiblir nos troupes, et livrer la capitale et notre frontière occidentale aux mains du destin ? Cette question ne relève pas de la compétence du grand état-major et c'est au Conseil des Ministres qu'il appartient de la résoudre d'abord, de la transmettre ensuite à l'état-major général, sous forme de décision précise, à laquelle décision il se conformera entièrement. L'état-major général ne peut assumer la responsabilité de laisser libre l'accès de l'enceinte fortifiée d'Andrinople, exposée à l'invasion de ses anciens maîtres. C'est en quelque sorte le renouvellement de la situation de 1885. A cette époque, le Conseil des ministres,

réuni à Sofia, sous la présidence du prince régnant, décidait de protéger la frontière méridionale par un faible effectif et de concentrer tout le reste de l'armée contre la Serbie. La décision fut transmise au grand état-major qui prit les dispositions nécessaires pour la concentration des troupes à Slivnitza et sur d'autres points. Il est clair que le Conseil des ministres doit actuellement encore, et sans retard, envisager cette question, pour laquelle le grand état-major ne peut prendre de décision sous sa responsabilité.

Comme tout ce que je viens d'énumérer présente de grands risques qu'il ne faut courir que dans le cas extrême, j'insiste sur ce que j'ai eu maintes fois l'occasion d'avancer : afin que la concentration puisse s'opérer en toute liberté, il faut le plus prochainement possible conclure la paix avec la Turquie, en prenant toutes les mesures nécessaires pour être complètement garanti de son côté.

Je prie le Conseil de bien vouloir remarquer que le Ministère de la Guerre n'a pas encore donné suite à ma dépêche du 16/29 avril, concernant les diverses mesures relatives au ravitaillement et au matériel, à Sofia, à Radomir, à Djoumaya, Ferdinandovo et Demir-Hissar, ce qui fait que dans aucun de ces points nous ne possédons un grain de céréales. Comment ravitaillerions-nous nos troupes si tout à coup il nous fallait opérer la concentration sur ces points ?

Je ne vois pas non plus que notre situation vis-à-vis la Roumanie soit régularisée. D'où tirerons-nous les moyens de pourvoir notre armée de ce qui lui est nécessaire, en cas de conflit avec la Serbie et la Grèce, si tous les ports de la mer Egée nous restent fermés. En outre qui garantira la base contre la Roumanie ?

Andrinople, le 3/16 mai 1913.

N° 4116.

Signé : *Le lieutenant-général,*
SAVOFF.

Conformément à sa dépêche, le général Savoff

¹ *Dnevnik* (Journal du général Savoff), n° 4221, du 31 mai-13 juin 1914.

envoya le jour même à Sofia une brigade avec l'artillerie nécessaire. Il expédia, également par Varna, deux bataillons de la 5^e division.

En informant télégraphiquement le président du Conseil que le transport des troupes commençait en vue de l'action contre les Serbes, le général Savoff, dans sa dépêche du 5/18 mai, contrairement à sa dépêche du 3/16 mai, n^o 4116, incite le Gouvernement au courage¹.

A Monsieur le Président du Conseil, Sofia.

Je conseille le courage et la fermeté dans la direction des négociations des préliminaires avec les Alliés ; il ne faut pas perdre de vue que nos armées sont parfaitement aptes à les vaincre et les écraser facilement. Aucun moment ne sera plus propice que le moment présent, où nous sommes l'objet de leurs provocations. Une seule chose est nécessaire : nous libérer des Turcs et concentrer nos troupes. Il n'est pas douteux que nous ne soyons les plus forts. Le moral de nos hommes, dès qu'il s'agit d'attaquer les Serbes et les Grecs, est excellent. De toute l'armée ne part qu'un cri : Vengeance.

Je prie seulement de prendre les mesures nécessaires pour la remonte de la cavalerie, et d'assurer le ravitaillement dans les délais prescrits par le Haut Commandement pour le bon fonctionnement de celui-ci et faute de quoi nulle opération ne sera possible².

Andrinople, le 5/18 mai 1913.

N^o 4228.

Signé : *Le lieutenant-général,*
SAVOFF.

¹ Le général Savoff, on le verra plus tard, manifestait souvent des opinions et donnait des renseignements contradictoires, ainsi que le fit remarquer au Sobranié M. I. Sazakoff. Est-il seul coupable ou bien doit-il partager la responsabilité avec le roi Ferdinand ?

² *Dnevnik* (Journal du général Savoff), n^o 4222, du 1^{er}/14 juin 1914.

Cette dépêche du général Savoff est suivie le lendemain même, 6/19 mai, d'une autre dépêche, conçue dans le même esprit, peut-être encore plus énergique, et adressée au président du Conseil :

A Monsieur le Président du Conseil, Sofia.

La guerre avec les Serbes et les Grecs est inévitable.

Toute concession faite à nos alliés affaiblis provoquerait un vif mécontentement dans les rangs de l'armée, et que rien ne pourrait plus étouffer. D'autre part, se pose la question de l'avenir de notre patrie. On se demande qui aura l'hégémonie de la Péninsule balkanique. Le moment est venu de tirer parti des avantages que nous fournissent les Alliés eux-mêmes dans cette lutte et d'y concentrer tous nos efforts. *Une guerre victorieuse tranchera définitivement cette question d'hégémonie en notre faveur.* D'ici un ou deux ans il n'en sera plus temps, l'Europe elle-même s'y opposera. *Voilà pourquoi, à mon avis, nous devons user de toutes les ruses et de tous les moyens en notre pouvoir pour arriver, tout en déclinant la responsabilité de la guerre, à un conflit armé avec les Alliés.* Quand nous leur aurons infligé une défaite décisive, nous enlèverons à nos ennemis toute possibilité de nous créer dans l'avenir des obstacles à la réalisation de notre idéal national. D'après ma conception, nous commettrions une faute irréparable si nous laissons échapper l'occasion favorable qui s'offre à nous.

D'après les informations que je possède sur nos opérations futures, dans quatre jours au plus, les Grecs se trouveront dans la nécessité de rompre avec les Serbes, et nous demanderons une paix séparée, afin d'échapper à la défaite. Alors tout notre effort pourra être dirigé contre la Serbie. *L'armée serbe ne pourra, sur aucun point, résister aux attaques brusques de nos puissantes colonnes*¹.

Andrinople, le 6/19 mai, 1913.

N° 4242.

Signé : Le lieutenant-général,
SAVOFF.

¹ *Dnevnik* (Journal du général Savoff), n° 4223 du 2/15 juin 1914. Certains passages ont été mis par nous en italique pour attirer l'attention.

Ainsi que cette dépêche le démontre, le général Savoff croit déjà qu'il est un homme d'État; il donne des conseils politiques au Gouvernement, il développe tout un programme politique, livre son avis de spécialiste et donne l'assurance que ce programme ne tardera pas à être facilement et rapidement réalisé.

Ce qui est vraiment curieux et significatif c'est que ce programme et cet avis ont été ultérieurement exécutés à la lettre.

II

La situation de l'armée bulgare, opérant en Thrace, devenait critique. Contrairement à ce qu'affirme le général Savoff, la nouvelle de la concentration des troupes et de la guerre contre les Alliés émut vivement l'armée entière. Des mutineries éclatèrent dans les rangs de l'armée. Sur 54 compagnies d'infanterie, 28 se révoltèrent. Cette situation critique n'empêcha cependant ni le Gouvernement ni les hautes personnalités d'orienter tous les événements ultérieurs vers l'attaque armée contre les Alliés.

Au moment même où l'on dégarnissait les champs de bataille de la Thrace et transportait les troupes contre la Serbie, le Gouvernement bulgare chargeait son ministre à Petrograd de faire savoir au

Gouvernement russe, que le moment était venu où le Grand Arbitre devait rendre sa sentence.

Pour répondre à M. Guéchoff, M. Sazonoff adressa le 7/20 mai, à M. Neklouioff, la dépêche suivante :

Le ministre des Affaires Etrangères au ministre à Sofia.

Petrograd, le 7/20 mai 1913.
(Dépêche.)

Si nous sommes convaincus que la Bulgarie acceptera notre arbitrage, qui dans le cas présent est favorable à ses intérêts, il nous faut absolument la garantie que la Serbie s'y soumettra également. La plus grosse difficulté qui règne pour le moment, c'est la pression que l'armée et ses chefs exercent sur les gouvernements alliés. Voilà pourquoi nous attachons une importance toute particulière à notre proposition relative à la démobilisation simultanée, proportionnelle et partielle. La formule la plus acceptable serait l'entente entre la Bulgarie, la Serbie et la Grèce, en vue de réduire leur armée au tiers ou au quart de l'effectif actuel. *Nous avons adressé la même proposition à Belgrade et à Athènes*¹.

Signé :
SAZONOFF.

La proposition russe concernant la réduction des forces mobilisées était considérée à Sofia comme tout à fait contraire aussi bien aux tendances générales du pays, disposé à attaquer les Alliés, qu'à la volonté de profiter militairement et politiquement des circonstances. Dans les cercles militaires on avait acquis la conviction que la Bulgarie ne

¹ *Recueil de documents diplomatiques concernant les événements des Balkans, août 1902-juillet 1903.*

s'exposerait à aucun risque, ni au point de vue politique ni au point de vue militaire, si elle attaquait la Serbie et la Grèce. On escomptait un succès certain, tant sur les champs de bataille que sur le terrain diplomatique. Une dépêche significative du général Savoff le constate :

A Monsieur le président du Conseil, Sofia.

La Triple Entente sera réduite à cette solution car, étant donnée la situation des forces armées des deux groupes de grandes puissances — la Triple Alliance et la Triple Entente — la victoire restera au groupe qui aura la Bulgarie à ses côtés.

La Bulgarie, territorialement augmentée, pourra donner 14 à 15 corps d'armée éprouvés, jouissant d'une réputation conquise sur les champs de bataille, tandis que les Serbes et les Grecs ne sont et ne seront dans l'avenir à aucun moment davantage en mesure de lui opposer une armée égale quant au nombre et à la valeur militaire des hommes.

Il est clair, dans ces conditions, que la supériorité, à tous égards, par conséquent aussi au point de vue politique, sera du côté du groupe auquel se ralliera la Bulgarie.

A l'heure actuelle, la Triple Alliance est la plus forte, car la France n'est pas en état d'augmenter son armée qui est, quant au nombre, inférieure à l'armée allemande. De plus, elle est exposée aux éventualités de la loi de trois ans, très impopulaire d'ailleurs, et dont le projet s'est heurté à une forte opposition dans les masses.

Si la Bulgarie apporte ouvertement le concours de sa grande armée à la Triple Entente, la supériorité se dessinera en faveur de celle-ci. Il est vrai que cette supériorité s'accroîtra d'autant que la Serbie et la Grèce se joindront à la Triple Entente.

De ces deux groupes, la Bulgarie d'un côté, la Serbie et la Grèce de l'autre, c'est la Bulgarie qui l'emportera, car c'est elle qui fera davantage pencher le plateau de la balance. L'importance de la Bulgarie, en tant que puissance armée,

est primordiale pour la politique européenne actuelle. Cette situation nous donne des arguments irréfutables pour exiger que nos droits dans la question de délimitation soient respectés. Il est utile de convaincre les Russes et les Français, tant par la parole que par l'action, que nous sommes absolument décidés à aller jusqu'au bout, si nous n'obtenons pas gain de cause.

En tenant compte de tout cela, je me permets encore une fois de supplier le plus énergiquement possible, que l'on signe vendredi la paix séparée avec les Turcs, si jusqu'à ce jour elle n'a pas été signée également par les Alliés. Certaines puissances n'en seront pas très satisfaites, mais nous pouvons être certains que la peur seule de nous voir leur échapper les obligera à baisser le ton. Si, après la signature de cette paix séparée avec les Turcs, nous réussissons à jeter encore une division sur la Macédoine, face aux Serbes, ceux-ci, de même que les Grecs, se retireront dans leur trou de souris. Et les puissances, leurs garants, se hâteront de conseiller aux Serbes de nous donner satisfaction afin d'éviter la guerre avec la Serbie et afin de conserver nos sympathies. Tel est le véritable chemin qui mène à la réalisation de nos prétentions. Tout autre nous conduirait à la désagrégation de nos droits en Macédoine, ce qui provoquerait, après la démobilisation, un vif mécontentement dans le peuple, lequel, s'il se développait, pourrait atteindre la forme la plus grave. Je l'affirme parce que je vois ce qui se passe dans les rangs de l'armée qui, il ne faut pas l'oublier, représente dans les temps présents la nation bulgare tout entière. Si l'on n'y prend garde, il se peut que plus tard, à la place d'une évolution pacifique et réparatrice, le gouvernement trouve le désordre qui pourra le désagréger, et c'est ce que désirent en somme nos ennemis¹.

Andrinople, le 14/27 mai 1913.

N° 4463.

Signé : *Lieutenant-général,*
SAVOFF.

Les pourparlers en vue d'une réduction des

Dnevnik (Journal du général Savoff), n° 4227, du 6/21 juin 1914.

forces mobiles se poursuivaient entre Sofia et Petrograd, malgré tous les préparatifs pour la guerre avec les Alliés. *Le 13/26 mai, le ministre de Russie à Sofia informait télégraphiquement M. Sazonoff que le Gouvernement bulgare acceptait sa proposition concernant la réduction de l'armée mobilisée au tiers, voire au quart de l'effectif total. Pendant ce temps, le 15/28 mai, le roi Ferdinand donnait ordre à l'état-major général de concentrer les troupes, dans le plus bref délai possible, sur le front occidental contre les Serbes et les Grecs, et de prendre les dispositions nécessaires pour le transport de toute l'armée bulgare que l'on rappellerait de la Thrace¹.*

Comme on le voit, tout ceci se passait encore sous le gouvernement de M. Iv.-Ev. Guéchoff, qui donna sa démission le 17/30 mai seulement.

A cette dépêche du roi, le général Savoff fit, le lendemain même, 16/29 mai, la réponse suivante :

A M. le Président du Conseil.

Je vois que les événements se précipitent à Sofia. C'est un signe dont je n'augure rien de bon, car, bien que la guerre soit devenue inévitable, il faut laisser à l'armée le temps de se préparer, c'est-à-dire de se ravitailler, de remonter sa cavalerie et de constituer d'autres réserves. Enfin, il faut lui laisser le temps nécessaire pour la concentration complète, ce qui n'est pas chose facile, vu l'insuffisance des moyens de transport.

¹ *Dnevnik* (Journal du général Savoff), nos 4226 et 4227 des 5/18 et 6/19 juin 1914.

Pour souligner l'importance de certains passages du texte, nous les avons reproduits en italique.

Ce temps, c'est notre diplomatie qui doit nous le fournir, sinon intégralement, du moins en partie, autant qu'il nous en faut pour ramener en Macédoine la IV^e armée du front de Boulaïr, soit 25 à 35 jours au minimum. Lorsque ceci sera fait, nous pourrons considérer tout danger d'une attaque serbe comme conjuré. Mais pour cela il nous faut, ainsi que je le disais plus haut :

1^o du temps ;

2^o des conditions politiques qui nous permettront le rappel de nos troupes de la Thrace.

Il me semble que, malgré un bouleversement complet dans la situation politique, nos affaires militaires doivent se régler avec calme et sang-froid. C'est, à mon avis, le seul moyen de nous tirer honorablement de cette situation¹.

Signé : *Lieutenant-général,*
SAVOFF.

Du 16/29 mai, date à laquelle cette dépêche fut expédiée, au 16/29 juin à minuit, moment de l'attaque nocturne contre les Serbes et les Grecs, il s'est écoulé juste autant de temps que le général Savoff en demandait à la diplomatie bulgare — trente jours !

Durant ce laps de temps, il fallait, par voie diplomatique, conserver sans modifications la situation entre les Alliés, et ne prendre, envers la Russie, aucun engagement positif au point de vue de la réduction des forces mobiles. Les deux dépêches suivantes nous en fournissent la preuve :

A M. le Président du Conseil, Sofia.

Il est utile de maintenir la situation actuelle jusqu'au 10/23 juin, car la crise prendra fin le 31 mai/13 juin. A

¹ *Dnevnik* (Journal du général Savoff), n^o 4228, du 9/22 juin 1914.

cette date nous serons en mesure de prendre l'offensive sur un certain front¹.

Andrinople, le 19 mai/1^{er} juin 1913.
N^o 4683.

Signé : *Lieutenant-général,*
SAVOFF.

Le même jour, le général Savoff adressait encore la dépêche suivante :

A M. le Président du Conseil, Sofia.

Le point de vue que la Serbie a adopté dans la question du traité modifie la situation, aussi vous prie-je de ne prendre aucun engagement relatif à la démobilisation. Nous serons sous peu en mesure de nous engager en vue d'entreprendre la conquête de nos droits².

Andrinople, le 19 mai/1^{er} juin 1913.
N^o 4881.

Signé : *Le lieutenant-général,*
SAVOFF.

A l'époque de ces deux dépêches, le 17/30 mai, M. Iv.-Ev. Guéchoff avait déjà donné sa démission, mais celle-ci fut tenue secrète jusqu'à la rentrée à Sofia de M. Daneff, venant de Londres, et fut connue seulement le 24 mai/6 juin. La responsabilité politique du cabinet Guéchoff s'étend donc jusqu'à cette date.

Le chef du Gouvernement serbe, M. N. Pachitch,

¹ *Idem*, n^o 4230, du 9/22 juin 1914.

² *Dnevnik* (Journal du général Savoff), n^o 4230, du 9/22 juin 1914. Pour souligner l'importance de cette dépêche, nous avons reproduit le texte en italique.

avait déjà fait, à la séance du 15/28 mai de la Skoupchtina, une déclaration très documentée sur la nécessité de réviser le traité serbo-bulgare. M. Sazonoff lui-même a, en quelque sorte et jusqu'à un certain point, justifié aux yeux du Gouvernement bulgare cette nécessité de révision du traité serbo-bulgare, ainsi qu'en fait foi sa lettre du 5/18 mai que nous avons reproduite intégralement plus haut.

Le Gouvernement bulgare s'était déjà nettement prononcé contre toute révision du traité, le 23 février/8 mars, lorsque le Ministre de Serbie à Sofia, qui était alors M. le Dr Spalaïkovitch, remit personnellement à M. Guéchoff une lettre de M. Pachitch, dans laquelle le président du Conseil serbe développe la thèse de son Gouvernement au sujet de la révision du traité serbo-bulgare. M. Pachitch déclarait dans sa lettre qu'au cas où cette thèse ne serait pas adoptée, la seule solution possible du litige qui restait à la Serbie et à la Bulgarie, était l'arbitrage. Le Gouvernement bulgare, ainsi que l'état-major général, se montraient également adversaires de la révision du traité serbo-bulgare. Le général Savoff a, par sa très urgente dépêche du 16/29 mai, n° 4534, demandé au Gouvernement bulgare ce qu'il comptait faire au sujet de la déclaration de M. Pachitch concernant la révision du traité.

Le président du Conseil lui répondit par cette dépêche :

A l'adjoint du chef de l'Etat-Major général, Andrinople.

Réponse au N° 4534. *Le Conseil des ministres a décidé de s'en tenir au traité conclu avec la Serbie ; mais, comme les Serbes continuent à réclamer la révision du traité, ce à quoi nous ne pouvons accéder, la situation demeure grave*¹.

Sofia, le 17/30 mai 1913.

Signé : *Le président du Conseil,*
GUÉCHOFF.

Après cette dépêche, le Haut Commandement bulgare a redoublé d'activité et de célérité dans les préparatifs d'une concentration générale des troupes en vue d'une prochaine attaque. A cet effet, les 17/30 et 18/31 mai, plusieurs dépêches furent adressées d'Andrinople au président du Conseil et personnellement au roi Ferdinand.

Toutes ces dépêches se rapportent au transport rapide des troupes et aux préparatifs de concentration. Les plus caractéristiques d'entre elles sont les suivantes :

A M. le président du Conseil, Sofia.

Vu la gravité de la situation, veuillez prier le ministre de la Guerre de faire extrême diligence pour le ravitaillement sur les points déterminés par l'état-major général².

Andrinople, le 17/30 mai 1913.

N° 4559.

Signé : *Le Lieutenant général,*
SAVOFF

¹ *Dnevnik* (Journal du général Savoff), n° 4229, du 8/21 juin 1914. Pour en souligner l'importance, nous avons reproduit le texte en italique.

² *Dnevnik* (Journal du général Savoff), n° 4230, du 9/22 juin 1914.

Très urgent.

A M. le président du Conseil, Sofia.

Je prie d'activer le plus possible la réception et l'expédition des munitions d'artillerie. L'insuffisance de ce matériel de première nécessité peut placer l'armée dans une position des plus difficiles¹.

Andrinople, le 17/30 mai 1913.

N° 4561.

Signé : *Le Lieutenant général,*
SAVOFF.

A Sa Majesté le Chef Suprême de l'Armée, Sofia.

(Copie pour le président du Conseil.)

Je prie le ministre des Voies et Communications de donner les ordres les plus énergiques pour assurer l'approvisionnement des chemins de fer en charbon nécessaire, et pour militariser dès maintenant la ligne Sofia-Koustendil, précautions sans lesquelles il me sera impossible de faire la concentration des troupes à temps, ce qui compromettrait tous mes calculs en vue de cette concentration, pour laquelle j'ai prévu que la ligne Sofia-Koustendil serait libre de tout trafic civil. Mais comme il n'a pas été tenu compte à temps de ma recommandation d'il y a deux mois, concernant l'approvisionnement en charbon, cette ligne sert maintenant exclusivement au transport du charbon, tandis que l'armée est obligée de marcher à pied².

Andrinople, le 18/31 mai 1913.

N° 4562.

Signé : *Le Lieutenant général,*
SAVOFF.

Malgré des préparatifs aussi évidents en vue

¹ *Dnevnik* (Journal du général Savoff), n° 4230, du 9/22 juin 1914.

² *Dnevnik* (Journal du général Savoff), n° 4230, du 9/22 juin 1914.

d'une attaque contre la Serbie, on essayait à Sofia de prêter à la Serbie des intentions agressives contre la Bulgarie. De plus, par l'entremise du Ministre de Russie à Sofia, le Gouvernement bulgare informait le Gouvernement Impérial de Petrograd que la Serbie préparerait dans un ou deux jours une attaque contre la Bulgarie.

La Bulgarie, par cette crainte simulée de la Serbie, voulait masquer ses véritables desseins. M. Sazonoff crut utile d'informer M. Hartwig, ministre de Russie à Belgrade, de l'attitude du Gouvernement bulgare et le chargea d'en référer au Gouvernement serbe en lui demandant des explications. A la dépêche de M. Sazonoff, le Ministre de Russie à Belgrade répond :

Le Ministre à Belgrade.

Le 17/30 mai 1913.

(Dépêche.)

Je n'ai pas omis de m'expliquer avec M. Pachitch sur la teneur de votre dépêche du 14/27 mai.

Il repousse catégoriquement toute idée qui prête à la Serbie des intentions malveillantes à l'égard de la Bulgarie, que, sur les conseils qui lui viennent de Russie, il invite à des explications amicales¹.

Signé :

HARTWIG.

La proposition de M. Sazonoff, relative à la démobilisation, entrainé à Sofia dans une phase tout à fait

¹ Recueil de documents diplomatiques, n° 187, p. 131.

critique, bien que le 3/16 mai déjà, le Gouvernement bulgare eût déclaré à la Russie que, parallèlement avec les autres puissances, il réduirait ses forces mobiles au tiers, voire au quart de l'effectif total. M. Guéchoff était trop éloigné de partager cet avis pour y donner sérieusement suite.

M. Sazonoff jugea utile de réitérer sa proposition, ainsi que celle qui concernait l'entrevue aussi rapprochée que possible des présidents des Conseils alliés, en vue d'une entente directe au sujet de la délimitation en Macédoine.

Le Gouvernement bulgare transmit aussitôt au général Savoff cette seconde proposition de M. Sazonoff.

A l'Adjoint du Généralissime, Andrinople.

M. Nekloudoff vient de me lire la dépêche suivante de M. Sazonoff, *au sujet de laquelle je vous prie de me donner votre avis*¹.

Sofia, le 18/22 mai 1913.

N° 1603.

Signé : *Le président du Conseil,*
GUÉCHOFF.

Voici le texte de cette dépêche de M. Sazonoff, telle qu'elle a été adressée à Sofia, à Belgrade et à Athènes :

¹ On ne peut pas concevoir pourquoi M. Guéchoff tenait tant à l'opinion du général Savoff, puisqu'il s'agissait d'une affaire du Gouvernement, à moins qu'elle ne lui eût servi à déjouer le projet conçu par la Russie. Le Haut Commandement devait se borner à fixer le chiffre auquel on devait ramener l'effectif de l'armée bulgare.

Notre proposition relative à la réduction proportionnelle des effectifs des armées alliées, après la conclusion du traité préliminaire, a été adoptée en principe par les Alliés. La Bulgarie a accepté de réduire son armée au tiers, même au quart de son effectif actuel. La Serbie est décidée à maintenir 100.000 hommes sous les armes, ce qui représente exactement le tiers de son effectif actuel. Le Ministre de Grèce, déclarant qu'il s'entendrait avec le roi à ce sujet, a décidé, en principe, de proportionner l'armée hellène à l'armée serbe, et prie qu'on lui fixe le chiffre exact qu'atteindra l'armée bulgare si son effectif est ramené au tiers. Il serait à souhaiter, maintenant que le traité préliminaire est signé, qu'on s'entendît sur l'exécution de notre proposition. Il est du devoir des Alliés de se mettre d'accord sur cette question qui est intimement liée avec celle de la délimitation des zones occupées. Puisque c'est à Salonique que les Bulgares et les Grecs ont placé le siège des pourparlers au sujet de la délimitation des zones occupées, les Alliés ne pourraient-ils de même y poursuivre ceux qui concernent la démobilisation partielle de leurs armées, ce qui permettrait à la Serbie d'envoyer également son délégué dans cette ville ?

Veillez, je vous prie, informer le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, qu'on désire ici un accord rapide sur ces questions préliminaires et que, s'il pouvait se faire directement entre les Alliés, sans le concours de notre représentant, nous en serions particulièrement satisfaits ; si toutefois il surgissait des difficultés dans ce sens, nous sommes tout prêts à contribuer à les aplanir.

Le Haut Commandement mit à profit l'occasion qui s'offrait à la Bulgarie pour déjouer la proposition de démobilisation formulée par M. Sazonoff. Il disposait à cet effet d'un plan déjà préparé d'avance.

Les conditions que le général Savoff, parfaitement incompetent dans les questions d'ordre purement politique, posait pour la démobilisation, étaient telles qu'on ne pouvait les admettre. Le

général Savoff lui-même le prévoyait et en informait le Gouvernement bulgare. Ces conditions sont exposées en détail dans la dépêche qu'il adressa à M. Guéchoff, en réponse à son télégramme du 18/31 mai déjà reproduit.

A M. le président du Conseil, Sofia.

Le point de vue que la Serbie a adopté *dans ces derniers temps*¹, *relativement au traité, en escomptant ce fait qu'à Petrograd on est tout disposé à lui accorder des compensations, même en dehors de la zone contestée, a amené une modification de la situation.* A mon humble avis, la démobilisation ne devra pas être consentie en dehors des conditions suivantes :

1° Les Serbes devront préalablement évacuer les territoires qui nous appartiennent ;

2° Si cela est impossible, n'accepter la démobilisation *que lorsque les grandes puissances auront garanti que les Serbes respecteront intégralement les conditions du traité ;*

3° En cas de rejet de la proposition énoncée au paragraphe ci-dessus, consentir à la démobilisation sur la base du principe suivant : *La Bulgarie, à elle seule, devra envoyer en Macédoine autant de troupes que les Serbes et les Grecs réunis y en entretiennent*².

Pour déterminer le rapport proportionnel dans la réduction des armements de chacune des puissances alliées, le général Savoff établit son projet de façon à réserver à la Bulgarie deux fois et demi plus de troupes que n'en devront conserver sous

¹ Le point de vue serbe était connu à Sofia déjà en février, et le général Savoff fait sans doute allusion ici à la déclaration de M. Pachitch du 15/28 mai.

Nous reproduisons en italique les passages les plus importants.

² *Dnevnik* (Journal du général Savoff), n° 4232, du 11/24 juin 1914.

les drapeaux la Serbie et la Grèce réunies. Voici les chiffres qu'il indique dans sa dépêche : « La Bulgarie devra conserver 240.000 hommes, la Serbie 66.000, la Grèce 27.000 ». Jamais les Serbes pas plus que les Grecs n'auraient pu souscrire à ces conditions.

La Russie elle-même ne pouvait les admettre. Elles ne tenaient pas compte de la mission sacrée de Grand Arbitre Suprême dans les questions d'interprétation et d'exécution du traité serbo-bulgare que ce traité avait conféré à l'empereur de Russie. La Bulgarie demandait au Concert Européen, et en dehors du Grand Arbitre, de lui garantir l'intégralité du traité. De cette façon l'arbitrage de la Russie n'avait plus aucun sens.

La conclusion caractéristique de la dépêche du général Savoff *prouve combien peu sincère était le projet de démobilisation qu'il formulait, alors qu'il ne pensait déjà qu'à la guerre :*

Afin de pouvoir donner à la politique une orientation juste, je crois de mon devoir d'informer le Gouvernement que notre situation militaire, depuis la signature du traité de paix, est très bonne, grâce aux mesures extraordinaires qui ont été prises avant la signature de la paix. En outre, tout porte à croire que la Turquie va entrer dans la voie de la démobilisation, car elle commence déjà à rappeler ses troupes de Tchataldja. Cette circonstance nous laisse la latitude de dégarnir ce front et de rappeler aussi toutes nos troupes, en y laissant le contingent strictement nécessaire au maintien de l'ordre et à la sécurité sur la frontière. Grâce au transport des troupes qui s'est effectué si rapidement, la défense de notre capitale se trouvera dès demain définitivement assurée. Le 31 mai/13 juin notre situation en Macédoine sera

telle que les Serbes eux-mêmes sentiront le besoin d'être plus traitables ; mais, vers la mi-juin, sur tous les fronts elle se sera tellement améliorée que même leurs protecteurs s'empresseront, afin de les préserver de la ruine inévitable, de les obliger à remplir intégralement les clauses du traité.

Il ne faut prêter aucune attention aux exagérations qui dépeignent le moral de l'armée. Certes, l'incertitude et l'attente prolongée démoralisent les hommes, mais une fois la paix signée, ils surmonteront très promptement cette dépression morale puisque tous brûlent du désir de venger l'honneur national outragé.

Unie par ce sentiment élevé, toute l'armée, afin de répondre à l'appel de son chef suprême, le Tsar, et de son Gouvernement, et pour coopérer à la réalisation des problèmes nationaux, combattra avec la même vaillance et s'imposera les mêmes sacrifices que précédemment sur les champs de bataille de la Thrace et de la Macédoine, et de nouveau couvrira de gloire la nation bulgare. Pour cette raison, et autant que le cours de notre politique dépendra de la capacité de nos armées, le Gouvernement pourra, dans dix à quinze jours, entreprendre une action énergique¹.

Personne, semble-t-il, en Bulgarie, et moins encore le roi Ferdinand, ne songeait sérieusement à la démobilisation. On s'en rend compte si l'on se rappelle les conditions qui y avaient été mises.

A cette époque, la concentration des troupes bulgares contre les Serbes et les Grecs s'effectuait activement d'après un plan dont les détails avaient été fixés par le général Savoff à Andrinople, au mois de février déjà, et ratifié par le roi Ferdinand bien avant la chute de cette place forte.

Toute l'activité de la Bulgarie était concentrée

¹ M. Guéchoff cite cette dépêche du général Savoff dans sa brochure : *La démence criminelle et l'enquête y relative*, Sofia 1914, pp. 88 à 89.

sur l'exécution de ce plan ; on poursuivait cependant les pourparlers avec M. Sazonoff uniquement pour gagner du temps.

La première partie de la proposition de M. Sazonoff relative à la démobilisation a été déjouée à Sofia, qui, ainsi que nous le verrons plus tard, demanda, sur les conseils de M. Savoff, que la Bulgarie, la Serbie et la Grèce occupassent ensemble la Macédoine avant le règlement du différend. On cessa même de penser à la démobilisation. Restait la seconde partie de la proposition de M. Sazonoff, qu'il fallait rendre également illusoire, celle qui concernait l'entrevue des quatre présidents des Conseils alliés, en vue de l'entente directe pour la délimitation en Macédoine.

Avant de fixer la date de cette entrevue, la rencontre de M. Guéchoff avec M. Pachitch était jugée indispensable et, de Petrograd, on la recommandait. Le 19 mai/1^{er} juin fut choisi pour cette rencontre, qui devait avoir lieu à Tzaribrod. A cette époque, M. Guéchoff avait déjà acquis la certitude qu'aucun danger d'attaque de la part de la Serbie ne menaçait la Bulgarie. Dans sa dépêche du 13/26 mai qu'il adresse au général Savoff, il lui recommande surtout d'éviter tout incident avec les Grecs, et lui dit : « Si l'on en croit l'un des diplomates les mieux informés d'ici, la Serbie ne nous attaquera pas, à moins que nous ne déclarions la guerre aux Grecs. »

M. Nekloudoff, en énumérant à M. Guéchoff les

dangers auxquels la Bulgarie s'exposait dans le cas d'une action armée contre ses alliés, lui a fait entrevoir les responsabilités qu'il assumait dans cette affaire.

Le ministre à Sofia.

Le 17/30 mai 1913.
(Dépêche.)

Au cours des conversations avec M. Guéchoff, je lui ai très énergiquement renouvelé notre conviction que la Bulgarie devait faire certaines concessions à la Serbie, qu'elle devait de même entrer très prochainement dans la voie des pourparlers avec la Grèce en vue de la délimitation. J'ai éveillé l'attention sur les dangers qui menaceraient la Bulgarie, épuisée financièrement et moralement, si elle s'obstinait à temporiser davantage; j'ai insisté sur l'inanité de nouveaux sacrifices à imposer au peuple et à l'armée, qui en ont déjà tant supporté.

M. Guéchoff m'a promis une réponse définitive très prochaine¹.

Signé :

NEKLOUDOFF.

Dans le courant des mois d'avril et mai, M. Guéchoff soit qu'il n'ait pas eu l'énergie nécessaire, soit qu'il ait manqué de conviction pour s'opposer à ceux qui aspiraient à une action armée contre les Alliés (qu'il avait en quelque sorte encouragés par son attitude très indécise) se hasarda, au dernier moment seulement, et non sans quelques restrictions, à une politique pacifiste pour le règlement du différend entre les Alliés.

¹ *Recueil de documents diplomatiques*, n° 189, p. 132.

Dans la dépêche du 13/26 mai, déjà mentionnée, M. Guéchoff, pour la première fois, affirme plus positivement ses préférences pour la politique pacifique :

A l'Adjoint du Généralissime, Andrinople.

La note du lieutenant-général Ivanoff annonçant qu'il attendait votre ordre pour attaquer certaines positions a causé un vif émoi. J'attire à nouveau votre attention sur la gravité des conséquences que ces attaques pourraient avoir pour la Patrie, vu que nous ne sommes pas encore prêts. Je vous déclare catégoriquement que le Gouvernement actuel ne se laissera pas entraîner à une *seconde guerre, si celle-ci n'a pas été préparée tout comme la première*. Agir autrement serait commettre un grand crime¹.

Plus M. Guéchoff précisait maintenant sa politique pacifique à l'égard des Alliés, plus se multipliaient autour de lui les intrigues, et plus il s'aliénait les sympathies de la camarilla et du général Savoff lui-même. Aussi le roi Ferdinand songea-t-il sérieusement au remplacement du cabinet. M. Guéchoff en parle dans sa brochure :

J'ai appris de source digne de foi que l'état-major général avait été informé qu'on n'approuvait pas une politique pacifique et qu'il lui faudrait bientôt céder la place à un autre... Et aussitôt la lutte contre moi prit une forme plus concrète².

La disgrâce de M. Guéchoff devenait évidente.

¹ Iv.-Ev. Guéchoff, *La Démence Criminelle et l'enquête y relative*, Sofia 1914, p. 408.

² Iv.-Ev. Guéchoff, *La Démence Criminelle et l'enquête y relative*, Sofia 1914, p. 407.

Le 16/29 mai, le roi Ferdinand convoquait tous les chefs de partis au Conseil de la Couronne, sans en informer son ministre. M. Guéchoff écrit à ce sujet :

Le lendemain, M. Dobrovitch, chef du Cabinet secret du roi Ferdinand, m'informe que tous les chefs de partis se sont prononcés en faveur de la politique belliqueuse, et que j'étais à l'heure actuelle seul partisan d'un règlement pacifique de notre différend avec les Alliés. Je répliquai à M. Dobrovitch qu'il était temps de mettre fin à tout cela, ce pour quoi j'allais donner ma démission. Je l'en avais déjà entretenu précédemment ainsi que mes collègues du Cabinet¹.

A cette époque, ainsi que l'explique M. Guéchoff, dans son ouvrage, la rupture entre le roi Ferdinand et lui était manifeste et l'influence toute-puissante d'acteurs irresponsables gagnait de plus en plus de terrain, tant dans l'armée que dans le monde politique.

J'ai confessé à M. Nekloudoff, écrit M. Guéchoff, mon impuissance à poursuivre ma politique pacifique avec les éléments existants en Bulgarie. J'ai considéré comme un devoir sacré de parler ainsi, car l'intérêt de la Bulgarie exigeait qu'on exposât au représentant de la Russie la gravité exceptionnelle de la situation².

Enfin, dans la soirée du 17/30 mai, au reçu de la nouvelle que la paix était signée à Londres, M. Guéchoff adressa au roi la démission collective

¹ *Id.*, p. 408. Pour souligner l'importance de certains passages du texte nous les avons reproduits en italique.

² Iv.-Ev. Guéchoff, *La Démence Criminelle et l'enquête y relative*, Sofia, 1914, p. 406.

de son cabinet. La lettre de démission est ainsi libellée :

Sire,

Le télégraphe nous apporte la nouvelle que la paix vient d'être signée avec la Turquie. Cet acte met fin à une guerre qui a illustré le nom bulgare et glorifié la patrie bulgare. Mais en même temps il marque le commencement de la liquidation des résultats obtenus par la lutte commune des Alliés contre les Turcs. Pour l'accomplissement de cette liquidation, Votre Majesté estimera peut-être qu'il est nécessaire de confier le gouvernement du pays à un Cabinet nouveau. Afin de lui donner la possibilité de former un nouveau ministère, j'ai l'honneur de prier Votre Majesté de daigner accepter la démission du Cabinet dont j'ai l'honneur d'être le Président.

En remerciant Votre Majesté en son nom et en mon nom personnel, etc., etc.

Sofia, le 17/30 mai 1913.

Signé :

IV. EV. GUÉCHOFF.

La démission du Cabinet fut présentée le 17/30 mai au soir et elle subsista toute une semaine, jusqu'au 24 mai/6 juin, sans être acceptée, M. Guéchoff désirant la tenir secrète jusqu'au retour de M. Danneff de Londres. Entre temps le moment était venu de l'entrevue projetée de M. Guéchoff avec M. Pachitch d'une part, avec M. Vénizélos d'autre part. Dans de telles conditions, le Gouvernement russe, prévoyant de nouvelles et peut-être aussi de plus grosses difficultés, avait posé aux gouvernements de Sofia, de Belgrade et d'Athènes la question de responsabilité de leurs gouvernements et avait

convié à une rencontre à Petrograd les trois présidents du Conseil. A cet effet, M. Sazonoff adressa la dépêche suivante :

Le Ministre des Affaires Etrangères aux Ministres à Sofia,
Belgrade et Athènes.

Petrograd, le 17/30 mai 1913.
(Dépêche.)

... Si toutefois ces entrevues n'aboutissaient pas à une entente directe, la Russie, ne voulant pas admettre la possibilité d'une guerre entre les Alliés, et prête à rendre responsable la partie qui aurait abandonné la voie pacifique, invite les présidents des Conseils des Ministres bulgare, serbe et grec, à se rencontrer à Petrograd, afin de fixer, avec le concours de la Russie, les principes généraux qui serviront de base au rétablissement de la paix et à la consolidation de l'Alliance balkanique¹.

Signé :

SAZONOFF.

Quoique démissionnaire, M. Guéchoff se rendit le 19 mai/1^{er} juin à Tzaribrod pour y rencontrer M. Pachitch. Selon nous, ce n'était, politiquement parlant, correct ni à l'égard de la Serbie, ni à l'égard de la Russie. Dans cette entrevue, les deux présidents du Conseil décidèrent en principe la réunion à Salonique de tous les présidents des Conseils Alliés.

Le 24 mai/6 juin après l'entrevue de Tzaribrod, M. Guéchoff, à son retour à Sofia, annonça que le Roi avait accepté la démission du Cabinet².

¹ *Recueil de documents diplomatiques* (russes), n° 176, p. 131.

² Les moyens qu'on a employés pour obliger M. Guéchoff à

III

Le roi Ferdinand confia la formation du nouveau Cabinet à M. Daneff, dont le parti avait pris part jusque-là aux travaux du Gouvernement. Ce fait n'était pas sans importance. Nous avons vu que M. Guéchoff était pour ainsi dire chassé du pouvoir. On lui fit savoir, à plusieurs reprises, qu'on n'approuvait pas sa politique pacifique. Le 16/29 mai enfin, ainsi que nous l'avons dit, le roi réunissait, à l'insu de M. Guéchoff, le Conseil de la Couronne, convoquait tous les chefs des partis politiques, puis, par son secrétaire, informait M. Guéchoff qu'ils s'étaient tous prononcés contre sa politique pacifique.

Puisque, après la démission du cabinet Guéchoff, M. Daneff était chargé de former un nouveau ministère, on pourrait être tenté de croire que les vues de ce dernier sur la situation concordent plus avec l'opinion des chefs politiques réunis en Conseil de la Couronne qu'avec celle de M. Guéchoff.

M. Daneff, ainsi que ses amis politiques dans le cabinet Guéchoff, était, en effet, en désaccord sur bien des points avec la politique de M. Guéchoff.

quitter le pouvoir, après la victorieuse guerre contre les Turcs, ont laissé dans son cœur la trace d'une amertume profonde. A une année de distance, M. Guéchoff écrit dans sa brochure que le roi l'a chassé comme un esclave, la besogne une fois terminée.

M. D. Khristoff, ministre de la Justice dans ce cabinet, et ami de M. Daneff, soutenait une politique belliqueuse, en opposition déclarée avec M. Guéchoff. M. Daneff, lui-même, avait déjà depuis le 16/29 octobre complètement épousé les vues du roi Ferdinand, et son attitude jusque-là était manifestement opposée à celle de M. Guéchoff. C'est pour cette raison qu'il était — ainsi que l'a dit M. Kostourkoff à la séance du Sobranié, lors de la discussion sur l'enquête relative aux événements du 16/29 juin — plus traitable que le sage Guéchoff.

La veille même du jour où M. Guéchoff donna la démission de son cabinet, l'organe de M. Daneff, *Bulgaria* (la Bulgarie), fit paraître un article de tête intitulé « Le Traité » où l'on trouve ces lignes caractéristiques :

Nous avons laissé entendre qu'il ne peut être aucunement question de révision et que nous veillerons jusqu'au bout à ce que les clauses du traité soient entièrement exécutées.

Par sa fermeté et son énergie, la Bulgarie rendra toutes velléités contraires impossibles et montrera qu'à l'avenir on ne pourra plus envisager avec légèreté toutes les questions qui la concernent.

La Bulgarie concentrera toute la force morale, dont le peuple bulgare renferme un trésor inépuisable au fond de son âme, et, d'un seul coup, ainsi qu'il nous est déjà arrivé de le faire, nous exigerons l'exécution du traité : *Fiat Justitia !*

L'idée même que les milieux influents en Serbie et les amis de l'Alliance Balkanique comptent sur des conditions de telle nature, rend la guerre inévitable.

M. Daneff songea, tout d'abord, sans doute sur le conseil de M. Guéchoff, à élargir son cabinet de coalition. Le projet échoua grâce au refus des libéraux, non sans causer peut-être quelque satisfaction au roi Ferdinand.

M. Daneff n'avait plus d'autre ressource que de reformer, sous sa présidence, un cabinet composé de nationalistes et de tzankovistes. Les nationalistes, amis politiques de M. Guéchoff, consentirent à faire partie du cabinet Daneff, sous la seule condition que M. Daneff continuerait la politique pacifique de M. Guéchoff.

M. Daneff, après bien des hésitations, à en croire le Dr B. Vasoff, accepta cette combinaison; mais il exerça une pression sur les nationalistes qui voulurent absolument écarter du cabinet M. Kristoff de qui M. Daneff se portait garant.

Nous ne pouvons comprendre comment, d'après ce qui s'était passé, M. Guéchoff et ses amis se soient leurrés au point de croire que M. Daneff épouserait sa politique pacifique, car celui-ci, aussitôt rentré à Sofia, s'empressa de s'opposer à l'entrevue des quatre présidents des Conseils à Salonique!

Ce fut la première manifestation du nouveau Cabinet. La seconde a peut-être un caractère moins net. Au moment de la crise, peu après que la démission du cabinet Guéchoff fut rendue publique, et avant la formation du cabinet Daneff, se sont produits deux faits gros d'importance. Le 25 mai/-7 juin, on recevait à Sofia une dépêche de l'empe-

reur de Russie, et le 29 mai/11 juin, le roi Ferdinand répondait à cette dépêche.

Le mouvement en faveur de la guerre se précipitait à Sofia tous les jours davantage. L'impulsion lui était donnée par la démission du cabinet Guéchoff, démission que l'on considérait à Petrograd et à Belgrade, et même à Sofia, comme une victoire du mouvement belliqueux.

Tous ces faits, de même que la déclaration de M. N. Pachitch, contribuèrent à inspirer à l'empereur de Russie la dépêche qu'il a adressée, le 26 mai/8 juin, de Moscou, au roi de Bulgarie et au roi de Serbie.

A LL. MM. le roi de Bulgarie et le roi de Serbie.

Moscou, le 26 mai/8 juin 1913.

La nouvelle de l'entrevue à Salonique des présidents des Conseils des quatre nations alliées, qui pourraient par la suite se renouveler à Petrograd, m'a procuré une grande satisfaction. Ce projet répond au désir des Etats balkaniques d'arriver à une entente et de consolider l'Union qui a jusqu'à ce jour donné les résultats les plus brillants.

J'apprends avec douleur que ce projet n'a pas encore été mis à exécution et que les Etats balkaniques s'apprêtent, à ce qu'il me semble, à une guerre fratricide qui assombrirait la gloire recueillie en commun.

Dans un moment aussi critique, j'en appelle directement à Votre Majesté, ce à quoi m'autorise mon droit et m'invite mon devoir.

Les nations bulgare et serbe ont, par le traité conclu entre elles, conféré à la Russie le droit d'arbitrage dans les questions relatives au traité et aux conventions qui en découlent.

J'exige donc de Votre Majesté de rester fidèle aux engage-

ments qu'Elle a pris et je l'invite à s'adresser à la Russie, pour régler le différend qui s'est élevé entre la Bulgarie et la Serbie.

Considérant la fonction d'arbitre non pas comme une prérogative, mais bien comme un engagement pénible dont je ne saurais me dégager, je crois devoir avertir Votre Majesté que la guerre entre les Alliés ne pourrait me laisser indifférent. Je déclare que la puissance qui la première engagera les hostilités aura à en répondre devant la cause slave et je me réserve liberté entière quant à l'attitude que prendra la Russie, en présence des résultats éventuels d'une guerre aussi criminelle.

Trois jours après la réception de cette dépêche, le roi Ferdinand répondait en ces termes :

J'ai reçu la dépêche par laquelle Votre Majesté, soucieuse de la paix et de la cause slave, fait appel directement à moi, dans la crise grave qui s'est ouverte dans nos relations avec nos Alliés et qu'ils ont malheureusement provoquée eux-mêmes.

Je dois à la vérité de rappeler à Votre Majesté que mon Gouvernement, parfaitement conscient de la responsabilité qu'il assumerait s'il s'égarait dans une autre voie, est allé au-devant des désirs de Votre Majesté en partageant Vos sentiments.

Le 13/25 avril de cette année, mon Gouvernement s'est adressé à M. Sazonoff, en le priant de mettre fin aux excitations qui se manifestaient des deux côtés de la frontière, en invitant les deux parties à se soumettre à l'arbitrage prévu par le traité d'alliance. La proposition fut faite et mon Gouvernement l'accepta aussitôt.

En ce qui concerne le Gouvernement serbe, il a continué la politique dont la dernière manifestation a été la déclaration de M. Pachitch faite à la Skoupchtina et qui a provoqué, dans mon pays, une agitation d'autant plus grande qu'elle a coïncidé avec le moment où devait avoir lieu l'entrevue des quatre présidents des Conseils.

Votre Majesté ne se refusera pas à reconnaître que la Bul-

garie a été fidèle à sa parole, qu'elle attend toujours que la Serbie suive son exemple et accepte l'arbitrage, mais que le Gouvernement serbe, évitant l'arbitrage et provoquant des manifestations contre la Bulgarie, continue à entretenir les dangers d'une guerre fratricide.

Nous regretterons, mon Gouvernement et moi, plus que quiconque, si la guerre devait éclater. Nous désirons bien l'éviter, mais nous ne pouvons cependant pas nous mettre au travers des sentiments de juste colère de tout mon peuple, qu'au lendemain d'efforts considérables et de victoires glorieuses, les tentatives de nos Alliés ont fait naître, en voulant le déposséder, sans le moindre souci du droit et de la foi jurée, des bénéfices de ses efforts et de ses victoires. La Bulgarie ne possède pas seulement des droits sur la Macédoine, mais elle a aussi des devoirs impérieux envers sa population qui de tout temps a été, et désire à tout prix rester bulgare. Votre Majesté daignera se souvenir que ces devoirs ont été, durant une longue suite d'années, reconnus même par la Russie.

Un nouvel esprit et un ton quelque peu hautain apparaissaient déjà dans cette dépêche du roi Ferdinand, dont les dispositions en faveur de la paix et de l'arbitrage sont le mieux caractérisées par le fait que, le 1^{er}/14 juin, la ligne de conduite de la Bulgarie était déjà tracée.

Au moment où le roi Ferdinand envoyait cette dépêche et la rendait publique, le cabinet de M. Guéchoff était démissionnaire, ainsi que nous l'avons vu, celui de M. Daneff n'était pas encore formé. On peut donc se demander qui assumait la responsabilité politique de cette dépêche. M. P.-N. Milioukoff, voulant à toute force disculper la Bulgarie et le roi Ferdinand, a affirmé dans le *Rietch*, en octobre 1913 si je ne m'abuse, que cette

dépêche avait été rédigée à la Légation de Russie à Sofia, et en a rejeté sur celle-ci toute la responsabilité !!!

M. le D^r I. Momtchiloff, du parti de Stambouloff, vice-président du Sobranié, est beaucoup plus objectif et s'exprime en ces termes :

Comment, vous, un gouvernement russophile, avez-vous pu envoyer à l'empereur de Russie une dépêche aussi grossière et aussi blessante ? Je vous le demande, moi qui ne suis pas russophile. Savez-vous bien que Stambouloff lui-même n'aurait pas envoyé une pareille dépêche. Savez-vous, M. Daneff, qui est l'empereur de Russie ? C'est le souverain de 180.000.000 d'âmes.

Personne n'a relevé cette déclaration de M. Momtchiloff, pas plus M. Daneff que ses amis politiques !

*
* *

La première communication que M. Nekloudoff a faite à M. Daneff était appuyée sur les informations reçues de Petrograd :

L'adjoint au Ministre des Affaires Etrangères
au Ministre à Sofia.

Petrograd, le 25 mai/7 juin 1913.
(Dépêche.)

Veillez transmettre au Gouvernement bulgare la résolution prise par la Conférence des Ambassadeurs siégeant à Londres, relative à la réduction des forces armées et nous informer pourquoi la Bulgarie n'y donne pas suite en même temps que les Alliés.

C'est sur les instances de la Bulgarie que nous avons fait

cette proposition, et elle semble maintenant vouloir surseoir à son exécution, de même qu'elle diffère l'entrevue à Salonique des quatre présidents des Conseils, entrevue qui a cependant déjà été l'objet d'une entente entre M. Guéchoff et M. Pachitch. Attirez l'attention du Gouvernement bulgare sur l'impression désagréable que produiront ces indé-
cisions.

Signé :

NERATOFF.

Malgré les tentatives de la Russie pour éviter la rencontre armée entre les Alliés, et pour conserver intacte l'Entente balkanique, on préparait à Sofia, sous l'influence de Vienne, la rupture avec la Russie et on fomentait une lâche attaque contre les Alliés. Le rôle de M. Daneff était déterminé à l'avance. Il s'aperçut bientôt sous quels auspices il était entré en fonctions.

Dans la conception politique du roi Ferdinand, M. Daneff jouait le rôle d'un personnage épisodique et son action avait pour point de départ la préparation de l'attaque contre les Alliés, attaque dont il devait assumer toute la responsabilité.

Les débuts du cabinet Daneff confirment cette opinion, et le fait suivant caractérise l'étrangeté de son attitude.

Le cabinet Daneff avait confié le portefeuille de la Guerre au général Kovatcheff; c'est à lui qu'était également réservé le commandement de la IV^e armée, de celle-là même qui était dirigée vers le front serbe et qui était considérée comme la plus forte des cinq armées bulgares. A la rigueur,

on comprendrait que le ministre de la Guerre eût été nommé chef de l'armée tout entière : cela ne serait pas incompatible avec les fonctions de ministre ; mais, le placer à la tête d'une armée, fût-ce la plus forte, sous les ordres d'un chef hiérarchique, c'est contraire à tous les principes parlementaires¹. Continuons, car l'étrangeté du fait ne s'arrête pas là.

Le général Kovatcheff, commandant la IV^e armée, ministre de la Guerre dans le cabinet Daneff, adressa, le 4/17 juin, à son armée à Radoviche, l'ordre du jour suivant :

Dans six ou sept jours au plus, les derniers échelons de votre armée seront dans le rayon de concentration ; c'est alors que sera définitivement fixé le sort de nos rapports avec nos voisins qui jusqu'à ce jour ont été nos Alliés.

A l'approche de nos premiers échelons, le moral de l'armée serbe a commencé à décliner, aujourd'hui, il est tout à fait

¹ Il se produit en Bulgarie, entre autres, des choses comme celles-ci :

Au commencement de la mobilisation, le roi Ferdinand lança l'ukase suivant :

« 1^{er} §. — Nous prenons nous-même le commandement en chef de l'armée active, conformément à l'art. 11 de la Constitution ;

« 2^e §. — Nous nous adjoignons, comme aide, le lieutenant-général Michel Savoff, général en retraite ;

« 3^e §. — Nous nommons chef de l'état-major de l'armée active le chef de l'état-major de l'armée, le major général Ivan Fitcheff ;

« 4^e §. — Le chef de l'état-major de l'armée active est chargé de l'exécution du présent ukase ! »

Bien entendu les contresignatures des ministres manquent, ainsi que l'exige l'art. 18 de la Constitution.

Comptes rendus sténographiques XVII, Sobranié, 1914, pp. 534 à 535.

bas. Puisque la concentration des éléments de notre armée s'est opérée devant le front serbe sans la moindre entrave, le fait montre bien dans quelle disposition d'esprit se trouvait l'armée serbe ; elle n'a pu maîtriser sa peur et son attitude a confirmé les bruits qui se sont répandus que l'armée serbe n'avait pas le courage d'entrer en lutte avec nous.

S'il en était autrement, est-ce que les Serbes nous auraient laissé tranquillement achever notre concentration ? Ce serait là un exemple sans précédent dans l'histoire.

N° 29.

Le Commandant de l'Armée,
Général KOVATCHEFF.

Peut-on raisonnablement supposer que M. Daneff ignorait cet ordre de son ministre de la Guerre ?

Quel esprit oserait donc se livrer au petit jeu d'en concilier le ton avec le désir dont on était animé de régler pacifiquement, sans attaque armée, le différend avec les Alliés ?

*
* *

D'après les calculs du général Savoff, le 31 mai/13 juin devait marquer la dernière journée critique pour les opérations bulgares, au cas d'une attaque de la part des Serbes et des Grecs, et toujours d'après ces mêmes calculs, le 15/28 juin, la Bulgarie pouvait se considérer comme prête pour une offensive énergique contre les Serbes et les Grecs sur tout le front ; mais le moral de l'armée ne manquait pas d'inspirer quelque inquiétude.

Le roi Ferdinand, gagné lui-même par ces

crainces, rappela aussitôt à Sofia le général Savoff par la dépêche suivante :

A l'adjoint du généralissime, Andrinople.

Étant donnée la situation terrible dans laquelle se trouve le Gouvernement, je désirerais vous voir. Partez aussitôt pour Sofia.

Sofia, le 31 mai/13 juin 1913.

Signé :

LE TSAR.

Le général Savoff, arrivant à Sofia, n'a point osé se présenter à la place. Connaissant en détail la situation dans l'armée il a jugé utile d'en informer le président du Conseil par écrit :

A M. le Président du Conseil, Sofia.

Il est de mon devoir de vous informer que je ne suis pas en état de garantir dans dix jours d'ici que je pourrai conserver nos hommes sous les drapeaux.

Sofia, le 5/18 juin 1913.

Signé : *Le lieutenant-général,*
SAVOFF.

Le lendemain, le général Savoff adressa aux chefs des cinq armées, ainsi qu'au commandant la division de cavalerie, la circulaire suivante :

Aux chefs des armées et au chef de la division de cavalerie.

Le mécontentement qui s'est manifesté ces temps derniers dans certaines parties de notre armée nous laisse croire que le mouvement en faveur de la guerre n'y est pas très populaire. Il est utile d'attirer l'attention de l'élément conscien-

cieux sur ce fait que toute désorganisation rendrait l'armée inapte à l'action.

Il se peut que les opérations commencent très prochainement et, à cet effet, je vous propose, en votre qualité de chef, d'étudier la situation dans votre armée, ainsi que toutes les questions fondamentales, et de me faire tenir le résultat de votre étude dans le plus bref délai. Peut-on compter sur le moral dans l'armée pour entreprendre une campagne et mener les opérations à bonne fin ?

Sofia, le 6/19 juin 1913.

N° 5410.

Signé : *Lieutenant-général,*

SAVOFF.

Malgré cette situation dans l'armée, le roi Ferdinand, d'accord avec M. Daneff, avait formellement décidé de rompre le plus tôt possible l'engagement qui le liait à l'empereur de Russie, grand Arbitre dans la question.

La manière dont il s'y prit accusait plus de brutalité que de sagacité politique et constituait une offense tangible envers l'empereur de Russie et son Gouvernement.

Quant à la situation et aux dispositions d'esprit qui régnaient dans le cabinet de M. Daneff, M. Rizoff, ministre de Bulgarie à Rome, s'en explique dans la revue bulgare *Svobodno Mniénié* : « Le cabinet Daneff, dit-il, était déjà désemparé, il n'y avait plus ni accord, ni solidarité sur la marche à suivre ».

Plus de vingt séances ont absorbé le Conseil en d'interminables et infructueuses délibérations. Les ministres appartenant au parti nationaliste (de

M. Guéchoff), avec M. T. Theodoroff en tête, étaient résolument opposés à la guerre ; les ministres du parti Zankoff (auquel appartenait M. Daneff) étaient les uns partisans de la guerre, les autres indécis. Quant à M. Daneff lui-même, il variait souvent et de ton et de disposition.

Il ne faut pas oublier qu'à ce moment plusieurs délégués du parti Zankoff étaient venus de province à Sofia, pour stimuler le courage de leurs ministres et pour les décider à ne pas reculer devant une guerre contre les Alliés, pour défendre les droits bulgares acquis au prix d'immenses sacrifices de sang et d'héroïsme.

L'influence des délégués zankovistes sur leurs ministres fut telle que même le pacifique Lioudskanoff prononça au Conseil des Ministres un discours en faveur de la guerre.

Influencé par la crise dans l'armée et probablement aussi par les informations venues de Petrograd, le roi Ferdinand réunit en Conseil, le 9/22 juin, dans son château de Vrana, le président du Conseil, M. Daneff, et le ministre des Finances M. Theodoroff.

Ce Conseil de la Couronne, tenu le 9/22 juin, a été particulièrement important. Il constitue, dans l'histoire de la Bulgarie, une date critique : c'est le point de départ des événements du 16/29 juin qui, à minuit, déterminèrent l'attaque contre les armées serbe et hellène.

La veille de ce jour, et ce jour même, il s'échan-

gea entre Sofia et Petrograd des dépêches exceptionnellement importantes qui ont donné plus tard aux événements l'impulsion que l'on sait. M. Ghénadieff, chef des stamboulovides et premier ministre des Affaires Etrangères dans le cabinet de M. Radoslavoff, a tiré ces dépêches des archives du Ministère des Affaires Etrangères et les a portées à la connaissance du public dans le discours qu'il a prononcé au Sobranié, au moment de l'enquête sur les événements du 16/29 juin.

Avant la décision prise à Vrana, lors de l'entrevue du 9/22 juin, M. St. Daneff reçut du ministre de Bulgarie à Petrograd la dépêche suivante :

A M. DANEFF, Président du Conseil, Sofia.

J'ai communiqué à M. Nératoff la teneur de votre dépêche. Le Ministre espère que nous envisageons la question sous toutes ses faces, au point de vue des conséquences qu'elle entraînera, avant de nous lancer dans l'action extrême. Si le Gouvernement bulgare compte prendre la voie pacifique pour régler le différend avec ses Alliés, un seul moyen s'offre à lui, c'est l'entrevue à Petrograd des présidents des Conseils balkaniques qui tous, à l'exception de la Bulgarie, ont adhéré à la proposition russe.

L'arbitrage prévu sera sanctionné ici, alors que seront décidées la démobilisation et d'autres questions.

Petrograd, le 8/21 juin 1913.

N° 1865.

Signé :

BOBTCHEFF.

A cette dépêche M. Daneff répondit par un télégramme significatif, le lendemain, 9/22 juin, c'est-à-

dire le jour même où se réunissait à Vrana le Conseil de la Couronne :

A M. BOBTSCHEFF, ministre de Bulgarie, Petrograd.

... Le Gouvernement Impérial se rend-il compte que l'arbitrage prévu qu'il a demandé pourrait bien ne pas avoir lieu, que les décisions prises pourraient également ne pas être respectées et que la politique russe s'exposerait fatalement à un échec ?

Prenant en considération tous ces faits et envisageant la question au point de vue russe, *n'est-il pas indispensable d'exiger des Serbes une garantie préalable, en leur imposant l'adhésion à l'arbitrage et l'occupation commune de la Macédoine ?* Si on ne le comprend pas ainsi à Petrograd, *c'est que la politique russe est d'une légèreté qui dépasse toute expression, ou bien d'une faiblesse qui serait impardonnable. Dans les deux cas, notre voie est bien tracée, ainsi que je vous l'ai télégraphié.* Que, surtout en ce qui nous concerne, le Gouvernement Impérial ne s'adonne pas à la moindre illusion !

Sofia, le 9/22 juin 1913.

Le Président du Conseil,
DANIEFF.

C'est dans cette disposition d'esprit que, ce même jour, M. Danieff, chef du Gouvernement bulgare, répondant à la convocation du roi Ferdinand, se rendit à Vrana, au Conseil de la Couronne, en compagnie de son collègue M. T. Theodoroff, où le général Savoff, adjoint au chef du Grand Etat-Major, également convoqué, devait les rejoindre. Nous ne pouvons savoir exactement si M. Theodoroff, en allant à Vrana, était dans les mêmes dispositions que M. Danieff, mais en examinant bien l'attitude qu'au Sobranié il a déclaré avoir eue au Conseil, en le suivant avant, pendant et après ce

jour, on pourrait, sans trop de risques, affirmer que ses opinions et ses dispositions d'esprit étaient toutes différentes. Ceci nous autoriserait aussi à affirmer qu'il a dû être difficilement d'accord avec les deux dépêches adressées par M. Daneff, avant et après l'entrevue de Vrana, si toutefois il en a eu connaissance avant qu'elles ne fussent expédiées.

Mais M. Daneff, lorsqu'il arriva à Vrana, tenait en mains une dépêche très urgente que lui avait adressée, ce même jour, par ordre du roi Ferdinand, le général Savoff :

Voici cette dépêche :

Très urgent.

A M. le Président du Conseil, Sofia.

Je crois de mon devoir de rappeler au Conseil des ministres que lundi expire le délai de dix jours que j'ai accordé à la politique pour résoudre le problème : la guerre ou la démobilisation. Je prie de toute ma force le Gouvernement d'apporter aussi promptement que possible une solution claire et précise à cette question, afin d'éviter, par d'interminables pourparlers, de jeter dans l'armée la désorganisation et la démoralisation, deux agents qui la rendraient absolument impropre à une action quelconque.

Ceci constituait, comme on le voit, une belle introduction auprès du Conseil de la Couronne de Vrana. Après de pareils préparatifs, le Conseil de la Couronne ouvrit donc sa séance, le 9/22 juin à trois heures de l'après-midi, sous la présidence du roi Ferdinand lui-même.

On devait y décider ce qu'il y avait lieu de faire.

Deux courants d'opinion étaient en présence : le

premier en faveur de la guerre, de la guerre immédiate, précédée d'un ultimatum adressé le même jour à la Serbie; l'autre plus marqué, soutenu plutôt par M. Theodoroff que par M. Daneff, consistait à accepter l'arbitrage de Petrograd. Entre ces deux moyens extrêmes, sous l'influence du roi Ferdinand, on en adopta un intermédiaire :

On accorderait à l'empereur de Russie un délai de sept jours pour rendre sa sentence d'arbitre dans le différend qui divisait la Bulgarie et la Serbie. Ce délai de sept jours, ce fut le roi Ferdinand qui le suggéra et il sut très habilement le faire admettre par son Gouvernement.

Voici de quelle façon M. Theodoroff, alors le ministre le plus influent dans le cabinet Daneff, a présenté la chose au Sobranié :

Je dois vous expliquer — dit M. Theodoroff — comment est née l'idée de ce délai : A Vrana, le Roi me demanda : Dans combien de temps, croyez-vous, M. Theodoroff, que les Russes auront terminé l'affaire ? Est-ce qu'ils ne vont pas la traîner en longueur ?

— sire, je suis persuadé que les Russes, si nous les en prions, ne traîneront pas ; ils tiennent la solution déjà toute prête dans leur cerveau. — Croyez-vous qu'en une semaine nous pourrions obtenir cette solution ? — Je le crois. — Bien, demandez alors qu'on en finisse en une semaine, ce sera très bien. — Telle est l'origine de ce délai de 7 jours.

Le résultat des travaux du Conseil de Vrana fut transmis télégraphiquement au ministre de Bulgarie à Petrograd par M. Daneff à sa rentrée à Sofia, le 9/22 juin à 11 heures du soir. En voici le texte :

A M. BOBTCHEFF, Ministre de Bulgarie,

Petrograd.

A la séance de ce jour, le Conseil qui a eu lieu sous la présidence du roi, et à laquelle ont assisté avec moi le ministre M. Theodoroff et le général Savoff, a décidé que l'on prierait le suprême Arbitre de rendre sa sentence *dans un délai de 7 jours à courir de ce jour*, et dans les limites et sur la base du traité.

Si le Gouvernement Impérial ne nous informe pas avant *mardi soir* qu'il accepte notre proposition, *je pourrai me rendre à Petrograd pour assister à la lecture de cette sentence et à la discussion relative à d'autres questions.*

Lorsque j'ai communiqué à M. Nekloudoff cette décision, il m'a lu les instructions qui déterminaient le rôle d'arbitre, d'une façon quelque peu différente ; mais, j'ose espérer qu'on acceptera quand même notre formule.

En ce qui concerne le délai, *il est indispensable au point de vue de la concentration de nos troupes sur la frontière... Si cette question n'est pas décidée au plus tôt il se pourrait bien que l'attaque eût lieu.*

Ces deux conditions — le délai et l'occupation de la Macédoine — sont des conditions sine quâ non, dont nous ne pouvons nous départir.

En ce qui concerne mon voyage à Petrograd, il me paraît de prime abord superflu, puisque le Gouvernement Impérial n'en dit rien dans ses instructions, et je vous prierai *d'insister particulièrement pour que ce voyage, en raison des événements importants survenus dans la politique intérieure, soit remis de mercredi à dimanche.*

L'opinion publique est tellement montée en Bulgarie qu'en avançant la date de mon départ on pourrait donner dans le pays le signal de troubles que, dans l'intérêt général, il faut éviter.

Je vous prie de me télégraphier sans tarder le résultat.

Sofia, le 9/22 juin 1913

N° 3779.

Signé : *Le Président du Conseil,*

DANEFF.

Le sort en était jeté. Dès lors les événements prennent la direction arrêtée d'avance. Il est seulement étonnant que M. Guéchoff et M. Theodoroff aient pu d'abord croire, puis affirmer, qu'à Vrana c'est leur politique pacifique qui a triomphé. En réalité, elle était vaincue par la politique opposée à l'arbitrage, celle de l'action armée. Le mouvement submergeait de plus en plus l'opinion publique de ses vagues. M. Theodoroff lui-même, dans le discours qu'il prononça au Sobranié, rappelle avec quelle ardeur se manifesta la méfiance à l'égard de la Russie. A cette époque on criait : « N'allez pas en Russie, vous y serez roulés ; le fait serait flagrant : il y aurait danger à aller à l'arbitrage en Russie ». On tenait des meetings contre le voyage en Russie, et il faut bien l'avouer, le nombre de ceux qui manifestaient contre l'arbitrage était très grand. La méfiance avait gagné énormément de terrain, je ne puis le contester.

L'opinion publique accueillit le cabinet Daneff au milieu d'imposantes manifestations contre la Russie.

Au début du mois de juin — raconte M. Theodoroff au Sobranié — à mon entrée dans le Ministère, lorsque j'entendais affirmer ces sentiments belliqueux, ces imprécations contre la politique gouvernementale russophile, ces objurgations répandues par la presse et répétées dans les meetings de ne point aller à Petrograd qui sera notre tombeau, que la Macédoine sera déchiquetée et crucifiée, et que c'est par la force de nos armes que nous devons prendre ce à quoi nous avons droit, entendant cela, je me disais : *Il y a quelque chose de pourri dans ce pays.*

Après mon retour de Paris, j'ai dit plus d'une fois à un cercle d'amis : « Messieurs ! j'ai l'impression que les gens d'ici ont été frappés en masse, non de folie, mais de rage ». Et cela, je le répétais souvent, non pas à une ni à deux, mais à une centaine de personnes.

C'est la séance du Conseil de la Couronne de Vrana, c'est la dépêche dont nous avons parlé et qui en est l'émanation qui recèlent la clef de l'énigme qui entoure cette date du 16/29 juin, où à minuit, veille du 17/30 juin, fut consommée lâchement l'attaque contre les Serbes et les Grecs.

Le 9/22 juin vers minuit, on avait accordé au suprême Arbitre un délai de sept jours pour exprimer sa sentence. A l'expiration de ce délai, le 16/29 juin vers minuit, on prit l'offensive sur tout le front macédonien contre les Serbes et les Grecs.

Les événements du 16/29 juin ne se sont donc pas produits spontanément. Ils ont été longuement et habilement préparés. Les faits qui se rattachent à cette date néfaste pour la Bulgarie et pour l'Alliance balkanique n'ont dû, dans aucun cas, causer de surprise à ceux qui ont assisté au Conseil de Vrana, le 9/22 juin, pas plus à M. Theodoroff qu'à M. Daneff, et surtout à M. Daneff¹.

¹ Afin de bien comprendre les événements du 16/29 juin et ceux qui ont précédé cette date, il faut tenir compte des sentiments intimes des Bulgares à l'égard du traité serbo-bulgare du 28 février/13 mars 1912. Voici comment M. Dim. Micheff, secrétaire de l'Exarchat bulgare depuis de longues années et en même temps député, analyse ces sentiments :

Il faut divulguer le secret du traité. Il est aujourd'hui de notoriété publique que ni l'idée promotrice ni la conception du traité ne sont et ne pourront être considérées comme bulgares. L'idée est slave et tient compte avant tout du slavisme. Si nous ne voulons pas nous mentir à nous-mêmes et si nous voulons être francs envers le slavisme et afin de nous mettre en garde contre les erreurs et les fautes que nous commettrions fatalement dans l'avenir, il me semble qu'il faut désigner par son

Ces événements se préparaient dès le 9/22 juin, sans parler de ce qui a précédé cette date. Pour s'en rendre compte on n'a qu'à se reporter à la décision prise au château de Vrana dès qu'on eut

véritable nom la politique qui a présidé à l'élaboration du traité serbo-bulgare, et donner aussi le véritable nom à ceux qui ont été les instigateurs de cette politique si néfaste pour la Bulgarie. *La politique est slave, mais elle n'est pas en même temps bulgare ; ceux qui l'ont inspirée ne sont et ne peuvent être des Bulgares.* Dans le traité serbo-bulgare on n'a pas introduit les idées qui ont servi de base à la politique bulgare et qui ont guidé toute cette pléiade d'artisans de la cause nationale bulgare jusqu'à l'indépendance de la Bulgarie et encore dans la suite. Au contraire, le traité rapportait la pensée intime de Belgrade et de Petrograd. Mais laissons parler les faits, qui trouvent maintenant leur véritable interprétation.

Déjà après l'annexion de la Roumélie Orientale à la Bulgarie et après la chute du premier prince régnant en Bulgarie, commença une politique qui rompit tout lien avec la politique d'affranchissement qui fut consacrée en 1878 par le traité de San-Stefano. Dès que cette politique entra dans sa nouvelle phase, on commença à voir en Macédoine, suivant un système établi, dans tout Bulgare, soit un Slave, soit un Serbe. Ce sont les représentants officiels russes en Macédoine qui se chargeaient de cette besogne, tels Yastréboff, Rostovsky et autres.

Les efforts de l'Exarchat bulgare faits en vue de la reconnaissance officielle de l'autorité ecclésiastique bulgare dans les éparchies d'Uskub, d'Ochridv, de Vélès, de Nevrokoplié, de Debar, de Monastir et de Stroumitza ont été couronnés de succès sans l'intervention de la Russie. Après l'onction du prince héritier Boris, on inaugura en Macédoine une politique de sphères d'influence... Ne voit-on pas clairement que c'est cette même politique qui a pris le dessus dans le traité serbo-bulgare ?

Ce traité a divisé la Macédoine en zones « contestées » et « non contestées », c'est-à-dire en sphères d'influence serbe, en sphères d'influence bulgare, et en sphères « neutres ». Ces zones indiquent bien que la Macédoine a été déchiquetée et divisée afin de servir plus facilement à la création d'une grande Serbie. On peut difficilement admettre que cette idée ait pu germer dans le cerveau des dirigeants bulgares.

Svobodno Mniénié (La Tribune Libre), N° 6, du 3/16 octobre 1913.

connaissance de l'opinion de la Russie sur les questions qui y étaient discutées et décidées. Et cette opinion russe fut connue à temps.

Le 9/22 juin, en effet, les ministres de Russie à Belgrade et à Sofia avaient reçu de Petrograd la dépêche suivante :

Nous renonçons formellement non seulement à maintenir, mais aussi à transmettre à Belgrade la demande de démobilisation sous condition d'occupation commune des provinces contestées, trouvant cette demande tout aussi irréalisable que peu pratique. Si nous n'obtenons pas l'assurance que le différend gréco-bulgare sera déféré à l'arbitrage, nous nous abstiendrons de faire connaître la décision du Tribunal Arbitral.

Signé :

SAZONOFF.

Le 12/25 juin, au lieu du 11/24 comme le désirait M. Daneff, le ministre de Bulgarie, M. Bobtcheff, communiqua à celui-ci le résultat de son entretien avec M. Sazonoff, qui était la réponse à la dépêche datée du 9/22 juin et concernant la décision de Vrana :

A M. le président du Conseil,

Sofia.

Votre communication, me dit M. Sazonoff, ne me surprend pas. J'ai eu connaissance il y a quelques jours déjà de cet acte de votre gouvernement. Vous agissez sous l'influence de l'Autriche. Vous êtes libres. La Russie et le Slavisme se récusent. Nous avons fait notre devoir. L'empereur de Russie n'a pas attendu l'ultimatum avec le délai qui lui a été fixé pour se prononcer sur le différend bulgare-serbe. Il a tenu à

remplir au plus vite sa lourde mission. Après votre déclaration, je vous déclare à mon tour :

N'attendez rien de nous et oubliez qu'il existait des engagements depuis 1902 qui nous liaient jusqu'à ce jour.

Petrograd, le 12/25 juin 1913.

N° 3402.

Signé :

BOBTSCHEFF¹.

Après ce qui venait de se passer, il semble tout naturel que M. Daneff ne soit pas parti pour Petrograd le dimanche 16/29 juin, ainsi qu'il l'avait promis, de même que l'ordre ait été donné d'attaquer les Serbes et les Grecs, le samedi soir 15/28 juin².

Encore un mot. Ce même jour, 15/28 juin, le comte Tarnowsky, ministre d'Autriche-Hongrie à

¹ Discours de M. Ghénadieff, député de Stroumitza, Sofia, 1914, p. 237 à 238.

² Il est intéressant de noter que M. Daneff a aussitôt communiqué d'urgence le 9/22 juin à M. Nekloudoff, ministre de Russie à Sofia, la décision prise à Vrana ; mais il l'a fait un peu différemment qu'à M. Bobtcheff. La communication faite à M. Nékloudoff est la suivante : Vu le danger extrême qui s'est particulièrement accru depuis la réception de la note serbe d'hier et l'impossibilité de nous mettre directement d'accord au sujet de la démobilisation, le Gouvernement bulgare, désirant épuiser tous les moyens pour régler pacifiquement le différend entre la Serbie et la Bulgarie, adresse à l'Arbitre Suprême la prière instante de rendre sa sentence dans le plus bref délai possible, c'est-à-dire dans huit jours au plus tard. En outre, le Gouvernement bulgare espère que l'arbitrage sera rendu sur la base et restera dans les limites du traité et de ses annexes. De plus, le Gouvernement bulgare prie le Gouvernement Impérial de bien vouloir l'informer officiellement jusqu'à mardi soir qu'il a agréé sa demande. Si la demande est agréée, le président du Conseil partira mercredi pour Petrograd, afin de recevoir le jugement arbitral d'abord, puis la solution à toutes les autres questions. (Voir *Recueil de Documents Diplomatiques*, p. 116.)

Sofia, adressa au comte Berchtold la dépêche suivante :

La Bulgarie veut savoir si elle aura les mains libres pour l'attaque contre les Serbes et les Grecs au cas où elle céderait à la Roumanie la ligne Toutrakan-Baltchik ?

Cette dépêche provoqua la réponse suivante :

Il a été dit à M. Daneff dans quelles conditions la Bulgarie sera garantie contre la Roumanie dans l'attaque contre la Serbie et la Grèce ¹.

Bien entendu, le Haut Commandement préparait bien avant cela tous les événements qui devaient se produire à la mi-nuit du 16/29 juin.

Nous avons déjà eu sous les yeux l'ordre du général Kovatcheff, ministre de la Guerre, lancé le 4/17 juin. Il indique clairement tout ce qui se tramait et où l'on voulait en venir.

Voici comment le général russe E.-I. Martinoff caractérise cet ordre dans son opuscule : *Les Serbes en guerre avec le roi Ferdinand* :

Cet intéressant document prouve que l'intention de déclarer la guerre à la Serbie et à la Grèce était déjà mûre dans l'esprit du Gouvernement bulgare au commencement de juin. S'exagérant à eux-mêmes leur force, les chefs des armées bulgares croyaient en avoir fini en quelques jours avec les Serbes et les Grecs. *L'ordre montre encore que si les Bulgares avaient été à la place des Serbes, ils n'auraient pas permis à leur ancien allié de concentrer ses troupes, mais seraient tombés sur lui alors que la moitié de ses effectifs se trouvait encore en Thrace.*

¹ Voir C. R. sténographique XVII du Sobranié, 1914, pp. 481 à 558.

IV

Dès que parvint de Petrograd, le 12/25 juin, la réponse à la dépêche que M. Daneff avait expédiée dans la nuit du 9/22 juin et dont on connaît la teneur, le Haut Commandement bulgare se mit à l'œuvre. Le lendemain même, 13/26 juin, on adressa aux commandants des cinq armées les instructions définitives pour l'action, instructions qui concordaient avec le plan établi depuis longtemps pour l'offensive. Voici la teneur de cet important document :

Instructions pour les armées actives du 12/26 juin 1915, publiées à 11 h. 1/2.

N° 23.

Carte 1 : 210.000.

A dater du samedi 15/28 courant, les armées occuperont leurs positions initiales pour une guerre éventuelle avec la Serbie, et cela dans les conditions ci-après :

1° La seconde armée concentrera ses forces principales sur la ligne Koukouch-cote 665-route Seres-Négovane. Le Chef de l'armée devra prendre ses dispositions pour assurer son aile droite du côté du Vardar (Djévdjéli). L'arrière de cette armée sera protégé par la quatrième armée.

2° La quatrième armée conservera la position qu'elle occupe actuellement (Brégalnitza).

3° La cinquième armée devra se concentrer aux abords de la frontière grecque alors qu'elle aura placé les avant-postes sur les points les plus importants, face à l'ennemi, et pris les dispositions nécessaires pour leur protection.

4° La troisième armée devra occuper la ligne Vraptcha-

Dragomane-Konchtitza et prendre les dispositions pour la défensive.

5° La première armée devra se concentrer sur la ligne Bélogradtchik-Tchoupréné pour favoriser la sortie de l'effectif de la garnison de Vidin et sa marche vers Koula et devra prendre les mesures nécessaires pour la défensive.

6° La quatrième division devra se concentrer entre la rivière de Stroûma et Koniovo.

7° La division de cavalerie conservera sa position actuelle¹.

Signé : *L'adjoint au Chef de l'Etat-Major,*
Lieutenant général SAVOFF.

En même temps que ces instructions, le général Savoff en préparait d'autres qui portent le N° 24². Elles donnaient plus de détails pour l'attaque contre les Serbes et les Grecs, ainsi que les explications qui fixent le vaste plan des opérations bulgares.

Mais ces instructions ont été envoyées de Sofia par dépêches chiffrées très urgentes aux chefs respectifs des armées, le lendemain seulement de l'attaque nocturne contre la Serbie et la Grèce.

Avant cela, le 15/28 juin, au déclin du jour, à 8 heures, on confiait au télégraphe, pour le général Kovatcheff, ministre de la Guerre, cette dépêche chiffrée, extrêmement urgente, qui était en somme l'ordre de prendre l'offensive³ :

¹ *Dnevnik* (Journal du Général Savoff). N° 4236, du 15/28 juin 1914.

² Le Général Savoff n'a pas communiqué ce plan (N° 24) mais seulement les explications qui l'accompagnaient.

³ Le Dr K. D. Spissarevsky dans sa brochure intitulée : *Qui a ruiné la Bulgarie*, affirme que le 15/28 juin, dans l'après-midi, il y

Au Commandant de la IV^e armée, Radovichté.

Je vous ordonne d'attaquer l'ennemi avec toute l'énergie possible sur toute la ligne, en ne démasquant pas complètement nos forces et en ne livrant pas de longues batailles, et d'avoir soin de consolider votre position à Krivolak par la rive droite de Brégalnitza, cote 550, non loin du village Chtakhovo (Ovtché Polié) cote à proximité du village Dobrévo. Je vous recommande de commencer de nuit et de finir avant l'aube l'attaque brusque sur tout le front. Que cette opération ait lieu dans la nuit de demain 16/29 juin¹.

Sofia, le 15/28 juin 1913.

N^o 5597.

Signé : *L'adjoint au Chef de l'Etat-Major,*
Lieutenant général SAVOFF.

avait encore conseil au château de Vrana, en présence des mêmes personnes que précédemment et que ce jour-là, et même les jours précédents, le roi avait échangé de nombreuses conversations avec MM. Rizoff et Toncheff. Mais M. Theodoroff ne parle pas, dans son discours prononcé au Sobranié, d'une entrevue qui aurait eu lieu ce jour-là à Vrana. En ce qui concerne M. Rizoff, M. Theodoroff dit au Sobranié :

« M. Rizoff vint me trouver et me dit : « J'ai appris que vous
« seul vous êtes prononcé contre la guerre, tous les autres sont
« pour. » Comment un esprit comme le vôtre peut-il..... » et après
maints éloges, il essaya de me convaincre, au nom de la patrie,
que mes idées étaient fausses. « Je suis très loin de votre opinion »,
lui dis-je... Lorsque je me rendis au Conseil des ministres, je
dis à M. Daneff : « *Il faut envoyer ce M. Rizoff tout de suite à Rome,*
c'est un homme dangereux, et s'il ne part pas dans les vingt-quatre
heures, exigez sa démission ». (Voir discours de M. Theodoroff,
député de Sofia, p. 156.)

M. Daneff donna l'ordre à M. Rizoff de rejoindre son poste ;
mais celui-ci, malgré l'ordre que lui enjoignait le Gouvernement,
resta tranquillement à Sofia jusqu'au jour fatal du 16/29 juin et au
delà de cette date, pour travailler ouvertement — quoique
membre du Corps supérieur de l'Etat — en faveur de la guerre
contre les Alliés !!!

¹ *Dnevnik* (Journal du Général Savoff), N^o 4240, du 1^o juin/2 juillet 1914.

En même temps on adressait une seconde dépêche chiffrée extrêmement urgente au général Ivanoff :

Au Commandant de la II^e Armée, Séres.

Avant d'entreprendre la concentration de vos troupes, attaquez l'ennemi le plus énergiquement possible à Lefter et à Tchayiz, et consolidez bien vos positions.

La IV^e armée prend l'offensive demain 16/29 courant, dans la nuit, contre toute la ligne serbe qui lui fait face.

Que le régiment de Valandovo conserve ses positions jusqu'à la relève par les parties de la 7^e division qui se trouve actuellement à Stroumitza.

Sofia, le 15/28 juin 1913.

N^o 5596.

Signé : *Lieutenant général,*

SAVOFF.

Les fusils étaient déjà braqués sur l'ennemi, il n'y avait plus qu'à presser la détente. Et cela eut lieu à l'époque déterminée : le 16/29 juin, dans la nuit, fut consommée l'attaque contre les Serbes et les Grecs sur tout le front.

Le lendemain, 17/30 juin, on lançait de Sofia les instructions N^o 24, déjà mentionnées, auxquelles on joignit les explications suivantes :

Annexe aux instructions n^o 24. — Avec les instructions n^o 24 j'ai donné l'ordre à la IV^e armée *de continuer sa marche en avant* et à la II^e armée, dès qu'elle aura terminé ses opérations dans la direction de Tchayiz, de commencer aussitôt la concentration sur la ligne désignée avec but d'attaquer Salonique. Messieurs les commandants des Armées ne perdront pas de vue que toute notre action dirigée contre les Grecs et les Serbes, sans déclaration de guerre préalable, tend principalement à relever jusqu'à un certain

point le moral dans notre armée, et à la placer dans une situation telle qu'elle considère comme ennemis nos alliés d'hier; à rendre nos alliés d'hier un peu plus souples, alors que nous leur aurons porté des coups formidables; puisqu'ils occupent maintenant nos territoires, enlever à la force de nos armes autant de nouveaux territoires que nous le pourrions avant que les puissances européennes n'interviennent pour arrêter l'action armée.

Comme cette intervention peut se produire d'un moment à l'autre, on vous ordonne d'agir vite et énergiquement.

Que la IV^e armée enlève à tout prix la position Vélès qui aura une grande signification politique. Il va sans dire qu'il faut préalablement se rendre maître de la ligne Soultan-Tépé-Kratovo-Klisséli (Saint-Nicolas).

La II^e armée, dès qu'elle aura terminé sa concentration, recevra l'ordre, si les opérations de la IV^e armée le permettent, d'attaquer Salonique, et si l'ordre vient, elle sera à cette fin renforcée de deux ou trois brigades.

Si notre armée prend le tronçon de la voie ferrée Kri-volak-Oudovo-Guevegueli, on établira une tête de pont consolidée par de fortes défenses.

De cette façon, on assurera l'occupation des deux rives du Vardar ¹.

Sofia, le 17/30 juin 1913.

N^o 5647.

Signé : *L'Adjoint au Généralissime,*

Lieutenant-général,

SAVOFF.

La lâche attaque contre les Serbes et les Grecs a eu lieu le 16/29 juin après minuit; elle s'est produite sur toute la longueur du front avec toute la violence possible et s'est continuée le lendemain. Les armées serbes et grecques surprises furent

¹ *Dnevnik* (Journal du Général Savoff). N^o 4241, du 20 juin/3 juillet 1914.

rejetées par un coup formidable très loin en arrière des positions qu'elles occupaient. Dans les milieux officiels on essaya non seulement de dégager la Bulgarie de toute responsabilité dans cette attaque armée, mais on chercha encore à la faire retomber sur d'autres¹.

L'organe officiel *Mir*, soutenant l'opinion de M. Theodoroff, le membre le plus influent du Gouvernement après le président du Conseil, deux jours après l'attaque consommée, le 18 juin/1^{er} juillet, publiait ce communiqué mensonger :

A l'instant, l'état-major de l'armée active reçoit l'information suivante :

Les Serbes ont ouvert aujourd'hui le feu sur nos avant-postes près Istip et Zlétovo. On a observé un déplacement considérable de grandes parties d'infanterie vers les premières lignes. Notre armée a répondu à l'attaque brusquée des Serbes. Les résultats ne sont pas encore connus.

Les troupes grecques, considérablement renforcées, ont aujourd'hui également arrosé d'un feu terrible notre armée qui se rendait aux abords de Chémalatos et Touz-la-Tchiflik, au nord de Lefter, pour relever les avant-postes. Un combat violent eut lieu, mais les résultats n'en sont pas encore connus.

Tout cela se passe le jour même où M. Daneff

¹ Le ministre, M. Theodoroff lui-même, le confesse dans son discours prononcé au Sobranié et déjà cité. Il dit à la page 159 : « Nous n'avons pas osé livrer cette décision à la publicité ; il nous a fallu la tenir secrète dans l'intérêt de la Bulgarie, et trouver sur qui rejeter toute la faute, afin de nous sauver nous-mêmes et de sauver la Bulgarie ! » Ainsi s'exprime un ministre de Bulgarie responsable, une année après les événements !

feint une tentative sérieuse pour arrêter les hostilités. Et M. Milioutchkoff s'étonne encore dans son journal *Rietch* que les Serbes n'aient accordé aucune confiance aux parlementaires bulgares, et que, les considérant comme des mystificateurs, ils les aient arrêtés !

Le Gouvernement bulgare a continué, même après le 18 juin/1^{er} juillet, à nier l'attaque contre les Serbes et les Grecs. L'organe officieux *Mir* écrit, le 25 juin/8 juillet, ce qui suit :

Une des nombreuses calomnies serbes qu'il faut démentir est celle-ci : ils prétendent avoir intercepté l'ordre télégraphique n° 26 du 16/29 juin, par lequel on commandait l'offensive générale contre les Alliés.

Nous sommes en mesure d'affirmer catégoriquement que notre Haut Commandement n'a pas donné un tel ordre ; au surplus l'ordre de l'offensive dont parlent les Serbes est ou apocryphe ou simplement imaginaire¹.

Dans ce même numéro du *Mir*, continuant ses mensonges, le Gouvernement encourage l'opinion publique bulgare :

La Bulgarie est suffisamment puissante pour châtier sans pitié ses Alliés d'hier comme ils le méritent. Et ce châtiment a déjà commencé, les armes bulgares remportent victoire sur victoire.

L'univers entier, et en premier lieu tout le monde slave, suit avec enthousiasme nos victoires !

Pendant que le Haut Commandement et la presse officielle s'acquittaient de leur rôle, voyons un peu

¹ *Mir*, n° 3922, de l'année 1913.

de plus près ce que faisaient, pendant ces journées critiques, M. Daneff et son cabinet.

Ainsi que nous le savons, M. Daneff avait promis de partir pour Petrograd le dimanche 16/29 juin si le Gouvernement russe répondait favorablement à sa dépêche du 9/22 juin, adressée à l'issue de la réunion de Vrana désormais historique ! Nous connaissons également la réponse du Gouvernement russe qui ne pouvait pas être favorable, ce qui était tout naturel et ce à quoi il fallait s'attendre. M. Daneff eut connaissance de cette réponse le 12/25 juin. La nature même de celle-ci compromettait le voyage de M. Daneff à Petrograd ; cependant il essaya, afin de sauver les apparences à Petrograd, de trouver une excuse pour différer son voyage. Après la réponse donnée par M. Sazonoff à M. Bobtcheff relativement à la dépêche du 9/22 juin, il lui semblait assez difficile d'y renoncer purement et simplement.

Et M. Daneff saisit le prétexte que, le 16/29 juin, M. Pachitch n'avait pas encore répondu à l'interpellation et que la Skoupchina n'avait pas encore statué formellement sur l'arbitrage en séance publique !

En effet, M. Daneff a essayé alors et plus tard au Sobranié de justifier la remise de son voyage du 16/29 juin, bien qu'il ait déclaré que la Serbie adhéraît à l'arbitrage, ce dont il ne pouvait alors nullement douter. Et lorsqu'on attira son attention sur cette dernière circonstance, il donna une raison

des moins probantes : il n'y avait pas lieu d'aller à Petrograd puisque M. Pachitch et M. Vénizelos n'étaient pas encore partis !

Les véritables raisons de l'abandon du voyage se trouvent dans la réponse de M. Sazonoff à la dépêche de M. Daneff et dans la dépêche même de M. Daneff du 9/22 juin.

Mais continuons.

Le 17/30 juin, on connaissait à Sofia, avant midi déjà, l'attaque bulgare faite sur tout le front macédonien contre les Serbes et les Grecs. M. Yanko Sakaroff l'a annoncé au Sobranié aux applaudissements de toute la droite¹.

Par un curieux hasard, les ministres ne se réunirent pas ce jour-là, et le Conseil des ministres ne siégea pas !

M. G.-A. Bouroff, ministre dans le cabinet Daneff, raconte le 17/30 juin, à la séance du Sobranié, qu'il a eu connaissance de ce gros événement seulement à 9 heures 1/2 du soir, et M. Theodoroff, son collègue dans le même ministère, affirme devant la même assemblée qu'il ne le connaissait pas encore à ce moment-là.

Le Conseil des ministres tint séance seulement le lendemain 18 juin/1^{er} juillet dans la matinée et c'est au cours de cette séance que M. Daneff porta l'événement à la connaissance de ses collègues² !

¹ Voir C. R. sténographiques XVII, du Sobranié, 1914, p. 606.

² Voir C. R. sténographique du Sobranié, 1914, pp. 605 à 608.

La question qui se pose maintenant est la suivante :

M. Daneff connaissait-il l'événement le 17/30 juin et à quelle heure l'apprit-il ? Dans l'affirmative, pourquoi n'a-t-il pas convoqué aussitôt le Conseil, mais l'a-t-il réuni le lendemain seulement, 18 juin/1^{er} juillet ?

Voilà l'énigme et sa solution n'est pas en faveur de M. Daneff... Les faits suffisent à l'accuser...

Nous avons vu que le 17/30 juin a été lancée la feuille n° 24 des Instructions relatives à *la continuation de la marche en avant !...*

Que se passa-t-il le 18 juin/1^{er} juillet ?

Ce jour-là, le Conseil des ministres décida d'arrêter l'action armée qui se déroulait à la frontière. Il convoque à la séance le général Savoff, qui est entendu et reçoit l'ordre de suspendre les opérations militaires. Le général Savoff reçoit cet ordre et l'interprète naturellement dans le sens le plus favorable à l'armée bulgare, répondant en cela au désir de son Gouvernement.

L'ordre est transmis à l'armée le même jour à midi, affirme M. Theodoroff, tandis que M. Y. Saka-zoff affirmera jusqu'au bout, au Sobranié, qu'il n'est parvenu à l'armée que vingt-quatre heures plus tard.

Le roi Ferdinand est invisible ! Le Conseil ne tient pas sa fameuse séance sous la présidence royale, le Gouvernement ne se concerta pas avec le roi et ne décide rien avec lui, mais avec son

adjoint, et c'est cet adjoint, le général Savoff, qui reçoit l'ordre du Gouvernement d'arrêter l'action militaire et de veiller à son exécution. Tout ceci est-il fait d'accord avec le roi Ferdinand ou bien en dehors de lui? Nouveau mystère!

On sait seulement que le 20 juin/3 juillet le général Savoff a été relevé de sa fonction d'adjoint au chef de l'état-major et remplacé par le général Ratko Dimitrieff!

Pour quelle raison? On l'ignore encore. Il y a plusieurs versions. La première affirme que le général Savoff a été destitué pour avoir donné, le 15/28 juin, l'ordre d'attaquer les Alliés, c'est-à-dire les Serbes et les Grecs. D'après la seconde version, le général Savoff aurait contre-ordonné la cessation des hostilités décidée par le Conseil des ministres le 18 juin/1^{er} juillet. La troisième version invoque comme raison les insuccès qui commençaient déjà à se manifester!

On ne sait rien de positif, sinon que le Gouvernement de M. Daneff dissimulait à dessein l'existence de l'ordre daté du 15/28 juin.

Et nous n'en avons pas fini avec les énigmes du 18 juin/1^{er} juillet. Ce même jour, M. Daneff, président du Conseil, rencontre M. Ghika, ministre de Roumanie, et lui tient ce langage :

Vous voulez, Monsieur Ghika, me faire peur en me disant que vous allez pénétrer en territoire bulgare. Eh bien venez donc et qu'y ferez-vous? Vous prendrez la ligne Toutrakan-Baltchik : c'est ce que vous voulez. Vous entrerez dans la Dobroutcha ; elle

vous appartiendra aussi. Vous ne pourrez pas aller plus loin, car vous ne pourrez pas mobiliser votre armée en si peu de temps et dans dix jours j'en aurai fini avec les Serbes¹.

Ce qui est encore plus important, c'est que cette conversation échangée le 18 juin/1^{er} juillet entre M. Daneff et M. Ghika répondait à l'attitude adoptée ultérieurement par M. Daneff en dépit des démissions successives qu'il donna le 19 juin/2 juillet et les jours suivants. Il reste au pouvoir, il agit, et couvre de sa présence et de celle de ses collègues toute l'action qui se déroule entre le 16/29 et le 30 juin/13 juillet ! Sa conviction était sincère, et tout porte à croire qu'il comptait en finir avec les Serbes en dix jours ! Ce furent sans doute les généraux bulgares qui fortifièrent cette opinion dans son esprit, dans celui de M. Rizoff et du roi Ferdinand lui-même, à l'exception toutefois du général Fitcheff qui, paraît-il, était le seul adversaire de la guerre.

Dans la suite, M. Daneff changea d'avis. Lorsque le général Kovatcheff lui eut appris le désastre que son armée avait subi le 24 juin/7 juillet², il fit de vaines tentatives pour arrêter, avec le concours de la Russie, l'action des Alliés, ou pour mieux dire, lorsqu'il apprit par quels moyens et à quel prix on

¹ Voir C. R. sténographiques XVII du Sobranié, 1914, p. 481.

² La catastrophe de l'armée du général Kovatcheff n'a pas été complète grâce à une faute commise par les Serbes. Les Serbes au lieu d'entrer le 24 juin/7 juillet à Istip, qui était déjà abandonné, n'y sont entrés que le 25 juin/8 juillet. Cette circonstance a épargné au général Kovatcheff et aux Bulgares un désastre absolument complet.

pouvait arrêter les Alliés et les amener à traiter de la paix, M. Daneff donna sa démission pour tout de bon, qui fut alors acceptée¹.

M. Daneff a effectivement donné sa démission au moment où il sentit que toute sa politique avait complètement échoué.

Jusqu'à ce moment-là rien n'avait pu l'y décider, pas même l'importante lettre collective de MM. V. Radoslavoff, Tontcheff et N. Ghénadieff du 23 juin/6 juillet.

Les adversaires de la politique de M. Daneff ont, à notre avis, raison lorsqu'ils disent : Celui qui sérieusement ne voulait pas, le 16/29 juin, la guerre avec les Alliés ne devait pas, tout d'abord, repousser la proposition de démobilisation que la Bulgarie avait été la première à formuler, lorsqu'elle la croyait favorable à ses propres intérêts, c'est-à-dire avant qu'elle eût achevé la concentration de ses troupes sur le front macédonien ; celui-là devait, aussitôt que se produisirent les événements du 16/29 juin, quitter le pouvoir ; il ne devait pas dissimuler l'état d'aberration criminelle où se trouvait la Bulgarie, et moins encore s'imposer la vile tâche de l'attribuer à ses Alliés d'hier.

Et pourtant M. Daneff et ses collègues du pouvoir se sont rendus coupables de tout cela. Leurs actes en sont les preuves.

M. Daneff a cru, et la plupart de ses compatriotes

¹ Voir C. R. sténographiques XVII du Sobranié, 1914, p. 823 à 826.

étaient dans son cas, que l'on pouvait mener de front deux politiques : et la politique qui s'appuyait sur la Triple Entente, et celle qui s'appuyait sur l'Autriche et la Triple Alliance.

Il voulait, avec le roi Ferdinand, dont il propageait les idées, s'asseoir sur deux chaises et n'est-il pas naturel que ce soit entre elles qu'ils se soient tous deux assis, et qu'ils soient tombés par terre ! Malheureusement, dans sa chute M. Daneff s'est aussi cassé les reins !...

Aussi bien n'a-t-il peut-être été jugé par personne aussi sévèrement qu'il le fit lui-même dans le discours prononcé au Sobranié, à la séance du 5/18 mai 1914, au moment où fut discutée l'enquête relative aux événements du 16/29 juin. Il accusa alors ouvertement de duplicité sa politique et celle du Gouvernement bulgare, cette politique qui avait triomphé pendant toute la durée de la guerre balkanique et pendant le différend qui s'est élevé entre les Alliés lors du partage des conquêtes.

Ces procédés sont caractéristiques chez la plupart des hommes d'État bulgares, et ils semblent avoir trouvé auprès du roi Ferdinand un accueil favorable, puisqu'au lieu de les combattre il ne cessa de les favoriser !

*
* *

Dans les premiers jours de juillet, les Roumains franchirent le Danube et les Turcs se dirigèrent

vers Andrinople. Mais les Bulgares n'ont opposé ni aux uns ni aux autres une résistance armée. Le roi Ferdinand a obtenu du roi Carol, grâce à l'intervention de l'Autriche et de la Russie, que celui-ci arrêât la marche de ses armées devant Sofia, et lui laissât, pour le ravitaillement, la libre disposition de la voie ferrée Varna-Rouchtchoûk-Sofia. Grâce au même concours, les Turcs ont été arrêtés sur l'ancienne frontière bulgare !

Le 4/17 juillet, la Bulgarie inaugura un nouveau ministère sous la présidence de M. V. Radoslavoff, composé de deux fractions du parti libéral et du parti de Stambouloff, dont le chef, M. N. Ghéna-dieff, prit le portefeuille des Affaires Étrangères !

TRAITÉS ET CONVENTIONS

ENTRE LA SERBIE ET LA BULGARIE

ET ENTRE LA BULGARIE ET LA GRÈCE

Les Bulgares ont publié d'abord dans le journal parisien *Le Matin* les traités passés entre la Serbie et la Bulgarie et ceux entre la Bulgarie et la Grèce, et si nous ne nous trompons pas, cette publication a coïncidé avec le séjour du roi Ferdinand à Vienne, après la guerre contre les Alliés, et avait manifestement pour but de froisser les susceptibilités de la Russie. M. At. Chopoff, à Sofia, dans sa brochure intitulée : *Quelle est l'origine de la guerre des Balkans*, les a également fait paraître, en y ajoutant les conventions militaires, bien que cette publication soit contraire à l'article 7 du traité et à l'article 5 de l'addition secrète au traité passé avec la Serbie, et à l'article 4 du traité passé avec la Grèce.

Nous les reproduisons ici tels que les a donnés M. At. Chopoff. En outre, nous donnons le texte du procès-verbal du 16/29 septembre 1912, qui a été publié par M. Iv.-Ev. Guéchoff et où a été consignée, sur l'invitation du roi Ferdinand, l'opinion

des généraux bulgares sur l'opportunité d'une guerre qui devrait être déclarée par la Bulgarie à la Turquie et sur les conditions dans lesquelles elle pourrait avoir lieu¹, car ce procès-verbal éclaire aussi le traité avec la Serbie et la Grèce².

Pour bien comprendre ces textes, il nous semble utile de faire quelques remarques générales et d'attirer l'attention sur certains faits connexes aux traités et conventions.

1. — Le premier et le plus ancien en date est le traité passé entre la Serbie et la Bulgarie. Il a été signé le 29 février/13 mars 1912.

Au moment des pourparlers, la situation des deux pays, envisagée au point de vue international, était très différente. A l'automne de 1908, plus exactement le 6/19 octobre, l'Autriche-Hongrie avait procédé à l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, secondée par la Bulgarie, en ce sens que cette dernière avait proclamé, la veille même de ce jour et sous les auspices du cabinet de M. A. Mali-noff, l'indépendance de la Bulgarie et érigé la principauté en royaume. Ceci constituait naturellement, et tout le monde le comprendra, un coup double-

¹ Iv.-Ev. Guéchoff, *La Démence Criminelle*, pp. 20 à 22.

² Le traité passé entre la Serbie et la Bulgarie a été publié, accompagné d'une carte, par M. I. N. Milioukoff, dans le journal *Rietch* du 6/19 novembre 1914, et suivi d'un article tendancieux qui devait servir de réponse à M. Tsémovitch, article qui abonde en inexactitudes et en mensonges.

ment pénible pour la Serbie. D'une part, la violation flagrante par l'Autriche-Hongrie des conventions sur lesquelles reposaient la situation internationale et l'avenir de la Serbie ; d'autre part, la trahison et l'infidélité de la Bulgarie alliée. Cette action de la Bulgarie, et sa coopération avec l'Autriche-Hongrie à l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, était dirigée évidemment contre la Serbie et la nation serbe, et constituait une infraction au traité de Nich, passé en 1904 entre la Serbie et la Bulgarie, qui était alors en vigueur.

2. — Au moment de l'élaboration du traité entre la Serbie et la Bulgarie, et immédiatement avant, en 1911, il s'était passé deux événements politiques de grande importance dans la proximité immédiate des deux parties contractantes. La Turquie se trouvait en guerre avec l'Italie au sujet de la Tripolitaine, et, sur son propre territoire, en guerre avec les Albanais, à cause des exigences et des prétentions albanaises à l'autonomie. Tandis que le premier événement politique favorisait l'action contre la Turquie, le second était plein de dangers pour la Serbie. Depuis longtemps déjà l'Autriche avait jeté son dévolu sur l'Albanie, et alors encore elle se servait des Albanais pour mettre à exécution ses projets en Turquie et pour favoriser son action vers Salonique. On peut concevoir facilement quelles étaient les dispositions que ces perspectives, succédant à l'annexion de la Bosnie et de

l'Herzégovine en 1908, avaient créées dans l'esprit des gouvernants serbes.

L'opinion générale était du reste que l'Autriche se préparait une place en Turquie par l'intermédiaire des Albanais, et M. A. Chopoff, qui ne peut être suspecté d'accuser l'Autriche à la légère, dit : « L'Autriche s'intéressait beaucoup à la question albanaise, et elle s'est ingéniée à lui imprimer avant tout une direction en harmonie avec sa politique dans les Balkans. Les Jeunes-Turcs avaient en mains la preuve que le soulèvement des Albanais avait été fomenté par des émissaires autrichiens et c'est pour cette raison qu'on appelait à Constantinople, ouvertement et sans se gêner, les insurgés albanais : l'avant-garde autrichienne. Le Gouvernement turc, rapprochant la proposition Berchtold de l'insurrection albanaise, n'a pas manifesté un grand empressement à l'accepter. »

L'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine d'une part, et, d'autre part, la Grande Albanie, instrument de l'Autriche, quelle terrifiante perspective pour la Serbie et la nation serbe !

3. — Jusque-là la Bulgarie n'avait jamais voulu entrer dans la voie d'une entente avec la Serbie, relativement à la Macédoine. Partant de ce principe que la Macédoine est bulgare, elle s'était toujours refusé à contracter un accord à son sujet. Elle considérait déjà la Macédoine comme sienne, parce que les Turcs la lui avaient vendue, par firman impérial daté du 28 février/13 mars 1870, à l'époque

où elle ne constituait pas encore un État, et à l'occasion de la fondation de l'Exarchat bulgare, institution reposant sur des bases purement révolutionnaires et anticanoniques !

Et maintenant, en cette année 1911, la Bulgarie reprenait ces bases pour s'entendre avec la Serbie au sujet de la guerre contre la Turquie et elle entraît dans cette voie, ainsi que l'assure le procès-verbal du 11/24 septembre 1911, parce qu'elle n'avait pu ni osé faire la guerre à la Turquie, non seulement sans le concours de la Serbie, mais encore sans celui de la Grèce et du Monténégro !

On se demande si la Bulgarie a accepté avec loyauté et sincérité les bases du traité conclu avec la Serbie. On se demande si elle avait l'intention de remplir tous les engagements qu'elle avait contractés par ce traité !

A l'heure où nous sommes, il est tout au moins permis d'en douter !

La circonstance seule que la Bulgarie, liée à la Serbie par deux traités antérieurs, les avait violés au détriment de la Serbie, en ne respectant pas les engagements qu'ils lui imposaient, milite en faveur de ce doute.

Mais examinons les faits en eux-mêmes :

a) Avant le commencement de la guerre et après la signature de la convention militaire et de l'accord entre les chefs des états-majors généraux, la Bulgarie demanda à modifier la convention militaire et l'accord, le 23 août/5 septembre d'abord, puis

le 15/28 septembre. Pendant la guerre, elle renouvela cette demande le 10/23 octobre, et encore une fois dans le courant de février 1913 !

b) Dans la seconde moitié d'octobre 1912, suivant le désir du roi Ferdinand, M. Daneff partit pour Budapest afin d'essayer, comme il l'a dit lui-même, de gagner l'Autriche à la cause bulgare, dans un sens déterminé : « Avec l'intention de voir dans quelle mesure nous pouvions compter aussi sur l'autre groupe, j'ai demandé à faire un voyage en Autriche, et effectivement je partis pour Budapest au moment où se terminait la bataille de Lulé-Bourgas¹. »

M. Guéchoff parle de ce voyage dans sa brochure (p. 54) et il dit ceci : « Par lettre datée du 16/29 octobre, M. Daneff nous informe que le Haut Commandement a débattu la question de son voyage éventuel à Vienne, d'où vient la principale opposition à la liquidation finale de la Turquie d'Europe, ... il faut tâcher de la (l'Autriche) rallier à notre cause ! »

L'initiative de ce voyage à Vienne et à Budapest n'a donc pas été prise par M. Guéchoff, mais bien par le Haut Commandement, par le roi Ferdinand ! M. Daneff y donne suite et propose cette mission à M. Guéchoff !

Après quelques jours de réflexion, ainsi que

¹ C. R. sténographiques XVII du Sobranié. Discours de M. Daneff, du 5/18 mai 1914, p. 642.

celui-ci l'a déclaré lui-même, il l'accepte d'accord avec ses collègues. On a présenté aux Alliés, comme raisons de ce voyage à Budapest, les difficultés créées par la Roumanie ! Et à son retour de Budapest, M. Daneff, traversant Belgrade, évite d'y voir qui que ce soit.

Il est intéressant de faire remarquer que ce voyage de M. Daneff a coïncidé avec l'affaire Prohazka et se place au moment même où l'Autriche conteste à la Serbie le droit de sortie sur l'Adriatique !

c) Lorsque les délégués désignés par les Alliés partirent pour Londres aux fins d'y discuter les conditions de la paix, la Bulgarie, à l'insu de ses Alliés et des grandes puissances, entama avec Kiamil Pacha, le Grand vizir, par l'entremise de M. Kotcho Hadji Kaltcheff, des négociations secrètes pour la paix séparée, ce qui était absolument contraire au traité passé entre la Serbie et la Bulgarie. Le fait que ces négociations ont été poursuivies à l'insu de M. Guéchoff sur l'ordre du Haut Commandement, ne leur enlève nullement leur caractère de déloyauté. Au contraire, elles n'en ont été que plus dangereuses pour les Alliés, car si l'on se souvient de ce qui s'est passé à Tchataldja, lorsque les Turcs avaient demandé la paix, elles découvrent un état de choses à Sofia qui montre aux Alliés qu'ils n'ont pas seulement à compter avec le Gouvernement, mais encore avec des acteurs irresponsables, plus forts que celui-ci !

d) Contrairement au désir des Alliés et au conseil donné par les grandes puissances, les Bulgares, ainsi que nous l'avons déjà vu, ont poussé à la rupture des négociations et à la dénonciation de l'armistice, à seule fin de pouvoir continuer et reprendre la guerre. Les Alliés, bien à contre-cœur, sont entrés dans leurs vues et les pourparlers ont été rompus le 16/29 janvier.

C'est alors que M. Daneff soumit, au nom de la Bulgarie, un mémoire par lequel il réclame pour la Bulgarie *Dibra et la frontière commune avec l'Albanie*, bien que le traité eût attribué cette ville à la Serbie.

e) Lorsqu'Andrinople tomba aux mains des Bulgares, grâce à l'efficace concours de deux divisions et de l'artillerie lourde serbes, le premier soin des Bulgares fut d'amoinrir et de déconsidérer la coopération serbe et de réduire son mérite dans le succès commun. On qualifia la coopération serbe de simple démonstration militaire, et le général Savoff qui, jusque-là, avait différé l'attaque d'Andrinople, en recevant la dépêche du 13/26 mars lui annonçant la reddition de la place, adressa au général Ivanoff la dépêche suivante : « Demandez à Choukri Pacha de ne pas se rendre aux Serbes »¹. On sait quel a été l'effet de cette dépêche, bien qu'on se fût ingénié à cacher la vérité : Choukri Pacha s'était en effet rendu aux Serbes.

¹ C. R. sténographiques XVII du Sobranié, 29 avril/12 mai 1914, discours de M. Grégoire Vassilieff, p. 495.

f) M. Natchévitch raconte quelles étaient les dispositions de la Bulgarie à l'égard des engagements contractés par traité, notamment à l'égard de ceux qui se rapportaient au concours armé que la Bulgarie devait prêter à la Serbie au cas où l'Autriche l'attaquerait, ou dans le cas où l'Autriche entrerait dans le Sandjak de Novi-Bazar, ou bien encore si la Serbie se trouvait dans l'obligation de déclarer la guerre à l'Autriche.

Dans une interview, M. Natchévitch, au cours d'une mission qu'il remplissait en Autriche-Hongrie, a dit clairement et ouvertement devant tout le monde qu'il n'y avait pas en Bulgarie un seul homme d'État qui oserait observer cette clause du traité, et, à son avis, celle-ci y a été introduite uniquement pour en faciliter l'acceptation à la Serbie !¹

Mais M. Natchévitch n'a pas été le seul qui ait livré la pensée intime de ses compatriotes au sujet de cette cause du traité. M. Daneff est un témoin bien plus important, un témoin officiel.

Voici ce qu'il dit à ce propos dans le discours déjà cité qu'il prononça au Sobranié, le 5/18 mai de l'an passé :

On pense, aussi bien ici qu'à l'étranger, que notre traité a été dirigé contre un groupe de grandes puissances, notamment contre l'Autriche. Il me semble que le bon sens seul montre l'inexactitude d'une pareille affirmation. Nous qui

¹ Nous citons ces paroles de mémoire, car malgré toute la peine que nous avons prise, il nous a été malheureusement impossible de trouver à Nich un seul journal autrichien de cette époque.

nous apprêtons à livrer combat à un empire qui, comme la Turquie, possède des réserves d'hommes inépuisables, comment pouvions-nous songer en même temps à tourner le tranchant de nos épées contre une autre grande puissance ?

Cette question n'est-elle pas également une réponse ? Nous n'avons pu songer à une autre guerre avec une autre puissance quelconque, car nos forces nous permettaient à peine de nous mesurer avec l'ennemi que nous avions en face de nous. *Et pour bien vous prouver que cette pensée était loin de nous, je dois vous dire que la convention politique signée avec la Serbie ne contient rien de semblable.* La convention militaire comporte un règlement qui m'était inconnu, je dois l'avouer, qui cependant existe et est conçu dans ce sens : les Serbes et les Bulgares se prêteront aide mutuelle, s'ils sont attaqués par une tierce puissance. *Je dois vous dire que la convention politique a eu de l'importance pour moi, c'est elle qui règle l'action des deux puissances alliées contre l'ennemi commun.* Après cela, pendant mon absence, lorsque j'étais hors de Bulgarie, on a conclu la convention militaire dans laquelle on a également introduit la clause ci-dessus. L'intérêt de la Bulgarie exige qu'elle se présente au monde sous son véritable jour, afin qu'elle ne soit pas considérée comme une puissance qui tient peu compte des intérêts d'autrui. La crise balkanique a amené plusieurs fois sur le tapis les intérêts d'autres puissances qui étaient restées en dehors de la lutte ; et jamais, jamais d'aucun côté, n'a été soulevée la question de tourner nos armes contre quelque-une de ces autres puissances. *En général, dans la convention militaire, aucune puissance n'est désignée nommément, mais on a toujours en vue une tierce puissance pouvant entrer en lutte contre nous.* Et, effectivement, il s'est trouvé des tierces puissances qui se sont mêlées au différend, mais nous et nos alliés, occupés que nous étions, nous n'avons dans aucun cas songé à tirer parti de la clause précitée... Cette clause a été introduite dans la convention militaire uniquement pour montrer à tout le monde que la solidarité entre les Alliés était complète ; mais, en réalité, aucun d'eux (des Alliés) n'a songé, ni à ce moment ni plus tard, que cette clause pourrait être exécutée. (*Mouvements dans les rangs de la droite et du centre droit.*)

Afin de dissiper le moindre doute à ce sujet, il me faut vous dire qu'au cours de la crise de 1912, la question capitale pour l'avenir de la Serbie était sa sortie sur la mer Adriatique. L'Autriche s'y est opposée. Si les Alliés étaient décidés à appliquer la clause en question, c'était le moment ou jamais, mais personne n'y songeait et la Serbie moins que personne. Et cela a son importance...

Ceux qui représentaient la Bulgarie voulaient par la clause en question fournir une preuve de leur bonne foi ; mais, pas plus les Serbes que nous-mêmes, nous ne songions à donner corps à cette idée que nous pouvions entrer en lutte contre une tierce puissance !

A la question de M. N. Kharlakoff : « Et que faites-vous, Monsieur Daneff, de cet article concernant le nombre de combattants qu'on aura à prêter à la Serbie pour sa défense contre une tierce puissance ? Pourquoi avez-vous stipulé cette clause ? » M. Daneff répondit aussi laconiquement qu'énigmatiquement : « Je vous l'ai expliqué, je vous laisse le soin de juger »¹.

Pour expliquer l'attitude et le point de vue bulgares, il faut encore citer ces dépêches caractéristiques :

Le 4/17 janvier 1913, M. Guéchoff télégraphie à M. Daneff :

¹ Chacun sait maintenant que la convention militaire désigne l'Autriche nommément; chacun connaît aujourd'hui le texte de l'art. 3 de cette convention; nul n'ignore non plus qu'elle est une partie constitutive de la convention politique; tout le monde connaît le texte des art. 4 et 2 de cette convention politique; chacun sait aussi quel est le texte de l'art. 3 de l'addition secrète au traité. Autant de données qui permettent de juger la véracité des assertions de M. Daneff, de la correction et de la loyauté d'une telle attitude.

Si la Porte rejette catégoriquement la note collective des grandes puissances, et si les délégués de tous les Alliés à Londres décident de rompre, nous ne nous y opposerons pas. Nous avons empêché le général Savoff d'attendre la dépêche où vous lui apprendrez la rupture, pour dénoncer aussitôt l'armistice. Il serait bon de ne pas nous séparer des Alliés sur cette question pour ne pas leur fournir le prétexte de se plaindre, *comme ils le font déjà, que nous ne les avons pas assez soutenus dans la question du port sur l'Adriatique... alors qu'au contraire nous les avons soutenus plus que nous le recommandaient les grandes puissances, nos amies.* Il va de soi que je repousse absolument leurs doléances, mais les Serbes cherchent un prétexte pour justifier l'insistance de leurs prétentions sur des points situés en dehors de la limite que vous connaissez, notamment sur Prilep. Pour cette raison, il nous faut être prudents...

Le même jour, M. Daneff télégraphie de Londres :

J'ai assisté hier soir au dîner offert par l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie. Je me suis entretenu avec lui, avec l'Ambassadeur de France, l'Ambassadeur d'Italie et sir Nicolson. Tous ont été satisfaits de ce que les Alliés n'aient pas rompu les préliminaires... En ce qui concerne la question roumaine, ils n'ont pas été satisfaits lorsque je leur ai dit que Jonsco n'acceptait pas ma proposition d'hier. *J'ai particulièrement tenu à démontrer à l'Ambassadeur d'Autriche-Hongrie que nos concessions nous ont été dictées par le désir d'être agréable à l'Autriche, mais qu'elles ont aussi atteint l'extrême limite du possible*¹.

g) Ainsi qu'on peut le voir, le traité conclu entre la Bulgarie et la Grèce est daté du 16/29 mai 1912 et la convention militaire du 22 septembre/5 octobre de la même année.

La Bulgarie a passé ce traité et la convention militaire avec la Grèce postérieurement au traité

avec la Serbie, et en dehors de cette dernière, bien que le traité avec la Grèce concernât également la Serbie et touchât à l'action commune. Il n'a même pas été communiqué à la Serbie; elle en avait fait la demande, *mais il lui a été répondu qu'on avait décidé de le tenir secret et de ne pas le communiquer à une tierce puissance!*

h) Après la convention de Varna, du 19 juin/-2 juillet, entre le général Poutnik et le général Fitcheff, un procès-verbal a été établi à Belgrade entre le colonel J. Michitch qui remplaçait M. R. Poutnik, et le général Fitcheff. Ce procès-verbal, daté du 25 août/7 septembre 1912, consigne les idées échangées entre le colonel J. Michitch et le général Fitcheff, touchant certaines questions militaires sur lesquelles ils ne sont pas tombés d'accord. Le général Fitcheff émit, pour la première fois, l'opinion que le théâtre oriental de la guerre en Thrace était le plus important, et il demandait que la Bulgarie s'abstînt d'envoyer trois de ses divisions sur le champ de bataille du Vardar où ces trois divisions devaient constituer l'aile gauche de l'armée des Alliés opérant en Macédoine. Le colonel J. Michitch a combattu cette opinion du général Fitcheff, prêtant au champ de bataille oriental de la Thrace une plus grande importance, mais il a cependant consenti, sur l'insistance du général Fitcheff, à ce que la Bulgarie envoyât, sur le champ de bataille du Vardar, une seule division au lieu de trois.

Voilà pourquoi la convention du 15/28 septembre

de Sofia ne parle que d'une division, en maintenant en vigueur la convention du 19 juin/2 juillet de cette même année qui a été établie à Varna (voir l'art. 6 de la Convention de Sofia du 15/28 septembre 1912).

i) Après la convention du 15/28 septembre à l'époque de la bataille de Koumanovo, M. Theodoroff, ministre des Finances, vint à Nich en compagnie du ministre de Serbie à Sofia, M. M. Spalaïkovitch, où ils se rencontrèrent avec M. N. Pachitch. M. Theodoroff, s'appuyant sur la deuxième partie de l'article 3 de la Convention de Sofia, demanda alors à la Serbie non seulement de consentir à ce que la Bulgarie rappelât aussi la seule division qu'elle avait envoyée sur le champ de bataille du Vardar, *mais aussi qu'elle lui fournît deux de ses propres divisions (serbes) pour le champ de bataille de la Maritza*. La Serbie envoya en effet deux de ses divisions, bien qu'elle n'y fût pas obligée, aussitôt après la bataille de Koumanovo. On s'est toujours demandé pourquoi la Bulgarie avait demandé ces deux divisions. Son armée était-elle insuffisante ? L'armée turque lui était-elle supérieure en nombre ? Il a été prouvé qu'à la bataille de Lulé-Bourgas la Turquie comptait 90.000 hommes et jusque-là la Bulgarie n'avait pas gagné une seule bataille sérieuse...

j) Enfin, au mois de février 1913, le Gouvernement bulgare s'adressa à la Serbie et lui demanda le concours de son artillerie de siège, afin de pou-

voir forcer avec succès la défense d'Andrinople, car jusque-là rien n'avait pu, ni à Tchataldja, ni à Andrinople, vaincre la résistance turque, bien que les hostilités eussent repris depuis la mi-janvier. Cette fois encore la Serbie répondit favorablement à son Alliée, en lui envoyant 28 obusiers de forteresse, avec le nombre d'officiers, de sous-officiers et les munitions nécessaires. Il est intéressant de constater que la Bulgarie a essayé de payer ce service — de payer les canons et les munitions — limitant sa demande au matériel seul, en refusant les officiers, les sous-officiers et les servants qui accompagnaient les pièces. La Serbie naturellement a refusé le paiement en argent et a envoyé et les canons, et les munitions accompagnées des officiers et des servants.

k) Le traité, l'addition secrète au traité, et la convention militaire entre la Serbie et la Bulgarie, qui font partie constitutive du traité, ont été signés par les deux souverains, les deux ministres des Affaires Etrangères. *La convention militaire a de plus été revêtue des signatures des chefs de l'état-major général de l'une et l'autre puissance.*

l) Pour la bonne compréhension du traité conclu entre la Serbie et la Bulgarie, et pour l'exacte interprétation de l'attitude de la Bulgarie et de la Serbie, dans le différend qui les séparait sur l'acceptation et l'exécution du traité, c'est à l'article 4 de l'addition secrète au traité qu'il faut se reporter, car c'est lui qui présente la plus grande impor-

tance. Pour cette raison, nous attirons tout particulièrement l'attention sur lui et le reproduisons intégralement.

L'article 4 de l'addition secrète au traité est ainsi conçu :

Tout différend qui surgirait touchant l'interprétation et l'exécution d'une quelconque des clauses de ce traité, de la présente annexe secrète et de la convention militaire, sera soumis en dernier ressort à la décision de la Russie, dès lors que l'une ou l'autre partie aurait déclaré l'accord impossible entre elles au moyen de négociations directes.

A Sofia, on voulait absolument ignorer cet article, ou bien, lorsqu'on en parlait, on le rattachait à d'autres questions et l'on prétendait que, pour ce qui concerne la délimitation, l'article 2 de l'annexe secrète était seul valable. Se référant à l'article 4, les Serbes ont demandé la revision de l'article 2 de la clause secrète.

Cet article 4 est très important et explique clairement le point de vue serbe dans la question de la revision du traité. Il est intéressant de voir ce que dit M. Daneff à ce sujet, dans son discours prononcé au Sobranié :

Le mémoire que j'ai préparé avant les événements du 17/30 juin atteste hautement que nous avons envisagé les deux arbitrages. Seulement, lorsque nous envisageons le point de vue serbe, nous arrivons à cette conclusion que toutes les prétentions élevées par les Serbes sur la base de l'article 4 ne peuvent aboutir à d'autre résultat que celui de faire évoluer l'arbitrage dans les limites de la zone contestée. C'était notre

point de vue. Au sujet du principe que les Serbes invoquaient pour formuler leurs prétentions, nous leur disions : Si vous avez des prétentions, soumettez-les à l'arbitre, mais il faut savoir tout d'abord si cet arbitrage est conforme au traité, et s'il doit être rendu *dans les limites du traité*?¹

On se demande pourquoi tout ce plaidoyer. Si on voulait vraiment recourir à l'arbitrage, l'article 4 n'était-il pas assez explicite? Cet article prévoit également la revision du traité, c'est-à-dire qu'il accorde à l'arbitre le droit de comprendre dans son jugement toute la zone située entre Rodop et Char Planina. Et c'est précisément ce que M. Daneff, avec d'autres, n'a jamais voulu².

m) De même que M. Daneff, M. Guéchoff n'avait en réalité voulu l'arbitrage russe qu'en s'appuyant sur l'article 2 de la Convention secrète adjointe au traité. A ce sujet, la dépêche suivante de M. Guéchoff adressée le 13/26 avril 1913 à M. Boptcheff, ministre de Bulgarie à Petrograd est très caractéristique :

Par une dépêche du 11/24 de ce mois, M. Sazonoff télégraphie à M. Nekoudoff qu'à Petrograd on est très préoccupé de la grande tension de l'affaire de la délimitation des frontières entre la Bulgarie, la Grèce et la Serbie ; qu'on ne veut pas admettre un seul instant l'idée d'une guerre fratricide et que, tout en adressant de pressants conseils de calme à Athènes et Belgrade, on attire en même temps notre atten-

¹ C. R. sténographiques XVII du Sobranié, 1914, p. 792 à 793.

² M. Dim. Rizoff est plus franc ; il dit sans détours qu'on a voulu l'arbitrage seulement dans les limites de la « zone contestée » conformément à l'art. 2 de l'addition secrète. Voir *Svobodno Mniénié* (La Tribune Libre), n° 4, 1914.

tion sur les incalculables conséquences désastreuses qu'amènerait pour la Bulgarie une collision avec ses alliés. Un danger nous menace du côté de la Roumanie et de la Turquie. La Russie a tout fait pour nous préserver d'une attaque dans le dos. Mais, en cas d'une collision fratricide, l'opinion publique russe se détournerait de la Bulgarie, et la Russie resterait spectatrice désintéressée de la ruine de l'œuvre bulgare et se bornerait à la seule sauvegarde de ses propres intérêts. Les Bulgares ne doivent pas perdre de vue que, si une collision se produisait, elle ferait tomber le traité de 1912 sur lequel la Bulgarie fonde ses droits dans la question de la délimitation de la Macédoine. Pareille collision nuirait à nos intérêts pécuniaires et nous fermerait la porte des emprunts. M. Sazonoff nous conseille d'abord de mettre un frein à la presse et ensuite de nous rencontrer avec M. Pachitch.

Voyez M. Sazonoff et exprimez-lui notre grande reconnaissance pour le soin inaltérable qu'il prend du sort de la Bulgarie. Faites-lui part, en même temps, de notre profond chagrin de nous voir mettre en quelque sorte sur le même pied que nos alliés au sujet de l'acuité prise par la question du partage de la Macédoine. Nous affirmons le plus catégoriquement que nous ne sommes pour rien dans cette affaire. Une enquête impartiale établirait que ce n'est pas notre presse, mais bien la presse serbe et grecque qui a engagé la polémique. M. Sazonoff sait que c'est M. Pachitch qui, par sa lettre du 16/29 janvier, a soulevé la question de la revision de notre traité. C'est M. Vénizélos qui, M. Demidoff nous en est témoin, après avoir proposé à M. Daneff à Londres, et à M. Demidoff à Athènes, une ligne de démarcation précise, se ravise maintenant et nous propose une frontière vague par laquelle il veut nous ravir toutes les localités grecques à l'ouest de Cavalla. C'est le ministre des Finances de Serbie qui déclare solennellement au Parlement que la démobilisation ne pourrait point se faire tant que la question des frontières ne serait pas réglée. C'est le chef de l'état-major serbe qui va à Salonique où des officiers serbes et grecs fraternisent et d'où il visite Monastir en train spécial et retourne à Uskub par Tétovo. D'autres que nous sont allés chercher des alliés nouveaux contre leurs alliés qui ont fait deux, même trois

fois plus de sacrifices qu'eux pour l'œuvre commune. Enfin et surtout, alors que nous épuisons notre armée et notre peuple en contenant par nos seules poitrines, sans aide aucune, les énormes troupes turques embouteillées à Tchaltaldja et Boulaïr, Serbes et Grecs massent des troupes contre nous, non contre l'ennemi commun. Sept divisions grecques sont disposées autour de Salonique, les deux divisions serbes renvoyées d'Andrinople restent autour de Pirot pour être prêtes à la lutte contre la Bulgarie ; tout le reste des troupes serbes est concentré, toujours contre nous, entre Koumanovo et Monastir. Si, après tout cela, M. Sazonoff désire une preuve décisive de ce que nous ne voulons point aiguïser le conflit avec les Alliés et qu'au contraire nous voulons sincèrement que ce conflit soit réglé pacifiquement, nous sommes prêts à la lui donner. A cet effet, et pour trouver une issue à la situation actuelle, nous vous chargeons, en ce qui concerne la Serbie, de lui proposer de suite, sur la base de l'article 4 de l'annexe secrète de notre traité, que la Russie tranche définitivement notre différend avec elle. La thèse serbe est exposée dans la lettre susmentionnée de M. Pachitch. Nous rejetons catégoriquement cette thèse, et comme c'est précisément pour plaider cette même thèse que M. Pachitch demande à me voir, toute rencontre est inutile, car le Conseil des ministres ne peut plus discuter sur cette base. Nous insistons pour l'exécution du traité ; et notre manière de voir, conforme à la stricte observation des engagements pris, et par là, si salutaire à l'avenir des peuples balkaniques, trouve, M. Sazonoff le sait, une approbation des plus autorisées. Malgré cela, un différend prononcé a surgi entre nous et les Serbes ; or, ce différend relève dudit article 4 ; nous prions donc le gouvernement russe de la manière la plus persuasive et nous insistons auprès de lui pour qu'il assume la charge de trancher ce différend en se faisant donner par les Serbes et par nous toutes les explications propres à l'éclairer. J'ajoute que lors de la remise de la lettre de M. Pachitch, M. Spalaïkovitch, en réponse à la déclaration que je lui fis que nous n'acceptons pas de reviser le traité, me déclara qu'il ne restait qu'à nous adresser à l'arbitrage prévu. Si l'on pouvait annoncer à bref délai que la Russie accepte de trancher le différend sans tarder, cela amènerait le grand apai-

sement, si désiré par M. Sazonoff, des esprits chez nous et en Serbie. Quant à notre différend avec la Grèce, nous nous en occupons en ce moment; je vous télégraphierai par dépêche complémentaire ce que vous devrez communiquer à M. Sazonoff afin d'arriver, avec cet État aussi, à l'apaisement désiré. Néanmoins, nous prions le plus persuasivement M. Sazonoff de se hâter de tranquilliser et la Serbie et la Grèce sur nos intentions et d'insister pour qu'elles cessent leurs concentrations de troupes et qu'elles s'abstiennent, en général, de démarches qui peuvent avoir des conséquences fatales pour tous les États balkaniques.

Par cette dépêche, M. Guéchoff affirmait, non seulement qu'il avait accepté, mais encore qu'il avait proposé l'arbitrage d'après l'article 4 de la Convention secrète. Mais ainsi qu'on peut s'en rendre compte d'après les faits exposés dans ce livre, la Bulgarie a non seulement abandonné ce point de vue, mais elle a encore lutté contre lui de toutes ses forces, voulant prouver que l'arbitrage devait se faire exclusivement dans les limites de l'article 2 de la Convention secrète. Et c'est précisément pour éviter l'arbitrage d'après l'article 4 de la Convention secrète, que la Bulgarie a attaqué la Serbie le 16/29 juin 1913. Pour cette attaque, M. Guéchoff veut rejeter injustement la responsabilité sur les facteurs irresponsables, contrairement à l'état réel des choses.

n) La Serbie et la Bulgarie ont seules conclu le traité du 29 février/13 mars, tandis qu'elles combattaient ensemble avec la Grèce et le Monténégro, et pendant toute la durée de la guerre, ces quatre puissances ont opéré et négocié en commun. Elles

ont préparé en commun les préliminaires de Londres et conclu ensemble la paix avec la Turquie.

L'Europe les considérait toutes quatre comme un tout unique et elles se présentaient officiellement devant l'Europe comme une entité politique.

Dans ces conditions, était-il possible de ne pas liquider le bilan de la guerre simultanément et équitablement? Était-il possible de diviser, de partager différemment le condominium acquis en commun et créé par la diplomatie et les armées des quatre alliés?

o) Pendant tout le temps, les Serbes ont été loyaux, nul ne peut le contester. M. P.-N. Milioukoff, d'accord avec ses amis de Sofia, a cependant tenté de le faire dans son journal *Rietch*; mais toute sa peine a été vaine.

Et à ce sujet, laissons parler ces quelques faits.

D'après l'affirmation de M. Ghénadieff¹, lorsque celui-ci conseilla à M. Daneff, dans la seconde moitié de novembre, de conclure la paix en dehors des Alliés, prévoyant au cas contraire bien des ennuis pour la Bulgarie, M. Daneff aurait répondu :

« Oui, mais l'attitude des Serbes est trop loyale². »

¹ C. R. sténographique XVII du Sobranié, 8/21 mai 1914, p. 775.

² M. P. N. Milioukoff, dans la *Rietch* du 6/19 novembre de l'année écoulée, a essayé de contester la loyauté des Serbes, en reproduisant une circulaire datée du 15/28 septembre 1912, adressée, à l'occasion de la proposition du comte Berchtold, aux représentants du Gouvernement serbe à l'étranger, et englobant ten-

Les Serbes ont demandé de même, loyalement et ouvertement, la revision du traité en s'appuyant sur les stipulations de celui-ci et sur les circons-

dancieusement dans l'expression de « Vieille Serbie » l'étendue de la Macédoine.

Il est intéressant de noter ce que M. Milioukoff dit lui-même : « Il n'a pas été attaché autrement d'importance à cette circulaire, ni par ce Bulgare d'abord, qui lui avait remis ce document à Salonique en janvier 1913, ni par cet autre Serbe ensuite qui s'était chargé de sa diffusion, et qui, dans une conversation échangée avec M. Milioukoff, n'en a nullement contesté la teneur. » Il est encore plus curieux, après tout ce que les Bulgares avaient déclaré à ce sujet, et après la discussion au Parlement bulgare de l'enquête relative aux événements du 16/29 juin, de voir M. Milioukoff, en novembre 1914, écrire ceci : « C'est là le commencement et la cause initiale de la guerre fratricide de 1913 ».

Pas plus que ce Bulgare ni que ce Serbe de Salonique qui avaient remis la circulaire en janvier, les Bulgares de Sofia comme les Serbes de Belgrade n'attachaient aucune importance à ce document dans leurs relations découlant du traité. S'il en était autrement, on ne pourrait s'expliquer pourquoi pendant toute la guerre balkanique et après, au cours du différend surgi entre la Serbie et la Bulgarie, il n'en a plus été question. Personne n'en parle et songe moins encore à incriminer la Serbie. Si nous ne nous trompons pas, M. Ghénadieff a été seul à la mentionner, et comme en passant, dans son discours au Sobranié. Et pour démontrer la déloyauté des Serbes, il a évoqué les circonstances dans lesquelles feu St. Novakovitch a fait remarquer à Paris à M. Isvolsky qu'il faudrait apporter certaines modifications dans la délimitation !

Cette explication de M. P.-N. Milioukoff a beaucoup d'analogie avec celle que le roi Ferdinand donne dans sa dépêche à l'empereur de Russie : à savoir que la déclaration de M. Pachitch faite devant la Skoupchtina nationale, a provoqué une grande agitation dans son pays et a contrecarré sa « politique pacifique » !

En outre, M. P.-N. Milioukoff semble avoir oublié « comme par hasard » la lettre bien connue de Son Eminence « l'Exarque Joseph », datée de 1912, qui recommandait à l'évêque de Skoplié (Uskub) de détacher des Serbes et de les rattacher à l'Exarchat, certains villages de la région de Tsarna Gora, de Skoplié, mettant à sa disposition toutes les sommes nécessaires pour acheter les autorités ottomanes ! (Voir 1913-1914, *Samoouprava* et *Novvé Zveno*, Petrograd, 1914.)

tances dès lors complètement modifiées. Ils ont tout d'abord, à la fin de décembre ou au commencement de janvier, informé verbalement et amicalement le Gouvernement bulgare de cette intention. Mais, les Bulgares ayant commencé, non seulement à faire la sourde oreille, mais encore à prendre ouvertement des dispositions hostiles, les Serbes adressèrent le 25 février/9 mars au Gouvernement bulgare leur demande par écrit ¹.

¹ Nous donnons ici deux attestations bulgares qui prouvent le bien-fondé de la demande de revision du traité formulée par la Serbie :

Le Dr N. Ghénadieff dans son discours au Sobranié du 9/22 mai de l'an passé disait : « Nous avons eu la possibilité de conclure la paix dans de bonnes conditions ; maintenant que nous sommes au mois de mai, après la conclusion du traité à Londres, nous avons reçu une portion de la Thrace, une portion digne d'envie, et que nous n'espérons pas recevoir, maintenant les Serbes et les Grecs nous pilleront en Macédoine. »

M. Dim. Rizoff, ministre de Bulgarie à Rome, dans une lettre ouverte adressée à la rédaction du *Svobodno Mniénié*, n° 4, de 1914, sous le titre : *Comment a été amenée la catastrophe*, écrit textuellement ceci :

« La troisième faute que nous avons commise est d'avoir changé le caractère primitif de la guerre en faisant d'une guerre de libération une guerre de conquête et en réclamant pour frontière la ligne Rodosto-Midia. Cette faute, non seulement a infligé un démenti à la note des Alliés qui a déterminé la Turquie à nous déclarer la guerre, et le manifeste royal par lequel à notre tour nous avons déclaré la guerre, mais elle a donné naissance à la malveillante légende suivant laquelle nous prétendions à l'hégémonie des Balkans, légende qui a été très habilement exploitée par les Serbes et par les Grecs. Le monde commença à s'étonner de ce que nous ne voulions pas faire de concessions aux Serbes et aux Grecs en Macédoine, alors que nous accaparions toute la Thrace et étendions nos frontières jusque sous les murs de Constantinople. Ces visées et ces aspirations refroidirent quelque peu les Russes à notre égard qui commencèrent à envisager dès lors nos prétentions avec quelque défiance et éloignèrent de nous tous les

Mais rien de ce qui s'est passé dans la suite, ni de ce qui a précédé, n'a empêché les Serbes de continuer à agir loyalement et à remplir largement toutes leurs obligations envers les Alliés sans tenir compte des modifications dans les engagements contractés par écrit. Ils ont rompu les négociations de Londres, suivant le désir des Bulgares, ils ont après cela attendu des mois, ils ont enfin donné leur artillerie lourde pour le siège d'Andrinople, et, avec les Bulgares, à l'aide de leurs deux divisions et grâce à l'héroïsme de celles-ci, ils ont pris d'assaut Andrinople !

Lorsque, après tous ces événements, les Bulgares commencèrent à diriger leurs troupes sur les frontières serbe et grecque, et lorsqu'ils essayèrent d'entraver le retour de l'armée serbe d'Andrinople, les Serbes, à leur tour, commencèrent les préparatifs pour la lutte, afin de parer à toute surprise.

Cette fois encore, ils ont été loyaux et magnanimes : pour *la concentration de leurs troupes les Bulgares ont dû franchir des territoires occupés par*

esprits libéraux de l'Europe. Ceux-ci commencèrent à nous considérer comme un peuple qui dit une chose et agit différemment et que les victoires ont grisé à ce point qu'il a perdu toute notion de la mesure dans ses aspirations à l'hégémonie »...

Comment M. D. Rizoff a-t-il pu, malgré sa confession, lui qui a collaboré à cette « grosse faute », devenir l'adversaire de la revision du traité, demander un arbitrage « spécial » conformément à l'art. 2 de l'addition secrète et fomenter la guerre contre les Alliés, parce qu'ils réclamaient la revision, — c'est-à-dire l'arbitrage conformément à l'art. 4 du traité — c'est là un mystère dont nous trouvons la clef dans sa propre mentalité et dans la mentalité bulgare en général !

les Serbes, et pas le moindre incident de frontière ne s'est produit jusqu'au 17/30 juin, date à laquelle les Bulgares ont lâchement attaqué les Serbes et les Grecs, sur tout le front macédonien et avec toutes leurs forces !

p) En fin de compte, pour bien prouver qu'ils voulaient éviter toute rencontre armée, les Serbes ont immédiatement répondu à l'invitation de la Russie de démobiliser, en même temps que la Bulgarie et la Grèce, et de réduire leurs armées au quart de l'effectif total, dès que la paix serait conclue. Que s'est-il passé entre temps ? Au début, les Bulgares étaient absolument d'accord, mais dès que leur concentration fut achevée, ils se sont rétractés. Arrivé au pouvoir, M. Daneff a nié l'adhésion officielle de son Gouvernement à la démobilisation et a formulé les nouvelles conditions de la Bulgarie : à savoir que la Bulgarie consentait à la démobilisation à la seule condition que la Macédoine fût occupée en commun. Nous avons déjà vu ce que le Haut Commandement bulgare pensait et écrivait à ce sujet.

Il est inexact que cette dernière condition de la Bulgarie ait été conforme au traité, ainsi qu'on a essayé de le prouver plus tard, vu que la Bulgarie avait déjà accepté la proposition de démobilisation avant de l'avoir formulé, et que le Gouvernement russe avait rejeté cette demande du Gouvernement bulgare comme tout à fait déplacée.

I

TRAITÉ D'AMITIÉ ET D'ALLIANCE

ENTRE

LE ROYAUME DE BULGARIE ET LE ROYAUME DE SERBIE

S. M. Ferdinand I^{er}, roi des Bulgares, et S. M. Pierre I^{er}, roi de Serbie, pénétrés de la conviction de la communauté d'intérêts et de la similitude des destinées de leurs Etats et des deux peuples frères, bulgare et serbe, et décidés à défendre solidairement, avec des forces communes, ces intérêts et à s'efforcer de les mener à bonne fin, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie se garantissent mutuellement leur indépendance politique et l'intégrité de leur territoire, en s'engageant d'une manière absolue et sans restriction d'aucune sorte à se porter réciproquement secours, avec la totalité de leurs forces, dans tout cas où l'un des deux royaumes serait attaqué par un ou plusieurs Etats.

Art. 2.

Les deux parties contractantes s'engagent de même à se porter mutuellement secours, avec la totalité de leurs forces, au cas où l'une quelconque des grandes puissances tenterait de s'annexer, ou d'occuper, ou de prendre possession avec ses troupes, même provisoirement, de n'importe quelle partie des territoires de la péninsule des Balkans se trouvant actuellement sous la domination turque, si l'une des parties contractantes estime ce fait contraire à ses intérêts vitaux et constituant un *casus belli*.

Art. 3.

Les deux parties contractantes s'engagent à ne conclure la paix que conjointement et après entente préalable.

Art. 4.

Une convention militaire sera conclue à l'effet d'assurer l'exécution du présent traité d'une manière complète et le plus conforme au but poursuivi. Cette convention stipulera aussi bien tout ce qu'il y aura lieu d'entreprendre de part et d'autre en cas de guerre, que tout ce qui, ayant trait à l'organisation militaire, la dislocation et la mobilisation des troupes, les rapports des hauts commandements, devra être établi, dès le temps de paix, pour la préparation et la bonne conduite de la guerre.

La convention militaire fera partie intégrante du présent traité. Son élaboration devra commencer au plus tard vingt-cinq jours après la signature du présent traité et être terminée dans le délai suivant de deux mois.

Art. 5.

Le présent traité et la convention militaire seront en vigueur du jour de leur signature jusqu'au 31 décembre 1920 inclusivement. Ils ne pourront être prorogés au delà de ce délai qu'après une entente complémentaire, expressément sanctionnée, des deux parties contractantes. Toutefois, au cas où, au jour de l'expiration du traité et de la convention militaire, les deux parties se trouveraient être en guerre ou sans avoir liquidé encore la situation résultant de la guerre, le traité et la convention seront maintenus en vigueur jusqu'à la signature de la paix ou à la liquidation de l'état de choses amené par la guerre.

Art. 6.

Le présent traité sera établi en deux exemplaires uniformes, rédigés tous les deux en langue bulgare et serbe. Il sera signé par les souverains et les ministres des Affaires étrangères des deux Etats. La convention militaire, également en deux exemplaires rédigés en bulgare et en serbe,

sera signée par les souverains, les ministres des Affaires étrangères et les plénipotentiaires militaires spéciaux.

Art. 7.

Le présent traité et la convention militaire ne pourront être publiés ou communiqués à d'autres Etats qu'après entente préalable des deux parties contractantes, et ce conjointement et simultanément.

Une entente préalable sera de même nécessaire pour l'admission d'un tiers Etat dans l'Alliance.

Fait à Sofia, le 29 février 1912.

II

ANNEXE SECRÈTE AU TRAITÉ D'AMITIÉ ET D'ALLIANCE
ENTRE
LE ROYAUME DE BULGARIE ET LE ROYAUME DE SERBIE

Article premier.

Au cas où des troubles intérieurs, de nature à mettre en danger les intérêts nationaux ou d'Etat des parties contractantes ou de l'une d'elles, surviendraient en Turquie, comme au cas où des difficultés intérieures ou extérieures avec lesquelles la Turquie se verrait aux prises mettraient en cause le maintien du *statu quo* dans la péninsule des Balkans, celle de deux parties contractantes qui aboutirait la première à la conviction qu'une action militaire doit être engagée de ce fait s'adressera, par une proposition motivée, à l'autre partie qui sera tenue d'entrer immédiatement dans un échange de vues, et si elle ne tombe pas d'accord avec son alliée, de lui donner une réponse motivée.

Si une entente en vue d'une action intervient, cette entente devra être communiquée à la Russie, et au cas où cette puissance ne s'y opposerait pas, l'action sera engagée conformé-

ment à l'entente établie et en s'inspirant en tout des sentiments de solidarité et de communauté d'intérêts. Dans le cas contraire — soit si une entente n'intervient pas — les deux Etats feront appel à l'opinion de la Russie, laquelle opinion sera, si et dans la mesure de laquelle la Russie se prononcera, obligatoire pour les deux parties.

Au cas où la Russie s'abstenant de donner son opinion et l'entente entre les deux parties contractantes ne pouvant, même après cela, être obtenue, celle des deux parties qui est pour une action décide d'engager cette dernière à elle seule et à ses risques, l'autre partie sera tenue d'observer une neutralité amicale vis-à-vis de son alliée, de procéder sur-le-champ à une mobilisation dans les limites prévues par la convention militaire et de se porter, avec toutes ses forces, au secours de son alliée, si un tiers Etat prenait le parti de la Turquie.

Art. 2.

Tous les accroissements territoriaux, qui seraient réalisés par une action commune dans le sens des articles premier et 2 du traité et de l'article 2 de la présente annexe secrète, tombent sous la domination commune (condominium) des deux Etats alliés. Leur liquidation aura lieu sans retard, dans un délai maximum de trois mois après le rétablissement de la paix et sur les bases suivantes :

La Serbie reconnaît à la Bulgarie le droit sur les territoires à l'est des Rhodopes et de la rivière Strouma ; la Bulgarie reconnaît le droit de la Serbie sur ceux situés au nord et à l'ouest de la Char-Planina.

Quant aux territoires compris entre le Char, les Rhodopes, la mer Egée et le lac d'Ochrida, si les deux parties acquièrent la conviction que leur organisation en province autonome distincte est impossible en vue des intérêts communs des nationalités bulgare et serbe ou pour d'autres raisons d'ordre intérieur ou extérieur, il sera disposé de ces territoires conformément aux stipulations ci-dessous :

La Serbie s'engage à ne formuler aucune revendication en ce qui concerne les territoires situés au delà de la ligne tracée sur la carte ci-annexée et qui, ayant son point de départ à la frontière turco-bulgare, au mont Golem (au nord de Kriva-

Palenka) suit la direction générale du sud-ouest jusqu'au lac d'Ochrida, en passant par le mont Kitka, entre les villages de Metejevo et Podarjikon, par la côte à l'est du village Nerav, en suivant la ligne de partage des eaux jusqu'à la côte 1.000, au nord du village de Bachtchevo ; entre les villages de Lioubenatz et Potrlitza, par le sommet Ostritch côte 1.000. (Lisatz-Planina) la côte 1.050 entre les villages de Dratch et Opila, par les villages de Tamichmanatz et Jivaljevo, les côtes 1.050 et 1.000, le village Kouchali, la ligne principale de partage des eaux Gradichté-Planina, jusqu'au sommet Goritcha (la côte 1.023), suivant ensuite la ligne de partage des eaux entre les villages Ivankovtzi et Loghintzi, par Vetersko et Sopot sur le Vardar. Traversant le Vardar, elle suit les crêtes vers la côte 2.550 et jusqu'à la montagne Peropole, par la ligne de partage des eaux de cette montagne entre les villages de Krapa et Barbarès jusqu'à la côte 1.200, entre les villages Erkenovo et Drenovo, jusqu'à la côte de Tchesme (côte 1.254), par la ligne de partage des eaux des montagnes Baba-Planina et Krouchka-Tepessi, entre les villages de Selaz et Tzarsko, jusqu'au sommet de la Protiska-Planina, à l'est du village de Belitza, par Bréjana, côte 1.200 (Ilinska-Planina), par la ligne de partage des eaux passant par les côtes 1.330 et 1.277 et entre les villages de Livoichta et Gorelatz jusqu'au monastère de Goubavatz, sur le lac d'Ochrida.

La Bulgarie s'engage à accepter cette frontière si S. M. l'empereur de Russie, qui sera sollicité d'être l'arbitre suprême en cette question, se prononce en faveur de cette ligne.

Il va de soi que les deux parties contractantes s'engagent à accepter comme frontière définitive la ligne que S. M. l'empereur de Russie, dans les limites sus-indiquées, aurait trouvé correspondre le plus aux droits et aux intérêts des deux parties.

Art. 3.

Les clauses du traité, l'annexe secrète, ainsi que la convention militaire seront communiquées conjointement au gouvernement impérial de Russie, qui sera prié en même temps d'en prendre copie, de faire preuve de bienveillance à l'égard des buts qu'ils poursuivent, et de prier S. M. l'empereur de Russie de daigner accepter et approuver les attributions

désignées pour sa personne et son gouvernement, par les clauses de ces actes.

Art. 4.

Tout différend qui surgirait touchant l'interprétation et l'exécution d'une quelconque des clauses du traité, de la présente annexe secrète et de la convention militaire sera soumis en dernier ressort à la décision de la Russie, dès lors que l'une des deux parties aura déclaré qu'elle estime impossible une entente par des pourparlers directs.

Art. 5.

Aucune des dispositions de la présente annexe secrète ne pourra être publiée ou communiquée à un autre Etat sans une entente préalable des deux parties et l'assentiment de la Russie.

Fait à Sofia, le 29 février 1912.

III

CONVENTION MILITAIRE CONCLUE

ENTRE

LE ROYAUME DE BULGARIE ET LE ROYAUME DE SERBIE

Conformément à l'esprit et sur la base de l'art. 3 du traité d'amitié et d'alliance conclu entre le royaume de Serbie et le royaume de Bulgarie, ainsi que pour répondre le plus complètement au but proposé par le traité, les deux parties contractantes conviennent des stipulations ci-dessous qui auront, en tout, même force et valeur que les dispositions du traité lui-même.

Article Premier.

Dans les cas prévus par les art. 1 et 2 du traité d'alliance et l'article premier de l'annexe secrète les royaumes de Bul-

garie et de Serbie s'engagent à se prêter mutuellement secours, la Bulgarie avec un effectif qui ne devra pas être inférieur à 200.000 hommes, et la Serbie avec un effectif d'au moins 150.000 hommes; ces forces devront être aptes aussi bien à entrer en campagne sur la frontière qu'à prendre part à des opérations militaires en dehors des limites du territoire national.

Dans ce contingent ne sont pas compris les hommes des unités auxiliaires, ni ceux du 3^e ban serbe, pas plus que la milice (Opoltchenie) bulgare.

Cette armée doit être dirigée sur la frontière ou même en dehors des limites du territoire national, sur les lieux prévus suivant les circonstances pour les opérations militaires le vingt et unième jour au plus tard après la déclaration de la guerre ou après la déclaration de l'un des Etats alliés que le *casus fœderis* s'est produit.

Toutefois, même avant l'expiration de ce délai, les deux parties contractantes, considérant comme un devoir conjoint — si cela est conforme à l'esprit des opérations militaires et peut influencer favorablement sur l'issue de la guerre — d'envoyer ne fût-ce que par parties et dans la mesure de l'avancement de la mobilisation et de la concentration, leur armée sur le théâtre de guerre dès le septième jour qui suivra la déclaration de guerre ou aussitôt que le *casus fœderis* se sera produit.

Art. 2.

Si la Roumanie attaque la Bulgarie, la Serbie est tenue à lui déclarer la guerre aussitôt, et à diriger contre elle une force armée, qui ne peut être inférieure à 100.000 hommes, soit sur le Danube moyen, soit sur le théâtre d'opérations de la Dobroudja.

Dans le cas où la Turquie prendrait l'offensive contre la Bulgarie, la Serbie s'engage à pénétrer en territoire turc et à détacher de ses forces mobiles une partie qui ne peut être inférieure à 100.000 hommes, et à les diriger sur le théâtre d'opérations du Vardar.

Si dans ce même moment la Serbie se trouve seule ou conjointement avec la Bulgarie en guerre avec une tierce puis-

sance, elle lancera toutes ses forces disponibles contre la Roumanie ou la Turquie.

Art. 3.

Si l'Autriche-Hongrie attaque la Serbie, la Bulgarie s'engage à déclarer immédiatement la guerre à l'Autriche et à envoyer en Serbie une armée composée d'au moins 200.000 hommes, et qui, unie à l'armée serbe, agira défensivement ou offensivement contre l'Autriche-Hongrie.

La Bulgarie est tenue également de prêter son concours armé à la Serbie dans le cas où l'Autriche-Hongrie, sous un prétexte quelconque, avec ou sans l'assentiment de la Turquie, enverrait ses troupes dans le Sandjak de Novi-Bazar et la Serbie se trouvant de ce fait dans l'obligation de lui déclarer la guerre ; ou si dans le but d'y défendre ses propres intérêts la Serbie dirigeait son armée sur le Sandjak de Novi-Bazar, provoquant ainsi un conflit armé avec l'Autriche-Hongrie.

Au cas où la Turquie attaquerait la Serbie, la Bulgarie s'engage à franchir aussitôt la frontière turque et à détacher de son armée, mobilisée conformément à l'article premier de la présente convention, un effectif de 100.000 hommes au moins qui serait dirigé sur le théâtre d'opérations du Vardar.

Si la Roumanie prenait l'offensive contre la Serbie, la Bulgarie s'engage à attaquer l'armée roumaine dès que celle-ci aurait franchi le Danube et pénétré en territoire serbe.

Si dans l'un des cas quelconques prévus par le présent article la Bulgarie se trouvait seule ou conjointement avec la Serbie en guerre avec une tierce puissance, elle s'engage à venir au secours de la Serbie avec les forces qui seraient encore disponibles à ce même moment.

Art. 4.

Si la Bulgarie et la Serbie, suivant un accord préalable, attaquaient la Turquie, elles s'engagent, si une entente spéciale n'intervenait pas ultérieurement, à détacher de leurs forces mobilisées et conformément à l'article premier de la présente convention, au moins 100.000 hommes qui seront dirigés sur le théâtre d'opérations du Vardar.

Art. 5.

Au cas où l'une des parties contractantes déclarerait la guerre à une tierce puissance sans entente préalable, ou sans l'assentiment de l'autre partie contractante, cette dernière se dégage de toutes obligations stipulées à l'article premier de la présente convention, mais s'engage à observer pendant toute la durée de la guerre une neutralité amicale à l'égard de son alliée, et à mobiliser aussitôt ses troupes, dont l'effectif ne devra pas être inférieur à 50.000 hommes et à les répartir de telle sorte qu'elles assurent dans les meilleures conditions la liberté de mouvement à l'autre alliée.

Art. 6.

En cas de guerre conjointe, aucune des parties contractantes ne pourra conclure un armistice de plus de vingt-quatre heures, sans entente préalable et sans l'assentiment de l'autre partie contractante.

L'entente des deux parties contractantes préalablement arrêtée et contenue dans un accord écrit sera de même nécessaire pour pouvoir entamer les négociations en vue de la paix et pour pouvoir signer un traité de paix.

Art. 7.

Pendant toute la durée de la guerre, les armées de chaque partie contractante seront commandées et toutes leurs opérations dirigées par leur propre commandement.

Lorsque les opérations des corps d'armées des deux alliés auront le même objectif, le commandement en chef sera confié, si les effectifs des parties des armées sont égaux, au commandant le plus âgé, quant à l'avancement; si les effectifs sont inégaux, au chef le plus âgé en tenant compte du nombre des années passées au service.

Lorsque l'une ou plusieurs armées de l'une des parties contractantes se mettront à la disposition de l'autre, elles garderont le commandement de leurs chefs respectifs, qui relèvera, en ce qui concerne la direction des opérations stratégiques, de l'état-major général de l'armée à la disposition de laquelle elles ont été mises.

En cas de guerre conjointe contre la Turquie le comman-

dement en chef sur le théâtre des opérations du Vardar revient à la Serbie, si l'armée principale serbe opère sur ce théâtre, et si elle est supérieure en nombre à l'armée bulgare opérant sur le même théâtre, conformément à l'art. 4 de la présente convention. Toutefois, si l'armée principale serbe n'opère pas sur ce théâtre et si elle est inférieure en nombre à l'armée bulgare, le commandement en chef sur ce théâtre reviendra à la Bulgarie.

Art. 8.

Au cas où les armées de l'une et de l'autre partie contractante se trouveraient placées sous le commandement d'un même chef, toutes les instructions et ordres concernant la conduite stratégique des opérations tactiques communes seront rédigés dans les deux langues, en serbe et en bulgare.

Art. 9.

En ce qui concerne l'habillement et en général le ravitaillement, le cantonnement des troupes, le service sanitaire, le transport des blessés et malades ou l'inhumation des morts, le transport du matériel de guerre et autres objets similaires, l'armée de l'une des parties contractantes jouira, sur le territoire de l'autre partie contractante, des mêmes droits et facilités et disposera des mêmes moyens de transport que l'armée de cette partie contractante, le tout conformément aux lois et règlements locaux en vigueur. A cet effet, toutes les autorités locales sont tenues à prêter aide et assistance à l'armée alliée. Chaque partie effectuera par ses propres moyens le paiement suivant les cours locaux des denrées acquises principalement au comptant, et exceptionnellement au moyen de bons.

Le transport des troupes, de tout le matériel de guerre et du ravitaillement par voie ferrée et les frais de ce transport incomberont à la partie contractante sur le territoire de laquelle s'effectuera ce transport.

Art. 10.

Le butin de guerre appartient à l'armée qui l'aura pris.

Lorsque le butin proviendra d'une lutte conjointement soutenue sur le même théâtre, les deux armées alliées le parta-

geront proportionnellement à l'effectif qui a pris part à cette lutte.

Art. 11.

Pour la durée de la guerre chaque partie contractante sera représentée au quartier général et dans les états-majors des armées de l'autre partie par un délégué et chacun de ces délégués entretiendra la liaison entre les deux armées dans toutes les questions.

Art. 12.

Les deux commandements en chef résoudre conjointement et d'un commun accord, les opérations stratégiques et les cas imprévus, ainsi que les différents qui pourront surgir.

Art. 13.

Les chefs des états-majors des armées alliées s'entendront, aussitôt la présente convention conclue, sur la disposition des troupes mobilisées, conformément à l'article premier de la présente convention et sur leur répartition dans la zone de concentration dans les cas énumérés ci-après; sur la réfection ou l'établissement de routes nécessaires pour effectuer le plus rapidement possible la marche des troupes vers la frontière et en vue d'opérations ultérieures.

Art. 14.

La présente convention entre en vigueur du jour de sa signature et aura la même durée que le traité d'amitié et d'alliance auquel elle est annexée à titre de partie intégrante¹.

Varna, le 19 juin 1912.

Général R. POUTNIK.

Général FITCHEFF.

¹ Ainsi qu'il a déjà été dit, cette convention militaire a été signée par les deux souverains et les deux ministres des Affaires étrangères.

IV

ACCORD

ENTRE LES ÉTATS-MAJORS SERBE ET BULGARE

Conformément à l'art. 13 de la convention militaire conclue entre les royaumes de Serbie et de Bulgarie, les délégués par les deux parties ont, sur la base des plans d'opérations respectifs, convenu ce qui suit :

Dans le cas d'une guerre entre la Bulgarie et la Serbie d'une part, la Turquie d'autre part,

Dans l'hypothèse où l'armée principale turque serait concentrée dans le rayon : Skoplié (Uskub), Koumanovo, Kratovo, Kotchané, Vélés, les armées alliées, pour effectuer les opérations sur le théâtre de guerre du Vardar, seront réparties de la façon suivante :

1° Une armée serbe composée de deux divisions s'avancera vers Skoplié franchissant la Tzerna Gora de Skoplié (montagne noire de Skoplié) formant ainsi l'aile droite de l'armée alliée.

2° Une armée serbe composée de cinq divisions d'infanterie et d'une division de cavalerie se dirigera, par la vallée de la Moravitzza et de la Ptchinie, vers le front Koumanovo-Kratovo. Cette armée constituera le centre de l'armée alliée et dirigera ses opérations vers le front ennemi.

3° Une armée bulgare composée de 3 divisions formera l'aile gauche de l'armée alliée et devra agir sur l'aile droite et à l'arrière de l'ennemi dans la direction de Kustendil, Kriva-Palanka, Skoplié, Koumanovo, Tzarévo Sélo, Kotchané.

4° Les chefs des états-majors des deux armées examineront ensemble le rayon entre Kustendil et Vrania et si leurs observations concluent à la possibilité de développer de grandes masses dans la direction de Kustendil, Kriva-Palanka, Skoplié, les deux divisions serbes qui devaient agir par la Skopska, Tzerna Gora (Montagne Noire de Skoplié) sur Skoplié serviront de renfort à l'aile gauche de l'armée alliée

si la situation générale le permet et dans ce cas la concentration s'effectuera près de Kustendil.

5° Pour assurer l'aile droite de l'armée alliée, le chef de l'état-major de l'armée serbe disposera à sa convenance des trois divisions restantes du deuxième ban.

6° Le chef de l'état-major de l'armée bulgare s'engage à faire réparer le plus rapidement possible la route de Bossilegrad à Vlassina.

7° Si la situation exige le renforcement de l'armée bulgare sur le théâtre de guerre de la Maritza, et si les opérations sur le Vardar ne nécessitent pas l'emploi de toute l'armée prévue par le traité, l'effectif nécessaire sera transporté du théâtre de guerre du Vardar sur celui de la Maritza. Si par contre la situation exige le renforcement de l'armée alliée sur le théâtre du Vardar, et les opérations sur le théâtre de la Maritza ne nécessitent pas l'emploi de tout l'effectif prévu, le transport de l'armée nécessaire sera effectué du théâtre de guerre de la Maritza sur celui du Vardar.

ANNEXE

Les états-majors des deux armées s'engagent :

a) A faire parvenir l'un à l'autre toutes les informations relatives aux armées des pays limitrophes ;

b) A se communiquer mutuellement le nombre d'exemplaires nécessaires de toutes les lois, instructions, cartes, etc., aussi bien officielles que secrètes ;

c) A échanger entre eux un certain nombre d'officiers pour leur permettre de se familiariser avec l'armée et avec la langue, conformément à l'article 2 de la convention militaire.

d) Les chefs des états-majors des armées serbe et bulgare se réuniront tous les ans, à l'automne, en conférences, pour examiner la situation générale et pour apporter dans leurs accords des modifications rendues nécessaires par les changements de la situation.

Varna, le 19 juin 1912.

Signé : Général R. POUTNIK.
Général FITCHEFF.

Remarque. — La répartition des armées alliées et l'idée fondamentale des opérations émanant de l'état-major serbe, je décline toute responsabilité à ce sujet.

Signé : Général FITCHEFF.

V

ACCORD

ENTRE LES ÉTATS-MAJORS SERBE ET BULGARE

Conformément à l'art. 4 de la convention militaire entre le Royaume de Bulgarie et le Royaume de Serbie, les délégués respectifs des dits Etats, chefs d'états-majors, après avoir discuté le plan d'une guerre prochaine avec la Turquie, et d'un commun accord, ont décidé ce qui suit :

1° Toute l'armée serbe opérera sur le théâtre de guerre macédonien, s'engageant à assurer les opérations dans la direction de Kriva-Palanka-Kustendil.

2° Toute l'armée bulgare opérera dans la vallée de la Maritza, après avoir au début détaché une division et l'avoir placée sur la ligne Kustendil-Doupnitza. Pour assurer la défense de la ville de Doupnitza on y laissera une garnison spéciale.

3° Une division serbe du premier ban sera transportée par chemin de fer à Kustendil et y formera au début, avec la division bulgare, une armée qui coopérera avec l'armée principale serbe.

Si l'armée principale serbe déloge les Turcs de la ligne Skoplié-Vélès-Ichtip, et s'avance vers le sud, les Bulgares pourront employer leur division pour renforcer l'armée opérant sur le théâtre de la Maritza, alors qu'ils auront laissé la milice sur la frontière macédonienne.

4° Le transport sera organisé de la façon suivante : la ligne Pirot-Tsaribrod-Sofia-Kustendil sera mise à la disposition de l'état-major serbe le cinquième jour de la mobilisation. Le transport s'effectuera au moyen de trains serbes vu

que le matériel roulant bulgare ne sera pas disponible à ce moment-là.

5° Le ravitaillement de la division serbe sera assuré en premier lieu par le ministère de la guerre bulgare.

Le ministère de la guerre serbe rendra en nature les provisions de vivres prises aux Bulgares.

6° L'accord entre les chefs des états-majors, daté du 19 juin 1912 (signé à Varna), restera en vigueur également pour la présente combinaison.

Sofia, le 15 septembre 1912.

Signé : Le Chef de l'état-major bulgare
Major-général FITCHOFF.

Signé : général R. POUTNIK.

VI

TRAITÉ D'ALLIANCE DÉFENSIVE ENTRE LA BULGARIE ET LA GRÈCE

Considérant que les deux royaumes désirent fermement la conservation de la paix dans la péninsule balkanique et peuvent, par une alliance défensive solide, mieux répondre à ce besoin ;

Considérant, dans ce même ordre d'idées, que la coexistence pacifique des différentes nationalités en Turquie, sur la base d'une égalité politique réelle et véritable et le respect des droits découlant des traités autrement concédés aux nationalités chrétiennes de l'empire, constituent des conditions nécessaires pour la consolidation de l'état de choses en Orient ;

Considérant enfin qu'une coopération des deux royaumes, dans le sens indiqué, est de nature, dans l'intérêt même de leurs bons rapports avec l'empire ottoman, à faciliter et à corroborer l'entente des éléments grec et bulgare en Turquie ;

Le gouvernement de S. M. le roi des Bulgares et le gouvernement de S. M. le roi des Hellènes, se promettant de ne pas donner une tendance agressive quelconque à leur accord purement défensif et ayant résolu de conclure une alliance de paix et de protection réciproque dans les termes ci-dessus indiqués, ont nommé pour leurs plénipotentiaires.....

Lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, ont arrêté ce qui suit :

Article premier.

Si, contrairement au sincère désir des deux hautes parties contractantes, et en dépit d'une attitude de leur Gouvernement évitant tout acte d'agression et toute provocation vis-à-vis de l'empire ottoman, l'un des deux Etats venait à être attaqué par la Turquie, soit dans son territoire, soit par une attaque systématique aux droits découlant des traités ou des principes fondamentaux du droit des gens, les deux hautes parties contractantes sont tenues à se prêter réciproquement secours avec la totalité de leurs forces armées et par suite à ne conclure la paix que conjointement et d'accord.

Art. 2.

Les deux hautes parties contractantes se promettent mutuellement, d'un côté d'user de leur influence morale auprès de leurs congénères en Turquie afin qu'ils contribuent à la coexistence pacifique des éléments constituant la population de l'Empire, et de l'autre côté de se prêter une assistance réciproque et de marcher d'accord, dans toute action, auprès du gouvernement ottoman ou auprès des grandes puissances, qui auraient pour but d'obtenir ou d'assurer la réalisation des droits découlant des traités ou autrement concédés aux nationalités grecque et bulgare, l'application de l'égalité politique et des libertés constitutionnelles.

Art. 3.

Le présent traité aura une durée de trois ans à partir du jour de sa signature et sera renouvelé tacitement pour une année sauf dénonciation. Sa dénonciation doit être notifiée au moins six mois avant l'expiration de la troisième année à partir de la signature du traité.

Art. 4.

Le présent traité sera gardé secret. Il ne pourra être communiqué à une tierce puissance soit intégralement, soit en partie, ni divulgué qu'avec le consentement des deux hautes parties contractantes.

Le présent traité sera ratifié le plus tôt que faire se pourra. Les ratifications seront échangées à Sofia ou à Athènes.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Sofia, en double expédition, le 16 mai 1912.

I.-E. GUÉCHOFF, D. PANAS.

DÉCLARATION

L'article premier ne se rapporte notamment pas au cas où une guerre viendrait à éclater entre la Grèce et la Turquie par suite de l'admission dans le Parlement grec des députés crétois contre la volonté du gouvernement ottoman; dans ce cas, la Bulgarie n'est tenue qu'à garder vis-à-vis de la Grèce une neutralité bienveillante. Et comme la liquidation de la crise des affaires d'Orient, née des événements de 1908, aussi quant à la question crétoise, correspond à l'intérêt général, et est même de nature, sans troubler l'équilibre dans la péninsule balkanique, à y consolider dans l'intérêt de la paix la situation internationale, la Bulgarie (indépendamment des engagements assumés par le présent traité) promet de ne gêner d'aucune façon une action éventuelle de la Grèce qui tendrait à la solution de cette question.

I.-E. GUÉCHOFF, D. PANAS.

VII

CONVENTION MILITAIRE ENTRE LA BULGARIE ET LA GRÈCE

S. M. le roi des Bulgares et S. M. le roi des Hellènes, désirant compléter par une convention militaire le traité d'alliance défensive conclu à Sofia, le 16 mai 1912, entre le

Royaume de Bulgarie et le Royaume de Grèce, ont, dans ce but, nommé pour leurs plénipotentiaires :

Sa Majesté le roi des Bulgares :

Son Excellence M. Iv.-Ev. Guéchoff, etc., etc.

Sa Majesté le roi des Hellènes :

Son Excellence M. D. Panas, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Au cas où, conformément aux obligations découlant du traité d'alliance défensive conclu à Sofia, le 16 mai 1912, entre la Bulgarie et la Grèce, la Grèce interviendrait militairement contre la Turquie dans une guerre bulgare-turque, ou bien la Bulgarie contre la Turquie dans une guerre turco-grecque, les deux Etats, bulgare et grec, s'engagent à se prêter mutuellement secours, soit la Grèce avec un effectif atteignant au minimum 120.000 hommes, et la Bulgarie avec un effectif d'au moins 300.000 hommes ; ces forces devront être aptes aussi bien à entrer en campagne sur la frontière qu'à prendre part à des opérations militaires en dehors des limites du territoire national.

Les troupes sus-indiquées devront être concentrées à la frontière et à même de la franchir au plus tard le vingtième jour qui aura suivi la mobilisation ou l'avis donné par l'une des parties contractantes que le *casus fœderis* s'est produit.

Art. 2.

Au cas où la Grèce viendrait à être attaquée par la Turquie, la Bulgarie s'engage à déclarer la guerre à cette dernière puissance et à entrer en campagne contre elle avec l'ensemble de ses forces, fixées, aux termes de l'article premier, à un minimum de 300.000 hommes, en conformant ses opérations militaires au plan élaboré par l'état-major bulgare.

Au cas où la Bulgarie viendrait à être attaquée par la Turquie, la Grèce s'engage à déclarer la guerre à cette dernière puissance et à entrer en campagne contre elle avec l'ensemble de ses forces, fixées, aux termes de l'article pre-

mier, à un minimum de 120.000 hommes, en conformant ses opérations militaires au plan élaboré par l'état-major grec. L'objectif principal de la flotte hellénique devra toutefois être de se rendre maîtresse de la mer Egée et d'interrompre les communications par cette voie entre l'Asie-Mineure et la Turquie d'Europe.

Dans le cas prévu aux deux paragraphes précédents, la Bulgarie s'engage à opérer offensivement, avec une partie importante de son armée contre les forces turques concentrées dans la région des villayets de Kossovo, Monastir et Salonique. Si la Serbie, en vertu de ses accords avec la Bulgarie, prend part à la guerre, la Bulgarie pourra disposer de la totalité de ses forces militaires en Thrace, mais dans ce cas elle prend par le présent acte l'engagement envers la Grèce que des forces militaires serbes d'un effectif d'au moins 120.000 combattants opèreront offensivement contre les forces turques concentrées dans la région des trois villayets sus-mentionnés.

Art. 3.

Si la Bulgarie et la Grèce, aux termes d'une entente préalable, déclarent la guerre à la Turquie, elles sont l'une et l'autre tenues — à moins qu'il n'en soit disposé autrement par un accord spécial — de faire entrer en campagne les effectifs prévus à l'article premier de la présente convention.

Les dispositions des deux derniers paragraphes de l'art. 2 sont dans ce cas aussi applicables.

Art. 4.

Au cas où l'un des gouvernements contractants déclarerait la guerre à un Etat autre que la Turquie, sans une entente préalable et sans le consentement de l'autre gouvernement, ce dernier est délié des obligations exposées à l'article premier, mais reste néanmoins tenu d'observer, pendant toute la durée de la guerre, une neutralité amicale à l'égard de son alliée.

Art. 5.

En cas de guerre conjointe, aucun des Etats alliés ne pourra conclure d'armistice d'une durée supérieure à vingt-

quatre heures, sans une entente préalable et sans le consentement de l'autre Etat allié.

L'entente des deux parties contractantes, contenue dans un accord écrit, sera de même nécessaire pour que l'une d'elles puisse engager des négociations en vue de la paix, ou pour conclure un traité de paix.

Art. 6.

Au cas où, la Bulgarie et la Grèce ayant mobilisé leurs forces armées ou étant entrées en campagne, la Grèce se verrait obligée de régler la question crétoise suivant les vœux des populations de l'île et serait pour cela attaquée par la Turquie, la Bulgarie s'engage à se porter à son secours, conformément à l'article premier de la présente convention.

Art. 7.

Les chefs d'état-major général des armées bulgare et grecque s'engagent mutuellement et pour des cas déterminés à se renseigner mutuellement sur leurs plans d'opérations en cas d'une guerre. Ils devront en outre faire connaître l'un à l'autre, tous les ans, tous les plans du fait de circonstances nouvelles.

Art. 8.

La présente convention deviendra obligatoire pour les deux parties contractantes sitôt après avoir été signée; elle demeurera en vigueur pendant toute la durée du traité d'alliance défensive du 16 mai 1912, auquel elle est incorporée à titre de partie intégrante.

Fait à Sofia, un double exemplaire, le 22 septembre 1912.

I.-E. GUÉCHOFF.
Général FITCHEFF.

D. PANAS.
J.-P. MÉTAXAS, capitaine.

VIII

PROCÈS-VERBAL

D'ordre de S. M. le Roi, ce jourd'hui, 16 septembre 1912, se sont réunis en conseil de guerre spécial les généraux : Nikiforoff, Ivanoff, Fitcheff, Koutintcheff et Ratko Dimitrieff.

Après avoir discuté la question de savoir si la Bulgarie pouvait, étant donné la situation actuelle de sa préparation militaire et les conditions politiques actuelles, se résoudre à entrer dans un conflit armé avec la Turquie, et après avoir entendu les explications fournies par le ministre de la guerre :

a) *Sur l'entente conclue avec la Serbie, la Grèce et le Monténégro en vue de prendre part à la guerre en qualité d'alliés avec la totalité de leurs effectifs (1) ;*

b) Sur la préparation matérielle insuffisante de l'armée dont le principal (2) a pu se résumer en un tableau comparatif ci-joint :

N ^o D'ORDRE	DÉSIGNATION DES OBJETS	INSUFFISANCE
1	Fusils d'infanterie	30.000
2	Cartouches pour ces fusils	150.000.000
3	Munitions pour artillerie	100.000
4	Capotes	135.000
5	Blouses	130.000
6	Pantalons	145.000
7	Casques (chapka)	85.000
8	Ailes de tentes	165.000
9	Matériel d'ingénieur, tel que : télégraphes, téléphones, aéroplanes, réflecteurs, automobiles, etc., pour fr.	800.000
10	Bottes —	233.000

¹⁻² Nous avons souligné l'importance de ce texte en le reproduisant en italiques.

c) Sur les commandes provoquées par ces lacunes dans la préparation de l'armée et résumées dans le tableau ci-après, commandes déjà faites d'articles énumérés dans le tableau ci-après et dont livraison sera prise au fur et à mesure :

Capotes	100.000
Blouses	50.000
Pantalons	50.000
Bottes	49.500
Ailes de tentes	100.000

d) Qu'il n'y a pas lieu de prendre en considération l'intervention éventuelle d'une autre puissance européenne en faveur de la Turquie;

e) Que la décision d'entrer en conflit armé avec la Turquie devrait se baser sur les informations qu'on possède sur la préparation actuelle de la Turquie.

Deuxièmement : Après avoir entendu à la suite la communication du chef de l'état-major :

a) Sur les données et informations que l'état-major possède sur la composition numérique et la qualité de troupes serbes, bulgares, hellènes et monténégrines d'une part, et les troupes turques d'autre part;

b) Sur les informations relatives aux conditions pour une action conjointe des armées des quatre puissances balkaniques réunies.

Le conseil de guerre après avoir entendu tout ce qui précède et ayant soumis la question à un examen circonstancié, en tenant compte de toutes les conditions actuelles qui peuvent avoir quelque influence sur la guerre, a décidé à l'unanimité ce qui suit :

La Bulgarie peut se résoudre à entrer en conflit armé avec la Turquie dans les conditions suivantes :

a) *Si l'on ordonne la mobilisation immédiatement et si prennent également part à cette action les puissances balkaniques, la Serbie, la Grèce et le Monténégro ;*

b) *Si le gouvernement prend parallèlement à la mobilisation toutes les dispositions nécessaires pour l'achat du matériel et des objets dont l'armée est insuffisamment pourvue et énumérés dans le tableau ci-dessus ; de même pour le remplacement inin-*

terrompu du matériel mis hors d'usage. Cette dernière clause est stipulée spécialement parce que la guerre future pourra être opiniâtre, de longue durée et très difficile¹.

Signé :

Les généraux NIKIFOROFF, IVANOFF, KOUTINTCHEFF,
DIMITRIEFF, FITCHEFF.

¹ Nous avons souligné l'importance de ce texte en le reproduisant en italiques.

COUP D'OEIL RÉTROSPECTIF

SUR LES ÉVÉNEMENTS DU 16/29 JUIN

La guerre entre les Alliés fut le triomphe de la politique autrichienne à Sofia. Les tendances de cette politique s'étaient manifestées depuis longtemps déjà au moment où les armées serbe et bulgare coopéraient encore à la prise d'Andrinople. A côté du roi Ferdinand et de M. Daneff travaillèrent dans cette voie, d'abord discrètement puis au grand jour, trois partis dont les chefs MM. Radoslavoff, D. Tontcheff et N. Ghénadieff, ont fini par constituer le gouvernement actuel. Celui-ci devait se charger de liquider la catastrophe et d'affirmer la victoire de la politique autrichienne sur les ruines de l'Alliance balkanique.

Ces trois partis qui dirigent encore aujourd'hui la Bulgarie ont inauguré la lutte contre la Russie dès janvier 1913. Un publiciste bulgare qui est en même temps un homme politique, le D^r K. D. Spisarevsky, écrit dans son ouvrage *Qui a ruiné la Bulgarie ?* : « A Sofia au nez de la censure, l'organe des libéraux *Vetchernia Pochta* (le Courrier du Soir) a publié plus d'une vingtaine d'articles sous la signature d'un membre bien connu

du parti libéral, M. P. N. Daskaloff, articles qui attaquent la Russie, parce qu'elle s'est opposée à notre entrée à Constantinople..... Cette campagne a été menée systématiquement, suivant un plan arrêté. »

Grâce à la Camarilla, cette campagne s'est infiltrée jusque dans les rangs de l'armée. Un stock énorme d'exemplaires de *Vetchernia Pochta* a été expédié sur le front, ajoute M. Spissarevsky¹.

L'agitation anti-russe s'accentua de plus en plus. L'état d'esprit du public se résumait dans cette formule : Il ne faut pas aller à Petrograd. C'est par la guerre seule qu'il faut trancher le différend avec la Serbie.

Après la prise d'Andrinople, l'armée serbe regagna sa patrie; elle traversa Sofia inaperçue, ignorée et ne fut pas l'objet de la moindre manifestation sympathique, parce que le Haut Commandement avait omis de donner des ordres dans ce sens, bien qu'à cette époque nos rapports avec la Serbie fussent des plus corrects, ainsi que l'écrit encore M. K. Spissarevsky.

Le *Narodni Prava* (Les Droits du Peuple), organe de M. V. Radoslavoff, qui, avec M. Ghénadieff, était constamment en rapport avec la Cour, écrit dans son n° 108 de 1913 :

¹ « Je n'insinue rien, déclare M. S. Kostourkoff, lorsque je dis, et cela ne sera pas agréable à beaucoup de ce côté (il montre la droite), que le haut commandement était effectivement entre les mains du parti national-libéral ». — C. R. sténogr. XVII du Sobranié, 1914, p. 535.

Ainsi aucun arbitrage pour aucune zone contestée, quand bien même il serait fixé par traité; l'union complète maintenant ou jamais. La Macédoine tout entière est à nous. Point d'arbitrage avec les Serbes et les Grecs... Le gouvernement a complètement perdu la tête. Le roi doit prendre entre ses mains les destinées du pays.

Nous avons vu également que MM. Rizoff et Toncheff, ministres de Bulgarie à Rome et à Belgrade, partageaient non seulement cette opinion, mais agissaient dans son sens.

Le 24 mai/6 juin, le *Narodni Prava* écrivait en tête de son numéro :

Il est criminel de continuer à accorder créance aux Alliés. Le gouvernement bulgare doit se ressaisir et concentrer toutes ses forces contre l'ennemi. Notre armée n'a rien à attendre à Boulaïr et à Tchataldja. On doit commencer immédiatement le mouvement des troupes et opérer rapidement, car la lenteur de nos chemins de fer est bien connue.

Cinq jours plus tard, à la veille de l'arrivée au pouvoir de M. Daneff, le *Narodni Prava* adresse un appel encore plus direct au roi Ferdinand : Il appartient au roi des Bulgares d'agir habilement et promptement. Il doit rejeter loin de lui les coupables, les auteurs de l'oppression nationale et prendre toutes les mesures pour la protection de l'honneur et de l'avenir de l'État bulgare.

Dans les premiers jours du mois de juin, le *Times* publiait une dépêche de M. Batcher que tous les journaux bulgares ont reproduite aussitôt :

La Bulgarie a renoncé à l'idée de forcer l'attaque de

Tchadaldja parce que la Russie a promis d'obliger la Serbie à céder toute la zone non contestée. C'est seulement après une parole aussi solennellement donnée que la Bulgarie a renoncé à forcer l'attaque de Tchadaldja.

Ensuite vint l'armistice. Mais à la veille de la conclusion du traité de paix à Londres, le gouvernement russe, au grand étonnement de la Bulgarie, ne tenant aucun compte de la parole donnée, fit à la Bulgarie une nouvelle proposition : en vue de maintenir l'alliance, la Russie a l'intention de céder à la Serbie toute la zone contestée et une partie de la zone non contestée comprenant les régions de Kratovo, Vélès et Kitchevo.

C'est ainsi que, sous les yeux mêmes de M. Daneff, la Cour transformait et préparait l'opinion publique en Bulgarie et dans toute l'Europe à s'opposer à l'arbitrage¹.

Les députés du parti de M. Guéchoff eux-mêmes, ceux qui étaient ses plus proches et ses plus directs conseillers, s'affirment par la voie de la presse comme les propagateurs avérés de la guerre. L'un d'eux, le D^r Boris Vazoff, le plus expansif des idéologues du parti nationaliste a écrit, dans le numéro du 28 mai/10 juin du *Mir*, qui précéda la réponse du roi Ferdinand à la dépêche de l'empereur de Russie,

¹ Dans le cas contraire, on pourrait croire que la Chancellerie même de M. Daneff agissait ainsi, car M. Baucher n'accepte pas de n'importe qui des renseignements et des informations de cette envergure. Et malgré cela, nous devons en convenir, nous sommes étonnés de voir que M. Baucher, un Anglais, correspondant du *Times* à Sofia, depuis une longue suite d'années se soit laissé mystifier à ce point ! Il est vrai que M. Kabaktchieff, communiquant cette dépêche au Sobranié, y voit « une intrigue du despotisme russe », ce qui ne peut pas nous étonner. Car c'est ainsi qu'opèrent ses collègues en Allemagne ! — C. R. sténographiques XVII du Sobranié, 1914, p. 626.

c'est-à-dire dix-sept jours avant la guerre contre les Alliés :

БЕОГРАД

Le peuple bulgare, groupé autour de son sage monarque, attend le mot décisif. *Devons-nous taire que l'alliance entre la Serbie et la Bulgarie est déjà devenue impossible. Avouons-le tant qu'il en est temps encore : l'alliance est enterrée. Qui-conque parmi nos hommes politiques tentera de conserver cette alliance, subira le même sort qu'elle. Cessons de nous occuper de cette erreur dangereuse... de l'alliance... Il faut que la Macédoine soit bulgare ; la Grèce et la Serbie ne peuvent avoir de frontières communes.*

Nous ne devons rien retrancher de nos prétentions. Pas plus que nous ne devons aller à Petrograd pour nous y voir traiter en mineurs !

L'indécision de M. Guéchoff et son hésitation entre la guerre et l'arbitrage ont fait que le courant belliqueux en faveur de la guerre et de la dislocation de l'Alliance balkanique a envahi son propre parti et a donné naissance à une formule générale embrassant toute l'opinion publique. Le ministre de Bulgarie à Vienne, M. Salabacheff, adresse à M. Guéchoff, le 16/29 mai, à la veille de la chute de son cabinet, cette dépêche caractéristique :

A M. le président du Conseil. Sofia.

Le comte Berchtold pense qu'il faut agir promptement et énergiquement pour arriver à une entente immédiate avec la Roumanie, afin de nous assurer son concours en cas de guerre contre la Serbie, ou tout au moins obtenir sa neutralité amicale.

La Roumanie a reçu de la Serbie et de la Grèce des propositions très rassurantes ; elle préférerait cependant se ranger du côté de la Bulgarie.

Avant toute chose, il faudrait établir, entre la Bulgarie et

la Roumanie, une convention en vue d'une neutralité amicale; en même temps, on pourrait conclure une entente par laquelle la Roumanie s'engagerait à prêter main-forte à la Bulgarie, etc., en cas de guerre avec la Serbie. Mais, pour atteindre ce but, la Bulgarie devrait bénévolement et amicalement proposer à la Roumanie une récompense territoriale, en lui abandonnant par exemple la côte maritime près de Mangalia¹.

Vienne, le 16/29 mai 1913.

Signé :

SALABACHEFF.

M. Daneff, le seul partisan des mesures extrêmes, a donné de l'ampleur à ce mouvement. Il a, comme le dit M. Theodoroff dans son discours au Sobranié, immédiatement *haussé le ton*, afin d'amener les Serbes à adhérer, soi-disant, à l'arbitrage! Deux jours avant que la guerre contre les Alliés n'eût éclaté, l'organe de M. Daneff, *Bulgaria*, la préconisait ouvertement et rejetait les raisons qui arrêtaient la Bulgarie dans l'action armée. La *Bulgaria* disait : « Aucun discours sur la fraternité et sur le slavisme ne nous empêchera de répandre le sang² ».

Cette menace sonne étrangement, surtout lorsqu'on la rapproche d'un communiqué officiel bulgare publié dans le même numéro, et qui signale le succès remporté par M. Pachitch sur l'opposition en faveur de la politique pacifique :

Si forte que soit l'opposition — dit ce communiqué —

¹ Discours de M. N. Ghénadieff, député de Stroumitza, Sofia, 1914, p. 193.

² *Bulgaria*, n° 217, du 15/28 juin 1913.

l'impression générale en Bulgarie et à l'étranger est que les tendances pacifiques triompheront à Belgrade et qu'on accordera à M. Pachitch la confiance, afin qu'il puisse se rendre aussitôt à Petrograd.

Lorsque l'histoire précisera un jour le rôle politique de M. Daneff, à la veille de la fatale journée du 16/29 juin, elle reprochera à son action d'avoir été une suite de contradictions et de s'être toujours montrée inférieure aux événements, ceci en faisant abstraction du rôle équivoque qu'il a pu jouer.

Sa personnalité politique est restée tout le temps un instrument au service d'un seul but : la guerre et la rupture de l'alliance balkanique.

L'hésitation¹ de M. Guéchoff avait été la cause du maintien de l'incertitude dans la politique bulgare, laquelle n'a pas su opter nettement soit pour la guerre soit pour l'arbitrage. L'illogisme de M. Daneff et son arrogance envers tout le monde ont amené les événements du 16/29 juin. M. Guéchoff n'y est cependant pas étranger non plus ; son attitude indécise et irrésolue, combinée à celle de M. Daneff, ont fait que, au plus fort des immenses succès obtenus par les armées alliées, l'influence autrichienne a prédominé à Sofia et a définitive-

¹ M. Malinoff, parlant au Sobranié le 28 avril/11 mai 1914 de cette hésitation de M. Guéchoff dans les moments décisifs, dit : « C'est cette hésitation, cet ajournement incessant des questions, afin de se dégager de toute responsabilité, qui ont été la cause principale de notre catastrophe ». (Voir Preporetz (le Grelot), organe du parti démocratique de Sofia, n° 95 du 29 avril/12 mai 1914.)

ment marqué de son empreinte tous les événements qui sont survenus au cours du conflit entre les Alliés.

L'influence autrichienne s'est manifestée puissamment dès le début de la guerre, au moment même de la prise de Lozengrad et de Lulé-Bourgas. M. Atanase Chopoff, l'ancien consul général de Bulgarie à Salonique et ami de M. Guéchoff, très répandu dans la littérature politique sous le pseudonyme Oféikoff, écrit au sujet du maintien et de l'extension de l'influence autrichienne :

Dès le début de la guerre des Alliés dans la péninsule balkanique, deux tendances sont entrées en lutte : l'influence de la Triple Entente et celle de la Triple Alliance. La Triple Entente favorisait l'alliance balkanique, tandis que la Triple Alliance s'efforçait de la compromettre et de la dissoudre, la considérant comme contraire à ses propres intérêts.

C'est en Bulgarie que la politique et l'influence tripliciennes obtinrent le plus de succès, où, durant les mois d'hiver et du printemps de 1913, les partis de l'opposition, le Haut Commandement et l'armée combattante, dans ses propres rangs, menèrent une campagne des plus vives et des plus avisées¹.

La Triple Alliance a commencé l'intrigue en poussant la Bulgarie vers Constantinople, ce à quoi elle a pleinement réussi. Les conseils venant de Petrograd étaient nuls et non avenues à Sofia. De tous côtés on faisait remarquer au gouvernement bulgare que l'attaque de Tchataldja et toute tentative faite en vue de pénétrer à Constantinople

¹ *Mir*, N° 4121 du 21 janvier/3 février 1914. Nous avons souligné l'importance de certains passages en les reproduisant en italiques.

étaient contraires aux intérêts de la Russie et aux intérêts de la Triple Entente en général. M. N. Ghénadieff, utilisant une note diplomatique confidentielle du ministère des Affaires étrangères bulgare, a fait paraître à ce sujet des documents authentiques.

Une personnalité, — dit M. Ghénadieff au Sobranié — qualifiée pour parler au nom de la Russie, a donné à l'un de nos représentants à l'étranger un conseil qui devait être transmis au gouvernement bulgare. Ce conseil fait l'objet de la dépêche n° 606, expédiée le 23 octobre/5 novembre. La voici :

« Je crois utile de vous informer que l'entrée de votre armée à Constantinople pourrait amener des complications du côté de la Russie. Agissez prudemment. Bien que la marche sur Constantinople soit absolument inévitable, entendez-vous préalablement avec Petrograd, sinon il pourrait surgir de grandes complications. » — Le même langage nous est tenu par nos amis éprouvés des milieux gouvernementaux et de l'opposition ¹.

M. Ghénadieff cite aussi cette déclaration de M. Bobtcheff, ministre de Bulgarie à Petrograd :

Des paroles de M. Sazonoff et de celles du prince Troubetzkoy, chef du département de l'Orient au ministère des Affaires étrangères, il ressort qu'il ne faut pas que nous allions à Constantinople ; c'est là que se trouvent les intérêts vitaux russes. Il me semble que chaque pas vers Constantinople nous rapprochera du danger et nous créera de sérieuses complications ².

Pour préparer l'entrée à Constantinople, écrit M. Chopoff, le Haut Commandement a usé de ruse en envoyant à Petrograd le très populaire général R. Dimitrieff, afin d'obtenir de l'empereur de Russie l'autorisation, pour l'armée bulgare,

¹ Discours de M. N. Ghénadieff, député de Stroumitza, p. 69.

² Discours de M. N. Ghénadieff, député de Stroumitza, p. 75.

d'attaquer la ligne fortifiée de Tchataldja, de prendre Constantinople et de livrer ensuite la ville aux Russes... La Russie a interprété cette démarche comme une tentative imaginée par la Triple Alliance pour entraîner la Russie dans la guerre où elle aurait essuyé une défaite certaine¹.

Tout ce plan de marche sur Constantinople la Bulgarie a voulu l'établir et l'exécuter seule, en se passant du concours de ses Alliés et à l'insu de ceux-ci. C'est pour cela qu'elle a omis de s'entendre avec eux, ce qui prouve qu'elle poursuivait d'autres buts que celui de vaincre définitivement l'ennemi.

Le ministre de Bulgarie à Rome, M. Dim. Rizoff, énumérant les fautes commises par la politique bulgare, et qui ont provoqué la guerre avec les Alliés, bien qu'il y ait sa part, dans son étude *Comment a été amenée la catastrophe*, en signale deux qu'il considère comme déterminantes :

1° Celle de n'avoir pas signé la paix avec la Turquie dès le commencement de novembre, lorsque Kimil Pacha s'était adressé par dépêche au roi Ferdinand ;

2° L'attaque de Tchataldja et l'exigence de la frontière Midia-Rodosto, qui modifia le caractère de cette guerre, et la fit dégénérer en guerre de conquête, alors qu'elle était primitivement une guerre de libération.

Cette dernière faute, dit M. Rizoff, ainsi que nous l'avons déjà vu, était en contradiction non seulement avec la note des Alliés qui a déterminé la Turquie à nous déclarer la

¹ *Mir*, N° 4122.

guerre, mais avec la proclamation du roi, par laquelle nous avons déclaré la guerre, et elle a donné naissance à la désobligeante légende sur nos prétentions à l'hégémonie des Balkans. Le monde commença à s'étonner de ce que nous n'étions pas disposés à faire des concessions aux Serbes et aux Grecs, en Macédoine, alors que nous avions arraché toute la Thrace et reculé nos frontières jusque sous les murs de Constantinople. Cet accaparement territorial nous aliéna les sympathies des Russes qui commencèrent à envisager nos prétentions avec défiance et éloignèrent de nous tous les esprits libéraux de l'Europe, lesquels commencèrent à nous considérer comme un peuple qui dit une chose et agit différemment et qui a été à ce point grisé par les succès, qu'il a perdu toute notion de la mesure dans ses aspirations conquérantes¹.

L'ironie du sort a voulu que cette critique fût formulée par M. Dim. Rizoff qui, au sujet de la marche vers Constantinople, avait écrit à M. Guéchoff les lignes suivantes :

L'Europe tout entière est sous l'impression de nos victoires épiques. Mais chez les écrivains de partout la désillusion a été grande quand notre *beau geste* est resté en suspens : l'entrée à Constantinople ne s'est pas faite. Je ne m'en cacherais pas, je suis du nombre. Non pas, cela va de soi, pour des raisons d'ordre littéraire, mais bien pour de profondes raisons politiques².

Cette nostalgie de Constantinople et de la mer de Marmara modifia les instructions générales dans l'action militaire de l'Alliance balkanique. Afin de pouvoir arracher le plus de territoire possible à la Thrace, et de conquérir le plus de côtes possibles

¹ *Svobodno Mniénié* (La tribune libre) 1914, n° 4, p. 58 à 59.

² Iv. Ev. Guéchoff : *La démence criminelle et l'enquête y relative*. Sofia 1914, p. 93.

sur la mer Noire et la mer de Marmara, avec l'arrière-pensée, si cela se pouvait, de se rendre maîtresse de Constantinople, la Bulgarie a dirigé toute son armée sur Tchataldja et Boulaïr, demandant même le secours de la Serbie pour la conquête d'Andrinople. Ayant engagé toute son armée sur le théâtre thracien de la guerre, manœuvrant dans un dessein purement égoïste et séparatiste, la Bulgarie s'est trouvée dans l'impossibilité de remplir les conditions du traité envers la Serbie, aussi bien en ce qui concernait la Macédoine, qu'au point de vue du conflit serbo-austro-hongrois qui s'est effectivement produit au moment même où, à Sofia, on brûlait d'un ardent désir d'attaquer Tchataldja et de se mettre en marche vers Constantinople.

Quand cette marche fut décidée, le gouvernement de M. Guéchoff, de son côté, ne se soucia pas d'en entraver l'exécution. Au contraire, d'un côté il faisait la sourde oreille aux conseils venant de Petrograd, de l'autre, il manifestait l'intention de se rapprocher de l'Autriche. M. Daneff, d'accord avec le Haut Commandement, auquel il était attaché en qualité de délégué du gouvernement, avait proposé, ainsi que nous l'avons vu, dès le 16/29 octobre, au gouvernement de M. Guéchoff, d'aller à Vienne, et M. Guéchoff, peut-être sans enthousiasme, avait accepté cette proposition.

C'est dans ces tendances de la politique bulgare, et dans cette attitude peu franche à l'égard de la Russie, qui s'est affirmée dès la seconde moitié

d'octobre 1912, qu'il faut trouver l'explication de la campagne très vive et très efficace qui a été menée contre la Russie et contre l'Alliance balkanique. Cette circonstance a également favorisé l'évolution des acteurs non responsables, ligués à ces soi-disant libéraux, qui sont devenus en Bulgarie les champions de la politique opposée à l'Alliance. Ces derniers, à la tête desquels se trouvaient MM. Radoslavoff, Tontcheff et Ghénadieff, d'accord avec le général Savoff, dont les sentiments austrophiles n'étaient un secret pour personne, ces derniers, bien qu'ils ne fissent pas parti du gouvernement, déterminèrent la marche des événements au cours des journées les plus critiques. Représentants de la politique austrophile en Bulgarie, ils se mirent, d'accord avec le roi Ferdinand et le Haut Commandement, ouvertement au service de l'Autriche.

Le chef du parti radical, M. Naytche Tsanoff, dans sa brochure intitulée : *Le roi des Bulgares et la catastrophe*, signale cette extension démesurée de l'influence autrichienne : « On crie fort contre la Russie, et l'on s'agite à l'idée que le gouvernement, esclave de la diplomatie russe, compromettra les résultats acquis par les succès de la guerre. Le bruit se répand de tous côtés que la Russie nous arrête à chaque pas, et que c'est uniquement auprès de l'Autriche-Hongrie que la Bulgarie devra chercher son salut. C'est le sens de la campagne inaugurée jusque dans l'armée.

« *J'ai constaté que la Bulgarie possède deux gou-*

vernements : l'un fictif, composé des partis nationaliste et tsankoviste ; l'autre effectif, composé du roi Ferdinand que seconde le Haut commandement et toutes sortes de libéraux groupés autour de lui¹. »

Toute la presse, qui était entre les mains de ces acteurs non responsables, rapportait ce qui se préparait en Bulgarie et prophétisait tout ce qui devait arriver. M. Radoslavoff, le président actuel du conseil des ministres bulgare, formule dans son organe *Narodni Prava* (Les droits nationaux) n° 108, les prétentions suivantes que nous avons déjà rapportées :

Aucun arbitrage pour aucune zone contestée, quand bien même il serait fixé par le traité. L'union complète, maintenant ou jamais. Aucun arbitrage, ni avec les Serbes, ni avec les Grecs. Le Gouvernement a perdu complètement la tête. Le roi Ferdinand doit prendre dans ses mains le sort du gouvernement bulgare.

C'est bien ce qui arriva : le roi Ferdinand a assumé le sort et du gouvernement et de la nation²,

¹ Naytcho Tsanoff. *Le roi des Bulgares et la catastrophe*, Sofia, 1914, p. 12. Nous avons souligné certains passages en les reproduisant en italiques.

² Le roi Ferdinand dispose, pour ses tentatives politiques, de tous les partis et de toute la presse. Ce fait est caractéristique pour la vie politique actuelle de la Bulgarie. Il y a en Bulgarie exactement dix partis politiques : 1. Les nationalistes ayant à leur tête M. Guéchoff ; 2. les libéraux-progressistes ou tsankovistes, chef M. Daneff ; 3. les démocrates, chef M. Malinoff ; 4. les stamboulovistes, chef M. Ghénadieff ; 5. les libéraux, chef M. V. Radoslavoff ; 6. les jeunes libéraux, chef M. Tontcheff ; 7. les radicaux, chef M. N. Tsanoff ; 8. le parti agricole, chef M. Stambo-

et il les a conduits à Bucarest et à Constantinople, puisqu'il ne voulait pas aller à Petrograd avec ses alliés !

Alors s'affirma le triomphe de la politique du régime personnel, qui avait à son service les divers groupes d'acteurs non responsables. Les plus actifs d'entre eux se trouvaient dans les milieux révolutionnaires, les comités. Le comité Andrino-macédonien, à Sofia, n'était en réalité qu'une organisation d'acteurs non responsables à la dévotion du roi Ferdinand. Cette organisation fonctionnait en dehors du gouvernement et avait la prépondérance. Dans les questions nationales souvent son action était contraire aux vues du gouvernement. Elle mettait l'anarchie morale dans les organes du pouvoir et toute sa force résidait dans le terrorisme. Un lien intime s'était établi entre le roi Ferdinand et cette organisation. Entre ce comité et le roi Ferdinand, se dressait le D^r N. Ghénadieff, le chef actuel des stambouloviistes que les traditions politiques lient à l'Autriche. Ces milieux révolutionnaires, grâce aux liens qui les attachaient à la Cour et la politique austrophile, ont eu un rôle plus actif dans la préparation et l'exécution de la funeste aventure du 16/29 juin.

Le journal *Mir*, en se demandant : Qui est cou-

liyski ; 9. les socialistes avec vues larges, chef M. Yanko Sakazoff ; 10. les socialistes avec vues étroites, chef M. Blagoyeff.

Ce seul fait démontre par lui-même la toute-puissance de la couronne.

pable de la fatale journée du 16/29 juin ? désigne les comités révolutionnaires de Sofia et ajoute :

Les coupables sont ceux qui, sans plan ni méthode, depuis plus de dix ans, réunissent des troupes irrégulières, les utilisent, trafiquent et exploitent leur action dévastatrice ; ceux qui imaginent et préparent des aventures risquées, non dans un but libérateur, car tout le monde sait qu'au moyen de bandes on n'arrive pas à grand'chose, mais simplement dans un but de lucre, pour servir des intérêts de politique intérieure et de partis. Les coupables sont encore ceux qui, plus d'une fois, sur la voie publique et à domicile, ont menacé de mort les personnalités les plus en vue, si elles ne se soumettaient pas à leurs décisions et n'épousaient pas leur cause, ou bien si elles ne soutenaient pas l'action du comité et le mouvement révolutionnaire, moyens dont usèrent plus d'un d'entre eux, pour arriver à la fortune ou pour obtenir de l'avancement. Coupables aussi ceux qui ont recours, en Bulgarie, aux moyens violents, extrêmes : à la dynamite, au couteau, au feu ; ceux qui épouvantent, terrorisent et tuent¹.

Sont coupables également, serions-nous tentés d'ajouter, ceux qui, comme l'ami du *Mir*, M. Boris Vasoff, ont pendant un certain temps usé des mêmes moyens que ces éléments !

La première expression officielle de cette politique qui a abouti au 16/29 juin, après l'attaque consommée, s'est manifestée dans la lettre collective de MM. Radoslavoff, Ghénadieff et Tontcheff, datée du 23 juin/6 juillet, dont voici le texte :

Sire,

Lorsque nous avons été convoqués en conseil à la Cour, nous Vous avons déclaré que, pour le règlement favorable

¹ *Mir*, N° 4025 du 10/23 octobre 1914.

de notre différend avec la Grèce et la Serbie au moyen de la guerre, il était absolument indispensable de nous garantir contre la Turquie et la Roumanie, et de nous *assurer l'appui de l'Autriche-Hongrie*. Nous avons toutes les chances de succès de notre côté, mais on n'a prêté aucune attention à nos conseils. On a continué à se soumettre à la politique russe, malgré tous les maux, de jour en jour plus grands, que cette politique a engendrés, et c'est ainsi qu'on a acculé la Bulgarie à la situation critique qu'elle traverse actuellement. *Nous pensons aujourd'hui ce que nous pensions hier, que la seule voie salutaire pour le gouvernement est la politique d'amitié étroite avec l'Autriche-Hongrie*. Il faut inaugurer cette politique immédiatement, sans retard, car chaque minute est précieuse et peut être fatale. Nous invitons Votre Majesté à faire incontinent le nécessaire pour sauver la Bulgarie d'un nouveau malheur, et la dynastie d'une nouvelle responsabilité.

De Votre Majesté les dévoués sujets :

D^r V. RADOSLAVOFF, D^r N. GHÉNADIEFF,
D^r TONTCHEFF.

Sofia, le 23 juin/6 juillet 1913.

Cette lettre, adressée au roi Ferdinand à sa propre instigation, a marqué ouvertement le ralliement de la politique bulgare à l'Autriche-Hongrie. C'est par cette lettre que l'on fit appel à Vienne, où le roi Ferdinand plaçait son ultime espoir.

Les Bulgares s'attendaient à voir l'Autriche-Hongrie entrer dans le conflit armé avec les Alliés et attaquer la Serbie par le Nord. Les déclarations récentes d'un homme d'Etat roumain, M. Take Jonesco, confirment effectivement cette intention. Dans son organe, *La Roumanie* du 2/15 décembre 1914, M. Jonesco fait connaître

pour la première fois, que le prince de Fürstemberg, ministre d'Autriche-Hongrie à Bucarest, lui a communiqué, un jour du mois de mai 1913, alors qu'il se trouvait à la légation d'Autriche-Hongrie, une longue dépêche en langue allemande qu'il avait reçue du comte Berchtold et dans laquelle on lui recommandait de déclarer au gouvernement roumain *que l'Autriche-Hongrie était prête à défendre la Bulgarie même les armes à la main*. Le ministre austro-hongrois lui traduisit ce passage mot à mot en langue française.

M. Take Jonesco affirme en avoir aussitôt référé au roi Carol et au président du Conseil, M. Majoresco ; il ajoute que le prince de Fürstemberg n'avait fait à M. Majoresco¹ aucune déclaration officielle

¹ Cette importante déclaration de M. T. Jonesco, quoique faite après un intervalle assez appréciable, a été contestée d'abord par le *Korrespondenz Bureau* de Vienne, puis, après un autre intervalle de plus d'un mois, par le prince de Fürstemberg. Mais M. T. Jonesco a maintenu sa déclaration, en insistant sur la véracité de ce qu'il avait déclaré le 2 décembre de l'an passé et a ajouté qu'il avait fait cette même déclaration au ministre, d'Allemagne avant que la guerre actuelle n'eût éclaté. (Voir *Journal des Balkans*, numéros du 19 décembre de l'an passé, et du 16 janvier de l'année courante.) Ces dires de M. Jonesco ont été confirmés quoique indirectement par le Dr G. Kalinkoff, alors ministre de Bulgarie à Bucarest. Celui-ci a affirmé qu'à cette époque, en mai, il s'était rencontré, Calea Victoreli, avec une haute personnalité militaire de la légation de l'Autriche-Hongrie à Bucarest, l'alter ego du prince de Fürstemberg qui lui a dit au sujet « des prétentions démesurées de la Serbie non fixées par le traité » : Pourquoi la Bulgarie fait-elle tant de façon avec la Serbie, quand elle pourrait tout bonnement la chasser hors de Macédoine, grâce à sa courageuse armée ? . . La Bulgarie ne sera pas seule. Si on arrivait à un conflit, l'Autriche ne resterait pas les mains croisées, elle aiderait la Bulgarie et diplomati-

à ce sujet. Il n'y a pas de doute : ce qui a été dit à M. Take Jonesco, en mai 1913 à Bucarest, au nom de l'Autriche, le fut avec l'intention d'effrayer la Roumanie et d'arrêter toute action en faveur de la Serbie, et a été répété peut-être, avec plus de force encore, à Sofia, pour encourager et exciter la Bulgarie dans le conflit avec la Serbie et la Grèce.

A l'appui de cette dernière assertion, citons le fait que M. Giolitti, l'avant-dernier président du Conseil des ministres italien, a donné lecture au Parlement italien, quelque temps après la divulgation de M. Jonesco, de deux dépêches qui ont éclairé d'une vive lumière les causes de la grande guerre européenne actuelle. Le 9 août nouveau style, c'est-à-dire 27 juillet vieux style 1913, M. Giolitti a reçu de M. di San Giuliano le télégramme suivant :

« L'Autriche nous a fait savoir, en même temps, qu'à l'Allemagne, qu'elle avait l'intention d'attaquer la Serbie, définissant cette action de « défensive » et espérant pouvoir invoquer le *casus fœderis*, ce que je crois impossible. Je suis en pourparlers avec l'Allemagne, et fais tous mes efforts pour empêcher l'action autrichienne, mais il sera peut-être utile d'annoncer publiquement que nous ne considérons pas comme défensive une action éventuelle dans ce sens, et ne trouvons pas, par conséquent, qu'il y ait *casus fœderis*. Je te prie de me télégraphier à Rome si tu es d'accord. » J'ai aussitôt répondu à San Giuliano, dit M. Giolitti, après avoir terminé la lecture

quement et militairement. La Serbie alors serrée de près à l'ouest et à l'est, ne pourrait songer à la conquête d'un seule pouce de terrain en Macédoine.

Svobodno Mniéné (La tribune libre) N° 2, 1915.

de cette dépêche, de la façon suivante : « Si l'Autriche attaque la Serbie, il est clair qu'il n'y a pas *casus fœderis*. C'est une action qu'elle entreprend pour son propre compte. Puisque personne ne l'attaque, elle ne se trouve pas dans la situation défensive. Il est utile de faire entendre cela à l'Autriche, de la façon la plus catégorique, et il serait souhaitable que l'Allemagne la préservât d'une aventure scabreuse. »

L'importance de cette divulgation, à l'époque indiquée, saute aux yeux si l'on se rappelle qu'elle coïncide presque avec la signature du traité de paix de Bucarest que l'Autriche se refuse de reconnaître¹.

Maintenant on comprendra mieux la réponse du roi Ferdinand, adressée le 20 mai/2 juin à l'empereur de Russie et le « ton élevé » de M. Daneff, ainsi que la décision prise au château de Vrana le 9/22 juin, qui fut suivie de la dépêche de M. Daneff adressée au ministre de Bulgarie à Petrograd, M. Botcheff. Cette dépêche relatait les conditions *sine quâ non* bien connues, et le 16/29 juin. On comprendra aussi la lettre collective du 23 juin/-4 juillet adressée au roi par MM. Radoslavoff, Ghénadieff et Tontcheff...

¹ La déclaration faite ensuite par Take Jonesco, fin janvier de cette année, à un rédacteur du *Giornale d'Italia*, à savoir « que le marquis Pallavicini, ministre d'Autriche-Hongrie à Constantinople, avait, lors de son passage à Bucarest, au mois d'avril de cette année, sondé le terrain auprès de lui, demandant si l'Autriche pourrait compter, le cas échéant, sur le concours de la Roumanie, faisant allusion au danger serbe », cette déclaration concerne davantage l'histoire de la grande guerre actuelle, bien qu'elle se rattache un peu à la Bulgarie et à la situation créée par la guerre des Alliés.

Mais le roi Fernand n'a pas immédiatement répondu à cette invitation. Depuis le 23 juin/6 juillet, date que portait la lettre, jusqu'au 4/17 juillet, jour qui marquait la chute du gouvernement et la formation du cabinet Radoslavoff, il s'est écoulé un peu plus de dix jours. D'où vient cette indécision ? Probablement de la difficulté des démarches qu'il y avait lieu de faire en un moment aussi difficile... Et le malchanceux président du conseil, M. Daneff, dont les yeux se sont sans doute enfin dessillés, hésitait au point que, depuis le 19 juin/2 juillet, ayant donné par trois fois sa démission, il restait encore au pouvoir et continuait son action. Il conservait sans doute quelque vague espoir d'en finir avec les Alliés avant que la Roumanie et la Turquie n'entrassent en action. Auparavant, ne faisant en cela que partager l'opinion du Haut Commandement, il s'était imaginé qu'elles ne bougeraient pas ! M. Daneff n'a-t-il pas dit lui-même, le 18 juin/1^{er} juillet, au ministre de Roumanie à Sofia, M. Ghika, que les Bulgares en auront terminé avec les Alliés avant que les Roumains n'entrent dans la Dobroudja ?...

On était arrivé au 30 juin/13 juillet et les Bulgares, non seulement n'avaient pas encore vaincu les Alliés, mais avaient laissé défaire toute l'armée du général Kovatcheff et prendre par les Serbes Kotchané, Istip et Radovichté, et par les Grecs Salonique, Drama et Seres. Et, si les Alliés n'avaient pas commis certaines erreurs militaires,

après l'occupation de Raïtchanski Rid, le 20 juin/3 juillet, et de Kotchané le 23 juin/6 juillet, s'ils n'avaient pas omis de battre et d'anéantir l'armée défaite du général Kovatcheff, ils auraient vraisemblablement été à Sofia le 4/17 juillet, ainsi que le prévoyait le nouveau généralissime bulgare, le général Ratke Dimitrieff. Le 30 juin/13 juillet, on annonçait déjà à haute voix les dangers qui menaçaient du côté de la Roumanie et de la Turquie.

Ce jour-là, le gouvernement de M. Daneff s'adressa à la Russie, réclamant son intervention, car il fallait du secours immédiatement, et voici le texte de sa dépêche aussi importante que significative :

Nous consentons à suspendre les opérations, arrêtant nos troupes dans les positions qu'elles occupent actuellement ; nous acceptons la conférence de Petrograd et la démobilisation générale. Si cela ne paraît pas suffisant, nous laissons au gouvernement de Petrograd le soin de trancher, au moyen de l'arbitrage, toutes ces questions, en y comprenant les questions territoriales et aux conditions que le gouvernement jugera convenables. Nous sollicitons une intervention rapide contre la Turquie et la Roumanie, dont l'entrée en action a déjà commencé.

Cette dépêche porte le n° 2168 et M. Ghénadieff l'a communiquée au Sobranié dans son discours relatif à la demande d'enquête.

Le 1^{er}/14 juillet, M. Daneff sollicite à nouveau, par l'entreprise de M. Nekloudoff, l'intervention de la Russie pour arrêter l'action de la Roumanie. Et c'est à Petrograd que se concentre maintenant

toute l'activité du gouvernement bulgare. Il semble que la première partie de la dépêche ait eu surtout pour but d'amener et d'engager aussi fortement que possible la Russie à s'opposer à l'action de la Roumanie, dont l'armée avait seulement commencé à franchir le Danube.

Et la Russie, ainsi que l'atteste le Livre Orange, s'est sérieusement mise à l'œuvre. Elle a fait tout ce qu'elle a pu, tout ce que les circonstances, au moment où elle est entrée en action, lui ont permis de faire : Elle a empêché la Roumanie de se rendre maîtresse de la ligne Rouchtchouk-Varna, la seule qui assurât aux Bulgares le ravitaillement de leur armée, qui sans cela aurait dû capituler. Elle a obligé la Roumanie à arrêter son armée devant Sofia. La première partie du programme fut exécutée aussitôt, la dernière le fut le 7/20 juillet.

Les Russes, ayant assuré à la Bulgarie la ligne Rouchtchouk-Varna, Sofia était à peu près garantie contre l'entrée des troupes roumaines. La Russie ayant fait connaître les conditions qui pouvaient aboutir à la paix avec les Alliés, M. Daneff pouvait s'en aller, on n'avait même plus besoin des Russes, puisqu'ils n'avaient pas réussi à arrêter l'action des Serbes et des Grecs, ni à assurer la Macédoine à la Bulgarie !

On disait de plus que, dans tout cela, la Russie avait eu peu ou point de mérite. On attribuait à l'Autriche et à l'empereur François-Joseph tout le bénéfice d'avoir conservé à la Bulgarie la ligne

Rouchtchouk-Varna, et d'avoir préservé Sofia de l'invasion de l'armée roumaine. Il est vrai que l'Autriche travaillait à Bucarest dans ce sens. Mais à cela seulement était ramenée son intervention « armée » en faveur de la Bulgarie.

Il est intéressant de voir comment M. Dim. Micheff, l'ancien secrétaire de l'exarchat bulgare et député actuel, représente cette saynète, entre le roi Ferdinand et l'Autriche-Hongrie, dans sa revue *Svobodno Mniénié* (n° 23, de 1915), inspiré sans doute par les déclarations de MM. Jonesco et Giolitti.

Il n'y a pas à le nier, écrit M. Micheff, c'est l'Autriche-Hongrie qui a entraîné la Bulgarie dans la guerre contre ses Alliés. Cette guerre était pour l'Autriche une question vitale. Elle a certainement, afin de provoquer cette guerre, promis à la Bulgarie non seulement l'appui de sa diplomatie, mais encore une aide plus efficace, son armée en cas de guerre. Par la première promesse, elle garantissait la Bulgarie contre la Roumanie et la Turquie.

S'il n'y avait pas eu de pareille promesse on n'aurait pas négocié à la légère avec la Roumanie, on n'aurait pas davantage retiré les troupes de Tchataldja. Peut-on imaginer que notre Haut Commandement se soit laissé aller à la guerre avec les Alliés sans de telles garanties ? Le Haut Commandement était bien assuré de ces garanties, la légèreté et l'insouciance avec laquelle nos grands chefs militaires ont déclaré la guerre le prouvent bien. Ils étaient convaincus que ni la Roumanie, ni la Turquie ne franchiraient nos frontières ouvertes.

C'est en août qu'eurent lieu les pourparlers entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie. C'est avant cette date que se succèdent toute une série d'événements organiquement liés à la politique austro-hongroise. Le cabinet politique secret a mis en œuvre une série de machinations pour faire dévier la politique bulgare et lui imprimer un cours nouveau. Qui donc a

travaillé dans l'ombre de ce cabinet secret, à qui donc la Bulgarie doit-elle sa catastrophe, et qui donc a su s'immiscer dans ses secrets? Le temps nous le dira.

Nous savons cependant déjà ce qui s'est passé, ou pour mieux dire, comment, dans les moments les plus critiques, on a joué avec les destinées de la Bulgarie. On a débuté par la formation d'un cabinet appuyé sur la coalition de tous les partis. On a confié cette tâche à M. Malinoff, le chef du parti démocrate. On a formé un cabinet de coalition en le proclamant même par ukase. Mais tout cela fut fait pour tromper la galerie. Un cabinet tout différent était déjà préparé d'avance, de même qu'une nouvelle politique qui avait déjà été développée dans la fameuse lettre des chefs coalisés des partis libéraux. L'origine de cette nouvelle politique remonte bien au delà du 16/29 juin; elle se manifeste tout d'abord dans les rangs de l'armée, où un mouvement russo-phobe se dessinait dans les tranchées de Tchataldja. On préparait alors une atmosphère favorable à un changement d'orientation. Cette nouvelle politique amena la Bulgarie à Bucarest et à Constantinople, elle l'isola de tous et l'accula à la catastrophe.

L'Autriche-Hongrie, cependant, s'abstint d'attaquer la Serbie, au mois d'août, et elle ne soutint pas davantage la Bulgarie à Bucarest. Rome et Berlin lui avaient refusé d'appuyer sa politique.

L'Autriche professant une politique réaliste, ne connaît pas de scrupules, ignore la correction et se soucie peu des engagements contractés. S'il en avait été autrement, si l'Autriche avait été correcte, elle aurait, contre le gré de ses alliés, levé les armes contre la Serbie, ainsi qu'elle l'a fait, l'été dernier, quand, au mois de juillet, elle déclara la guerre à la Serbie. Les circonstances sont identiques; dans l'un et l'autre cas, il fallait attaquer la Serbie. En 1913 l'Autriche s'est retranchée derrière le double refus de l'Italie et de l'Allemagne, mais en 1914 elle a attaqué la Serbie sans consulter l'Italie, sans même lui faire part, en qualité d'alliée, de ses intentions.

La direction des affaires en Bulgarie fut confiée

au cabinet Radoslavoff-Tontcheff-Ghénadieff. Leur solidarité antérieure, dans l'action contre l'Alliance balkanique et contre la Russie, a abouti en fin de compte au triomphe manifeste de la politique autrichienne à Sofia.

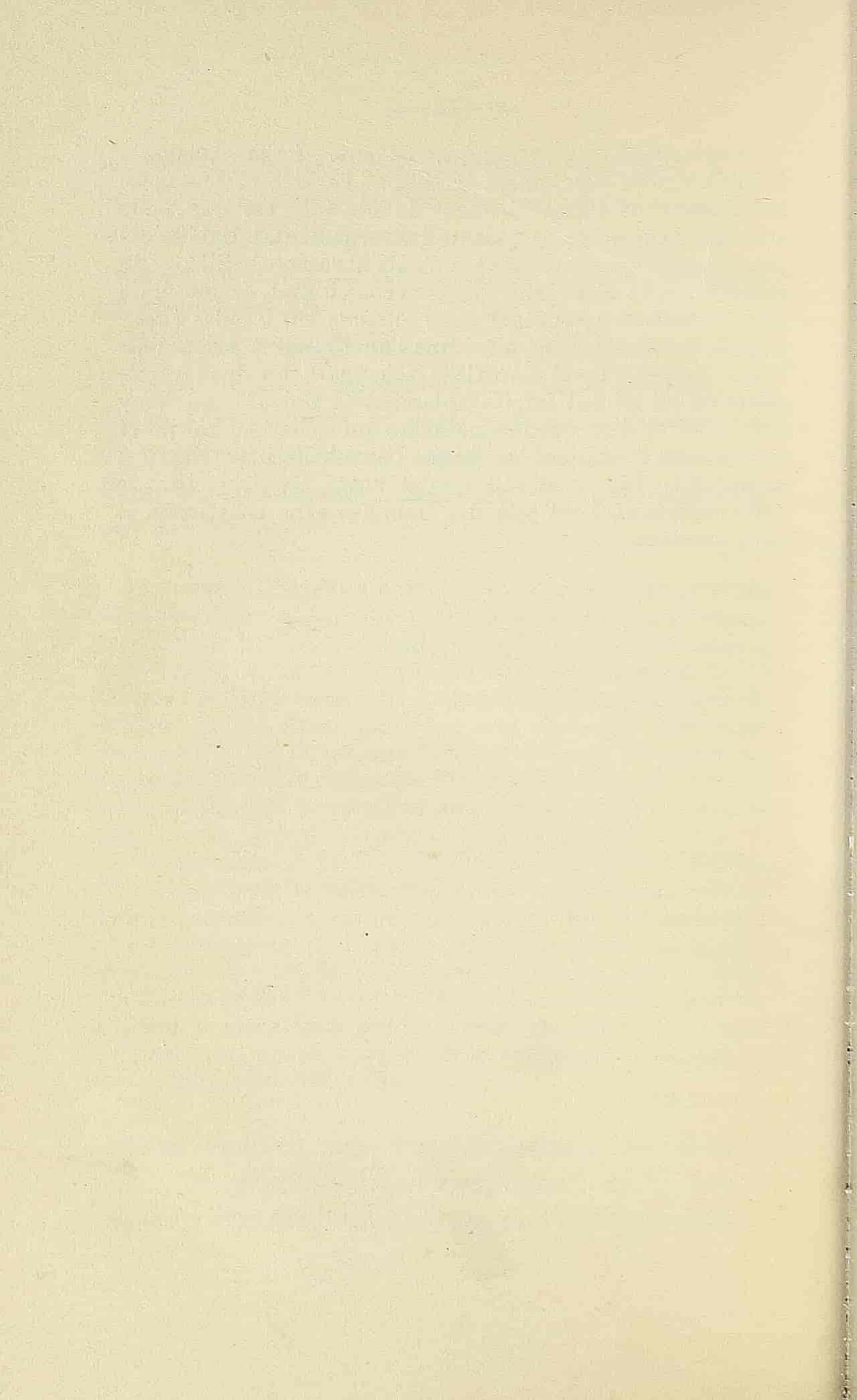
Lorsque parut l'ukase du roi Ferdinand relatif à la formation du nouveau gouvernement, la *Reichspost*, organe du parti national autrichien et du parti militaire, qui avait à sa tête l'archiduc François-Ferdinand, manifesta son enthousiasme par ces lignes :

Le monde était prêt à livrer les Balkans comme un butin au panslavisme. Mais tout a subitement changé. Le triomphe panslaviste, malgré les résultats de la guerre balkanique, n'est pas en mesure de diminuer l'immense importance de ce fait : le bouleversement balkanique faisant ressortir le brillant avenir d'une puissance non slave, la Roumanie latine, en même temps que l'Albanie dressait ses barrières granitiques sur les routes de l'expansion serbe, et que les Bulgares slavisés, grâce à leur entêtement antislave, étaient punis par la perte de l'hégémonie des Balkans.

Les résultats de la guerre balkanique n'ont eu d'effets fâcheux, ni pour la monarchie austro-hongroise ni pour la nation germanique. La dernière guerre des Balkans a été plus désastreuse pour le panslavisme que ne l'a été la première pour la Turquie. Il a été mis un terme, une fois pour toutes, aux rêveries panslavistes... Le panslavisme dans les Balkans a été vaincu par lui-même, et l'Europe se trouve délivrée d'un grand danger, dont s'effrayait avant tout la monarchie austro-hongroise.

Cette victoire complète des austrophiles en Bulgarie, le général Vazoff l'expliquait de la façon suivante dans le journal *Zoria* du 17/30 juin 1914 :

La catastrophe du 16/29 juin est l'œuvre de la camarilla. C'est un réseau habilement tissé dont l'armée et toutes les institutions de l'État tiennent le fil. Elle est une plaie ancienne dans notre organisme gouvernemental. Habitée à gouverner effectivement sans contrôle ni responsabilité, cette camarilla a, le 16/29 juin, grâce au coup d'État, accompli un acte d'aberration criminel, *dans l'unique but d'éviter l'arbitrage à Petrograd*. C'est ainsi que l'on réussit à briser l'Alliance balkanique, et l'Autriche échappa à l'hydre tétracéphale en lui offrant impitoyablement la Bulgarie en holocauste. De là vient que les malheurs qui s'abattent sur notre nation sont innombrables, et que l'avenir de notre pays est compromis. Dieu seul sait quand notre peuple sortira de cette ornière où l'ont jeté des hommes sans conscience et sans honneur.



APRÈS LA RUPTURE

I

L'orientation politique de la nouvelle période qui commence au 16/29 juin, et qui est officiellement fixée par la lettre de MM. Radoslavoff, Tontcheff et Ghénadieff, du 13/26 juin 1913, se trouve formulée dans le programme suivant :

1° Rupture avec la Russie et avec la politique de reconnaissance à son égard : la politique d'ingratitude envers la Russie a donné les meilleurs résultats à la Bulgarie (années 1877, 1886, 1903 et 1908);

2° Aucune solidarité avec le Slavisme : « Pas de Slavisme quand les intérêts bulgares ne sont pas en jeu », disait M. Ghénadieff au Sobranié. L'égoïsme national bulgare partout et au-dessus de tout;

3° Le complot contre la Serbie et la Grèce : avec l'Autriche et l'Albanie contre la Serbie, avec la Turquie contre la Grèce. Agir amicalement à l'égard de la Roumanie : faire dénoncer par Bucarest le traité de Bucarest !

Ces trois formules succinctes renferment tout le système de la politique officielle bulgare actuelle.

Ce système a été étudié jusque dans ses moindres détails. Il a été établi rapidement et facilement et a été fructueusement imposé à l'opinion publique. La guerre européenne a été favorablement accueillie en Bulgarie.

Jusqu'à ce jour, la base de cette politique ne s'est en rien modifiée. Jamais l'histoire politique de la Bulgarie, semble-t-il, n'a eu de pareilles conséquences. Même après la catastrophe militaire de la seconde guerre balkanique, l'orientation resta la même. Les traités de paix de Bucarest et de Constantinople n'ont pas davantage modifié la direction de la politique bulgare. Le roi Ferdinand continue à rester inébranlable dans ses illusions concernant la solidarité des tendances bulgares et autrichiennes dans les Balkans.

La politique du roi Ferdinand, dit M. Naytcho Tsanoff, chef du parti radical, dans son ouvrage déjà cité, consiste dans le partage de la Macédoine avec l'Autriche-Hongrie. Cette politique est en harmonie avec les ambitions du roi Ferdinand. Mais elle est impossible, car on ne pourrait la fonder qu'en provoquant une conflagration générale des États d'Europe, de laquelle il faudrait que l'Autriche-Hongrie sortit victorieuse et puissante, au point qu'elle pourrait dicter ses conditions aux vaincus.

Elle a prévu la guerre générale en Europe, et a déterminé par avance sa position.

Un officier supérieur de l'armée bulgare, le commandant Atanassoff, au lendemain de la déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie, a développé en ces termes la perspective qui s'offre à son pays :

Supposons que les alliés de la Serbie et leur protectrice « désintéressée », la Russie, lèvent les armes contre l'Autriche.

Qu'advient-il ? L'entrée de la Russie dans le conflit austro-hongrois-serbe donnera le signal de la guerre générale en Europe. Il y aura en présence deux grandes Alliances et deux petits groupes dans les Balkans. L'attitude de l'Angleterre sera décisive. D'après certaines déclarations qui ont été faites dans ces derniers temps par le ministre anglais des Affaires étrangères, il est évident que l'Angleterre ne se rangera pas au côté de la Russie dans les questions balkaniques ; de plus, dans les questions européennes d'ordre général, l'Angleterre ne s'accorde qu'en partie avec la Russie, de même avec la France. Sir Edward Grey a formellement déclaré au Parlement anglais que l'Angleterre conservera son indépendance à l'égard de la double Alliance ; et ne s'engagera pas dans la voie des tendances générales des deux puissances alliées, la Russie et la France.

Nous pouvons du reste affirmer, en toute certitude, qu'en cas de conflit l'Angleterre restera neutre et étrangère à l'action russe dans les Balkans.

Dans ce cas, il se trouvera en présence sur le champ de bataille, d'un côté : la Russie et la France avec la Serbie, la Roumanie et la Grèce ; de l'autre côté : la Triple Alliance avec la Bulgarie, la Turquie, la Suède et la Norvège.

Dans l'état actuel des forces armées, quiconque connaît la situation peut affirmer à l'avance que c'est ce second groupe qui triomphera.

La Turquie, avec le plus gros de son armée, avancera par le Caucase et ralliera toutes les tribus turkestanaises fixées dans cette contrée, pour mener l'offensive contre la Russie méridionale. Pour répondre à cette offensive, la Russie devra détacher un million d'hommes. La Suède et la Norvège pénétreront en Finlande et, conjointement avec les Finlandais, se dirigeront vers Petrograd. Là encore, la Russie sera obligée de détacher un demi-million d'hommes pour la défensive.

Une partie des effectifs bulgares sera dirigée sur la Macédoine contre les Grecs, l'autre sur Nich contre les Serbes. Les corps d'armée bosniaques, herzégoviens et magyars

envahiront la Serbie occidentale par la Drina et la Save. *C'est ainsi que sera étouffée la Serbie en dix jours. Quant aux Monténégrins, les Albanais s'en chargeront.*

Lorsque la Serbie sera anéantie, les corps austro-hongrois joints à notre armée, partiront de là vers la Roumanie si celle-ci se rallie à la Triple Entente. Ceci fait, tous réunis, nous formerons l'aile droite du gros contingent germano-autrichien qui aura déjà commencé l'invasion de la Russie. Dans la région d'Odessa ou de Kieff, les armées coalisées fusionneront avec l'armée turque qui descendra du Caucase, et, ayant ainsi fusionné, toutes les armées alliées continueront la poursuite de l'armée russe.

L'armée occidentale allemande, seule ou avec l'armée italienne, exécutera sa marche victorieuse à travers la France.

Les escadres italienne, austro-hongroise et turque attaqueront l'escadre française de la Méditerranée ainsi que la flotte hellène. Après leur anéantissement, les Turcs enverront 100.000 hommes contre la Grèce, l'occuperont dans sa partie médiane et dans certaines parties du Péloponèse. Dans la région thessalienne nos deux armées (bulgare et turque) fusionneront.

Les flottes italienne, austro-hongroise et turque franchiront les Dardanelles et le Bosphore et pénétreront dans la Mer Noire où la flotte russe revivra alors les angoisses du combat de Sébastopol de 1854. La puissante flotte allemande sortira de la Baltique et attaquera la flotte française de l'Atlantique; quand elle l'aura détruite, elle prendra possession des côtes. La flotte russe, insignifiante et extrêmement faible, restera bloquée dans la baie de Finlande et elle finira, comme en 1904, à Tsouschima¹.

Combien ces prédictions sont loin de la réalité! Déjà l'entrée de l'Angleterre dans l'action a suffi pour renverser tout le plan dont le stratège bulgare a envisagé les avantages pour son pays. Ce qui, dans cette prédiction, a été par anticipation nette-

¹ Journal *Kambana* (*La Cloche*) du 21 juillet/3 août 1914.

ment déterminé, c'est le rôle que la Bulgarie jouera dans la guerre européenne. Bien qu'elle n'ait jusqu'à présent manifesté aucune activité, elle est restée moralement dans les limites des tendances indiquées, dans une neutralité bienveillante à l'égard de l'Autriche et de l'Allemagne. En effet, la Bulgarie n'a-t-elle pas laissé passer les armes et les munitions destinées à la Turquie, de même que les officiers qui s'y rendaient? D'un autre côté, n'a-t-elle pas lancé sur la partie serbe de la Macédoine des bandes de comitadjis qu'elle a armées de ses propres armes et qu'elle a pourvues de médailles frappées à l'effigie du Président du Conseil, en leur confiant la mission de soulever la Macédoine, ou tout au moins d'entraver le ravitaillement de la Serbie et de l'isoler de l'Europe, en détruisant la seule voie qui l'y rattachait, la ligne Nich-Salonique? ¹

¹ Pendant toute la durée de la guerre, les Bulgares ont poursuivi cette mission systématiquement, en collaboration avec l'attaché militaire d'Autriche-Hongrie, M. Lachs, et aussi, on le verra plus loin, avec la Turquie. Des tentatives, comme celle qui a consisté à détruire le lien que la ligne Nich-Salonique constitue entre l'Europe et la Serbie, la Russie et la Roumanie, on pourrait en compter jusqu'à présent cinq. La dernière, et la plus sérieuse de ces tentatives, a eu lieu dans la nuit du jeudi saint, le 19 mars/1^{er} avril, selon notre calendrier orthodoxe. Les assaillants étaient alors au nombre de 3.000. Il n'est pas sans intérêt de constater que cette attaque bulgare de la frontière serbe aux abords de Valandovo a eu lieu dix jours après la chute de Przemysl et qu'aussitôt après le gouvernement bulgare reçut le premier acompte de 4.000.000 de francs en or sur le récent emprunt qu'il avait contracté à Berlin.

La Bulgarie conteste toutes ces tentatives d'invasion et les attribue à la population indigène qui, prétend-elle, se révolte contre l'autorité serbe. Il est intéressant de constater que ces

Les six mois qui se sont écoulés entre juillet 1914 et le commencement de 1915 n'ont pas confirmé les prédictions bulgares ; au contraire, les événements se sont développés dans un sens opposé aux désirs malveillants de la Bulgarie. L'orientation de la politique bulgare ne s'est cependant pas modifiée, même quand la Turquie est entrée en action comme alliée de l'Autriche et de l'Allemagne. On a néanmoins commencé à Sofia à mieux comprendre les événements et à les interpréter plus exactement, à vrai dire, sans modifier son point de vue, et cela dans l'espoir que l'Autriche écraserait la Serbie assez à temps pour ouvrir à la politique bulgare les perspectives tant convoitées.

L'organe de M. Guéchoff et du parti national,

soi-disant « révoltes » n'ont lieu que le long de la frontière bulgare, qu'en outre les assaillants sont armés de fusils du gouvernement bulgare et habillés avec l'uniforme militaire bulgare (V. la *Samooùprava* du 15/28 septembre 1915, article de tête) ; qu'enfin 15.000 à 20.000 Macédoniens ont émigré de Bulgarie après la guerre des Alliés.

Il est donc inexact que ces attaques soient effectuées par des Macédoniens qui voudraient affranchir leurs frères du joug serbe. Les émigrants macédoniens n'en sont que l'instrument et le paravent. Les Bulgares même fabriquent artificiellement des émigrants en amenant en Bulgarie des populations frontières en masse.

En réalité, c'est la camarilla et l'attaché militaire autrichien à Sofia qui sont les auteurs de ces attaques. Il y a longtemps que la Cour de Sofia se livre à ce sport.

M. S. Kostourkoff l'a déclaré publiquement au Sobranié, l'année dernière, pour la fameuse insurrection de 1903, et pour les événements postérieurs de « Istip et Kotchana » qui ont été provoqués par l'invasion bulgare sur un geste et conformément au désir de la Cour bulgare. (V. C. R. sténographiques XVII du Sobranié, 1914, p. 527, 529, etc.)

Mir, formule en ces termes, au commencement de septembre 1914, les espérances bulgares et les sentiments nés de la guerre :

1) Le Gouvernement a pensé que le conflit se localiserait entre l'Autriche et la Serbie. La Russie n'est pas prête, elle ne peut combattre. La Russie ne relèvera pas le gant. Telle était, chez nous, l'opinion générale ; c'est le contraire qui est arrivé.

2) Tout le monde croyait, chez nous, que l'Angleterre ne se mêlerait pas au conflit, qu'elle attendrait le moment favorable pour prendre la situation d'arbitre ; le contraire est arrivé.

3) Le Japon a déclaré la guerre à l'Allemagne. C'est là encore un tour de l'Angleterre. Nous avons des russophobes parmi nous qui étaient plus que convaincus que le Japon envahirait la Sibérie et distrairait une grande partie de l'armée.

4) *L'Italie, l'alliée de l'Allemagne et de l'Autriche, a déclaré sa neutralité.* Elle s'est, en somme, retirée de la Triple Alliance. Tandis que l'on nourrissait, chez nous, l'espoir de voir l'Italie déclarer la guerre à la France, à la Russie et à l'Angleterre, il en a été autrement. Voici les conséquences de la neutralité italienne : les Allemands ne purent, du premier coup, briser la France qui lança contre eux toute son armée, dégarnissant complètement la frontière italienne. Il est évident que si l'Italie avait pris part à la lutte, la France gémirait, à l'heure actuelle, sous la botte du kaiser.

5) *L'Autriche n'est pas en mesure de battre l'armée serbe.* C'est l'armée serbe, au contraire, qui lui a infligé une maîtresse correction. Et cela a une grande signification. Imaginons, pour un instant, que l'armée autrichienne ait écrasé la Serbie, combien la situation eût été différente !

6) D'après certains stratèges, l'armée russe qui n'était pas prête, qui est très lente et dépourvue de bons chefs, aurait dû être jusqu'à présent dispersée et réduite en poussière par les armées autrichienne et allemande équipées selon des conceptions modernes. Le contraire est arrivé.

7) La Roumanie, ainsi que l'affirme le gouvernement, est

presque notre alliée, parce qu'il est question d'une garantie réciproque de l'arrière et de liberté d'action. La Roumanie laisse entendre de tous côtés qu'elle préserve le monde de l'aventure qui pourrait être le fait de la Bulgarie et de la Turquie.

8) La politique gouvernementale s'appuyait sur une entente étroite avec les Turcs. Peine inutile ¹.

II

En dépit de tous les résultats négatifs qu'a donnés antérieurement l'alliance secrète avec l'Autriche, la Bulgarie est restée, d'une façon stable, aux côtés de l'Autriche-Hongrie. Pour cette politique, on a créé des théories spéciales.

Une de ces théories liquide de la façon suivante la situation vis-à-vis de la Russie :

Une lutte qui a duré trente-cinq ans entre la Russie et la Bulgarie, s'est terminée à Bucarest le 27 juillet/9 août 1913. La Russie a repris alors à la Bulgarie ce qu'elle lui avait donné jadis.

En 1878, la Russie libéra 3.000.000 de nos frères bulgares, en versant le sang d'environ 150.000 de ses propres enfants ; en 1913, la Bulgarie, au prix de grands sacrifices, libéra également 3.000.000 de ses co-nationaux en Thrace et en Macédoine et la Russie fit main basse sur cette acquisition et la distribua à ses nouvelles protégées : la Roumanie, la Serbie et la Grèce. De telle sorte qu'aujourd'hui la Bulgarie et la Russie sont quittes. Nous nous sommes entièrement libérés envers la Russie. Aujourd'hui, nous pouvons dire : Nous avons conquis nous-mêmes notre liberté. Voilà la grande *signification historique* de la dernière guerre.

¹ *Mir* N° 4338 du 8/21 septembre 1914.

Le 27 juillet/9 août 1913 a été la véritable date de notre libération politique. Cette date doit remplacer le 19 février/4 mars. La Bulgarie, libérée le 19 février/4 mars 1878 a contracté deux obligations : celle de reconnaître la souveraineté ottomane et celle de rester reconnaissante envers la Russie. Nous nous sommes libérés de la première obligation le 22 septembre/5 octobre 1908, moyennant espèces, de la seconde le 27 juillet/9 août 1913¹.

La politique bulgare a exclu toute idée de slavisme et de solidarité slave². La rupture avec la Russie était en même temps la rupture avec le slavisme dont les Bulgares d'ailleurs n'ont jamais été enthousiastes³.

¹ S. Nikoff, *Signification historique de la catastrophe*; Sofia 1913, p. 23.

² *L'Alliance Nationale*, organisation patriotique créée et soutenue par le gouvernement de M. Radoslavoff, a tenu, les 3/16 et 10/23 novembre 1913, deux meetings agités, où la résolution a été prise de demander « que le peuple bulgare brisât tout lien qui lui rappellerait une fraternité slave infidèle et néfaste pour lui ».

³ Les Bulgares ne s'en sont jamais défendus. A toute occasion, lorsqu'ils l'ont jugé utile à leurs intérêts, ils ont au contraire fait ressortir leur origine tartare et non slave. Ils le font actuellement dans une mesure encore plus large, comme s'ils voulaient s'en glorifier. Nous verrons plus loin que leur poète Cyrille Khristoff, pour signer ses œuvres, accole à son nom l'épithète de tartarobulgare. Ils ne se réclament du slavisme que devant les Russes — et quand cela peut servir leurs intérêts.

Il y a beaucoup de vérité dans tout cela, l'histoire et la situation actuelle de la Bulgarie le prouvent bien. Les Bulgares sont en réalité bien moins slaves qu'on ne le pense en Russie et que ne le pense l'Occident. Les observateurs attentifs et les savants savent à quoi s'en tenir sur ce chapitre. M. Louis Leger, bien connu comme ami des Bulgares, dit lui-même que les recherches de Obedenar et de Kopernitzky ont prouvé qu'au point de vue anthropologique, même les Bulgares d'aujourd'hui sont des Finno-Hongrois, c'est-à-dire que le type finno-hongrois prédomine chez la plupart d'entre eux. (*La Grande Encyclopédie*, t. VIII, p. 401.)

Le savant russe F. I. Ouspensky, dans son *Histoire de l'Empire Byzantin*, parle des Bulgares en ces termes :

S'étant mêlés aux slaves et leur ayant apporté leur organisation militaire et la discipline, les Bulgares ont formé un Etat puissant et, grâce au christianisme, auquel ils se sont convertis, se sont rapprochés de la culture européenne chrétienne. Dans la future organisation gouvernementale du premier, du second, et nous dirons de plus du troisième empire bulgare, la plupart des traits de caractère des Bulgares se sont arrondis, se sont affinés, se sont transformés et ont même totalement disparu, faisant place aux qualités populaires slaves ; mais un observateur attentif ne peut se défendre de trouver, même chez les Bulgares d'aujourd'hui, certains traits populaires qui tirent moins leur origine du caractère slave que du caractère turc. (*Histoire de l'Empire byzantin*, tome I, Petrograd 1912, p. 788.)

M. Menchikoff, le célèbre publiciste russe, désigne les Bulgares comme un peuple semi-slave (*Novoïe Vrémia*, n° du 21 mars/3 avril 1915). M. Ludovic Naudeau va plus loin. Il écrit :

Un Anglais, un slavisant de haute culture, M. Maurice Barnia, me disait : « Il y a, somme toute, les mêmes contrastes entre les Russes et les Finlandais, qu'entre les Russes et les Bulgares. Helsingfors et Sofia, au même titre et pour les mêmes raisons, diffèrent profondément du monde russe... » Paroles très justes et qui résument fort bien ma propre manière de voir¹.

L'égoïsme national bulgare représente la rupture forcée avec la race slave et la négation absolue de

¹ *Revue hebdomadaire*, 26 juillet 1913 ; *Delo*, fascicule de juillet et d'août 1913.

toute idée de solidarité avec les différentes branches de la race slave. M. Ghénadieff dans son journal *Volià (La Volonté)* s'élève contre le slavisme :

Le slavisme est un obstacle fatal à notre puissance nationale et à notre enthousiasme. Il serait temps de nous sortir de cette erreur et de ne plus propager un pareil mensonge.

L'égoïsme national bulgare, focalant aux pieds tous les sentiments, rejette aussi celui de la gratitude envers la Russie. En libérant la Bulgarie, la Russie a poursuivi un but égoïste, et la Bulgarie aux prix de grands efforts a réussi à se soustraire au nouvel esclavage que, sous couleur de liberté, lui apportait l'armée russe. C'est ainsi que s'expriment et qu'écrivent ceux qui représentent aujourd'hui la politique gouvernementale bulgare. Le journal de M. Ghénadieff développe toute une argumentation à ce sujet :

En ce qui concerne notre libération de l'esclavage séculaire — lit-on dans cet article — nul ne peut nous convaincre de nous soumettre à la politique russe, uniquement pour ne pas faillir au sentiment de reconnaissance. Si les intérêts nationaux nous commandent de nous ranger parmi les adversaires de la politique russe, il serait criminel d'hésiter, en évoquant les souvenirs qui se rattachent à notre libération, et de ne pas nous tourner aussitôt contre la Russie, ainsi que le font les Tchèques, les Polonais, les Croates et d'autres slaves « pur sang ». Il est temps d'enrayer chez nous l'exploitation de pareils sentiments. Pour prouver notre attachement à la Russie, nous avons fait tout ce que les puissances nous ont permis ; que cette question prenne fin une bonne fois et

qu'on ne parle plus de la reconnaissance bulgare envers la Russie¹.

Toute l'histoire du peuple bulgare depuis sa libération se présente comme une lutte ininterrompue pour la défense de son indépendance, contre les ambitions conquérantes de la Russie. Voilà comment s'exprime un organe du gouvernement :

Notre vie depuis trente ans est féconde en arguments qui démontrent que la politique russe a toujours été l'adversaire de notre indépendance. Pourquoi la Russie s'est-elle opposée à l'annexion de la Roumélie Orientale à la Bulgarie ? En nous retirant ses officiers, elle nous a placé dans l'impossibilité de faire cette annexion. N'est-ce pas une preuve de l'opposition de la Russie à notre indépendance ? La Russie n'a-t-elle pas chassé Battenberg du trône, uniquement parce que ce prince bulgare s'était affranchi du joug de la dépendance russe pour devenir un bon Bulgare ? Stambouloff n'a-t-il pas été sacrifié pour avoir réussi à soustraire la Bulgarie à la dépendance honteuse de la Russie ?

Lorsque la Russie s'est aperçue que le Bulgare était un patriote opiniâtre et pensait d'abord et avant tout à sa patrie², alors la politique russe a songé à ruiner la Bulgarie, car elle s'était rendu compte que la Bulgarie allait devenir un obstacle puissant à la domination russe dans les Balkans. La guerre balkanique éclata contre le gré de la Russie, qui avait créé l'Alliance balkanique dans l'espoir de la diriger contre l'Autriche, lorsque le moment serait venu de déclarer la guerre à l'Allemagne. Les premiers succès bulgares étonnèrent les Russes qui s'émurent vivement lorsqu'ils apprirent que la Bulgarie était décidée à l'attaque de Tchataldja. Les diplomates russes se révoltèrent, lorsque la Bulgarie réclama pour frontière la ligne Rodosto-Midia ! Une grande Bulgarie, avec toutes les qualités indiscutables de puissance gouvernemen-

¹ *Volia*, N° du 22 août/4 septembre 1914.

² Ainsi qu'il y a pensé depuis 1393 jusqu'à 1878.

tale, la décision de l'armée bulgare qui se trouvait déjà presque devant les portes de Constantinople — tout cela troubla la quiétude des diplomates russes et bouleversa leurs plans. La Russie mit alors en scène une tragédie sanglante, dans laquelle les Bulgares luttèrent seuls contre trois alliés.

Nos succès épiques, nos sacrifices immenses se dispersèrent au vent. La Bulgarie subit la défaite, parce qu'ainsi l'exigeaient les intérêts de la politique russe dans les Balkans et ses prétentions à la mer ouverte.

S'il se trouvait encore quelqu'un pour croire à la sincérité de la protection de la Russie sur la Bulgarie, qu'il songe donc au récent deuil national que tout le peuple serbe a pris pour le défunt ministre de Russie, Hartwig. Ce deuil a affecté un caractère si hautement national qu'on aurait pu croire qu'il s'agissait de la mémoire du plus grand Serbe¹.

Cette haine aveugle du slavisme a fait dire plus d'une fois que la Russie ne représentait pas le slavisme, et que la lutte qu'elle soutenait actuellement était dirigée contre les intérêts et l'existence des peuples slaves. Les journaux du gouvernement développent volontiers cette thèse, démontrant que la Russie est entrée en conflit avec l'Autriche, principalement parce que celle-ci est une puissance semi-slave, où l'élément slave est plus civilisé qu'en Russie et où celui-ci vit dans de meilleures conditions. La Russie n'a pas permis cette évolution de l'Autriche qui eût placé l'élément slave, au point de vue civil et politique, sur le même pied que les Allemands et les Magyars. L'Autriche était prête à résoudre la question jougo-slave au moyen de la politique trialiste, c'est-à-dire en ajoutant à l'Au-

¹ *Volia*, N° du 22 août/4 septembre 1914.

triche et à la Hongrie un troisième État slave. La politique du trialisme aurait coupé court à toutes les aspirations de la Serbie qui se présentent sous le même aspect que celles du Piémont avant la constitution de l'Italie. D'un autre côté, en érigeant tous les éléments slaves en une seule puissance, on aurait relevé le prestige de l'Autriche même parmi les Polonais et les Petits-Russiens qui, au point de vue national, endurent de grandes souffrances dans l'intérieur des frontières de l'Empire russe. Cette évolution était sur le point de s'accomplir, et la Russie — ainsi l'affirment les journaux du gouvernement — devait s'efforcer de la briser au plus tôt. La Serbie n'était qu'un prétexte, car avec le triomphe de la politique trialiste, l'existence de la Serbie devenait un non-sens. En défendant la Serbie, la Russie se défendait elle-même et défendait aussi sa réputation slave injustement diffamée. On disait donc que la Russie n'était pas en réalité une puissance slave, et que toute la lutte était dirigée, non contre le pangermanisme allemand, mais bien contre le slavisme autrichien. On peut trouver de semblables interprétations et des opinions de ce genre dans un pays où les personnes appartenant aux plus hautes classes, des poètes, des historiens, des journalistes, se disent avec orgueil des Tataro-Bulgares !

En Bulgarie, on poussait encore plus loin la haine de la Russie et de ses alliées. On démontrait que, dans la lutte des races européennes, la Russie et

ses Alliées représentent la barbarie et l'atteinte à la civilisation ! Voici comment s'exprime un professeur de l'Université bulgare, le D^r N. Petkoff :

Une lutte héroïque se déroule devant nous : d'un côté, la saine et puissante *culture germanique* lutte avec la *culture française pourrie* qui, condamnée à mort, tâche d'entraîner derrière elle tous les peuples de l'Europe. *La France actuelle n'est qu'un cloaque immonde* qui contamine l'air de l'Europe entière. La saine culture germanique s'est révoltée contre elle, car elle veut conquérir un champ libre pour son développement. D'un autre côté, la culture germanique a à lutter énergiquement contre la barbarie russe qui depuis dix siècles tend uniquement à entraver aussi bien son propre développement que le développement progressif des autres. Dans le moment présent, la France, dégénérée intellectuellement et dépeuplée, luttant contre la puissante culture germanique, a pour alliée la Russie barbare et bornée ¹.

Le poète bulgare bien connu, Cyrille Khristoff, publie dans la *Cambana* (*La Cloche*, n° 2006) du 26 août/8 septembre de l'an dernier, cette ode vengeresse dédiée à la France :

A LA GRANDE NATION

Je voudrais dire à la grande nation
Tu es une nation piteuse et creuse.

M. N. LERMONTOFF.

Lorsque le petit peuple bulgare
Entra en lutte avec ses ennemis séculaires
Et se battit pour la mort, pour la vie,
Lorsque, rapides comme l'ouragan,

¹ *La Bulgarie et les intrigues de la Russie*, Sofia, 1914. p. 32.

Ses victoires inondèrent le monde,
Toi, ô France, tu pleuras
Par la plume de tes Pierre Loti
Le tyran sanglant, l'empire des ténèbres.

Lorsque après — après avoir secoué le joug — la jalousie
Rassembla cinq ennemis à notre seuil,
Quand l'un après l'autre ils nous pillèrent
Et réduisirent en poussière la chose sacrée,
Impitoyable et vendue, tu fus ô France la première
Qui bafoua notre peuple martyr !
Devant notre douleur, ton cœur ne s'émut point
Tu crachas au contraire au visage des crucifiés !

O dormez en paix, vous qui fûtes les grands fils
De la France d'autrefois ! Titans
Ne ressuscitez pas de vos tombeaux !
Vos descendants — de malpropres misérables,
Un tas de dégénérés ! Un homme d'honneur
Est aujourd'hui entre leurs mains un lamentable pantin.
La démoralisation est parmi eux si grande
Qu'un simple pot-de-vin suffit à les gagner.

Mais il y a une providence ! La justice veille,
Une justice immanente qui plane au-dessus de la terre !
Elle accable cette France d'aujourd'hui de malheurs
Indescriptibles ! Qu'elle acquitte également
Notre dette envers elle ! Nous bénissons
Son ennemi vainqueur !
O chevaliers de race pure, frappez !
Vous êtes dans la main divine le glaive vengeur.

CYRILLE KHRISTOFF.
Tataro-Bulgare.

Les traités conclus avec la Serbie et la Grèce, et principalement le traité conclu avec la Serbie passaient aux yeux des russophiles, de même qu'aux

yeux des austrophiles, pour quelque chose d'étranger, quelque chose de non bulgare qui aurait été imposé à la Bulgarie.

C'est dans ces traités qu'on cherchait et qu'on a trouvé la cause de la catastrophe et de l'insuccès bulgare.

Dans le même ordre d'idées, il est très intéressant et très important de rappeler, indépendamment de ce qui a déjà été relaté à ce sujet, ce que dit M. Micheff, l'ancien secrétaire de l'Exarchat bulgare, actuellement député et membre du parti démocratique qui se classe dans les partis dits russophiles.

Dans son étude *Les auteurs du traité bulgaro-serbe*, M. Micheff écrit :

Quelque effort que fera M. Rizoff pour prouver qu'il est le promoteur de l'idée et que c'est à lui qu'est due l'initiative du traité bulgaro-serbe, ce sera en vain. Certaines circonstances prouvent, dans le cas présent, qu'il a joué le modeste rôle du satellite et non celui de l'astre. L'arrivée inattendue à Vienne du Dr Stantsioff, le ministre plénipotentiaire de Bulgarie à Paris, et sa présence lors du rapport fait par M. Rizoff à M. Guéchoff des résultats de sa mission à Belgrade, et surtout sa collaboration à la rédaction des fatidiques *Promemoria*, indiquent bien qu'il ne s'y trouvait que par hasard.

En démontrant plus loin que plusieurs autres hommes d'Etat bulgares avaient conçu déjà auparavant cette idée d'une entente avec la Serbie, M. Micheff arrive aux négociations de 1904, entamées par les Serbes, lorsque les Bulgares avaient abandonné l'idée du partage de la Macédoine ; puis il

passé aux négociations que le gouvernement de M. A. Malinoff a poursuivies avec les Russes, en 1910 et 1911, à l'occasion de la Convention de 1902 passée entre la Bulgarie et la Russie et qui étaient arrivées à leur terme, alors qu'elle n'avait pas encore été appliquée.

Ces négociations de 1910 empiétant en quelque sorte sur l'année 1911, que poursuivaient la Bulgarie et la Russie, sont très importantes pour l'intelligence du traité serbo-bulgare de 1912 et pour les tendances de la politique bulgare en général. M. Guéchoff, dans sa brochure bien connue, en touche un mot et constate, avec M. Micheff, que ces négociations ont été rompues et sont restées en suspens par la faute des Bulgares, bien qu'elles eussent presque atteint leur but. Pourquoi en avait-il été ainsi ? M. Guéchoff n'en dit rien, mais M. Micheff, bien qu'il n'en donne pas la raison, fournit du moins les éléments pour la solution de cette énigme, en indiquant le terme de ces négociations que le journal de M. Malinoff, *Priéporetz (Le Grelot)*, a confirmées comme exactes et véridiques. Selon M. Micheff, la question de partage de la Macédoine était exclue de ces négociations, la Russie ayant opté pour la Bulgarie délimitée selon le traité de San Stefano (M. Chopoff dit que la Russie avait alors accepté que la Bulgarie étendît ses frontières en restant dans les limites fixées par le traité de San Stefano). Ces limites, fixées dans leurs points principaux, sont celles du nord-ouest et du sud-ouest :

mais la frontière sud-est en Thrace a soulevé des contestations. La Bulgarie insistait pour qu'on ne suivît pas la ligne déterminée par la paix de San Stefano, mais qu'on l'étendît « un peu vers le sud ». On devait reprendre les négociations, quand brusquement le gouvernement de M. Malinoff quitta le pouvoir.

Les négociations poursuivies alors, dit M. Micheff, ont laissé l'impression que le Gouvernement russe et l'empereur de Russie n'étaient nullement en désaccord avec le projet de donner à la Bulgarie les limites de San Stefano, car l'entente a presque été complète sur tous les points.

On était resté sur ce point mort, même tant que dura le gouvernement de M. Guéchoff, lorsque, au mois de septembre, on commença à sonder le terrain à Belgrade en vue de négocier un traité.

Le traité serbo-bulgare, comme on le sait, indépendamment du principe d'autonomie pour la Macédoine, a admis le principe du partage qui, selon M. Micheff, a fait perdre la Macédoine à la Bulgarie, mais a aussi déterminé la ligne frontière entre la Serbie et la Bulgarie. Mais le traité serbo-bulgare a stipulé d'une façon formelle que, pour la frontière Est de la Bulgarie, la Serbie ne devra rien contester à la Bulgarie à l'est de Strouma et Rodope.

Lorsqu'on met en parallèle les négociations de 1910 entre la Bulgarie et la Russie, et le traité serbo-bulgare du 29 février/13 mars 1912, on conçoit clairement, nous semble-t-il, pour quelles

raisons le roi Ferdinand a préféré le traité serbo-bulgare au projet de traité avec la Russie élaboré en 1910 : le premier lui ouvrait des vues sur l'entrée à Constantinople et la sortie sur la Marmara ; le second, paraît-il, fermait ces horizons. Dans ce plan, la Macédoine, de même que la Serbie et la Grèce n'étaient qu'un moyen !

Lorsqu'à côté de tout cela, on se souvient de l'inimitié de l'Autriche-Hongrie contre la Serbie, cette inimitié que le roi Ferdinand connaissait bien et qui entraînait pour une bonne part dans ses calculs politiques, on peut aisément voir quel était son plan et où il voulait en venir avec ce traité serbo-bulgare. On s'explique alors aussi plus facilement tous les événements qui se sont produits pendant la guerre balkanique, et on se rend compte pourquoi la Bulgarie a constamment fait appel à l'armée serbe, puis à son artillerie, contrairement à ce qui avait été stipulé dans le traité.

Lorsque ce plan échoua et que vint ensuite la rupture qui fut couronnée par les traités de Bucarest et de Constantinople, tout le monde renia le traité serbo-bulgare et nul n'en voulut assumer la responsabilité.

Nul ne veut, dit M. Micheff, assumer la responsabilité du traité, nul ne veut en être l'auteur. Je sais qu'un des présidents du gouvernement de la coalition, celui qui a conclu l'Alliance et commencé la guerre, s'est amèrement plaint à une personne que je connais fort bien, que le traité ait été imposé au gouvernement... On lui avait posé ce dilemme : le signer, sinon, la Russie et l'Autriche s'entendraient...

Après la rupture, on est allé jusqu'à affirmer, pure légende ! que le roi Ferdinand n'était pas au courant des démarches qui ont été faites à Belgrade en vue de sonder le terrain et, qu'en général, l'idée d'un traité entre la Serbie et la Bulgarie était loin de sa pensée, ajoute M. Micheff¹.

III

La rupture de la Bulgarie avec la Russie et ses alliés a été la conséquence de son traité secret avec l'Autriche, conséquence qui se renouvelle assez souvent dans l'histoire de la Bulgarie moderne : en 1898, lorsque Stoïlof conclut avec l'Autriche un traité secret ; en 1908, lors de l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine ; en 1905, à l'époque où l'on fit un essai de convention douanière serbo-bulgare. C'est ce traité qui, fatalement, dans le courant de la guerre des Balkans, a mis en opposition la situation de la Bulgarie et les intérêts de la Russie.

La Bulgarie seule a créé cet état de choses, qui fut le résultat d'une politique imaginée antérieurement, politique que la diplomatie russe pas plus que les Alliés n'ont pu modifier et qui a été très logiquement poursuivie jusqu'au bout et domine actuellement encore. Ni la paix de Constantinople, ni celle de Bucarest n'ont été en état de modifier

¹ *Svobodno Mniénié*, nos 4, 5, 6, de 1914.

quoi que ce soit à cette politique. Au contraire, tous les résultats négatifs de la paix de Bucarest et de Constantinople ont été exploités surtout contre la politique coaliste en Bulgarie et à peine contre la politique « criminelle » qui a brisé l'Alliance balkanique et qui, après la catastrophe, a lié Sofia plus étroitement encore à Vienne. Les hommes du 16/29 juin ont introduit dans l'opinion publique la confiance en la solidarité bulgaro-autrichienne dans les Balkans. On répandit l'opinion que la Bulgarie ne pouvait trouver une garantie définitive pour ses intérêts que dans l'accord et dans l'amitié avec l'Autriche, et l'on baptisa cette nouvelle orientation de : *politique réaliste du royaume de Bulgarie*.

Cette politique réaliste a été exposée de la façon suivante :

La Bulgarie est limitée au nord par le Danube qui constitue une admirable artère pour son exportation. A l'est, nous avons la mer Noire qui nous met à portée de la Russie et de la Turquie. Avec la Russie, nous n'avons pas d'intérêts communs, ni économiques, ni politiques. Nos intérêts avec la Turquie sont considérables, tant au point de vue économique que politique. La mer Noire nous fournit une base isolée avec la Turquie, mais elle ne peut nous mettre en rapport avec l'Europe Centrale ; c'est la mer Egée qui y supplée. Avec une sortie sur la mer Egée, nous aurons réussi non seulement à remplir une faible partie de notre programme politique — l'unité des Bulgares — mais aussi à nous mettre en rapport avec l'Europe tout entière et avec d'autres continents, mais cette sortie-là nous aliène quelque peu la sympathie de l'Autriche sur le terrain économique. Comme la voie naturelle de l'Autriche vers la sortie sur la mer Egée la conduit par la vallée du Vardar, l'Autriche peut nous apparaître

comme un concurrent politique. Mais les choses peuvent changer et, dans l'intérêt des deux parties, amener un accord entre la Bulgarie et l'Autriche. La concurrence économique peut faire place à l'entente économique, dès que deux Etats se lient par des traités douaniers et se garantissent mutuellement et dans la plus large mesure les voies de communication : à l'Autriche, la route de Salonique par la Bulgarie ; à la Bulgarie, la route vers l'Europe centrale par l'Autriche. Les intérêts des deux Etats leur commandent des concessions et des garanties égales dans leurs rapports économiques.

La concurrence politique peut également se transformer en solidarité politique, par une coopération absolue dans l'action lorsque la situation des deux Etats est en cause. Il faut prendre en considération le fait que les concessions de territoires bulgares le long de la vallée du Vardar sont incompatibles avec le point de vue effectif de notre politique, car ceux-là mêmes qui bénévolement arrachent des portions de territoires de leur propre Etat, et les concèdent pour des raisons politiques, ceux-là créent seulement des inconvénients dans un avenir prochain. Il en est de même lorsqu'on conquiert des territoires étrangers. Une telle amitié n'est que fictive et peut à tout moment se changer en inimitié, mais il existe entre la Bulgarie et l'Autriche, et il faut qu'elle existe, une amitié sincère. Cette amitié sera possible à la seule condition que l'Autriche renonce à la conquête territoriale de la vallée du Vardar. Nous pouvons, grâce à l'occupation de la vallée du Vardar, lui garantir la route commerciale vers Salonique. Grâce à des concessions mutuelles, nous pourrions accorder complètement notre politique officielle avec la politique de l'Autriche-Hongrie.

La Bulgarie et l'Autriche ont le même ennemi, la Serbie. La Bulgarie doit libérer l'élément bulgare soumis à l'autorité serbe, dans la vieille et la nouvelle Serbie, et arriver à former une entité nationale. L'Autriche devra une fois pour toutes étouffer le mouvement chauvin qu'entretient l'arrogant peuple serbe en vue de soustraire ses co-nationaux à la domination autrichienne, et qu'elle risque de voir, dans le cas d'une guerre avec la Russie, se ruer derrière son dos. Il en est de même pour la Roumanie qui, sous l'influence de la Russie, a non seulement

trahi la Triple Alliance, mais encore contracté alliance avec la Serbie dont les intérêts politiques à l'égard de l'Autriche sont identiques¹.

Et voici avec quels arguments cette « politique réaliste » tire ses conclusions :

La politique austrophile correspond le mieux à l'idée d'hégémonie bulgare dans les Balkans. Avec le nouvel état de choses, créé par le traité de Bucarest, et qui a rétabli l'équilibre dans la Péninsule, la Bulgarie est restée et continuera à rester en conflit aigu avec tous ses voisins, hormis la Turquie. Dans la lutte contre eux l'Autriche seule constitue son alliée naturelle et les deux pays poursuivent des buts identiques.

Le professeur Arnaudoff, de son côté, explique les rapports entre la Bulgarie et l'Autriche avant et après la rupture de l'Alliance balkanique, et son exposition jette un jour nouveau sur les causes de la guerre des Alliés :

Malgré toutes les incorrections, dit M. Irnaoudoff, dont nous nous sommes rendus coupables vis-à-vis de l'Autriche en contractant l'Alliance balkanique, elle a tout intérêt à nous soutenir, précisément maintenant, où nous avons perdu toute illusion sur l'influence russe.

Le dernier des sujets lettrés de la Monarchie danubienne est fermement convaincu que tout l'avenir de sa patrie dépend surtout de la solution définitive de la question balkanique ; il sait bien que, si l'Autriche n'arrive pas à affermir sa situation dans les Balkans, en se garantissant la côte orientale de l'Adriatique, et en écartant le péril serbe, elle risque de s'exposer à un cataclysme qui non seulement déplacerait son centre de gravité au milieu des diverses nationalités, mais compromettrait aussi sa situation internationale.

¹ Voir *Obnovlénié*, 1914, n° 2, p. 6.

Voilà sur quel point l'Autriche se sépare de sa concurrente, la Russie : le conflit latent entre l'Autriche et la Russie existe, il est connu, il finira par se convertir en conflit armé, et dans ce cas, il n'est pas sans utilité de connaître les dispositions des pays des Balkans à l'égard des deux pays. L'Autriche et la Russie visent à s'anéantir mutuellement, ou tout au moins à se paralyser pour un temps très long, et tandis que l'Autriche rêve de placer entre elle et le « colosse du Nord » une barrière vivante, sous forme d'un Etat petit-russien, la Russie désire barrer au germanisme la route vers la Méditerranée, lui opposant un bloc yougo-slave. Ce bloc est déjà désagrégé avant que d'avoir vraiment commencé à vivre. C'est là toute la faute que les Russes nous reprochent. Et, tandis que la Russie se rend compte qu'elle ne pourra plus se servir de nous pour la réalisation de ses projets, l'Autriche acquiert de plus en plus la certitude qu'il est futile de suspecter la Bulgarie et de penser qu'elle recommencera à tirer les marrons du feu pour les autres. La Bulgarie, tout en ne contrariant pas les projets de la Russie, peut parfaitement se mettre à l'unisson des aspirations austro-hongroises. L'Autriche-Hongrie serait très satisfaite de voir la Bulgarie rester à l'écart de toute combinaison internationale qui fortifierait les positions de la Russie, quand bien même nous n'aurions en vue qu'une organisation indépendante et solide, alors que la Russie a regardé d'un fort mauvais œil notre expansion vers la mer de Marmara et nous a sans cesse conseillé de faire des concessions à la Serbie. *L'Autriche n'a point dissimulé sa joie de voir surgir une Grande Bulgarie à qui elle accorderait Salonique et à qui elle garantirait, par surcroît, la route vers Valona.* Ce que l'Autriche était disposée à nous accorder fut autrefois la cause qu'un gouvernement bulgare, qui cultivait les erreurs slavophiles et manifestait une singulière soumission à la Russie, contracta l'Alliance balkanique par laquelle la Russie réussit à la fois à tromper notre idéal et à nous séparer, à nous arracher de l'Autriche. Mais il est hélas ! trop tard pour parler de cette grosse erreur de notre politique extérieure. Il est trop tard encore pour ruiner cette légende que l'Autriche avait des visées sur Salonique. *Car, en vérité, il paraît qu'à la Conférence de Londres on avait exclu Dibra des frontières albanaises, sur les instances de*

*l'Autriche, dans le but de l'octroyer plus tard à la Bulgarie*¹. L'Autriche n'aurait pris Salonique que dans le cas extrême où il aurait été absolument impossible à la Bulgarie, soit par sa propre faute, soit par la faute d'autrui, de la conserver pour elle. *Non seulement l'Autriche désirait que toute la Macédoine revînt à la Bulgarie, mais elle allait plus loin et était presque décidée à reconnaître notre domination sur toute l'Albanie méridionale sur laquelle l'Italie avait depuis longtemps jeté son dévolu.*

En faisant ressortir la concordance des tendances politiques austro-bulgares, M. Arnaudoff termine en écrivant :

L'Autriche avait demandé : contre la Russie, une *forte et grande Bulgarie, une faible Serbie ou son morcellement*; contre l'Italie, une Albanie autonome ou annexée à l'Autriche. Ses projets furent renversés par la guerre qui éclata prématurément dans les Balkans, et par le développement ultérieur de celle-ci. Le comte Berchtold n'était prêt ni diplomatiquement, ni militairement à y prendre part. L'Allemagne, qui craignait une guerre générale européenne, l'en dissuadait, car elle n'était pas prête à entrer en campagne².

IV

La politique bulgare, aliénant ses principes pour une action solidaire avec l'Autriche, ne pouvait compter que sur la Turquie, comme son unique alliée dans les Balkans. Au demeurant, il y a toujours

¹ Certainement le fameux mémoire que M. Daneff remit au mois de janvier, à Londres, à Sir Edward Grey, tendant à céder Dibra à la Bulgarie, est en rapport avec ces faits:

² *Svobodno Mniénié*, 1913, N° 7, p. 8 à 9. Nous attirons l'attention sur le texte en italique.

eu en Bulgarie, dès 1888, un fort courant politique en faveur d'une action commune avec la Turquie, et jamais les liens n'ont été rompus, même dans les moments où ils ont été le plus tendus, entre la Bulgarie et la Turquie¹.

La Bulgarie a fait la paix avec la Turquie par le traité de Constantinople. A ce moment, il y eut entre le roi Ferdinand et le sultan Mahomet V un échange de dépêches extrêmement amicales. Ces dépêches faisaient ressortir la solidarité particulière et la communauté des intérêts bulgare-turcs. La presse bulgare s'est emparée de ces compliments échangés entre Sofia et Constantinople et a fait une propagande des plus actives en faveur d'un rapprochement et d'un accord turco-bulgare.

A cette occasion, *Volia* (*La Volonté*), l'organe de M. Ghénadieff, alors ministre des Affaires Étrangères, écrivait :

Après une guerre acharnée, lorsque deux Etats ont, en adversaires dignes, mesuré leurs forces, et lorsque tout sujet d'hostilité s'est dissipé entre eux, n'est-il pas naturel qu'ils aspirent à un nouveau rapprochement, à un nouvel accord ? Ces aspirations sont spontanées et dépourvues de toute arrière-pensée, parce qu'elles sont nées d'intérêts communs aux deux Etats, intérêts qui sont sérieusement menacés, simultanément et unilatéralement. La communauté de ces intérêts entraîne une solidarité de part et d'autre, qui, sou-

¹ Voir A. Chopoff, *Comment a éclaté la guerre balkanique* (Sofia, 1915) et l'article relatif à cette brochure publié dans la *Samooprava* du 18 février/3 mars 1915, n° 49.

tenue par les milieux dirigeants, est entrée aujourd'hui dans une heureuse voie de réalisation ¹.

Un autre journal, *Cambana* (*La Cloche*), parlant de la solidarité entre la Bulgarie et la Turquie, s'exprime en ces termes :

Il semble, en effet, qu'il puisse se faire entre nous et les Turcs un rapprochement fondé sur des bases très solides, étayé par des intérêts généraux communs et qui pourra résister aux épreuves les plus rudes. Il se peut que, de quelque part, on nous soumette à des tentations fâcheuses et qu'on nous dise : prenez donc Enos-Midia comme ligne frontière. Nous répondrons *Timeo Danaos — et dona ferentes*. Nos intérêts nationaux ne sont point de ce côté. Nos intérêts politiques, d'un ordre élevé, sont : que la Thrace orientale et les Détroits soient et restent entre les mains des Turcs...

Nous ne devons pas oublier davantage que quiconque attaque Constantinople attaque en même temps Varna et Bourgas. C'est ainsi que nos destinées sont liées étroitement. C'est pourquoi, si le gouvernement bulgare fait une déclaration de neutralité, au cas d'une guerre entre la Turquie et la Russie, cette neutralité devra être toute bienveillante à l'égard de la Turquie ².

Grâce à cette politique turcophile, il a été fait à la Turquie des concessions de différentes sortes. La politique officielle a réussi à masquer les victoires bulgares sur le théâtre thrace et à les effacer des traditions nationales. Le gouvernement annonce qu'en Bulgarie nul ne songe plus à Andrinople; il s'est abstenu de toute commémoration bruyante; bien mieux, pas un seul des ministres n'a assisté

¹ *Volia* du 11/24 juin 1914.

² *Cambana*, N° du 23 août/5 septembre 1914.

à l'église au service qui a été célébré pour le repos de l'âme de tous les soldats bulgares qui sont tombés devant Andrinople. Jusqu'à quelle limite extrême est poussée la propagande en faveur du rapprochement et de l'amitié turco-bulgares, un des plus réputés journalistes parlementaires (M. Gadjanoff) nous le dit également :

Le rapprochement entre les Bulgares et les Turcs, écrit-il, n'est et ne peut être l'œuvre de la politique de tel ou tel autre parti, ni celle de tel ou tel autre gouvernement, cette politique doit être nationale et celle de tous les partis¹.

Indépendamment des concessions morales qui ont été faites à la Turquie, la Bulgarie a cédé sur des questions qui affectaient un caractère politique assez sérieux. *Parmi des concessions de cet ordre, il nous faut citer l'inobservation par les Turcs des clauses du traité de Constantinople lui-même.*

Nombreux sont ceux qui ignorent aujourd'hui encore que la Turquie n'a pas cédé à la Bulgarie tout le territoire que lui accordait le traité de Constantinople. La frontière entre la Bulgarie et la Turquie fixée par le traité de Constantinople commence à l'est de la rivière Razvala (Rezovska Reka), suit son cours et emprunte la ligne du partage des eaux des monts Strandjé, laissant aux Bulgares la moitié du village Derekoei qui se trouve à égale distance de Malko-Tirnovovo et de Lozengrad. Lors de la retraite, les Turcs s'arrêtèrent à 10 kilomètres en deçà de

¹ *Cambana*, N° du 18/31 mars 1914.

cette frontière, par conséquent sur territoire bulgare, ou ayant été attribué à la Bulgarie. De cette façon, un grand nombre de villages des arrondissements de Malko-Tirnovo et de Lozengrad, qui, d'après le traité, revenaient à la Bulgarie, tels que Derekoei, Ediga, Tchaglank, Koula, Kovtchaz, Dolna-Kanara, Gornia-Kanara, Akhmatlar, Tas-Tépé, Kroucha, etc., sont encore aujourd'hui au pouvoir des Turcs. En vain le gouvernement bulgare ne cessait de demander au gouvernement ottoman qu'il rappelle les autorités ottomanes des territoires bulgares, quand un beau jour il accepta la chose comme un fait accompli. *Bien mieux, le gouvernement bulgare resta sourd et muet dans bien des circonstances, lorsqu'il s'élevait des contestations sérieuses entre les autorités ottomanes et la population bulgare, qui, considérant le territoire qu'elle habitait comme territoire bulgare, résista aux autorités administratives ottomanes. Tous les litiges se résolvaient d'ailleurs au détriment de la population bulgare qui, traquée par les autorités ottomanes, dut émigrer pour échapper à leur brutale oppression.*

Mettant à profit son amitié avec la Turquie, la Bulgarie s'est hâtée de former au plus vite avec elle un complot contre la Serbie et la Grèce. Usant des mêmes exactions, des mêmes procédés terroristes qu'elle avait employés pendant une longue suite d'années contre les Turcs en Macédoine, elle inaugura dans la même province, en communion

d'idées et d'action avec la Turquie, une semblable campagne contre les Serbes et les Grecs. *L'ancien Comité révolutionnaire andrinoplo-macédonien* a simplement modifié son nom : *Comité révolutionnaire macédonien*, se désistant par là, d'accord avec le gouvernement bulgare, de ses prétentions sur le vilayet d'Andrinople. Cette renonciation a rapproché le Comité macédonien de Sofia du Comité jeune-turc de Constantinople. On se rendait mutuellement visite. Les représentants du Comité macédonien entreprenaient des voyages à Constantinople et on recevait à Sofia des officiers jeune-turcs. On organisa quelques conférences en commun et enfin, le 24 mars/6 avril 1914, on conclut et on signa l'accord définitif pour une action terroriste conjointe contre la Serbie et la Grèce. On élaborait en même temps un statut pour l'organisation d'un Comité bulgare-turc. Dans toutes les localités frontières de quelque importance, on institua des comités spéciaux et on délégua, à chacun de ces comités, un ou deux officiers turcs. Dans la première moitié du mois d'avril, deux officiers supérieurs turcs, appartenant à l'état-major, en compagnie d'officiers de l'état-major bulgare et de quelques membres du bureau central du comité macédonien, effectuèrent une tournée sur la frontière bulgare, en commençant par le Danube, pour la suivre ensuite dans toute sa longueur entre la Serbie et la Grèce. Un peu plus tard, toujours dans le courant du mois d'avril, le gouvernement bul-

gare autorisa cinq officiers turcs à choisir dans les arsenaux bulgares, parmi les armes prises naguère aux Turcs, une quantité de fusils et de munitions pour l'organisation turque du comité. De-ci, de-là, à Constantinople, à Sofia, on arriva à réunir plus de 80 000 fusils que l'on distribua à la population turque qui, groupée en masses compactes, était restée sur le territoire bulgare : 40 000 de ces fusils étaient destinés à la Thrace, 20 000 environ à la population turque qui occupait la frontière occidentale de la Bulgarie sur les territoires de Djoumaya, de Petritch et de Nevrokop¹.

Dès le début de l'été — et plus particulièrement depuis le commencement de la guerre entre la Serbie et l'Autriche — le Comité turco-bulgare est entré dans la phase décisive de son action. Des

¹ La population musulmane en Bulgarie (comprise dans ses anciennes et nouvelles frontières) s'échelonne, non compris les agglomérations plus denses de la Thrace, en longues ceintures, pour la plupart le long de la frontière. D'après les données d'une étude très approfondie qui a été publiée dans une revue de Sofia, *Bulgarska Sbirka (Recueil Bulgare)* (T. V, p. 323), la population musulmane occupe la contrée montagneuse de Rodope, à peu d'exceptions près toutes les plaines méridionales de Rilo et les plaines occidentales de Perine. A l'est de la rivière Mesta, elle embrasse la région centrale de Rodope et tient le haut cours des rivières de l'Arda et du Sioutlou et d'autres affluents de la Mer Noire et s'étend jusque dans la plaine de Gùmùldjina et la commune de Soflou. De ce massif, se détachent quelques villages, vers l'ouest de la rivière de la Mesta, faisant partie des territoires de Névrokop, de Razlog, de Haute-Djoumaya et de Melnik. Une partie de ces musulmans sont d'origine slave. Ceux-ci sont appelés les « Pomaks ». Ils parlent la langue bulgare et les territoires de Razlog et de Rodope en comptent le plus grand nombre.

bandes turques et bulgares ont commencé à apparaître simultanément tout le long de notre frontière, pénétrant dans les villages frontières les plus avancés. Le terrain pour leur action conjointe était préparé par des personnalités en vue, venant de Turquie et de Bulgarie. Le but était, ainsi que nous l'avons vu, de provoquer une émeute en Macédoine serbe et de démolir la ligne Salonique-Nich. La *Samoupravna*, n° 287 du 25 octobre/7 novembre 1914 a publié des documents relatifs à cette action conjointe des Bulgares et des Turcs. En voici deux :

I. Un extrait d'une lettre adressée à Sadoulah Bey, consul de Turquie à Salonique, par l'entremise de la légation ottomane à Nich.

Cher Saïd,

Comme je te l'ai déjà écrit, je suis allé voir Souad Bey. Je lui ai exposé l'affaire et il m'a dit : « Nous attendons de Sadoulah Bey des nouvelles importantes concernant la situation dans les moments délicats que nous traversons. Les travaux de chancellerie au Consulat et toute la besogne nécessitée par les passeports ne sont pas tout ce qui nous intéresse. Nous l'avons placé à ce poste important, espérant qu'il nous y rendra de grands services. Rien ne doit l'arrêter. Il ne doit tenir compte d'aucune protestation émanant des autorités locales ; il doit au contraire, le cas échéant, faire tels sacrifices qui nécessiteraient son déplacement. Nous ne l'estimerions pas moins et lui confierions un autre poste. De cette façon, il ne perdra rien... »

MEMDOUH.

Skoplié (Uskub), le 18/31 octobre 1914.

II. Un extrait d'une lettre adressée à S. E. Ismaïl

Djamboulad, directeur de la Sûreté publique à Constantinople :

Doiran, territoire serbe, 18/IX 1133 (1914), vendredi.

Honoré Ismaïl Bey,

Bien que nous soyons déjà arrivés ici depuis un mois, à la Kaza de Doiran, pour préparer l'autonomie de la Macédoine, nous n'avons jusqu'à présent reçu aucune information, tant au point de vue de l'exécution qu'au point de vue des opinions ni de la part de l'armée ni du Comité central. Notre lettre, adressée au Comité central, est restée sans réponse ; à en juger par la situation dans laquelle nous nous trouvons actuellement, il semble que nous piétons sur place.

L'organisation est complètement prête dans les villages appartenant à l'Etat serbe et qui sont situés dans le rayon de Doiran : la milice se compose de 900 musulmans armés, de 1.500 non musulmans, ce qui fait en tout 2.500 âmes.

Lorsque nous sommes venus ici pour la première fois, le Comité central nous a dit que notre armée, déclarant la guerre à la Grèce et à la Serbie, libérera ces contrées en moins de vingt jours. Depuis, du temps s'est écoulé et les paysans se demandent à juste titre pourquoi on traîne si longtemps.

Nous assumons, et vous assumez aussi, une grande responsabilité en répandant en vain le sang de milliers de nos hommes.

Nous ne connaissons pas la situation politique du gouvernement bulgare, mais il se tait et ce silence incite à de profondes réflexions. Ce qui est étonnant, et ce qui nous étonne le plus, c'est le retour de ceux qui étaient préposés à l'action révolutionnaire dans le rayon de Bitolia (Monastir).

On peut croire que la peur les fait agir ainsi, mais il y a probabilité que la politique n'y est pas étrangère.

Expliquez cette situation à Talat Bey. Au nom des Musulmans d'ici, nous vous prions de nous faire savoir catégoriquement : combien de temps il nous faudra encore attendre, afin que nous puissions en aviser la population et calmer

l'inquiétude générale. Ainsi que je vous l'ai dit précédemment, si nous perdons la confiance publique, il est préférable que nous retournions à Constantinople. Bien que je me sois adressé à d'innombrables reprises au Comité bulgare pour les armes et les munitions, nous n'avons malheureusement reçu satisfaction que dans la proportion de 1 p. 100.

La révolution et la guerre se font par les armes.

Demain, quand la révolution sera un fait accompli et que nous aurons fait passer le frisson dans le dos de l'armée grecque, comment lancerons-nous le peuple contre les mitrailleuses et les canons à tir rapide ? L'armerons-nous de pioches ? Pour avoir des armes il faut faire une démarche décisive auprès du Gouvernement bulgare. Nous vous prions d'éveiller l'attention de Talat Bey sur ce sujet. Le capitaine Yaya se trouve actuellement dans le rayon de Guevegueli et il y travaille. Les Bulgares ont dans cette contrée une bande composée de deux hommes !

Dans toutes les autres parties de la Macédoine, ils ne possèdent pour ainsi dire aucune milice. Je vous prie de me faire tenir la réponse aussitôt que possible. Les voies de la correspondance sont connues d'Atif, de Mitad et de Choukri Bey.

Je ne sais pas où se trouve notre armée. Tous mes camarades baisent la main à Talat Bey et vous saluent.

Que Dieu nous vienne en aide dans cette action nationale et gouvernementale.

Le chef du rayon de Doiran, auditeur à l'Académie militaire,

Signé : MEHMED ALI, le Bosniaque.

Ex-directeur de la Section politique,

Signé : AKIF BEY.

P. S. L'organisation est en partie terminée également dans certains villages grecs. Depuis plus de trois mois on fortifie à 12 kilomètres du lac de Doiran, dans la direction nord-est, près de Kham-Dov Iléta Nanicha ; à cet endroit-là, les Grecs ont placé 12 canons, dont 4 de forteresse.

Nous avons appris encore certaines particularités, mais

conformément à l'ordre reçu de l'autorité militaire, nous les avons transmises au D^r Nazim et au député Atif.

A savoir :

La réponse que vous donnerez, adressez-la chiffrée à la Légation, d'où le Comité central la transmettra au délégué du Comité, à Stroumitza. Ceci dans un délai de trois jours. C'est le seul moyen d'avoir une réponse; par lettre il faudrait un mois.

On envoyait des bandes bulgares et turques au delà de la frontière serbe. La *Samouoprava*, l'organe du gouvernement de M. Pachitch, du 21 décembre/3 janvier, assure que les bandes de Mehmed Ali Bey et d'Akif Bey ont opéré dans l'arrondissement de Doiran et le département de Tikveg sous l'égide des Bulgares. Les lettres précitées qui ont été trouvées sur des chefs et des comitadjis tués, l'attestent également et reconnaissent incontestablement qu'il existe un comité d'action turco-bulgare, soutenu officiellement par la Bulgarie. Les munitions, les armes et les vêtements de ces comitadjis tués renforcent également cette conviction.

V

L'idée de communauté des intérêts austro-bulgares dirige le cours de la politique bulgare déjà depuis plus de vingt ans. Sur cette idée s'est greffée la vie politique en Bulgarie, depuis l'avènement du roi Ferdinand jusqu'à nos jours. Mais

cette orientation austrophile a commencé déjà avec Stambouloff qui était en même temps un grand turcophile, et elle se poursuit, avec des interruptions de courte durée sans influence sur la politique. Depuis une longue suite d'années, cette politique n'a cessé de convaincre le peuple bulgare que tous les maux lui venaient de la Russie, et que seule la solidarité avec l'Autriche pouvait le sauver de ces maux. C'est cette dernière conception politique qui a prédominé en Bulgarie. Parallèlement avec elle se développait le libéralisme de Stambouloff qui tendait à s'élever au-dessus des autres partis. Depuis une dizaine d'années, de nouvelles générations se sont formées qui ont accepté ces tendances. Le sentiment déjà si faible de communauté de race avec le slavisme est complètement disparu chez elles. Cette mentalité anti-slave se manifestait ouvertement à toute occasion, lorsque l'égoïsme bulgare était à peine lésé ou lorsque l'occasion s'offrait à lui de tirer un parti quelconque de ces tendances. Elle s'est manifestée dans les années 1885-86, en 1905, en 1908 et surtout en 1913, à la veille et après la guerre entre les Alliés.

M. St. Bobtcheff, ministre de Bulgarie à Petrograd, considéré comme idéologue du slavisme en Bulgarie, rentrant à Sofia un mois après la conclusion de la paix de Bucarest, écrit « que la conscience dans la société bulgare est profondément troublée... »

La question qui se posait était la suivante : Puisque le slavisme ne nous a servi à rien, ne vaudrait-il pas mieux y renoncer complètement ? » On réclamait la dissolution de la « Société slave », la fermeture de la « Besseda slave »¹, en un mot « l'anéantissement de tout ce qui rappelait nos origines slaves et nos affinités de race ». On pouvait entendre des discours comme celui-ci : « Qu'on ne nous parle plus de slavisme, qu'on n'essaie pas de nous rallier à une idée slave ou à une solidarité slave. Ce sont là de vains mots »².

Le meilleur des poètes bulgares, Cyrille Khris-toff, l'éducateur typique des stamboulovides, a déjà commencé, ainsi que nous l'avons vu, à signer ses œuvres, en y ajoutant le qualificatif de Tataro-Bulgare. Il a prétendu que la force de la Bulgarie réside dans l'atavisme tataro-bulgare et non dans le slavisme.

On a fait naître de tous côtés des théories anti-slaves. M. Bobtcheff, en observant ces faits, conclut ainsi :

J'ai constaté avec peine qu'au premier coup d'œil et en examinant la situation du dehors, il semblait qu'il en fût vraiment ainsi, et il paraissait difficile de soustraire le slavisme à ces attaques. A ce moment particulièrement psychologique, et à cause de la vie politique qui s'est implantée en Bulgarie, je ne savais dire quelle route prendre, ni ne savais voir, au carrefour où nous nous trouvions, de quel

¹ Club et bibliothèque des russophiles bulgares.

² *Recueil bulgare*. Année 1914, t. VI, n° 374.

côté diriger nos pas pour arriver à un nouveau chemin... Et, aujourd'hui encore, nous suivons ce faux chemin, et au bout de ce chemin n'y a-t-il pas une impasse¹ ?

Ces paroles de M. Bobtcheff, russophile et slavophile, caractérisent pleinement la mentalité bulgare, car elles démontrent qu'en principe tous les Bulgares se valent.

On jetait dans le peuple, désorienté et avili par les misères de la guerre, des accusations toujours plus violentes contre la Russie et contre les Alliés, les présentant comme responsables de la catastrophe qui avait atteint la Bulgarie. Ces accusations ont pris des proportions telles que M. P.-N. Milioukoff, le célèbre avocat de la cause bulgare résidant en Russie, a dû lui-même s'élever contre elles dans son organe *Rietch* :

Non, ce n'est pas la Russie, ce sont les Bulgares eux-mêmes qui ont provoqué la catastrophe ; ce n'est pas sa confiance en la Russie, mais sa méfiance à l'égard de la Russie qui a perdu la Bulgarie !

Ni la grande guerre qui a bouleversé l'Europe, ni l'intervention de la Russie en faveur des petits États et du slavisme, n'ont réussi à tirer la Bulgarie de cette atmosphère politique et morale. Ni le souvenir de la « dette du sang » contractée envers la Russie par le pays, lors de sa libération, ni les reproches venus de Russie, aux jours des manifestations brillantes du slavisme et de la

¹ *Recueil bulgare*. Année 1914, t. VI, p. 375.

solidarité slave, ni les appels d'amis éprouvés des Bulgares, venant également de Russie, rien enfin n'a pu créer dans la société bulgare un mouvement favorable, capable de faire dévier la politique de cette fausse route. Toutes les sociétés qui ont été créées en Russie pour propager l'idée slave ont adressé des manifestes au peuple bulgare, l'incitant à prendre dans cette lutte fatidique pour le slavisme sa place aux côtés de la Russie. Et la Bulgarie est restée sourde et impassible.

Le peu de gens qui, en Bulgarie, possédaient encore un sentiment élevé de la solidarité slave souffraient beaucoup de ces reproches et de ces accusations. Mais ils n'étaient pas eux-mêmes suffisamment affranchis de toutes les erreurs qui pesaient sur la société bulgare, ni assez irréprochables et forts autant qu'il le fallait, pour faire renaître dans le peuple bulgare le sentiment du slavisme et pour l'élever à la hauteur d'une action décisive.

On n'a pu créer, ni dans l'opinion publique, ni au Sobranié, un courant assez puissant pour résister, avec tant soit peu de succès, à ce mouvement anti-slave et austrophile.

Au contraire, les représentants de la politique russophile en Bulgarie ont dû avouer leur impuissance dans la lutte, en présence de l'antislavisme fortement enraciné. Ils l'appelaient, avec peut-être un peu trop de résignation, « la tragédie bul-

gare » ! *Mir*, l'organe de M. Guéchoff, écrivait à ce sujet :

Le peuple bulgare éprouve une profonde douleur de voir que les circonstances l'ont placé dans la situation de ne pouvoir marcher dans la lutte la main dans la main avec la Russie. Libéré par elle, au nom de la même idée qui, aujourd'hui, met sur pied le grand empire, le peuple bulgare, dans ses couches les plus saines, reconnaît cette « dette du sang », mais il n'est pas en mesure de s'en acquitter... Voilà la tragédie bulgare de ce moment-ci¹.

Quels sont donc ces obstacles qui arrêtent la Bulgarie de payer sa « dette de sang » à la Russie ?

La « Société slave » bulgare répondant au manifeste et à l'appel de la « Société slave de Bienfaisance de Petrograd » les énumère comme suit :

La Société slave de Sofia a déclaré à maintes reprises que la Bulgarie n'a pas renié les idées slaves, mais nul ne peut exiger que la Bulgarie s'associe aux Serbes, parce que slaves, car les Serbes se sont alliés l'an dernier aux ennemis du slavisme contre la Bulgarie².

Mais une autre version se rapproche peut-être un peu plus de la vérité, c'est celle qu'a donné un membre très en vue du parti de M. Guéchoff, un ancien ministre, M. A.-D. Bouroff, qui explique les circonstances politiques de cette « tragédie » en Bulgarie. Dans l'Almanach du parti national

¹ *Mir*, année 1914, n° 4312 du 12/25 août.

² Ces Messieurs ont oublié leurs alliances avec l'Autriche et le fait qu'en 1912 et 1913 la Bulgarie était également alliée à la Grèce, de même qu'elle l'a été à la Serbie ; ils ont oublié en outre que ce sont les Bulgares qui ont pris l'offensive contre les Serbes et les Grecs et non les Serbes et les Grecs contre les Bulgares.

pour l'année courante, il publie un article intitulé : *La Russophobie chez nous*. Voici ce qu'on y lit¹ :

... Depuis 1894, les rapports entre la Russie et la Bulgarie sont parfaitement corrects et le plus endurci des russophobes ne pourrait rien y trouver qu'il pût reprocher aux milieux officiels russes, ou à la Société russe. Et malgré cela, la russo-phobie a ses agents principalement dans les milieux politiques, militaires et intellectuels. On se demande alors où réside sa force occulte, quels sont ses facteurs constants et les conditions qui la favorisent au détriment de la vérité, des intérêts du pays et des sentiments populaires.

En premier lieu, nous devons citer l'origine allemande des dynasties bulgares... De là vient la propagande systématique de la russophobie dans le pays, par les moyens, nombreux et variés, dont disposent les dynasties. L'un des plus puissants moyens est le pouvoir : la Cour bulgare le distribue et le donne comme prime à la russophobie.

Les partis qui s'en sont fait les propagateurs se renforcent artificiellement, ils subsistent grâce à la perspective constante du pouvoir prochain ; s'ils sont prêts à succomber, l'appel au pouvoir les ressuscite. Au contraire, les autres partis sont traqués et minés secrètement et publiquement. On les appelle au pouvoir, bien qu'ils aient peu d'influence sur le peuple, seulement quand il n'y a pas moyen de faire autrement, quand il faut sauver la Cour. Lorsqu'ils ont le gouvernement en mains, on leur crée toutes sortes d'obstacles, on enterre leur politique, et si ce moyen ne réussit pas, alors on les débarque ainsi qu'on l'a fait le 16/29 juin.

Le second moyen de propagande russophobe, c'est la propagande parmi le corps des officiers. A l'École militaire, bien que la russophobie ne figure pas au programme comme une branche de l'enseignement, on l'inculque d'une façon permanente aux futurs officiers bulgares. Ils y apprennent, en outre, que leur carrière dépend du degré d'attachement à la religion russophobe que professent leurs chefs et leur gouvernement. Lorsqu'ils sont devenus officiers, plus leur

¹ P. 414 à 416.

grade est élevé, plus ils se sentent dépendant de la russophobie. La russophobie est le pavillon des bonnes intentions, celui qui couvre l'incapacité et l'indignité. C'est le talisman qui conduit au généralat.

Au second plan, il faut citer encore les intérêts qu'ont l'Autriche et l'Allemagne à créer un mouvement russophobe dans le pays. Leurs agents travaillent sans répit à cette tâche, au moyen de leurs journaux et de la presse soudoyée en Bulgarie, par une action directe sur les milieux dirigeants bulgares et par la corruption.

Enfin, il faut tenir compte du niveau inférieur de notre vie politique.

Mais la cause la plus favorable au développement de la russophobie dans certains de nos milieux est, à notre avis, l'infériorité morale de la majorité de nos intellectuels, notamment leur recrutement et leur dépendance matérielle de l'État... *Il est intéressant de noter que le grand Dostoïewski avait déjà prévu et décrit en 1877 dans son Journal d'un Écrivain cette future maladie de la classe intellectuelle bulgare.*

A tout cela, nous devons encore ajouter l'influence des milieux dirigeants macédoniens, notamment dans ces derniers temps...

Sofia est le centre de l'action russophobe intense en Bulgarie. C'est au marché de Sofia que cette marchandise atteint le cours le plus élevé. Et le cœur même de ce noyau, ainsi qu'on le voit, est la Cour bulgare. Là convergent toutes les artères de cette politique, pour partir de là, chargées de ce poison par on ne sait trop quel moyen secret. Mais le peuple n'est pas encore contaminé. *Sofia est seule intoxiquée, et Sofia représente la Bulgarie et la dirige*¹.

Tous les arguments invoqués pour l'impuissante défense de la Bulgarie se sont évanouis, dès le moment où la Turquie est entrée en guerre avec la Russie. La Bulgarie n'avait plus aucune excuse

¹ Nous avons voulu attirer l'attention sur certaines parties du texte et nous les avons reproduites en italique.

pour ne pas payer sa « dette du sang ». On ne parlait plus de l'impossibilité de marcher de front avec les Serbes, mais il était question de la suprême obligation morale de combattre avec la Russie, la main dans la main, contre les Turcs, de l'esclavage desquels la Russie a affranchi les Bulgares en répandant son propre sang.

La Bulgarie se trouvait en présence d'une nouvelle responsabilité morale. La Russie tout entière attendait sa décision. Il n'y avait pas à choisir. Le *Novoïé Vrémia* du 17/30 octobre 1914, dans un article intitulé « Le nouvel ennemi », pose en ces termes la question à la Bulgarie :

Maintenant, dans ces heures fatidiques, non seulement pour la Turquie, mais bien aussi pour les puissances balkaniques, nous dirigeons nos regards vers ces nations qui ont commencé à vivre et à respirer librement le jour seulement où la main puissante de la Russie les a libérés des chaînes de l'esclavage.

N'auraient-elles pas déjà oublié leur passé, l'esclavage, les siècles de dégradation, l'injustice, l'oppression ? Le moment est venu de jeter les masques, il n'y a plus d'hypocrisie possible, plus de lenteur ni d'hésitation. Il n'y a plus qu'une chose : *Celui qui n'est pas avec nous est contre nous !* La Bulgarie que nous avons libérée et élevée, ne peut, dans les heures les plus critiques de la lutte entre sa généreuse libératrice et son éternelle ennemie, rester en spectatrice passive devant cette guerre mondiale. Toute entente qu'elle conclurait avec l'ennemi juré de la Russie qui avait engagé contre elle une lutte à mort, constituerait la plus lourde trahison envers tout le slavisme et la couvrirait à tout jamais de honte. La Bulgarie ne peut oublier que le yatagan turc, tourné maintenant contre la Russie, a fait pendant des siècles couler le sang bulgare. Avec la Russie ou avec la Turquie, maintenant ou jamais — il n'y a pas d'autre solution et il ne peut y en avoir d'autre.

En présence d'une aussi grave responsabilité morale assumée par la Bulgarie, M. Milioukoff lui adresse ces paroles par le canal de son journal *Rietch* du 18/31 octobre :

La première question qui intéresse la Société russe est la suivante : Quelle sera l'attitude des peuples que nous avons libérés de l'esclavage ottoman dans la guerre russo-turque ?

La presse russe, appartenant aux nuances les plus diverses et sans entente préalable, a reproduit dans ses divers articles d'hier cette même phrase : *Celui qui n'est pas avec nous est contre nous*. La Bulgarie devrait comprendre et mesurer la valeur de cette déclaration unanime.

La presse bulgare, trompant sa conscience par des sophismes, a pu se consoler, en admettant que l'on pouvait en même temps être l'ami de la Russie et l'ennemi de la Serbie et de la Grèce ; que l'on pouvait attendre des compensations de la Russie, en créant des obstacles ou tout au moins en ne favorisant pas les conditions qui rendraient ces compensations possibles et réalisables. L'entrée de la Turquie dans le conflit met fin à toutes ces réflexions. La Turquie a fermé le cercle maléfique et a placé la Bulgarie en face de l'évidence.

Dès aujourd'hui, la Turquie est devenue l'ennemie de la Russie. La Grèce, de même que la Serbie, peuvent d'un jour à l'autre devenir les alliées de la Russie. Si la Bulgarie continue à se considérer comme l'amie de la Turquie et l'ennemie de la Grèce et de la Serbie, que seront alors ses rapports avec la Russie ?

Il y a des situations psychologiquement impossibles qui juridiquement pourraient cependant être explicables. La neutralité de la Bulgarie dans la guerre entre la Turquie et la Russie devient une de ces impossibilités psychologiques.

Est-ce que la Bulgarie comprendra à temps ce changement important de la situation ? Saura-t-elle aller au-devant de l'inévitable, en n'oubliant pas le proverbe latin *Volentem fata ducunt, nolentem trahunt* ? De la réponse à cette question, ou simplement d'une prompt réponse, dépend pour le

moment l'avenir des aspirations nationales du royaume de Bulgarie.

Et la Bulgarie est restée également impassible à ces voix. Elle n'a pas tiré l'épée et ses chemins de fer ont continué à transporté les munitions et l'or que l'Allemagne envoyait par caisses à la Turquie, et le charbon bulgare a alimenté et conduit à la guerre la flotte turque ! De mesquins calculs égoïstes et faux ont fait mentir les vues élevées et le bon sens. Et pourtant ces calculs bas et faux sont intervenus, au cours de ces événements, par des réflexions dans le genre de celles-ci :

Si la Russie triomphe, l'avenir de la Bulgarie est compromis. Les Russes veulent Constantinople avec la Bulgarie pour hinterland... Il importe peu de savoir quand cela se réalisera. Et si le peuple bulgare se livre facilement, dix années d'occupation russe suffiront pour qu'il en soit fait de l'individualisme de la race bulgare.

Si l'Autriche et l'Allemagne triomphent, les Autrichiens — admettons ce qui est le moins possible — occuperont non seulement la majeure partie de la Macédoine, mais encore la Bulgarie tout entière. Quel danger politique nous menacerait dans ce cas ? Nous formerions une sorte de Hongrie et le roi de Bulgarie deviendra pour la cour de Vienne ce qu'est le roi de Saxe pour la cour de Berlin. Dans ce cas, le peuple bulgare perdrait-il quelque chose de son individualité nationale ? Absolument rien. Le Bulgare resterait bulgare. Cette perspective, nous l'avons dit, est la moins probable.

Si toutefois l'Autriche devient maîtresse de toute la Macédoine, ou d'une partie seulement, alors nous n'aurons plus d'unité politique, mais la population macédonienne sera soustraite à l'assimilation serbe, *et sera favorisée de la part de l'Autriche au détriment d'autres éléments.*

Il y a cependant un autre point de vue, et celui-là est des plus

plausibles pour l'avenir de la Macédoine : c'est l'autonomie de cette province, ou tout au moins son annexion à la Bulgarie, simultanément avec les contrées bulgares de la Serbie orientale.

D'après la déclaration officielle de l'Autriche, cette idée est maintenant soutenue par des sommités universelles, les professeurs allemands.

L'unité des Bulgares ne s'oppose pas aux intérêts autrichiens. Si la ligne du Vardar devient austro-hongroise ou simplement autrichienne et que le port de Salonique devienne port commun, alors toutes les ambitions seront satisfaites. Nous ne serons pas un obstacle pour l'Autriche ni pour le commerce de l'Europe Centrale ; au contraire, nous leur ouvrirons le chemin. C'est là un gage de notre avenir, et c'est pourquoi nous devons engager notre énergie dans la guerre mondiale ¹.

L'organe du gouvernement de M. Radoslavoff, les *Narodni Prava*, dans un article intitulé « A qui nous devons nous joindre », prétend exprimer ainsi à la fois l'opinion du gouvernement et celle de l'opposition russophile :

S'il y a vraiment une différence dans les façons d'envisager à laquelle des parties belligérantes la Bulgarie doit se joindre, il n'y en a aucune, dans tous les partis, pour déterminer sous quelles conditions la Bulgarie pourrait entrer dans la lutte, aux côtés soit de l'un soit de l'autre groupement.

Ces conditions sont :

Garantir entièrement à la Bulgarie la réalisation de ses aspirations nationales.

Ces garanties ne doivent pas être de simples promesses, mais bien se manifester sous la forme d'une autorisation d'occuper immédiatement les territoires qui ont fait l'objet de la guerre de 1912, et auxquels la Bulgarie ne peut en aucun cas renoncer.

Lorsqu'on aura épuisé tous les moyens pour l'accord paci-

¹ *Cambana* du 23 septembre/6 octobre 1914.

*fique, et que la Bulgarie se trouvera dans l'obligation d'entrer en action, elle devra le faire alors aux côtés du groupe belligérant qui aura accepté avant toute autre chose l'unification effective du peuple bulgare*¹.

L'écrivain et poète russe Léonide Andreieff, dans un article qu'il a intitulé : « Aux Phariséens réunis dans le Temple du Seigneur », décrit l'impression que cette attitude de la Bulgarie a produite sur les Russes, sur le cœur et l'âme russes. Il écrit :

Je ne suis ni politicien, ni diplomate, pas davantage membre d'un parti quelconque, je suis un écrivain qui place l'honnêteté et le bien au-dessus de tous les intérêts. Si j'étais politicien, j'adopterais une attitude pacifique, j'aurais la plus grande peur d'une fausse tactique, je tiendrais la bride haute à tous les emportements de l'enthousiasme ; si j'étais diplomate, je combinerai des phrases, je vanterai la marchandise, « je dorerais la pilule » à Messieurs les politiciens réalistes du royaume de Bulgarie ; mais, je ne suis qu'un écrivain, je parle franc et juste. N'attendez pas de moi un « avis autorisé », ni l'exposé de paroles de toutes sortes, je ne cache derrière moi aucune autorité, sinon le sentiment d'un mécontentement intense et d'une douleur profonde.

Qu'avez-vous fait, vous autres Bulgares, et que pensez-vous faire ? Le monde slave est plein de honte et baisse les yeux quand il entend prononcer ce mot bulgare, de même que toute famille honorable a honte d'un sien membre indigne. Vous autres Bulgares, vous possédez un cœur slave, mais un cerveau germanique et votre langue est fendue en deux, telle celle d'un serpent. Qu'a fait votre cœur slave lorsque les cerveaux et les bras germaniques ont transporté à travers votre pays les canons et les bombes destinés aux Turcs ? Il s'est tu, mais la langue de vos diplomates a marché ! Votre cœur se tait encore, lorsque ces canons et ces bombes allemands ont déjà trouvé leur emploi, lorsqu'ils tuent et

¹ *Narodni Prava*, n° 248, du 30 octobre/12 novembre 1914.

massacrent le peuple russe... Que vous a rapporté ce trafic, Bulgares, dites-le nous?...

Alors que l'Europe, l'Asie et l'Afrique flambent dans l'incendie d'une lutte meurtrière, vous étouffez les cris des moribonds, en vous plaignant de je ne sais quelles offenses. Au-dessus des gémissements des blessés, et par-dessus les tombes de vos frères, s'élève le chœur infâme de vos meneurs usuriers. Lorsque dans la maison paternelle — qui est votre foyer aussi, Bulgares — la mort s'avance et que les larmes des orphelins implorent le ciel — vous accourez avec quelques vieilles notes impayées, tout prêts à fouiller et à vider les poches de votre frère « débiteur ». Vous avez un cœur slave, mais un cerveau german qui arrête vos gestes sacrés. O vous « politiciens réalistes », comment se nommeront désormais les tziganes qui fréquentent les foires? Examinant les chevaux à la façon des maquignons, vous écartez les dents de la victime et la gratifiez d'un coup de genou dans le flanc : afin que l'honnête Bulgare ne se trompe pas, c'est-à-dire qu'il ne laisse échapper avant l'heure le saint enthousiasme de l'amour fraternel !

Ecrasée sous la douleur, versant les dernières gouttes de son sang, la pauvre petite Serbie lutte encore pour sa liberté : assourdis par le tonnerre des monstrueuses batailles, aveuglés par les éclairs des canons allemands, peu de peuples se soucient encore d'elle. Son théâtre de la guerre est un petit théâtre de province, sur la scène duquel cependant les tragiques ne restent pas inactifs, témoin ces affiches déjà détrempées par la pluie qui avaient été collées sur des poteaux.

Mais sur cette petite scène se répand également un sang chaud, la même mort fauche les héros, les mêmes larmes sont versées par les mères malheureuses. Et il me semble que personne ne souffre en ce moment aussi profondément, aussi cruellement et aussi effroyablement que ce peuple modeste, si éprouvé et à demi oublié. Tu es sa voisine, sœur Bulgarie ! Bulgarie, tu n'as pas oublié ce peuple car, pendant qu'une de tes mains est levée, les doigts écartés, tu tiens de l'autre le couteau prêt à frapper la gorge fraternelle ! Devez-vous déjà frapper, Bulgares ? Ce rôle sanguinaire de l'anéantissement moral que vous avez déjà joué une fois en l'hon-

neur du cerveau et de la bourse germaniques, pourquoi ne le renouvelleriez-vous pas ?

Le moment est tellement propice ! L'imbécile Serbie est déjà fatiguée, et la sage Austro-Allemagne prépare déjà ses corps d'armée sur ses frontières et s'apprête à un carnage terrible qui fera pâlir toutes les atrocités d'Anvers et de Louvain, car c'est particulièrement sur les enfants que le brigand le plus terrible et le plus sauvage accomplit ses forfaits. Et si en outre tu arrives, Bulgarie, traîtreusement, par derrière, pour planter ton couteau dans les côtes... toi, qui sais bien où est le cœur de la Serbie !... Ce sera de la stratégie supérieure, et « une politique réaliste » uniquement allemande. Mais vite, vite Bulgare, embrasse ton frère à pleines lèvres. Tu sais bien comment cela se pratique. Jésus-Christ avait douze apôtres, un seul l'a baisé sur les lèvres... Tu sais en effet t'y prendre, et tu sais aussi quel était le nom de ce douzième apôtre. Si toutefois tu l'avais oublié, si tu ne te souvenais pas des paroles de l'Évangile, demande à Guillaume de Hohenzollern. Il la connaît par cœur l'Écriture Sainte, et en connaisseur expérimenté n'a-t-il pas tout dernièrement baisé les lèvres de l'innocente Belgique... Ce baiser de Judas incendie et brûle encore !...

Vite, Bulgares, hâtez-vous, — seulement ne tâchez pas de vous justifier ensuite, ainsi que le Turc l'a fait, ne mentez pas, retirez votre dent de serpent d'où coule le venin meurtrier ! Ne faites pas étalage de votre cœur slave, ne vous plaignez pas d'être les plus malheureux, et ne dites pas que votre peuple est un troupeau de moutons que le pâtre allemand enferme dans son pâturage ! Je n'y crois pas, moi. Si vous êtes vraiment malheureux et innocents, si votre âme, sœur de la nôtre, souffre sous le joug des cerveaux allemands, levez-vous comme il convient et comme les peuples savent se lever ! Ne croyez pas que ce sera difficile et dangereux. Ce que vous prenez pour des cerveaux allemands, ce ne sont que des casquettes recouvrant vos têtes et que le moindre vent libre ferait envoler vers leur patrie allemande... ou bien jetterait bien bas devant le pandore russe. Alors seulement, j'aurai confiance en vous.

Mais si l'on continue à vous parquer dans les bergeries allemandes, comme de simples moutons, tandis que le sang

de vos frères implore le ciel, ou si vos pères vous conduisent à la trahison, et vous — à l'instar des autres belligérants — commencez d'abord par chasser les Russes hors de la Bulgarie, supprimez le monument d'Alexandre II qui a été votre créateur : car il a été Russe lui aussi !

La voix de l'apôtre de la pensée russe a eu peu d'écho en Bulgarie. Dans les réponses qui sont parvenues à Léonide Andreieff, on disait que l'anathème qu'il jetait contre la Bulgarie a été couvert d'or serbe. Un écrivain bulgare, Antoine Strichimiroff, répondant au poète, s'exprime avec beaucoup de mépris à l'adresse de la classe intellectuelle russe :

Dans l'âme du peuple russe — dit cet écrivain — est enraciné l'absolutisme conquérant russe, le côté le plus sanglant de l'histoire contemporaine de l'humanité. Et la plus efficace des réactions contre cet absolutisme — le succédané de son extrême cruauté — la classe intellectuelle russe, qui jette sur l'humanité contemporaine la pensée et les sentiments de l'individualisme intransigeant — les intellectuels russes, dis-je in petto, ne sont que le côté enfantin de ce sombre absolutisme sanguinaire.

Ces intellectuels-là, et d'autres semblables, y compris Tolstoï, leur représentant universel, nourrissent leur âme de ce romantisme de race, épousant des querelles de tribus, et sont remplis de cupidité conquérante.

Et maintenant, nous voyons tous comment s'est développée cette classe intellectuelle russe à la tête de l'élite laborieuse.

Peut-on admettre que Léonide Andreieff n'est pas sincère ? Non. C'est l'âme russe qui parle par sa bouche, c'est le despotisme sanglant sur lequel il s'appuie. Et, dans toutes ses œuvres, Léonide Andreieff, cet homme d'élite, reste fidèle à lui-même, en fils de l'absolutisme barbare.

La Russie guerroyeuse ! Elle est cependant une race d'élite,

elle est la race slave par excellence, elle est le monde tout entier : tous doivent la suivre ou tous doivent périr qui ne sont pas avec elle.

Pour peindre la nature de cette tragédie de l'âme russe, il est inutile de recourir aux images. Voyez par exemple Léonide Andreieff conduisant les Tartares, les Tcherkesses, les Turcomans, les Toungouses, pour battre les Polonais, les Tchèques, les Ruthènes, les Croates, les Bulgares — et tout cela au nom du slavisme !

Lorsque les Russes triomphent, nous tremblons de peur, non seulement à cause de notre égoïsme de race ; nous tremblons pour nous-mêmes, et nous tremblons pour le sort des jaurésistes en France ! Mais lorsque nous apprenons que des armées russes sont détruites tout entières, nous courons à nos foyers, nous nous abritons du soleil, nous avons honte de notre race chez qui l'obscurité effrayante crée des boucheries monstrueuses inconnues dans l'histoire et si peu justifiées que l'humanité tout entière en devrait rougir ¹.

Antoine Strichimiroff, qui est un homme d'âge moyen, a parlé au nom de toute cette génération bulgare qui, formée dans ces dernières vingt-cinq années et éduquée dans l'esprit des stamboulovides, a professé la haine de la Russie et l'amour de la Turquie !

Ces sentiments anti-slaves, exprimés au moment même où la Russie lutte contre la Turquie qui est aux côtés de l'Autriche et de l'Allemagne, ont été développés par M. Momtchiloff, le vice-président actuel du Sobranié, un homme d'action des plus éminents, renseigné sur tout ce qui touche les questions politiques et nationales de la Bulgarie. Le D^r Momtchiloff, dans le numéro de Noël de la

¹ *Dnevnik (Journal)*, n^o 4404 du 30 novembre/13 décembre 1914.

Reichspost, adressant ses souhaits aux armées autrichienne et allemande, écrit :

A l'étranger, on continue de propager l'opinion que la Bulgarie tendra la main à la politique russe. Ceux qui pensent ainsi sont mal informés. Il est vrai qu'il y a encore chez nous des russophiles, mais il y en avait aussi précédemment. Seulement, dans les temps difficiles il s'est toujours trouvé des hommes clairvoyants qui ont vu où l'on menait la Bulgarie, alors qu'elle avait la Russie pour amie.

Nos dirigeants les plus estimés étaient ceux qui, guidés par un instinct sûr, se sont méfiés de la politique russe. Notre grand Karaveloff¹ était de ce nombre et, en 1880, il menait déjà une politique opposée à la politique russe. Un fait caractéristique pour la mémoire de cet homme est le suivant : après l'assassinat de l'empereur Alexandre II, Karaveloff offrit la plus large hospitalité aux révolutionnaires russes et organisa un banquet en leur honneur.

Karaveloff a toujours su mesurer exactement les dangers de la politique russe. En 1881, les Russes firent le coup d'Etat afin d'abolir notre Constitution et de devenir maîtres dans notre pays, recourant dans cette intention aux moyens les plus répugnants. Lorsqu'en 1885 on proclama l'unité de la Bulgarie septentrionale avec la Bulgarie méridionale, la Russie s'éleva contre cette transformation, ne voulant pas admettre l'agrandissement de notre pays. Elle chassa le prince Battenberg du trône de la Bulgarie, ce souverain qui a héroïquement combattu pour la Bulgarie et qui, jouissant de la plus grande popularité, était aux yeux de la Russie un homme fort dangereux qu'il fallait écarter. C'est alors que la Russie s'appréta à gouverner. Ce petit jeu aurait pu réussir si l'Au-

¹ Karaveloff a formé en Bulgarie le parti démocratique dont le chef actuel est M. Alexandre Malinoff, homme très bien vu à la cour du roi Ferdinand, depuis 1908, époque à laquelle le roi lui a conféré le pouvoir, bien que son parti ne fût représenté au Sobranié que par 7 députés. C'est avec lui que le roi, grâce à des rapports secrets avec l'Autriche, a proclamé la royauté et l'indépendance, au moment de l'annexion de la Bosnie !

triche et l'Italie n'avaient opposé leur veto. Les deux conséquences de cet échec furent une haine très compréhensible, et le puissant régime de Stambouloff qui sapa définitivement l'influence russe. De sa poigne de fer, cet homme a su arrêter toute velléité russe. Il fut le créateur génial de la grande politique nationale bulgare, aux yeux de laquelle l'alliance de la Bulgarie avec l'Autriche a été une chose indispensable pour l'existence de notre patrie en tant qu'Etat. Depuis ce temps-là, bien des améliorations ont été accomplies. Notre peuple qui pense sait bien que l'Autriche n'a jamais rien entrepris d'hostile contre nous. Après l'erreur politique de 1885, lorsque Kevenmüller arrêta notre marche sur Pirot, depuis ce temps jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons eu qu'à nous louer de nos rapports avec l'Autriche. Elle a toujours soutenu les intérêts de la Bulgarie. *La proclamation de l'indépendance et du royaume de Bulgarie a été faite d'accord avec l'Autriche-Hongrie, contre le gré de la Russie.*

Et plus tard encore, lorsque nos malheureux politiciens balkaniques combinèrent l'alliance qui était dirigée contre la monarchie austro-hongroise, l'Autriche resta notre amie et défendit à Bucarest nos intérêts avec la même énergie qu'auparavant, bien que le monde entier nous fût alors hostile. Nous savons fort bien que l'Autriche-Hongrie ne fait pas de politique sentimentale à notre égard. Lorsque la Monarchie nous protège de toutes ses forces, elle se défend en même temps elle-même, *car une grande Bulgarie est également nécessaire à l'Autriche-Hongrie. Tout Bulgare sait que la Russie, qui prétend, par sa politique, obtenir les Dardanelles, devient ainsi une ennemie pour la Bulgarie.*

Dans les moments critiques actuels, le peuple bulgare soutient fortement son gouvernement. Le peuple bulgare salue les victoires de l'Autriche et de l'Allemagne par de chaleureuses ovations et puise en elles l'espoir pour son propre avenir. Le peuple bulgare souhaite aujourd'hui de se rapprocher sans condition des grandes puissances de l'Europe Centrale; il a soif de leur haute culture et désire sincèrement entrer en harmonie sincère avec leurs intérêts politiques et économiques. Les efforts que fait la Russie en vue de nous attirer à coups de roubles resteront vains. La comédie panslaviste pourra encore servir à ces Messieurs de Petrograd

comme prétexte à des banquets tonitruants, mais chez nous son rôle est fini. Et, si la politique russe s'avise d'attaquer l'intégrité de notre Etat, alors les Russes se heurteront à la pointe de nos baïonnettes.

La Russie a fait beaucoup de mal à notre jeune peuple; nous devons de bien tristes fêtes de Noël à nos « libérateurs » et cette année-ci le monde entier se ressent de l'infidélité de la Russie. C'est dans une profonde tristesse que les peuples européens célèbrent aujourd'hui ce jour sacré de la Nativité du Christ.

S'il est vrai que la sympathie d'autrui apporte à ceux qui périssent une consolation bienfaisante, nous adressons notre salut amical aux peuples de l'Autriche et de l'Allemagne, les assurant publiquement des sentiments de la Bulgarie.

Voilà comment pense la Bulgarie actuelle ! Voilà comment elle comprend sa neutralité !

*
* *

Tous ces faits et toutes ces manifestations, que nous pourrions multiplier à volonté, en puisant dans le présent et dans le passé de la Bulgarie, dans l'un et dans l'autre clan politique bulgare, incitent chacun, ce nous semble, à méditer la caractéristique des Bulgares que M. Ludovic Nau-deau donne dans son étude *Le Soldat bulgare*.

Qu'il nous soit donc permis de clore ce chapitre par ce portrait tracé par un observateur savant et objectif, dans une étude publiée avant la guerre des Alliés et après la guerre balkanique, à l'époque où l'auteur était attaché à l'armée bulgare en qualité de correspondant militaire :

Étudier attentivement les Bulgares c'est constater qu'ils

montrent fort peu de ressemblance psychologique avec aucun des autres peuples slaves. On attribue à ceux-ci un caractère commun ; ils ont plus d'inspiration brillante que d'ordre et de méthode ; ils sont sentimentaux et généreux, souvent même chimériques, tandis que chez les Bulgares la raison, le calcul, la préméditation sont toujours de rigides freins qui matent les incartades d'un cœur d'ailleurs peu sensible. Les Bulgares n'ont ni le mysticisme, ni l'idéalisme chaleureux et généreux, ni l'ondoyante et diverse plasticité des Russes, ni la cordialité enthousiaste des Tchèques, ni rien de la mentalité des Polonais, et ils affectent eux-mêmes de considérer les Serbes comme des êtres dont la nature impulsive et vibrante se distingue tout à fait de la leur.

Quelle est donc la leur ?

— Les Serbes sont plus poétiques que nous, disent-ils avec l'ironie d'un fermier normand qui parlerait d'un écrivassier. Et ils ajoutent :

« Le peuple serbe est un peuple guerrier. Nous sommes nous, Bulgares, un peuple militaire. »

Le Bulgare, nous l'avons vu et il faut y insister, est un matérialiste, un incroyant, « un homme de bon sens », il n'étend pas ses regards au delà des choses sensibles. Il ne guerroye point pour gagner le ciel, mais pour réorganiser l'exploitation de la terre... Les Bulgares ont une mentalité bien marquée : opiniâtreté et « gagnage »... Ils ne craignent point de montrer du cynisme quand ils expliquent qu'ils sont toujours prêts à profiter des circonstances sans s'embarrasser de principes ni de scrupules, toujours prêts à se donner ou plutôt à se prêter au plus offrant, toujours prêts à sacrifier à l'intérêt de demain l'amour qu'ils affichaient la veille encore pour des protecteurs bénévoles. Il n'y a en eux aucune sentimentalité, ni religieuse, ni historique, et la reconnaissance est un bagage qui n'encombrera pas de sitôt leurs convois. La grande idée panslaviste, en réalité, les fait sourire et ils ne désirent qu'une chose qui est l'agrandissement de la Bulgarie...

A cette masse de paysans rudes et têtus, qui forment l'armée bulgare, se superpose un corps d'officiers issu d'elle-même¹.

¹ *Revue hebdomadaire*, 26 juillet 1913.

LES BULGARES ET LA MACÉDOINE ¹

Dans leurs aspirations à l'hégémonie des Balkans, les Bulgares élèvent leurs prétentions sur la majeure partie de la Péninsule balkanique, embrassant les bassins entiers de la Maritza, de la Strouma, du

¹ La délimitation de la Macédoine est imprécise. Les Byzantins comprenaient dans la Macédoine également la Roumélie. Elle ne s'est jamais étendue beaucoup vers le nord. Pour les Romains qui, dans leur province de Macédoine, avaient englobé l'Albanie centrale avec Durazzo, la Macédoine s'étendait vers le nord jusqu'à la forteresse limitrophe de Stobi (actuellement Gradsko) où la Tcherná ou Tserna Réka se jette dans le Vardar (V. Dr E. Yiretchek, *Histoire des Serbes*, 1911. T. I^{er}, ch. III, p. 30). Aujourd'hui encore tous les géographes français et anglais de valeur ne dépassent pas ce point dans la délimitation des frontières septentrionales de la Macédoine. Ils la circonscrivent entre les monts Rodop, l'Olympe thessalienne et le Gramos.

Les Bulgares comprennent dans la Macédoine tout ce qu'ils désireraient y faire entrer, tous les territoires à l'ouest de Rodop et de Rilo. Pour eux toute la vieille Serbie fait aussi partie de la Macédoine. Mais, chose curieuse, ils resserrent maintenant la conception de la Macédoine.

Ce que la guerre balkanique leur a apporté de la Macédoine, ils ne le comptent plus comme Macédoine, mais disent et écrivent partout que les Serbes et les Grecs se sont partagés la Macédoine, bien que presque toute la vallée de la Strouma, toute la vallée de la Stroumitza, d'où ils envahissent actuellement les contrées serbes affranchies avec Razlog, et les montagnes Périne, Mékhomia, Melnik et Névrokop leur aient été accordées. (V. *Novoïé Zveno* (La Nouvelle Cloche) n^o 12 de 1915.)

Vardar et du Tserni Drim. Ils ne se contentent même plus de la mer Noire ni de la mer Égée comme frontières. Ils jettent les yeux sur l'Adriatique!

Nous avons déjà vu la thèse aussi intéressante que caractéristique développée par le professeur Arnaoudeff.

Si nous recherchons les causes de cette mégalomanie d'une race et d'un peuple balkanique qui ethniquement compte à peine cinq millions d'âmes, nous les trouvons, pour une petite part il est vrai, dans les souvenirs d'un passé lointain, en remontant à l'époque où la Bulgarie, durant le court règne de l'empereur Siméon, s'étendait sur la plus grande partie de la Péninsule balkanique; mais surtout nous les trouvons dans les conditions et les éléments qui ont amené la renaissance bulgare vers la seconde moitié du XIX^e siècle.

Deux éléments ont joué un rôle dans la renaissance bulgare, dit M. S. Radeff : l'élément bourgeois et l'élément révolutionnaire. L'élément révolutionnaire avait ses assises à Bucarest et à Constantinople. Il y était mélangé de bourgeoisie féodale, mais l'élément révolutionnaire y jouait sans conteste un rôle prépondérant et se développait à Constantinople en toute liberté, jouissant, dans une mesure notable, de la protection du gouvernement ottoman, malgré son caractère nettement révolutionnaire. La lutte était dirigée, non contre les Turcs, mais bien contre les Grecs et elle était par cela

même agréable aux Turcs. « Le premier trait de notre renaissance, dit M. S. Radeff, consistait en ce qu'elle était civilisatrice. Tandis que les Serbes et les Grecs ont abordé la scène politique au XIX^e siècle — le fusil à la main — les Bulgares ont inauguré leur nouvelle existence en imprimant des livres et en créant des écoles¹. » Les Serbes et les Grecs étaient déjà révolutionnaires vis-à-vis des Turcs et même aux yeux des Turcs. Les révolutionnaires bulgares étaient révolutionnaires au contraire uniquement vis-à-vis des Serbes et des Grecs en compagnie et en alliance avec les Turcs. Les Bulgares étaient le véritable « raya » des Turcs, et les Bulgares ne se sont jamais insurgés contre cette souveraineté des Turcs ! Depuis 1393 jusqu'en 1876 on ne peut citer aucune insurrection, ni le moindre soulèvement des Bulgares. En 1876 de nouveau, les Serbes et les Russes sont devant les Turcs. Et les Bulgares ?... Mais il est préférable de ne pas raviver ce souvenir. Les Russes et les Serbes se souviennent bien².

¹ S. Radeff, *Formation de la Bulgarie contemporaine*, Sofia, 1911, I, p. 8.

² Pour la caractéristique des Bulgares, il est utile de mentionner en passant quel mémoire leurs délégués ont présenté au Congrès de Berlin.

« Les délégués bulgares, écrit M. G. Hanotaux, dans son *Histoire illustrée de la guerre de 1914* (fasc. 9, p. 178 à 179) traçaient en ces termes le programme de leur action future dans la péninsule balkanique pour peu qu'on leur permette de s'affranchir et de s'organiser :

« Le peuple bulgare demande sa propre autonomie avec un gouvernement national garanti par les grandes puissances pro-

Vers 1860, lorsque fut créé l'exarchat bulgare qui se transforma aussitôt en une importante institution politique, malgré son but ecclésiastique et spirituel, les Turcs eurent affaire de nouveau aux Serbes et aux Grecs. En Serbie, le prince Michel a commencé par fonder et former une milice avec le concours d'instructeurs russes, et en 1867 il a pris les citadelles et a chassé de Serbie les derniers vestiges de la domination turque. En Grèce, à cette même époque, la question crétoise était à l'ordre du jour et occasionnait de grands soucis à la Turquie.

Voilà les Serbes et les Grecs en lutte avec les Turcs ! Quelle bonne occasion pour les révolutionnaires bulgares de s'associer, de s'allier aux Turcs. Et dans l'occurrence les uns et les autres ont su faire leur profit.

C'est dans une semblable atmosphère que naqui-

tectrices des chrétiens d'Orient, unique moyen de pouvoir vivre paisiblement et se développer graduellement. L'autonomie du peuple bulgare, dans ces conditions, pourrait seule le rendre capable de devenir, par ses propres lois et ses propres forces, l'un des agents les plus actifs et les plus persévérants du progrès et de la civilisation dans l'Europe occidentale ; elle serait, en même temps, la garantie la plus sûre d'une paix durable, dans la plus grande partie de la péninsule des Balkans. Et il n'y a qu'elle qui puisse empêcher, dans l'avenir, le retour des atrocités qui ont justement soulevé l'indignation du monde civilisé. Il arrive à croire, qu'après les cruelles épreuves auxquelles il a été soumis par ses maîtres, l'Europe ne voudra plus mettre derechef ces derniers en état de la pousser à des actes de désespoir, au sacrifice même de son existence.

« Et c'est ainsi, dit M. Hanotaux, que le peuple bulgare s'attribuait d'avance un rôle messianique. »

rent les idées mégalomanes et turcophiles des Bulgares. C'est aussi là que les trouva l'Exarchat bulgare, le jour où il engloba les éparchies serbes, avec circonscriptions territoriales indéterminées et avec des projets politiques. C'est également dans cette ambiance que M. S. Tchomakoff, travaillant à Constantinople, disait « à ceux qui rêvaient d'une petite Bulgarie resserrée entre le Danube et les Balkans » : « Le peuple bulgare a besoin de trois mers ¹ ».

C'est encore là qu'il faut chercher l'origine de l'action bulgarisatrice de la Macédoine et des prétentions bulgares sur la Macédoine ².

Et ces idées mégalomanes sont restées très vivaces et très puissantes chez les Bulgares. M. Menchikoff nous en cite un exemple, dans un article de la *Novoïé Vrémia* (19 février/4 mars 1915, n° 13.988), signé Kh. S. et intitulé « Il nous faut vaincre ». M. Menchikoff écrit, à l'occasion de l'action des flottes alliées dans les Dardanelles : « Un Bulgare m'a adressé une lettre fort curieuse, dans laquelle il démontre que la prise de Constantinople par la Russie serait un coup mortel pour sa patrie, et que la Bulgarie dans aucun cas n'y consentirait ».

Plus importante encore, à ce point de vue, est l'interview qu'un « ancien ministre bulgare » du

¹ S. Radeff, *Idem*, p. 8.

² Cette manie de tout bulgariser se rencontre à chaque pas. Stambouloff n'a-t-il pas déclaré que l'impératrice Maria, une Serbe pourtant, fille du despote Georges Brankovitch et épouse du sultan Mourad II, était Bulgare ? Voir Dr Malinoff, *Stefane Stambouloff*, Sofia, 1909, p. 631.

parti de Stambouloff, M. Ghénadieff, a eue avec un rédacteur de la *Gazette de la Croix* (n° 112) et dans laquelle il est dit : « Les déclarations de Sazonoff concernant les détroits et Constantinople ont ému tout bon patriote bulgare ; chacun de nous donnera sa vie pour que la Russie ne prenne pas Constantinople. Ce plan conçu par les chauvins russes se heurtera à la résistance de toute la Bulgarie ; nous considérerons comme notre devoir de nous ranger aux côtés de la Turquie, et, dans une action commune, de disputer Constantinople à la conquête russe ». (*Novoïé Vrémia*, n° 1399, du 25 février/10 mars 1915.)

Entre temps, et parallèlement, se développait un autre courant plus modeste qui, comme nous l'avons vu, se contentait d'une « petite Bulgarie ». Il fut un temps où les Bulgares, afin de s'affranchir de la domination ottomane, travaillaient avec les Serbes et favorisaient le projet d'union avec la Serbie. De cette époque date un traité de Bucarest conçu et conclu entre le prince Michel et le Comité des émigrants bulgares à Bucarest, le 14/27 janvier 1867. D'après ce traité, le prince Michel devait être le souverain unique des Serbes et des Bulgares, régis par une Constitution générale, et la promulgation des lois devait être faite dans « les deux dialectes ».

La création de l'Exarchat n'est pas parvenue à abolir complètement ce courant d'opinions, dont on

trouve encore des traces en 1873. A cette époque, le grand homme bulgare, Lioubène Karaveloff, écrivait dans un journal bulgare *Nezavissimost* (*L'Indépendance*), qui paraissait à Bucarest : les Tchèques, les Moraves, les Slovaques, les Serbes de la Lusace et les Polonais devraient former une entité politique, les Serbes et les Bulgares en former une autre et les Russes une troisième¹.

Parmi les Serbes, Karaveloff comprenait également les Croates et les Slovènes. Voilà pourquoi il ne les a pas nommés séparément.

A une époque plus récente, certains faits ont démontré que les Bulgares savent faire des marchandages politiques et échanger la Macédoine contre Constantinople, et cela pour le compte de l'Autriche !

Depuis leur libération, ils ont conclu, à deux reprises différentes, des traités secrets, d'après lesquels aussi bien la Macédoine que Salonique se trouvaient en dehors de la sphère de leurs aspirations ! Et les deux fois, ce fut toujours sous le règne du roi Ferdinand, dont les agents, ainsi que le disait M. S. Kostourkoff au Sobranié, envahissaient la Macédoine et y fomentaient la révolution, et aux mains desquels la question macédonienne a toujours été un dérivatif pour détourner l'attention du public bulgare des scandales et des

¹ Voir l'article de tête dans le n° 44 de 1873 de *Nezavissimost* (*L'Indépendance*), reproduit intégralement par le Dr A.-K. Kermektchieff dans *Comment on trompe le peuple*, p. 122, Sofia, 1915.

malheurs intérieurs¹. Et pour d'autres raisons politiques, pourrions-nous ajouter!

En 1898, le roi Ferdinand a conclu une convention secrète avec l'Autriche-Hongrie, d'après laquelle l'Autriche s'engageait : à protéger la dynastie du roi, alors encore prince Ferdinand, et *la Bulgarie, au cas d'un partage éventuel des Balkans ; à limiter ses prétentions territoriales à Strouma et à Rodope ; à ne pas les étendre au delà de ces limites, vers l'ouest.*

L'existence de ce traité contenant les clauses précitées a été confirmée au Sobranié, par le président du Conseil actuel M. V. Radoslavoff. Et il répondait à la question de M. I. Popoff : qui a conclu ce traité? — Stoïloff!²

Par un traité semblable, conclu avec la Russie, datant de septembre 1907, une année avant l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, la Bulgarie a consenti à ce que la Russie l'aidât à obtenir une sortie sur la mer Egée *qui ne s'étendrait pas au delà de Strouma et de Rodope vers l'ouest.*

Et ce qui est important, c'est que ces deux traités n'ont pas été l'œuvre d'un seul parti. Non, il y a là des russophiles et des austrophiles. Le premier des traités conclus l'a été pendant le gouvernement de feu Stoïloff, alors chef du parti

¹ C. R. sténographiques XVII du Sobranié, du 30 avril/13 mai, p. 527 et suivantes.

² Par ce traité la Bulgarie a encore obtenu de l'Autriche que cette dernière lui reconnût et l'aidât à obtenir une partie de la Serbie orientale.

national, devenu depuis parti guéchéviste ; le second, celui de 1907, est l'œuvre du parti national libéral.

Il est encore intéressant de constater que ce premier traité secret, conclu avec l'Autriche, l'a été par Stoïloff, ce même chef du gouvernement bulgare, qui a été l'auteur de la réconciliation avec la Russie et qui a fait reconnaître le roi Ferdinand par la Russie, au temps où Stambouloff était éloigné du pouvoir et envoyé dans l'autre monde !

Ces deux traités ont été dévoilés en Bulgarie, ainsi que le déclarait M. Kabaktchieff au Sobranié, à la veille même de la guerre balkanique, en février 1912. Et ce qui est encore très important c'est qu'au moment où M. Kabaktchieff en parlait et en citait les passages caractéristiques, personne au Sobranié ne s'est levé pour le contredire, pas plus les austrophiles que les russophiles, bien que les uns et les autres aient succédé à M. Kabaktchieff à la tribune ¹ !

*
* *

Entrons un peu dans le domaine historique et voyons ce que l'histoire nous enseigne :

Vers 950, dit Constantin Porphyrogenit², la ville

¹ Voir C. R. sténographiques XVII du Sobranié, 1914, p. 623 à 624 et suivantes.

² Constantin Porphyrogen : *De administrando imperio*, chap. xxxii, p. 99, 152, éd. Bonn (cité dans l'ouvrage du Dr B. Tchéritch) *Les noms serbes en Macédoine et en Vieille Serbie*.

de τᾶΣεξβδία située sur le territoire de Salonique, au bord de la rivière Bistritza, tient son nom des Serbes qui sont venus s'y établir tout d'abord. Et plus tard on cite souvent cette ville τᾶΣέξβδία comme la résidence d'un vladika (évêque). Dans la traduction en vieux slavon de Jean Zonara, cette ville s'appelle *Serbtchichté* (D^r V. Tcheritch. *Les noms serbes en Vieille Serbie et en Macédoine*, p. 9).

Au xvi^e siècle, dans cette circonscription de Salonique et dans les environs mêmes de la ville, les voyageurs occidentaux et les explorateurs ont trouvé des Serbes, ainsi que l'assure le célèbre savant Falmereyer, qui s'est occupé dans ses *Fragmenten*¹ de la péninsule balkanique.

Le célèbre historien et archéologue russe, M. N.-P. Kondakow, membre de l'Académie des Sciences russe, qui, en compagnie de plusieurs savants russes, a entrepris en 1907 une expédition scientifique à travers la Macédoine, dépeint dans son ouvrage *La Macédoine, Pérégrinations archéologiques* (Petrograd 1909), le caractère de la première population slave en Macédoine, dans les termes suivants :

Au v^e siècle les Slaves transdanubiens, cherchant à coloniser et constamment poursuivis au delà du Danube par les attaques des nomades, commencèrent à envahir systématiquement une contrée dite Illyrie, la Macédoine septentrionale et centrale...

La première invasion en Macédoine était, sinon exclusivement

¹ Nous ne pouvons pas préciser la citation n'ayant pas sous la main les *Fragmenten* de Falmereyer.

*serbe, du moins en majeure partie serbe, mais dans aucun cas il ne pouvait être question de hordes bulgares*¹.

Nous devons attirer l'attention de tous ceux qui s'étonneraient de voir la présence des Serbes signalée à une époque si reculée dans la Péninsule balkanique, sur ce fait que Constantin Porphyrogenit fait erreur dans son ouvrage précité lorsqu'il place l'arrivée des Serbes et des Croates dans la Péninsule balkanique seulement vers le milieu du VII^e siècle. La science actuelle taxe ces erreurs de « légendes » et M. V. Yaghitch a établi, en 1894, que les Serbes et les Croates ont immigré dans la Péninsule balkanique au VI^e siècle avec les autres slaves, bien qu'à cette époque il ne soit pas encore question de ces noms.

Il n'y a aucun doute possible, dit Yaghitch, que ces slaves, qui, depuis l'époque de Constantin jusqu'à nos jours, portent les noms de Croates et de Serbes, ne se soient trouvés dans ce flot immense qui, dans la seconde moitié du VI^e siècle, se déversait lentement par le Danube, vers les Balkans, les pays de la mer Adriatique et des Alpes et qu'ils aient donné à ce vaste territoire un nouveau caractère ethnique...

La direction observée par ces migrations milite en faveur de la thèse de Yaghitch. En l'année 548 encore, les Slaves ont pillé l'Illyrie jusqu'à Durazzo...

M. F.-I. Ouspensky, dans son histoire de l'Empire byzantin, qualifie, lui aussi, de légendes, les assertions de Constantin sur l'établissement des Serbes et des Croates dans la Péninsule balka-

¹ *La Macédoine*, p. 6 à 7.

nique. A l'appui de sa thèse précitée, M. Yaghitch avance également un fait important, à savoir que la langue des Serbes et des Croates est organiquement liée à celle des Slovènes et des Bulgares et que tous les Yougo-Slaves, au point de vue linguistique, forment une longue chaîne dont chaque chaînon est lié, est soudé à l'autre. Il est évident qu'à l'époque de la migration ces chaînons étaient encore plus étroitement soudés entre eux et que les différences dans la langue — notamment dans les dialectes locaux, car à cette époque et même assez longtemps après, il n'y avait pas de langues nationales — étaient moindres, voire insignifiantes.

En effet, les fils de cet officier byzantin de Salonique, Léon, les frères Cyrille Constantin et Méthode, n'ont-ils pas traduit (vers 853 ou 883) l'Écriture Sainte et formé un abécédaire slave, la glagolytique, un évangile destiné aux sujets de Rostiolar et de Swiatopolk, c'est-à-dire aux slaves de Panonie et de Moravie, contrées où ils sont allés eux-mêmes propager la science chrétienne jusqu'à la mort de Méthode, présumée survenue en 885 ? Ils ont naturellement traduit les Écritures Saintes dans le dialecte de la Macédoine méridionale, ou dans celui des slaves établis entre Rodope et le Pind, berceau des premiers évêques slaves, ainsi que l'atteste le D^r X. Yirétchek, ce qui ne l'a pas empêché de servir également aux slaves de Panonie. Détail intéressant : un de ces premiers

diocèses s'appelaient Serbia (ὄτων Σερβίων) ! En Bulgarie, par contre, ce sont les Grecs et les Latins qui ont propagé le christianisme jusqu'à l'arrivée des disciples de Cyrille et Méthode, après la mort de ce dernier, donc plus de vingt ans après que Cyrille et Méthode eurent traduit l'Écriture Sainte en langue slavone¹ !

Il est de même intéressant de voir que Clément et ses condisciples, tous disciples de Méthode, ne sont pas restés en Bulgarie, mais ont été aussitôt envoyés dans l'ouest, en Macédoine. A cette époque, en Bulgarie, c'est à peine si on avait maîtrisé la réaction des boyards bulgares qui tous étaient retournés au paganisme.

Il n'est pas incompréhensible, dit le Dr Mourko, que Clément ait désiré lui-même retourner en Macédoine, berceau de son enfance, où dès son plus jeune âge il avait été préfet aux côtés de Méthode... c'est là aussi qu'il faut chercher l'archevêché Velika ou Drembitza, dont Clément fut le premier évêque, car il est probable qu'il se trouvait plutôt dans cette partie limitrophe macédonno-albanaise que dans la région de Stroumitza.

Même les plus anciens documents en vieux slavons proviennent de Macédoine, où la plus ancienne écriture slave, la glagolytique, s'est maintenue jusqu'à la fin du XII^e siècle, et ils ont été écrits dans une langue différente de celle qui était parlée dans la

¹ Voir Jagié (Yaghitch) *Archiv für slavische Philologie* (XVII), *Ein Kapitel aus der Geschichte der südslavischen Sprachen*, pp. 54, 55, 72. — Dr K. Yiretchek. *Histoire des Serbes* (serbe et allemand) 1911, vol. III, chap. II : *paganisme et christianisme*.

Bulgarie danubienne. Le célèbre écrivain Khra-bre, également Macédonien, a écrit ses ouvrages en glagolytique. En Bulgarie, dès le x^e siècle, la glagolytique a été remplacée par la cyrillique, cette dernière se rapprochant davantage des caractères grecs.

Jusqu'au xiii^e siècle, la langue dont se sont servis Cyrille et Méthode pour la traduction de l'Écriture Sainte a porté le nom de *slave*.

Ce n'est qu'au xiii^e siècle, dans les documents nationaux, qu'on qualifie la langue de bulgare.

Appeler la langue vieux slave ou vieux slavon, vieille langue bulgare, ainsi que l'ont fait quelques slavissants allemands et russes, est anti-historique, dit le D^r Mourko, *car la vieille langue bulgare est le turc, que la noblesse bulgare n'avait pas encore abandonné au x^e siècle*¹.

*
* *

Les Bulgares, horde asiatique, sont venus dans la Péninsule des Balkans, franchissant le Danube, d'après les dernières recherches, entre 659 et 660, et les premiers d'entre eux ont d'abord établi leur campement près d'Issaktcha, à l'embouchure du Danube, et plus tard au nord-est de Choumen près de la localité Aboba-Pliskova. Bien plus tard, vers 821, ils ont déplacé leur centre et se sont fixés au

¹ Voir Dr Murko : *Geschichte der älteren südslavischen Literaturen*, Leipzig, 1908, pp. 25, 57, 58, 59, 60, 60 à 70.

piéd septentrional des monts Balkaniques, au sud de Choumène, à Preslav.

Les Bulgares, ainsi que le démontrent les études récentes de M. I.-D. Chichmanoff, sont une *tribu méridionale turque* et non fino-magyare, ainsi qu'on le croyait jusqu'à ces tout derniers temps. Ils sont venus du Volga et se sont fixés d'abord sur le littoral de la mer Noire, puis sur les rives du Bas-Danube.

Au nord des montagnes Balkaniques, les Bulgares ont séjourné assez longtemps. Ils ont conquis Sofia en 809 seulement. Les invasions en Thrace et en Macédoine furent passagères et de courte durée jusqu'au règne de Michel Boris (852 à 888). « Les Bulgares, écrit M. N.-P. Kondakoff, s'étendaient jusqu'à la Macédoine et même jusqu'à la Thessalie, mais les Byzantins les ont chassés de toutes ces contrées et c'est alors qu'ils se sont fixés en Bulgarie : entre le Danube, la mer Noire, les Balkans et les pays serbes »¹ !

Les migrations vers l'occident, poursuit le même auteur, étaient purement slaves et, parmi ces tribus slaves, se détache nettement, dès la première moitié du VII^e siècle, la nationalité fondamentale purement slavo-serbe².

Après la conquête de Sofia en 809, les Bulgares ont dirigé leurs migrations vers le nord-ouest, et vers la Panonie, et de Sofia ils se sont dirigés

¹ N.-P. Kondoukoff, *La Macédoine*, p. 9.

² N.-P. Kondoukoff, *La Macédoine*, p. 289.

aussi vers le sud-ouest, où ils ont subjugué les tribus slaves de la Macédoine jusqu'au littoral byzantin voisin de Salonique.

La chronologie de ces conquêtes du sud-ouest n'est pas très exactement connue, mais la légende de saint Clément et des martyrs de Tivériopol rapporte que, sous le règne de Michel Boris, les Bulgares occupaient l'intérieur de la Macédoine¹.

A l'avènement du fils cadet de Boris, Siméon (893 à 927), les Bulgares étendent encore davantage leur pouvoir, mais en 971, l'Etat bulgare commence à périlcliter : Jean Tzimiskiyé le conquiert et emporte sa couronne à Constantinople. Il paraît qu'alors les Grecs ne purent s'emparer de tout l'Etat bulgare, car il leur fallut combattre les Bulgares en Macédoine encore durant les quarante années où l'empereur Bazile II, connu sous le nom de Tueur des Bulgares, les a presque complètement anéantis et décimés, ainsi que nous l'apprend l'historien grec Grigora.

Après l'année 1018, on perd toute trace de l'ancien Etat bulgare. Il réapparaît seulement après 1186, lorsque deux boyards bulgares, Pierre et Arsène, lèvent l'étendard de la révolte, et, ce qui est caractéristique, dans la région du Bas-Danube.

Et lorsque le troisième frère, Kaloyane, prend le pouvoir, après que ses deux frères Pierre et Arsène eurent péri dans une révolte intérieure, au

¹ Voir Dr K. Yiretchek, t. I^{er}, chap. II, p. 168.

moment où survinrent les troubles généraux provoqués par le siège de Constantinople par les Latins d'Occident, les Bulgares occupèrent encore une fois le territoire byzantin à l'ouest de Sofia et s'étendirent jusqu'en Thessalie. Peu de temps après, Kaloyane disparut à son tour, victime d'une mort mystérieuse, survenue en 1207. Alors apparaissent indépendamment Slav à Rodopa et Strez à Rossek (Demir Kapou).

L'avènement de l'empereur Arsène II, fils du vieil Arsène I^{er}, en 1218, marque le commencement du second Empire bulgare et c'est alors que la Macédoine retombe au pouvoir de la Bulgarie. Mais en 1242 déjà, les Grecs reconquirent la Macédoine orientale et, en 1254, cette conquête s'étend à la Macédoine occidentale, jusqu'à Ochrida.

Cette union de la Macédoine avec la Bulgarie proprement dite, écrit Kondakoff, était de peu d'importance, puisque les Grecs avaient pris, dès 1242, la Macédoine orientale et aussi, en 1254, la Macédoine occidentale jusqu'à Ochrida. La tentative faite par les Bulgares pour reconstituer la Macédoine prit fin en 1257, après une lutte sanglante qui a duré trois années, par la perte de cette province. Etant donné les circonstances, cette période ne peut être considérée comme la période d'unité de la Macédoine avec la Bulgarie. Mais déjà, en 1267, on voit la Serbie grandir et se développer à vue d'œil sur la Péninsule balkanique ; on se ressent également du mouvement européen occidental et peu après, en 1281, toute la Macédoine était déjà serbe¹.

Depuis cette époque, c'est-à-dire depuis la

¹ N.-P. Kondakoff, *La Macédoine*, pp. 22, 24, 62.

seconde moitié du XIII^e siècle, jamais plus les Bulgares ne possédèrent la Macédoine, jusqu'à l'époque où les Turcs, par firman impérial, daté du 28 février 1870, la leur livrèrent à l'occasion de la fondation de l'Exarchat bulgare.

Donc, le procès intenté pour la Macédoine, par les Bulgares d'une part, et les Serbes et les Grecs d'autre part, était déjà terminé dans la seconde moitié du XIII^e siècle.

A l'appui de la thèse qui nous occupe, il est important de noter les opinions que formule M. M. Mourko, dans son ouvrage précité sur la langue et les documents de cette époque écrits en langue slave.

Lorsqu'on les soumet à l'examen, dit M. Mourko, on acquiert la conviction, très intéressante non seulement pour les philologues, que la majeure partie de ces monuments écrits proviennent de la Macédoine, et que leurs particularités linguistiques et littéraires ont des attaches avec le monastère Zoographe du Mont Athos et même avec la Bulgarie danubienne... Il y a d'autres faits non moins importants : l'école littéraire d'Ochrida nous achemine graduellement vers la rédaction serbe des monuments écrits en vieux-slavon, dont ceux provenant de Zlétovo et de Kratovo sont philologiquement parlant tout à fait serbes. L'action conjointe et réciproque des éléments serbes et bulgares commence à la seconde moitié du XIII^e siècle, avant les conquêtes serbes en Macédoine ; la domination serbe rend l'élément serbe également prédominant dans le domaine littéraire, et cette supériorité se maintient très longtemps. C'est ainsi qu'il faut expliquer la disproportion curieuse qui existe entre les monuments rédigés en bulgare et en serbe répartis dans les bibliothèques bulgares (cette différence frappe surtout à la bibliothèque synodale de Sofia qui possède 107 manuscrits

serbes, 28 bulgares et 19 russes), disproportion qui indique en même temps combien il est difficile et presque impossible de séparer, de répartir, non seulement les transcriptions, mais aussi les traductions en bulgare et en serbe, surtout lorsqu'on tient compte du territoire limitrophe bulgare-serbe. Et pour une époque plus reculée, cette recherche, au point de vue d'ensemble, n'a pas en général grande raison d'être, toutes les productions littéraires étant devenues plus ou moins des biens communs aux deux nations.

C'est ce qu'affirme M. Mourko et c'est d'autant plus important que lui-même ne s'est point encore complètement affranchi des errements de l'ancienne école philologique slave, et qu'il a traité presque en maître toute la partie serbe de la vieille littérature yougo-slave.

Depuis lors, jusqu'à la fin du ^{xiv}^e siècle, la Macédoine est restée serbe et les Serbes la couvrirent entièrement de monuments civilisateurs, tant littéraires qu'architecturaux.

Jusqu'au ^{xiii}^e siècle, il n'existe, ainsi que nous l'avons vu, pas un seul document slave indigène dans lequel la langue des slaves de Macédoine se fût appelée bulgare. Cette appellation surgit au ^{xiii}^e siècle, où on la rencontre une fois dans un document bulgare et une autre fois dans un document serbe.

De même, et cela jusqu'au commencement du ^{xiv}^e siècle, il n'y a pas un seul exemple probant que les slaves de Macédoine se soient appelés bulgares.

Seuls les étrangers, dans leurs anciens écrits,

les nommaient ainsi, parce que la Macédoine à deux reprises différentes a fait partie du vieil Empire bulgare : *c'est pourquoi cette expression de bulgare, dans les anciens écrits étrangers, prend une signification purement politique.*

Les officiers de Napoléon I^{er} qui, venus de Dalmatie au début du xix^e siècle, ont parcouru la Macédoine et visité Ochrida, Bitolia (Monastir), Stroumitza, Istip et Kustendil, ne parlent nulle part des Bulgares mais trouvent des Serbes et la langue serbe, et c'est de ceux-là seuls qu'ils parlent.

Le Dr Joseph Müller affirme la même chose pour le vilayet de Bitolia (Monastir) où il a exercé la médecine pendant de longues années¹.

Safarik lui-même, que les Bulgares citent volontiers, a affirmé, sur la foi des éléments très restreints dont il disposait à l'époque, que la langue parlée dans la basse Moesie, entre le Danube et les Balkans, est différente de celle parlée en Macédoine.

Après l'insurrection de Karageorge, la situation a changé au préjudice des Serbes et du nom serbe ; elle s'est surtout modifiée après la paix de Bucarest de 1812, qui a été pour les Turcs et les Autrichiens « l'os resté dans la gorge ».

L'insurrection de Miloch de 1815 a été également préjudiciable aux Serbes, dont la situation a

¹ Voir Dr Tchéritch : *Les noms serbes en Macédoine et en Vieille Serbie*, pp. 37, 42 à 46 ; *La politique étrangère* n° 2, février 1913, p. 73 : Un document inédit par G. Iakchitch ; Dr Joseph Müller : *Albanien, Rumelien und die österreichisch-montenegrinische Grenze*, Prague, 1841.

empiré. On maudit partout les Serbes et on les poursuit comme révolutionnaires. A Constantinople, on exhibe la tête de Karageorge, comme un grand trophée de guerre, et le nom bulgare devient plus encore qu'auparavant, aux yeux des Turcs, symbole de la soumission, de même qu'il l'était pour le poète bulgare qui chante :

Peuple grandi avec une nature d'esclave,
Ne grogne pas, ce n'est pas de ta faute!
Tu ne te dresseras jamais tout droit,
Eternellement tu resteras un mort vivant.

Telle est la situation qu'ont trouvée Amie-Boué et d'autres, qui ont apporté la confusion dans la littérature des voyages et dans la cartographie, aidés en cela par les erreurs serbes des années 60 et 70 du siècle dernier, ainsi que par le célèbre falsificateur Verkovitch !

C'est également en présence de cette situation que s'est trouvé brusquement l'Exarchat bulgare. Les guerres de 1876 et de 1877, dont les résultats furent peu brillants pour les Serbes, ont encore exercé une influence défavorable sur la situation du pays et ont fini par compromettre le nom serbe en Vieille Serbie et en Macédoine, provinces restées au pouvoir des Turcs, tandis que les Bulgares, grâce entre autres à la propagande exercée par leur Exarchat, ont réalisé la Bulgarie, telle que l'avait délimité le traité de San-Stefano !

*
* *

C'est le nom serbe que tout le moyen âge attache à la Macédoine; ses poésies épiques chantent les exploits de ses héros et de ses chevaliers. Au xv^e et au xvi^e siècle on ne connaît, pour ainsi dire, que ce qui est serbe, du moins ce que l'on connaît le plus dans les Balkans, c'est la littérature, c'est le nom serbe¹.

Qu'il nous soit permis maintenant de donner ici même quelques preuves à l'appui de notre thèse. Dans les documents historiques, dans les mémoires et relations de voyages des étrangers qui, dans les siècles passés, ont écrit sur la Macédoine, c'est toujours d'un nom serbe qu'ils ont appelé cette contrée.

En 1401, dit un document de la République vénitienne, est venu à Venise un ministre de « Constantin », souverain de Serbie, de cette contrée qui environne notre contrée de Durazzo. « *Constantini domini Servial, teritorial, quod est circa territorium nostrum Durachii* »².

Au commencement du xv^e siècle, a été rédigée

¹ De nos jours encore, une foule de noms topographiques rappellent ces liens et cette parenté dans le passé. Détail intéressant: le Dr Karl Peucker marque sur sa carte: *Die zentralen Balkanlaender*, V^e Auflage, Wien, 1914, au sud de Djoumaya, sur la Strouma même, et au sud-ouest de Mekhomia les noms *Serbin* et *Serbinov Vrh* (Serbe et sommet serbe) !

² Dr V. Tchéritch, *Le nom serbe en Macédoine et en Vieille Serbie* (p. 13).

une chronique bulgare. Dans cette chronique, l'écrivain bulgare dit :

En voyant ceci, Contacusène s'affligea grandement et fit appel aux seigneurs serbes, les despotes Ouroch et Ougliécha et le roi Vourachine, en leur demandant de secourir...

Les despotes Ouroch, Ougliécha et le roi Vourachine ont régné dans la Macédoine méridionale et occidentale à l'ouest de Vélès et à l'ouest de Prilep. Plus loin, dans cette même chronique bulgare, on dit que l'empereur Mourad s'est levé contre Ougliécha.

En apprenant ceci, Ougliécha et le roi Vourachine réunirent deux importants contingents de l'armée serbe.

Démètre, un scribe de Kratovo, dit qu'en 1466 il entreprit, sur l'ordre de l'archevêque d'Ochrida, la tâche de dresser en langue serbe, un lode du diocèse d'Ochrida. Il dit encore que l'archevêque d'Ochrida, Dorothéi, en faisant une tournée dans son diocèse, est arrivé « dans notre localité protégée de Dieu, dite Kratova »¹. Ceci prouve qu'au temps de la domination turque, le diocèse d'Ochrida était considéré comme serbe et que, s'étendant jusqu'à Kratovo, il englobait la plus grande partie de la Macédoine.

Les moines Komnen et Proklo ont écrit (très

¹ Lioub. Stoyanovitch. *Les anciens manuscrits et inscriptions serbes*, I, 1902, n° 328, p. 98 à 100 (cité dans l'ouvrage du Dr V. Tchéritch, p. 14).

probablement au xv^e siècle) une histoire des divers seigneurs de l'Épire, dans laquelle ils racontent qu'après la mort de l'empereur serbe Douchan, Nikiphore chassa du trône Siméon, le frère de Douchan, et l'envoya à Kostour ; mais, lorsque Siméon arriva à Kostour, il prit la ville et s'y établit, ensuite il conquit encore quelques places fortes et de nombreuses villes et territoires. « Mais lorsque de nombreux Grecs, Serbes et Albanais (on ne parle pas des Bulgares, car il n'y en avait pas) se furent groupés autour de lui, et formèrent une armée de quatre à cinq mille hommes, ils le proclamèrent empereur. »

A la fin du xv^e siècle, Ant. Bonfinie, un historien hongrois, d'origine italienne, parle de la Macédoine que « l'on appelle maintenant Serbie » (*Macedoniam quam Serviam nunc appellant*)¹.

En 1625, Serge, métropolite de Greven, entreprit un voyage en Russie, afin d'y solliciter la charité. Questionné, il répondit entre autres « qu'il a été sacré Métropolite de Greven par Nectaire, archevêque d'Ochrida, en pays serbe »². Ceci constitue une preuve de plus que tout le diocèse d'Ochrida a été, d'une façon ininterrompue, désigné comme serbe.

¹ Ant. Bonfinii rerum Hungaricum, dec. II, lib. IX (Vienne, 1744) p. 248 a. (cité dans l'ouvrage du Dr V. Tchéritch, pp. 15, 16).

² Rapports de la Russie avec l'Orient dans les questions d'église, II (1860) p. 19 (cité dans l'ouvrage du Dr V. Tchéritch, p. 17).

En 1584, Alexandre Komounovitch et un sien ami, écrivent sur l'Eglise catholique en Serbie et dans les contrées environnantes et disent qu'en Serbie « Skoplié (Uskub) est la ville principale » (*Scopia principale città*)¹.

Au xvii^e siècle, en l'an 1641, le métropolitte de Skoplié sollicite la charité du tsar Michel de Russie et dit, en parlant de lui-même, qu'il est « Siméon, le métropolitte du pays serbe », et la lettre de l'empereur de Russie renferme ce passage : « du pays serbe de la ville de Skoplié, du Monastère d'Ivan Predtetcha, le métropolitte Siméon ».

Le métropolitte de Kratovo, Michel, adresse en 1651 une lettre à l'empereur de Russie dans laquelle il dit : « Mes parents et mes aïeux étaient... les seigneurs princes de la ville de Kratovo en pays serbe »².

En 1667, l'empereur Léopold accorda certains privilèges aux Serbes, venus pour la plupart de Macédoine, « et qui se sont établis dans la Haute Hongrie (*praesertim autem et Macedonia advenientium*) »³.

De nombreuses cartes du géographe officiel de la République Vénitienne, du célèbre V. Coronelli, publiées en 1592 (*y corso geographico*) étendent la

¹ E. Femendjine *Acta Bonae* (Monumenta Slav. mer. XXIII) ANRJH p. 339 (cité dans l'ouvrage du Dr Tchéritch, p. 17).

² St. Dimitriévitch, *Bulletin de l'Académie royale de Serbie* n° 58 (1900), p. 233 à 234 (Dr V. Tchéritch, p. 18).

³ *Bulletin de la Société Scientifique serbe*, n° 67 (1887, p. 64).

Serbie au sud depuis la Char Planina et la Skopska Tserna Gora (la Montagne Noire de Skoplié) en Macédoine, et la désignation Skoplié (Uskub) est presque régulièrement suivie de la mention *Metropoli della Servia* (capitale de la Serbie).

En 1744, l'impératrice de Russie Elisabeth écrit :
« Aux nobles et respectables Seigneurs des pays serbes en Macédoine... »¹

Voilà quelques exemples seulement, tirés des innombrables manuscrits et inscriptions du passé. On aurait pu encore en citer un très grand nombre qui tous prouvent que le nom serbe ne cessa d'être lié à la Macédoine dans les siècles passés.

*
* *

Tous les monuments de la civilisation, qui ont survécu à la domination turque, conservent à la Macédoine le caractère pleinement serbe.

L'opinion de M. Kondakoff, qui jouit de nos jours en Russie de la plus haute autorité en matière d'archéologie slave, nous semble des plus importante et nous tenons à la citer ici :

La plus brillante période de l'architecture serbe, on le sait, fut la seconde moitié du XIII^e siècle et la première du XV^e. Les églises serbes de cette époque se distinguent dans leur architecture par l'influence que le byzantinisme a exercé sur elles. De même les peintures qui ornent abondamment ces édifices religieux reflètent l'imitation du style grec. Mais, à en juger d'après la très grande diffusion de ces peintures,

¹ Sima Miloutinovitch, *L'histoire du Monténégro* (1835), n^o 76.

tant en Serbie qu'en Macédoine, nous devons fatalement conclure qu'il a dû exister des ateliers purement serbes qui, bien qu'imitant le style grec, sont restés dans une certaine mesure autonomes¹.

Toute la Macédoine est donc parsemée de ces vestiges de la civilisation serbe !

La civilisation nationale serbe a inondé la Macédoine de toute son activité, elle a continué la civilisation byzantine, et c'est ce qui a donné à la domination serbe en Macédoine une importance toute particulière au point de vue civilisateur. *Tandis que la domination bulgare, qui a été de courte durée, n'a laissé aucune trace de civilisation, la civilisation serbe s'est extrêmement développée et le style pictural, que les Serbes ont créé, représente la branche la plus importante de l'art byzantin, après la branche russe*².

Grâce à ce développement intellectuel, la Serbie représentait alors, dans les Balkans, l'héritière la plus naturelle de Byzance. L'invasion des Turcs l'a privée de ce rôle politique et civilisateur.

La domination turque a fait disparaître un grand nombre d'églises et de monastères. Cependant, beaucoup d'entre eux ont échappé à ce sort, puisque de nos jours on en rencontre encore beaucoup.

Vers la deuxième moitié du XIX^e siècle, et à l'époque contemporaine où se place la propagande sanglante des comitadjis, tout ce qui a pu se rattacher au nom serbe, églises et monastères, a été

¹ *La Macédoine*, p. 66.

² *La Macédoine*, p. 290. Le texte en italique a été souligné par nous.

détruit par la main des prêtres fanatiques et des instituteurs bulgares.

M. Kondakoff cite à titre d'exemple de ce vandalisme bulgare le sort qu'a subi le *Monastère de Marko*, une fondation élevée, après la mort du tsar Douchan, par le célèbre héros légendaire serbe, Kraliévitich Marko, fils du roi Voucachine. Regrettant les peintures disparues, M. Kondakoff écrit :

Hélas ! il n'y a plus ni fresques ni inscriptions... Tout a été barbouillé de peinture à l'huile. La laideur de cette peinture, imitant le marbre, répugne à la vue par sa coloration, surtout lorsqu'on se souvient que dans le passé tout était beau, agréable à l'œil et au goût ; partout il y avait des colonnes de marbre ; tous les détails apparaissent dans le plus pur style du *xiv^e* siècle, l'époque la plus florissante de la Serbie au point de vue politique et intellectuel. *Cette caricature du vieux monument suscite encore davantage le regret, lorsqu'on songe qu'elle a été inspirée par la haine nourrie par l'élément ecclésiastique bulgare à l'égard des vestiges de l'ancienne civilisation serbe. Il paraît que la fresque des fondateurs, si admirablement conservée, a été détruite au nom du patriotisme bulgare, parce qu'elle rappelait trop la souveraineté serbe dans ces contrées¹ !*

*
* *

La langue slave de la Macédoine, que les Bulgares présentent comme bulgare, ne saurait servir d'argument à leurs prétentions sur cette province. Pour approfondir la question, au point de vue philologique, le lecteur trouvera tous les éléments

¹ *La Macédoine*, pp. 183, 184. Pour attirer davantage l'attention sur certains passages, nous les avons reproduits en italiques.

nécessaires dans l'ouvrage du Dr A. Bělitch, professeur à l'Université de Belgrade : *Les Serbes et les Bulgares* (Petrograd, 1913). Nous donnerons ici, non l'opinion des Serbes, mais bien celle de savants étrangers et surtout celle des Macédoniens. Nous connaissons déjà les idées du professeur Yaghitch. Le professeur Élias Barboulesco et le professeur Kotchubinsky considèrent la langue des slaves de Macédoine comme une langue intermédiaire, un dialecte opérant la transition entre le serbe et le bulgare. Le professeur Niederlé partage cet avis ; ce Tchèque, bien que classant à tort les slaves de Macédoine parmi les Bulgares, dit :

Au point de vue philologique, la langue des slaves de Macédoine représente un groupe de dialectes locaux, assez différents les uns des autres. Ils constituent une sorte de patois intermédiaire entre le serbe, dit « chtokavski », et la véritable langue bulgare¹.

Le même avis est partagé par Draganoff, un Macédonien qui proteste contre l'appellation de langue bulgare donnée à la langue des slaves de Macédoine. (*Slavianskia Izviestia*, 1888.)

M. Barboulesco, professeur de slavistique à l'Université de Jassy, écrit dans son ouvrage : *Les relations des Romains* (Jassy, 1912, p. 52) :

Donc, tout ce que nous avons dit démontre que les Serbes ont tout autant raison d'affirmer que la langue macédoienne est serbe, que les Bulgares de soutenir le contraire ;

¹ *Archiv für slavische Philologie*, XX, 35 ; *Slowanske-Starozitnosti*.

en outre, avec le même droit ils soutiennent que les slaves de Macédoine, qu'il évalue au nombre de 1.200.000 sont Serbes, alors que les Bulgares prétendent qu'ils ne le sont pas.

La langue des slaves de Macédoine est restée à l'état rudimentaire, car la destinée politique de cette province l'a voulu ainsi. Une langue ne se développe qu'autant que la nation se développe. Si le développement de la nation reste stationnaire, la langue en subit les conséquences. Et c'est pourquoi l'on observe aujourd'hui, dans la langue des slaves macédoniens, des formes et des lois phonétiques des langues médiévales serbe et vieux-slavon. L'invasion turque, qui a soumis la Macédoine et a arrêté la civilisation serbe et le pouvoir politique en Macédoine, a aussi arrêté le développement de la langue. Il arrive fréquemment aujourd'hui que l'on rencontre, dans la langue des slaves de Macédoine, comme un élément étranger, étranger à la langue serbe, quelque chose de bulgare, ou de macédonien, *qui, en réalité, n'est qu'une manifestation plus ou moins ancienne de la langue serbe du moyen âge et qui s'est arrêtée dans son développement*. Ce fait passe souvent inaperçu dans les discussions sur la langue des slaves macédoniens; il est pourtant d'un grand poids pour la connaissance de la question.

Une erreur que l'on commet aussi très fréquemment consiste à rapprocher cette langue slave macédonienne, non des dialectes orientaux serbes usités dans les contrées de la Ressava et de Kos-

sovo, mais bien du dialecte occidental de la Bosnie et de l'Herzégovine qui, géographiquement parlant, s'en éloigne davantage.

De même, certaines particularités du dialecte slave de Macédoine que celle-ci a tirées, à l'instar du bulgare, de sa proximité géographique avec les Roumains, les Grecs et les Albanais, sont considérées à tort, hâtons-nous de l'ajouter, comme des particularités spéciales à la langue bulgare. Dans ces particularités nous devons citer, en premier lieu, l'absence de l'infinitif qui se trouve également, et pour la même raison, dans les dialectes orientaux serbes.

Il faut chercher la cause de ces fausses interprétations et de ces erreurs dans le fait que l'étude des dialectes macédoniens n'a pas encore été complètement approfondie. En étudiant ces dialectes nous verrons apparaître le κ^V macédonien qui équivaut au τCH , et le g' qui équivaut au DJ , que M. Yaghitch, dans son étude, n'a pu expliquer avec plus de précision, parce qu'il lui semble que ces sons apparaissent partout en Macédoine à côté de ceux de CHT et JD . Mais M. Yaghitch ajoute cependant : en outre les $\kappa' = \tau\text{CH}$ et le $g' = \text{DJ}$ macédoniens montrent très bien comment les voisins les plus rapprochés manifestent constamment leurs points de contact.

La même corrélation existe entre le CHTCH macédonien et le CHTCH serbe occidental et croate, tandis que le CHT serbo-croate moderne qui prédomine

dans les contrées orientales se confond avec le *CHT* bulgare ordinaire. Il n'est pas impossible qu'un jour de plus amples études fassent découvrir que ces *κ'* et *g'* macédoniens, qui tourmentent tant M. Yaghitch, ne sont qu'une formation indépendante, encore à l'état embryonnaire, qui contribuera à enrichir dans l'avenir l'histoire des langues yougo-slaves et rapprochera encore un peu plus le *CHT-JD* vieux-slavon du *TCH* et *DJ* serbo-croate !

*
* *

Indépendamment de la langue et des monuments de sa civilisation, la Macédoine a conservé du passé des coutumes populaires, notamment une coutume typique, qui est exclusivement serbe, et ne se rencontre chez aucun autre peuple slave. Cette coutume est connue sous le nom de *Slava* ou « fête patronale ». M. I.-S. Yastréboff, consul de Russie et l'un des hommes qui connaît le mieux la Macédoine, explique ainsi l'importance que la *Slava* présente pour la population macédonienne :

La *Slava*, la « fête patronale », est célébrée par les Serbes non seulement en Serbie, en Autriche, en Hongrie, en Bosnie, au Monténégro, dans les territoires de Kossovo, de Morava et de Prizrend, mais encore dans les départements de Skoplié, de Vélès, Prilep, Bitolia (Monastir) et Ochrida et dans les contrées de Dibra et de Tétovo.

Tous les habitants des contrées précitées qui se servent du dialecte slavo-serbe conservent pieusement cette coutume et l'ont élevée à la hauteur d'un rite. S'il est vrai que les coutumes prêtent aux peuples un caractère spécifique, la

coutume qui nous occupe nous fournit la meilleure preuve que tous ceux chez qui elle est en honneur représentent un ensemble et appartiennent à la même nationalité ¹.

Cette coutume populaire propre et particulière aux Serbes est le meilleur indice de la nationalité serbe.

La *Slava* est tellement enracinée dans le peuple serbe, dit plus loin M. I.-S. Yastréboff, qu'elle n'a pu être abolie par les évêques grecs qui, dans le feu de la propagande, se sont efforcés, aussitôt après l'abolition du patriarcat d'Ipek, de substituer à la *Slava* la célébration de la « fête patronale ». Les agents bulgares procédèrent de même ².

La question nationale en Macédoine s'est posée seulement dans la seconde moitié du XIX^e siècle. On en trouve les origines dans la propagande en vue de la création de l'Exarchat bulgare. Voyons ce que dit à ce sujet le célèbre publiciste russe, Alexandre Amphithéatroff :

L'acuité de la question de nationalité en Macédoine est de date récente. Dans les années antérieures à 1859, même jusqu'à la dernière guerre russo-turque incluse, la population

¹ I.-S. Yastréboff. *Coutumes et chansons des Serbes musulmans*, Petrograd, 1886, p. 2.

² I.-S. Yastréboff. *Coutumes et chansons des Serbes musulmans*, Petrograd, 1886, p. 2. Cette coutume est également caractéristique pour la population bulgare de l'ancienne frontière serbo-bulgare et des environs de Kustendil. Les Bulgares l'ont persécutée par l'intermédiaire de leurs évêques, ils ont tâché de l'abolir comme « contraire à l'église et à la religion orthodoxe » ! Ce petit fait insignifiant en apparence a pourtant une signification plus profonde. Citons seulement ce que nous a laissé le comte Ighnatieff, dans ses mémoires qui ont été récemment publiés dans le *Messenger Historique*. Il dit, en effet, que le département de Vidine est habité par des Serbes et des Roumains !

se divisait seulement en deux groupes : les Turcs, seigneurs et oppresseurs, et les chrétiens, la *raya*, « roumi-millet », les opprimés.

Les Turcs ne s'intéressaient nullement à la composition nationale de la *raya*. Unis dans l'égalité de l'Islam, ils n'ont pas fait ressortir eux-mêmes leur nationalité de la masse musulmane et, par analogie, ils ont supposé que la même unité existait dans la masse de la *raya*, et ils ne l'ont séparée qu'au point de vue de la religion.

Islamisme d'une part, christianisme orthodoxe d'autre part. Les Turcs considèrent le christianisme orthodoxe comme romain, c'est-à-dire comme religion byzantino-grecque ; de là vient que le Byzantin, le Grec est considéré — d'après la conception des musulmans — comme « roumi », et c'est une désignation suffisante pour le sujet chrétien de l'empire ottoman, sans le moindre égard à sa nationalité propre. « Roumi » signifie non musulman, Grec.

Les Turcs désignaient tout le territoire compris dans les limites de la Péninsule balkanique sous l'appellation de provinces grecques, de « roumi-vilayet ». Suffisamment tolérants, au point de vue religieux, d'après leurs traditions séculaires, les Turcs reconnaissaient le Patriarche de Constantinople comme chef de tous les chrétiens. Cette circonstance mettait aux mains du clergé grec toutes les églises et les écoles de la Péninsule balkanique. Le réveil national, qui a rempli l'histoire du XIX^e siècle, a rencontré, dans les Balkans, une immense opposition, précisément à cause de l'unification arbitraire de toute la population chrétienne en une même église universelle antinationale. Les Bulgares ont su tirer admirablement parti de cette opposition. Persuadés que, dans l'empire ottoman, la nationalité ne pouvait pas être reconnue sans la reconnaissance de l'église séparée, ils ont concentré tous leurs efforts sur la création d'une église bulgare autonome, séparée du patriarcat grec, au point qu'en l'année 1859 peu s'en est fallu que Dragan Tsankoff (le chef bulgare, et plus tard chef du parti libéral-progressiste), n'ait conduit ses co-nationaux au catholicisme¹.

¹ Alexandre Amphithéatroff, *Slaviankoié Goré* (Les malheurs slaves), Moscou, 1912, pp. 244, 245.

*
* *

Le problème de la scission entre l'église bulgare et l'église universelle patriarcale et antinationale a revêtu un caractère national et politique. Toute l'activité développée autour de la création d'une église bulgare indépendante, dite Exarchat bulgare, est intéressante et mérite toute l'attention, même si l'on se contente d'en exposer les points principaux.

Cet exposé est nécessaire surtout, parce que des documents authentiques tirés des Archives du ministère des Affaires étrangères russes, et signalés par le ministre actuel de Russie en Serbie, le prince G. Troubetzkoï, il découle que l'Exarchat bulgare, tel qu'il s'est présenté au monde, est l'œuvre du gouvernement ottoman¹.

Le prince G. Troubetzkoï écrit :

L'année 1868 fut une année très favorable aux Bulgares. La question crétoise tourmentait les Turcs. Le gouvernement ottoman était à la veille d'une guerre avec les Grecs. Fidèle à sa politique traditionnelle, la Porte a essayé d'un remède intérieur, dans les limites de l'Empire, contre l'action de l'élément grec, remède qui se tourna contre elle. Il est naturel que, dans un moment aussi critique, la Porte n'ait pas marchandé son appui et ait comblé les Slaves de toutes sortes de promesses. *Cependant, la Porte s'inquiéta, quand elle eut connaissance des tentatives de rapprochement faites entre les Bulgares et la grande Eglise.* Elle s'appliqua,

¹ Revue d'histoire diplomatique, *La politique russe en Orient*, par G. Troubetzkoï, 1907; *Délo*, fasc. janvier à juin, Belgrade, 1914.

aussitôt, à contrecarrer ce projet qui ne répondait pas à ses propres intérêts ; *elle excita principalement le sentiment national des Bulgares contre les concessions faites par le patriarcat, les présentant comme insignifiantes et illusoire.*

On répandit le bruit que le gouvernement accorderait aux Bulgares des privilèges plus réels. *Le Grand Vizir reçut une députation bulgare et l'assura que la Sublime Porte était disposée à reconnaître les Bulgares comme une nation (milet), mais qu'elle s'abstiendrait de toute incursion dans le domaine de l'Eglise.* Les concessions promises par le Grand Vizir n'étaient pas de nature à refroidir les Bulgares, bien au contraire : ils y entrevirent la perspective d'une organisation autonome vers laquelle les poussaient tous leurs intérêts ¹.

Ces rapports entre les Bulgares et la Porte, le prince Troubetzkoï les expose plus loin de la façon suivante :

Mettant à profit les bonnes dispositions des ministres ottomans, les Bulgares se sont efforcés d'intéresser directement la Porte à leurs pourparlers avec la grande Eglise. Divers projets et propositions furent soumis aux Turcs. Ils tendaient tous à les persuader que la question présentait un caractère plutôt politique que religieux et que, par conséquent, le gouvernement de Padichah possédait toute la compétence pour la trancher. C'est précisément ce que voulaient les Turcs ; ils s'immiscèrent donc dans les questions intérieures des divisions administratives, afin de s'assurer la direction des affaires.

Craignant un accord entre le Patriarcat et les Bulgares, la Porte imagina un conflit et en régla elle-même les bases.

¹ Dépêche de de Stahl, chargé d'affaires à l'ambassade de Russie. Péra, 13 février et 5 mars 1868, nos 42 et 64 (cité par le prince Troubetzkoï).

Nous avons fait ressortir l'importance de certains passages du texte en le reproduisant en italique .

Le nouveau règlement devait, selon son projet, renfermer les points suivants :

1° Les Bulgares choisissent librement les membres de leur clergé ;

2° Les églises qui ont été édifiées grâce aux subsides provenant de la population bulgare restent leur propriété nationale et ils obtiennent le droit d'en édifier de nouvelles ;

3° Dans chaque éparchie, les métropolitains et les évêques bulgares élisent un siège autre que celui occupé par les évêques grecs ;

4° Constantinople sera le siège d'un synode spécialement bulgare, représenté par le chef de l'église bulgare ;

5° Toute latitude est laissée à ceux des Bulgares qui désirent rester sous l'autorité des évêques grecs ;

6° La Porte reconnaîtra la suprématie spirituelle du Patriarche et son nom sera évoqué lors des offices divins.

Voilà le projet que Fuad Pacha, ministre des Affaires étrangères, communiqua aux Bulgares, malgré la promesse contraire qu'il avait donnée au Patriarche (Grégoire VI). Le mauvais vouloir des Turcs était plus qu'évident et le général Ignatieff, alors ambassadeur de Russie à Constantinople, n'a pas manqué de le faire savoir à Fuad Pacha.

Grégoire VI, informé du projet de Fuad Pacha, se décida à réunir aussitôt le Concile œcuménique à Constantinople, qui seul avait la compétence

voulue pour apporter une solution à ce conflit entre les Bulgares et le Patriarcat. Les Turcs se sont élevés contre la réunion du Concile œcuménique et ont incité les Bulgares à la révolte. En même temps, la Porte les a poussés à créer une église autonome, à choisir eux-mêmes leurs évêques et à fonder un Synode. Une fois cet acte accompli, on leur promit aussitôt le firman qui consacrerait la nouvelle situation. Les Bulgares se hâtèrent donc de mettre à exécution le bon conseil des Turcs. Les métropolitites de Philippopolis, de Sofia et de Lovets, tous trois Bulgares d'origine, furent les premiers à envoyer leur démission au Patriarcat œcuménique. Puis ils établirent un Synode dans l'espoir qu'il serait reconnu par le Saint Synode de Petrograd. Le général Ignatieff adressa alors au chancelier prince Gortchakow, la dépêche suivante :

Notre situation devient très délicate ; nous ne pouvons pas accepter qu'on fonde un Synode à Constantinople, nous ne pouvons pas davantage faire cause commune avec une église autocéphale, tant que celle-ci n'aura pas été reconnue par le Patriarcat. Dans le cas contraire, nous nous aliénerions non seulement le Patriarche œcuménique, mais aussi tous les Patriarches de l'Orient, ainsi que tous les Grecs. D'autre part, si nous ne reconnaissons pas la hiérarchie bulgare, les slaves nous considéreront comme leurs ennemis. En outre, les Bulgares pourront se fâcher et s'abandonner par dépit à l'influence occidentale et aux Turcs, se tourner vers Rome et accepter l'Union ¹.

La question de l'Exarchat a empiété sur les inté-

¹ Dépêche du général Ignatieff, Péra, le 29 octobre/11 novembre 1868, n° 271 (cité dans l'ouvrage du prince Troubetskoï).

rêts de la Serbie. Aussi le gouvernement serbe, en vue de *protéger les droits nationaux serbes en Vieille Serbie et en Macédoine*, a-t-il aussitôt établi ses prétentions sur les territoires de l'ancien diocèse archiepiscopal d'Ochrida et du Patriarcat d'Ipek.

Cette démarche diplomatique a ému la Serbie d'autant plus que la commission mixte avait fait également entrer dans la composition de l'Exarchat bulgare les éparchies de Nich, de Kustendil, de Pirot, de Samokov, de Vélès qui, jusqu'en 1766, avaient fait partie du Patriarcat serbe d'Ipek.

Bien que cette action diplomatique du gouvernement serbe n'ait pas eu de suites, pour bien des raisons, et parce qu'elle manquait de fermeté, elle a nettement démontré le souci que la Serbie prenait des droits nationaux serbes en Vieille Serbie et en Macédoine. A cette époque, elle mettait déjà sa diplomatie en mouvement pour garantir ses intérêts.

D'après tout ce que nous savons de la situation politique d'alors, et d'après les dispositions des Turcs à l'égard des Serbes et des Grecs, on pouvait tout naturellement s'attendre à l'insuccès de cette démarche du gouvernement serbe. Disons de suite que cet insuccès fut dû en partie à l'ambassadeur de Russie à Constantinople, le comte Ignatieff, qui exerça une action sur le gouvernement serbe par l'entremise de l'agent diplomatique serbe à Constantinople, afin de lui faire abandonner la voie de la protestation, seul moyen de restreindre les difficultés pour la solution de cette question !

Une des raisons principales qui ont guidé le général Ignatieff, pour inspirer au gouvernement serbe l'abandon de ses prétentions, provenait de ce que le nom serbe représentait dans la péninsule balkanique l'élément révolutionnaire, le peuple des Balkans ayant au ^{xiv}^e siècle opposé la plus opiniâtre résistance à l'invasion turque et, au début du ^{xix}^e siècle, proclamé le premier la révolution contre la suzeraineté ottomane, étant resté jusqu'au bout en lutte avec les Turcs.

Le Patriarcat a cherché avec raison, et conformément au droit canonique, à ce que les limites des éparchies bulgares fussent nettement déterminées et la Russie était sur ce point parfaitement d'accord avec lui. D'après le premier projet, qui a été également adopté par les Bulgares, le pouvoir ecclésiastique de l'Exarchat bulgare ne s'étendait sur aucune des éparchies de la Macédoine. En outre, la Porte, désirant trouver dans les Bulgares des alliés pour les luttes intestines des slaves et des Grecs dans les Balkans, a tenu à donner une solution précise à la question de délimitation de l'Exarchat bulgare. Les Bulgares y ont découvert le moyen d'élargir leur propagande et de la porter sur des territoires ethniquement étrangers, notamment dans les régions serbes.

Après d'interminables pourparlers, le 28 février/-13 mars 1870, le Grand Vizir Ali Pacha délivra aux représentants du clergé bulgare un firman qui reconnaissait et réglementait l'église autonome

bulgare. Mis en parallèle avec le projet présenté par la commission mixte, le firman renfermait quatre clauses nouvelles en faveur des Bulgares, clauses qui étaient ignorées et du Patriarcat et du général Ignatieff lui-même. Les deux clauses les plus importantes soulèvent les objections suivantes :

1° Les rapports spirituels entre la nouvelle église et la grande église, sur lesquelles le Patriarche a insisté le plus, sont affaiblis à tel point qu'ils sont devenus pour ainsi dire illusoires ;

2° Les domaines territoriaux de l'Exarchat sont devenus pour ainsi dire illimités, partant de ce principe établi que, si, dans une éparchie, les deux tiers de la population désirent se placer sous l'autorité de l'Exarchat, l'éparchie tout entière tombe du coup sous la dépendance de l'Exarchat.

Le texte même de cette addition à l'art. 10, dans lequel figure la liste des éparchies de la nouvelle église, conforme au projet de la commission mixte, est ainsi conçu :

Si la totalité ou les deux tiers au moins des habitants du rite orthodoxe des localités, autres que celles énumérées et énoncées ci-dessus, veulent se soumettre à l'Exarchat bulgare pour leurs affaires spirituelles, et si cela est constaté et établi, ils y seront autorisés...

Par ce moyen, et grâce au firman du 28 février/13 mars 1870, les Turcs ont créé la propagande bulgare dans toute l'étendue de leur empire européen, en Vieille Serbie aussi bien qu'en Macé-

doine, se réservant le droit de sanctionner les résultats obtenus par cette propagande.

Presque toutes les éparchies de l'Exarchat bulgare en Vieille Serbie et en Macédoine sont nées de cette propagande bulgare, sanctionnée par la Porte et par le Sultan, sur la base de cette addition à l'article 10 du firman du 28 février/13 mars 1870.

Il est curieux de voir la façon dont le firman du 28 février/13 mars 1870 a englobé dans la composition de l'Exarchat bulgare, outre les éparchies bulgares, celles de Nich, de Kustendil, de Pirot, de Samokow et de Vélès, qui, jusqu'en 1766, ressortissaient toutes au Patriarcat serbe d'Ipek. Et sur ce point se sont trouvés d'accord et les Turcs et les Bulgares et le Patriarche lui aussi !

Cet état de choses suggère au prince Toubetzkoï l'explication suivante des rapports entre les Bulgares et le général Ignatieff :

Il semble que les Bulgares, qui ont tiré tout le bénéfice possible de l'appui moral de l'ambassadeur de Russie dans leurs négociations avec la Porte, ont communiqué à leur protecteur une partie seulement de leur projet. *Et lorsque l'ambassadeur a eu connaissance du texte du firman, confirmé par le Sultan, il a eu la perception nette d'avoir été joué par ses protégés.*

En présence d'une attitude aussi déloyale, dont la Bulgarie ne s'est pas départie ultérieurement, le général Ignatieff n'a point dissimulé son dépit. Dans une dépêche qu'il a adressée au chancelier à Petrograd il déclarait :

*Je ne tiens pas à m'illusionner sur l'avenir d'une hiérarchie composée d'éléments comme ceux que nous venons de voir à l'œuvre. D'aussi indignes prélats ne pourront jamais fonder une église orthodoxe digne de ce nom*¹.

*
* *

L'Exarchat bulgare, fondé par la grâce et le calcul des Turcs, a joui presque toujours de la protection du gouvernement ottoman dont il a su au besoin, et sans le moindre scrupule, acheter les faveurs.

Les Bulgares avaient une tâche d'autant plus facile que non seulement leur bourgeoisie, mais aussi l'élément révolutionnaire, ainsi que nous l'avons déjà vu, entretenait la turcophilie. Il est connu que G. Rakovsky est devenu lui aussi turcophile sur ses vieux jours, de même que Stéfane Stambouloff qui a basé toute sa politique sur une amitié étroite avec la Turquie. Cette tradition s'est maintenue après lui, et s'est continuée sous le régime jeune-turc, lorsque les révolutionnaires bulgares ont fait cause commune avec les Turcs².

Appuyé sur les Turcs, l'Exarchat bulgare a inauguré son action en persécutant les écoles serbes qui avaient fait leur apparition vers 1830. En réponse à ces rigueurs, la Serbie adressa aussi-

¹ Dépêche du général Ignatieff, 23 janvier/5 février 1872 (cité par G. Troubetzkoï). Certains passages plus importants ont été signalés par nous au moyen de caractères italiques.

² Dr Marinoff, *Stefane Stambouloff*, Sofia, 1909, p. 672, etc. At. Chouloff, *Comment a éclaté la guerre des Balkans*, Sofia, 1915.

tôt une protestation à Constantinople, par l'entremise de son agent diplomatique, protestation qu'elle a renouvelée constamment sans la moindre chance de succès. Ces protestations ont été soutenues par un honnête Russe, Yastréboff, ce qui lui a valu la haine des Bulgares qui, aujourd'hui encore, ne peuvent entendre prononcer ce nom sans colère.

Les Serbes n'ont jamais détenu l'affection de la Sublime Porte, qui les désignait comme un élément de révolte et de lutte. Les Turcs ont conquis la Macédoine sur les Serbes ; c'est à la faveur de trois grandes batailles qu'elle est tombée sous la domination ottomane. La première fut la bataille de Kossovo en 1389, où périt, frappé par une main serbe, le sultan Mourad¹. Après cette bataille, la Macédoine ne fut pas définitivement acquise à la Turquie. Les Serbes la conservèrent encore cinq années, jusqu'en 1394. Puis, de bataille en bataille, ils continuèrent à la disputer à l'invasion turque. Ce n'est qu'en 1458 que la partie de la Serbie située au nord de Char est tombée définitivement entre les mains des Turcs. Alors commença une série de grandes batailles, où les Serbes avaient à défendre successivement la Bosnie, qu'ils perdirent en 1463, l'Herzegovine qui leur fut arrachée en

¹ M. G. Hanotaux fait erreur en affirmant dans son *Histoire illustrée de la guerre de 1914* (p. 174) qu'à la bataille de Kossovo il y avait aussi des Bulgares. *La Bulgarie était déjà, bien avant cette époque, vassale de la Turquie.*

1483. Ils soutinrent encore la lutte dans certaines contrées du Monténégro actuel, dont une partie seulement tomba au pouvoir des Turcs, en 1496, et dont l'autre partie resta, et pour toujours, insoumise. Cent ans après la soumission de la Bulgarie, le peuple serbe, après des luttes incessantes opposées à l'invasion turque, réussit à arrêter celle-ci sur les bords de la Save et du Danube et plus loin encore.

Après cinq siècles d'esclavage, le nom serbe se leva de nouveau contre le Turc, *et le peuple serbe ouvrit en 1804, le premier, dans la Péninsule balkanique, la lutte pour l'indépendance*, lutte qu'il poursuit avec acharnement jusqu'en 1813, époque où il fut vaincu, mais non pas écrasé, par la puissance ottomane. En effet, en 1815, il se trouve de nouveau en face des Turcs. Toujours le premier parmi les peuples balkaniques, grâce au concours de la Russie, il lutte pour la liberté. Ce passé du peuple serbe a laissé des traces ineffaçables chez son adversaire, le Turc, et cette antipathie pour les Serbes s'est transmise de génération en génération. Avec quelle habileté les Bulgares n'ont-ils pas su exploiter cette circonstance dans la lutte qu'ils ont entreprise contre les Serbes !

Dans de telles conditions, ne possédant pas d'église autonome, mais étant soumise au Patriarcat, qui à grand'peine se laissait arracher les autorisations, tantôt pour l'édification d'une église, tantôt

pour la création d'une école serbe ; ne possédant pas de clergé propre, n'ayant à leur tête, en Macédoine, ni évêques, ni prêtres, ne comptant pas une seule éparchie, les Serbes étaient entièrement à la merci de l'intense propagande bulgare *qui avait acquis et possédait dans l'Exarchat une puissante base légale*. Chose curieuse, malgré cette propagande exclusivement bulgare, propagande violente et barbare, la conscience nationale bulgare n'est pas arrivée à conquérir la population macédonienne¹.

Le slavisme y est resté intact, tel qu'il s'était conservé au moyen âge, alors qu'il était en butte à l'avidité conquérante des hordes bulgaro-turques. Dans le caractère de la population macédonienne, le slavisme est un trait fondamental. Le mot « Bougarine » (bulgare) qui, au XIX^e siècle, a été imposé de force à la population slave de Macédoine, comme nom national, *n'existe pas même de nos jours en Macédoine sous l'acceptation que lui attribuent les Bulgares*. Le D^r A. Chichmanoff, le célèbre académicien et philologue bulgare, affirme que le mot « Bougarine » est une acception serbe et non bulgare ; dans son acception bulgare le mot serait « Blgarine ». On voit, ajoute le D^r A. Chichmanoff, combien l'influence de la langue serbe a été puissante, puisque la forme du mot serbe « Bougarine » a prévalu sur le mot bulgare « Blgarine » et se

¹ Le professeur Niederlé se plaît également à le reconnaître.

rencontre encore dans les dialectes qui se sont affranchis de tout « serbisme »¹ !

De même qu'au moyen âge les hordes conquérantes bulgareo-turques ont imposé leur nom à la population slave de la Bulgarie actuelle, l'Exarchat bulgare, en compagnie des Turcs, dont les Bulgares étaient la raya docile et soumise, tandis que les Serbes n'étaient que des insurgés et des révolutionnaires, l'Exarchat renouvela ces tentatives².

Mais les efforts de l'Exarchat bulgare demeurèrent stériles et n'arrivèrent pas à implanter dans la population macédonienne l'idée de nation bulgare. Toute leur propagande est restée superficielle.

¹ *Recueil bulgare*, 1900, XVI, p. 727.

² Citons entre tant d'autres, un exemple qui nous montre la façon dont les Bulgares recrutèrent les ressortissants de l'Exarchat et convertissaient les Macédoniens en « Bougaraches » (tel est le nom qu'ils donnaient aux recrues de l'Exarchat). Le prêtre du village Konjska, nommé Kostadin Djordjévitch, raconte comment il est devenu instituteur bulgare et ses paysans des Bougaraches : « Jusqu'en 1898 ou 1899, je ne me souviens plus exactement, nous étions tous soumis à l'autorité patriarcale, ou, comme nous disons ici, nous étions des grécomanes. Alors survint le voyvode bulgare, Jean, natif de Karassoula (appartenant maintenant à la Grèce) qui m'ordonna d'abandonner l'école grecque et de devenir maître d'école bulgare, sinon je serais tué. Il m'ordonna en outre d'informer tous les paysans qu'ils avaient à se soumettre à l'autorité de l'Exarchat, sinon ils seraient également tous massacrés ; il ne nous restait plus, toujours suivant son ordre, qu'à rédiger deux requêtes : l'une adressée à l'Exarque à Constantinople, l'autre au Kaïmakam à Guevgueli, leur demandant de nous rattacher à l'Exarchat, vu que nous étions des Bulgares. Nous nous conformâmes à l'ordre donné. Quelque temps après vint de Guevgueli un fonctionnaire turc appartenant à la police, qui nous réunit en assemblée et nous fit subir un interrogatoire. Lorsque sous le coup des menaces du voyvode Jean, les gens apeurés confirmèrent les termes de la requête, on fit de nous des Bulgares ! »

Un savant allemand très connu, byzantologue et grand connaisseur de la question des Balkans, M. Heinrich Gelzer, suisse d'origine, dit dans son ouvrage : *Geistliches und Weltliches aus dem Türkisch-Griechischen Orient, Selbsterlebtes und Selbstgesehenes* (Leipzig, 1910, p. 251) :

Il n'y a rien de plus comique que le spectacle des savants slaves qui s'agitent autour de la question de savoir si certaines contrées de la Macédoine orientale sont serbes ou bulgares, alors que la population indigène n'en sait rien elle-même !

Nous avons déjà parlé du publiciste russe Alexandre Amphithéatroff. Cet écrivain parle de la bulgarisation de la population en Macédoine dans son ouvrage déjà cité : *Slavianskoé Goré* (*Les malheurs slaves*, p. 246 à 247). Il s'exprime en ces termes :

... Afin que la Macédoine devint bulgare, il fallait la bulgariser. Et aussitôt après la guerre bulgaro-serbe de 1885, les forces les plus énergiques et les sacrifices les plus importants de l'organisme gouvernemental bulgare furent consacrés à la bulgarisation des slaves macédoniens. L'agent bulgare — qu'il soit prêtre, instituteur, comitadji-chef de bande — détient le pouvoir occulte en Macédoine, il est son âme damnée.

Au début, les succès de la propagande furent inespérés. Milioukoff, qui a parcouru la Macédoine vers la fin de l'année 1890, l'a trop vu à travers des lunettes bulgares et — comment dirons-nous — a poussé l'exagération à l'extrême en déclarant que tous les Macédoniens sont des Bulgares pur sang. Mais son erreur peut être considérée comme dictée par la bonne foi. Il a trouvé une Macédoine si profondément et si brillamment bulgarisée qu'il a pris « les vessies pour des

lanternes » ; ce qui n'était que civilisation, il l'a pris pour nationalité.

Ce ne sont ni des Serbes ni des Bulgares, c'est une nation slave autochtone, possédant une langue simple, à racines propres et d'autant plus apte à s'adapter, sous n'importe quelle forme, à telle autre langue plus influente et plus développée que lui suggérerait la civilisation slave. Les Macédoniens sont Bulgares dans les contrées pourvues d'écoles et d'une église bulgares, ils sont Serbes dans telles autres où l'enseignement se trouve en mains serbes. De la même façon, ils auraient pu, sous l'influence des éléments éducatifs, religieux et économiques, devenir Petit-russiens, Grand-russiens, Polonais. Leur langue est un métal en fusion qui prend très facilement la forme du moule dans lequel il a été coulé. Mais il faut que ce moule ait des affinités avec le métal. C'est dans cette affinité de race que réside la cause principale qui a livré la Macédoine à la convoitise des slaves, qui y a placé le théâtre de leurs luttes intestines et qui a détruit l'influence des Hellènes.

*
* +

Pour terminer ce croquis de la Macédoine, qu'il nous soit permis d'attirer encore l'attention sur un point qui joue un certain rôle dans les prétentions bulgares sur la Macédoine.

Les Bulgares, dans leur impérieux désir de démontrer que les slaves de Macédoine sont des Bulgares, citent ce fait que de nombreux Macédoniens viennent en Bulgarie, pour resserrer les liens avec elle, et y demeurent. A cet effet, ils produisent une liste de noms d'hommes publics de Bulgarie qui sont originaires de Macédoine.

Ce fait ne peut nous étonner étant donné tout ce que nous avons déjà dit sur la Macédoine. Le con-

traire pourrait paraître singulier. D'ailleurs tout ceci ne contribue en rien à justifier la thèse bulgare.

Des rapports semblables avec la Macédoine et les Macédoniens, la Serbie en possède aussi. Et ces rapports, il nous semble du moins, parlent davantage en faveur de la thèse serbe et des prétentions serbes.

La Serbie était révolutionnaire et insurrectionnelle. Elle ne possédait ni son patriarcat, ni son exarchat en Turquie, qui aurait pu travailler pour elle, et qui lui aurait adressé les Macédoniens. Et malgré cela, la Serbie en compte un grand nombre dans toutes les classes de la Société. Seulement les Serbes n'en font pas une affaire politique spéciale et ne le crient pas à tous les échos, comme le font les Bulgares. Les Macédoniens eux-mêmes qui viennent en Serbie, pour resserrer les liens de famille ou pour s'y fixer, ne le font pas davantage. Les uns et les autres trouvent cela tout naturel.

En Bulgarie, on pourrait croire qu'il n'en est pas ainsi. Les Bulgares éloignent les Macédoniens et les Macédoniens s'écartent des Bulgares. Ils ont l'air de s'éviter les uns les autres. Ils ne semblent pas si apparentés qu'on veut bien le laisser croire et qu'on s'efforce de le démontrer à Sofia !

Citons ici quelques détails et quelques exemples sur les rapports entre Macédoniens et Serbes.

Faisons parler en premier lieu l'évêque Méthode

(Koussévitch) originaire de Prilip, Macédonien bulgarisé.

Dans sa brochure *Progroma na Bulgaria* : (La catastrophe de la Bulgarie), qui a été publiée à Stara Zagora en 1914, et où il s'intitule lui-même « russophile vrai », bien qu'il déclare la Russie coupable de la catastrophe bulgare, à la page 25, l'auteur s'exprime ainsi :

Tous les ans à l'automne, de la contrée de Prilep et de tout l'arrondissement, partent quelques milliers de Bulgares pour aller travailler en Serbie. Au printemps, ils s'en reviennent. Beaucoup d'habitants des villes vont aussi en Serbie.

Presque tous les boulangers de Belgrade sont originaires de Kitchevo. A Belgrade même et dans l'intérieur de la Serbie, la plupart des cafetiers et aubergistes sont Macédoniens. Les originaires de Dibra sont tous des maçons renommés en Serbie, et les entrepreneurs sont natifs de Krouchévo. De même, toute la Serbie connaît les habitants macédoniens de Réka.

A titre d'exemple citons encore quelques noms :

Philippe Khristitch, qui fut ministre pendant de longues années et qui est originaire des environs de Sofia.

Milane Pirotchanatz, célèbre homme d'Etat serbe ; du département de Pirot de la frontière serbo-bulgare même.

Nicolas P. Pachitch, président du Conseil des ministres actuel et chef du parti radical. Il est Macédonien d'origine, de Tétovo.

Général Laza Lazarevitch, Macédonien d'origine, de Moskopolié, environs de Bitolia (Monastir).

Général Laza Pétrovitch, premier aide de camp du feu roi Alexandre, né à Bachino-Sélo près Vélès.

Nicolas Stéfanovitch, Ministre en retraite, de Mavrovo, arrondissement de Gostivar.

Constantin Stoyanovitch, ancien ministre de l'agriculture

et député actuel de Malovichté, environs de Bitolia (Monastir).

Michel Ristitch, ministre de Serbie à Rome, qui est d'origine macédonienne.

Tsintsar-Marko, le célèbre voyvode et héros de la révolution serbe, père du général Tsintsar-Markovitch, natif d'Ochrida. La chanson nationale serbe chante les exploits de Tsintsar-Marko, de la ville d'Ochrida.

D^r Vladane Djordjevitch, ancien président du Conseil et littérateur serbe, également Macédonien.

Branislav Nouchitch, poète et littérateur serbe, Macédonien.

D^r Jean-Khadji Vasilyevitch, littérateur, de Koumanovo.

Étienne Simitch, professeur et homme de lettres, de Kratovatz.

Demetrius Lazarevitch, suppléant, de Guevgueli.

Jean Aleksitch, professeur, natif de Koumanova.

Le commandant Constantio Djordjevitch de Malovichté, arrondissement de Bitolia (Monastir).

Le capitaine Rista Yantchitch, de Stoyakovo, arrondissement de Guevgueli.

Svetolik Popovitch, directeur au ministère des Travaux Publics en retraite, de Lioubanatz, arrondissement de Skoplé (Uskub).

Pierre Y. Popovitch, directeur de la division d'architecture au ministère des Travaux publics, de Prilep.

Stoyane Velykovitch, ingénieur, de Krouchévo.

Thomas Krstitch, ingénieur à Bitolia (Monastir), de Krouchévo.

Siméon Peytchinovitch, architecte de la municipalité de Belgrade, natif d'Orlanatz.

Léonide Zisitch, architecte à Belgrade, de Donih Meltchana, environs de Dibra.

D^r Alexandre S. Krstitch, décédé, qui exerçait la médecine à Ochrida, originaire de Strouga.

Nicolas Vanitch, préfet du département de Tikvech, de Poretch.

Bazile Lazarevitch, secrétaire du ministère de l'Intérieur, qui est de Moskopolié, environs de Bitolia (Monastir).

Trayane Givkovitch, ancien vice-consul, originaire de Tétovo.

Spira Ristitch, le président actuel du Conseil municipal de Skopolié (Uskub), également de Tétovo.

Puis vient la famille macédonienne bien connue des Choumenkovitch, originaire de Drimkol, représentée par Constantin Choumenkovitch, rentier.

Athanase Choumenkovitch, expert-comptable du Contrôle général des Finances.

Feu Spasa Choumenkovitch, sous-préfet en retraite.

Goloub S. Yanitch, rentier, résidant à Belgrade, qui est de Mavrovo, arrondissement de Gostivar.

Milane Dimititch, briquetier à Belgrade, qui est également de Marovo, arrondissement de Gostivar.

Pierre Krstitch, actuellement rentier et précédemment propriétaire de café à Belgrade, natif d'Ochrida, qui est le père du D^r Nicolas Krstitch, médecin à Belgrade.

Yané Tanitch, ancien propriétaire de café, originaire du village de Tchossélieri; arrondissement de Saint-Nicolas, département de Bregalnitzza; il est le père de Milane Tanitch, avocat.

Domtché Stoykovitch, ancien propriétaire de café, actuellement rentier, natif d'Orlanatz, arrondissement de Krouchévo, département de Bitolia (Monastir).

Vandjel Karanfilovitch, ancien cafetier à Belgrade, de Krouchévo.

Trayko Bogoyévitch Tchadina, ancien cafetier et rentier à Belgrade, originaire d'Orlanatz.

Lazar Dachkovitch, hôtelier, de Vélès.

Arsène Atanatchkovitch, ancien cafetier, de Vélès.

Arsène Popovitch, commissionnaire-expéditeur, de Prilep.

Alexis Popovitch, commissionnaire-expéditeur, de Prilep.

Feu Steriya Yovanovitch, entrepreneur, de Krouchévo.

Feu Vélya Mirtchetovitch, entrepreneur, de Krouchévo.

Tchibarevitch frères, libraires à Leskovatz, originaires de Vélès.

Yordan Antonovitch, cafetier à Belgrade, originaire de Vélès.

Stoyane Antonovitch, rentier, ancien député d'Obrenovatz, de Krouchévo.

Elias Dimitriévitch, cafetier à Belgrade, de Krouchévo.

Nicolas Dimitriévitch, cafetier à Belgrade, de Krouchévo.

Jean Khristitch, ancien cafetier et rentier à Belgrade, de Krouchévo.

Etienne Khristitch, ancien cafetier et rentier à Belgrade, de Krouchévo.

Feu Nicolas Ch. Yovanovitch, rentier à Belgrade, natif de Vévitchane, arrondissement d'Ochrida.

Trpko Ch. Yovanovitch, cafetier à Belgrade.

Alexis Dimitrievitch, hôtelier, de Krouchévo.

Nicolas Todorovitch, cafetier, de Krouchévo.

Yanko Kostitch, entrepreneur, de Krouchévo.

Michel Zisitch, négociant, de Krouchévo.

Tachko Nikolitch, cafetier, de Prilep.

Georges Mirtchevitch, Sokolovitch, Yovantché Sékoulitch, tous trois de Krouchévo, entrepreneurs de construction.

Constantin Sokolovitch, entrepreneur de construction, de Rakotnitsa, près de Prilep.

Mita Spasitch, Christian Spasitch, entrepreneurs de construction, originaire de Donih Meltchana, près Dibra.

Feu Elias Fidanovitch, entrepreneur de construction, également natif de Donih Meltchana.

Georges Mihaylovitch et les frères Paligoritch, négociants à Kragouyévatz, originaires de Malovichté, département de Bitolia (Monastir), etc., etc.¹.

Cette liste sommaire prouve que la Serbie abrite un grand nombre de Macédoniens. Voilà donc que s'évanouit une des raisons invoquées par les Bulgares pour appuyer leurs prétentions sur la Macédoine !

¹ Il est intéressant de noter ici que les Bulgares englobent aussi dans « leurs » Macédoniens M. Lioubomir Miletitch, leur professeur et philologue. Et savez-vous qui est ce M. Lioubomir Miletitch ? C'est le propre neveu de feu Svetozar Miletitch, le chef du parti populaire serbe dans la Voyvodina en Hongrie ! Son père était instituteur serbe à Vélès et à Istip, où naquit M. L. Miletitch ! Les Bulgares l'avaient envoyé en Russie, ainsi que M. Ghéorgoff pour démontrer aux Russes que les Macédoniens sont des Bulgares !

★
* *

Enfin, pour discréditer les Serbes et pour recommencer de cette façon leur campagne en faveur de la Macédoine, les Bulgares ont, à tout moment, publié dans leurs journaux, ou fait des déclarations au Sobranié, représentant le régime serbe en Macédoine comme un régime draconien, surpassant le régime ottoman !

Sans nous donner la peine de réfuter toutes ces allégations bulgares, imaginaires et mensongères, nous reproduirons ici l'opinion sur l'administration serbe en Vieille Serbie et en Macédoine d'un publiciste russe connu, M. V.-V. Vodovozoff, qui a parcouru ces contrées dans le courant de l'année et qui s'est rendu compte par lui-même de la façon dont la Serbie les administrait.

M. Vodovozoff a rendu compte de son voyage dans une conférence faite le 15/28 mars à la salle du Petrovskovo Outchilichté, à Petrograd ; en faisant part de ses impressions sur ce qu'il avait vu en Vieille Serbie et en Macédoine, il a dit en parlant de l'Administration serbe dans ces contrées :

Les Serbes ont accompli une tâche importante, au point de vue civilisateur, dans la partie de la Macédoine qu'ils ont annexée à leur royaume. Les résultats en sont tangibles et on les rencontre à chaque pas et sous toutes les formes. Faisant abstraction de l'état de guerre, le gouvernement serbe a organisé un admirable réseau d'institutions éducatrices,

écoles primaires et autres ; il a construit des routes, établi un réseau téléphonique et introduit dans la vie de cette contrée une foule de manifestations nouvelles du progrès naissant ¹.

¹ *Novoïe Zveno*, n° 12, 1915, p. 16.

ANNEXE

Firman constitutif de l'Exarchat Bulgare.

En date du 11 mars 1870 (8 zilhidjé 1286).

Tous les fidèles sujets et habitants de notre Empire jouissant sous le rapport des croyances et de la religion, comme sous tous autres, d'une parfaite et constante sécurité, et entretenant entre eux des relations de bonne entente et d'amitié, comme il convient à des compatriotes et à des hommes civilisés, notre désir le plus intime est qu'ils puissent ainsi seconder autant qu'il dépend d'eux, les efforts que je fais sans cesse pour assurer la prospérité du pays et le progrès de la civilisation.

Aussi, avons-nous vu avec regret les différends et les dissensions qui, contrairement à cette douce espérance, se sont produits, depuis quelque temps, entre les Bulgares du rite orthodoxe et le Patriarcat grec, au sujet de la dépendance spirituelle, c'est-à-dire des liens rattachant au Patriarcat les métropolitains, évêques, prêtres et églises bulgares.

Les articles ci-après, qui sont le résultat des conférences et délibérations tenues pour arriver à une heureuse solution de la difficulté, ont été arrêtés comme suit :

1. Une juridiction spirituelle spéciale, formée sous le nom d'Exarchat bulgare et comprenant les diocèses métropolitains, évêchés et autres lieux énumérés ci-dessous, sera chargée de l'administration de toutes les affaires spirituelles de ce rite.

2. Le plus élevé en grade des métropolitains de cette juri-

diction portera le titre d'Exarque ; il aura la présidence canonique du Synode bulgare, réuni à titre permanent auprès de lui.

3. L'administration spirituelle intérieure de cet Exarchat sera soumise à la sanction et à l'approbation de notre Sublime Porte ; elle sera fixée par un règlement spécial qui devra en toute circonstance être conforme aux canons fondamentaux de l'Eglise orthodoxe, comme aux principes de son rite. Ce règlement sera dressé de façon à assurer la non-intervention directe ou indirecte du Patriarcat dans les affaires des moines, et surtout dans l'élection des Evêques et de l'Exarque.

Dès que l'élection de l'Exarque aura eu lieu, le Synode bulgare en donnera avis au Patriarcat, lequel délivrera le plus tôt possible les lettres de confirmation exigées par le rite.

4. Cet Exarque, nommé par Notre Bérat Impérial, devra (dans la liturgie), mentionner, conformément aux canons de l'Eglise, le nom du Patriarche de Constantinople.

Avant de procéder, selon les rites, à l'élection spirituelle de la personne qu'on jugera digne de l'Exarchat, on aura recours à l'avis et au consentement de Mon Gouvernement.

5. L'Exarque, dans les affaires où il a droit d'intervenir légalement (d'après les lois existantes), et qui ont rapport aux localités comprises dans sa juridiction spirituelle, est autorisé à recourir directement à l'autorité du lieu, et, au besoin, à Notre Sublime Porte ; les bérats à délivrer aux religieux de sa dépendance seront spécialement expédiés sur sa proposition.

6. Dans les affaires relatives au rite orthodoxe, et qui nécessiteront un échange d'opinion et un concours commun, le Synode de l'Exarchat recourra au Patriarche œcuménique et à son Synode, lesquels s'empresseront de prêter le concours nécessaire et d'envoyer les réponses voulues.

7. Le Synode de l'Exarchat bulgare demandera au Patriarcat de Constantinople les saintes huiles dont on fait usage dans l'Eglise.

8. Les évêques, archevêques et métropolitains relevant du Patriarcat de Constantinople traverseront sans obstacle le territoire de l'Exarchat bulgare ; il en sera de même des évêques, archevêques et métropolitains bulgares, pour les

éparchies du Patriarcat de Constantinople. Ils seront libres de séjourner, pour les affaires, au chef-lieu du vilayet ou dans telle autre résidence de l'autorité. Seulement ils ne pourront pas réunir de synode hors de leur juridiction spirituelle ; ils n'interviendront pas dans les affaires des Chrétiens ne relevant pas de leur juridiction spirituelle, et ne pourront officier, là où ils se trouveront, sans permission de l'évêque du lieu.

9. De même que le couvent de Jérusalem, sis au Phanar, dépend du Patriarcat de Jérusalem et se trouve sous l'autorité de ce Patriarche, de même aussi le couvent bulgare sis dans la même localité, et l'église bulgare voisine, dépendront de l'Exarchat bulgare.

L'Exarque est autorisé à résider dans ce couvent, quand ses affaires l'appelleront à Constantinople ; il devra toutefois, pour ce qui est de sa venue ici, au besoin, et de l'exercice du ministère, durant son séjour dans la capitale, se soumettre aux canons ecclésiastiques que suivent, en pareille circonstance, les Patriarches de Jérusalem, d'Alexandrie et d'Antioche.

10. La juridiction spirituelle de l'Exarchat bulgare se compose des diocèses métropolitains de Roustchouk, Silistrie, Choumla, Tirnova, Sofia, Vratza, Loftza, Vidin, Nich, Chéhir-Keni, Kustendil, Samaco, Velica, Varna (non compris la ville de Varna et une vingtaine de villages environ sur le littoral de la mer Noire, jusqu'à Kustendjé, dont les habitants ne sont pas Bulgares) ; le sandjak d'Islimé, sans les caçabas de Akhirdi et Mucevri ; le каза de Sizéboli, excepté les villages du littoral ; Philippopoli, excepté la ville même de Philippopoli, le bourg (caçaba) de Stanmiaka, les villages (carié) de Qoqbuan, Vodina, Arnaout-Keni, Panaïa, Novoceli, Lascovo, Arkhlani, Padjqovo, Velaslitz et les monastères de Padjqovo, Aïos-Anarguiri, Aïos-Paraskevi et Aïos-Jorgui.

Le quartier dit Panaja, sis dans la ville même de Philippopoli, fera partie de l'Exarchat bulgare ; mais ceux de ses habitants qui ne voudront pas se soumettre à l'Eglise et à l'Exarchat bulgare, seront entièrement libres à cet égard. Le détail en sera réglé entre le Patriarcat et l'Exarchat, conformément aux usages, principes, règles ecclésiastiques.

Si la totalité ou les deux tiers au moins des habitants de

rite orthodoxe des localités autres que celles énumérées et énoncées ci-dessus, veulent se soumettre à l'Exarchat bulgare pour leurs affaires spirituelles, et si cela est constaté et établi, ils y seront autorisés ; mais cela n'aura lieu qu'à la demande et sur l'accord de la totalité ou tout au moins des deux tiers des habitants. Ceux qui, par ce moyen, chercheraient à jeter le trouble et la division parmi les populations seront poursuivis et punis par la loi ¹.

11. Les principes régissant les monastères dépendant, dans la modalité conforme aux canons, du Patriarcat, et se trouvant dans la circonscription de l'Exarchat bulgare, seront exécutés et observés comme par le passé.

Les articles précédents ayant paru répondre aux besoins légitimes des parties et écarter les regrettables différends survenus, notre Gouvernement les a approuvés ; ils seront considérés comme une loi pour l'avenir, et le présent Firman a été promulgué afin de faire connaître que Notre Volonté formelle est qu'on se garde bien d'y contrevenir et de s'en écarter.

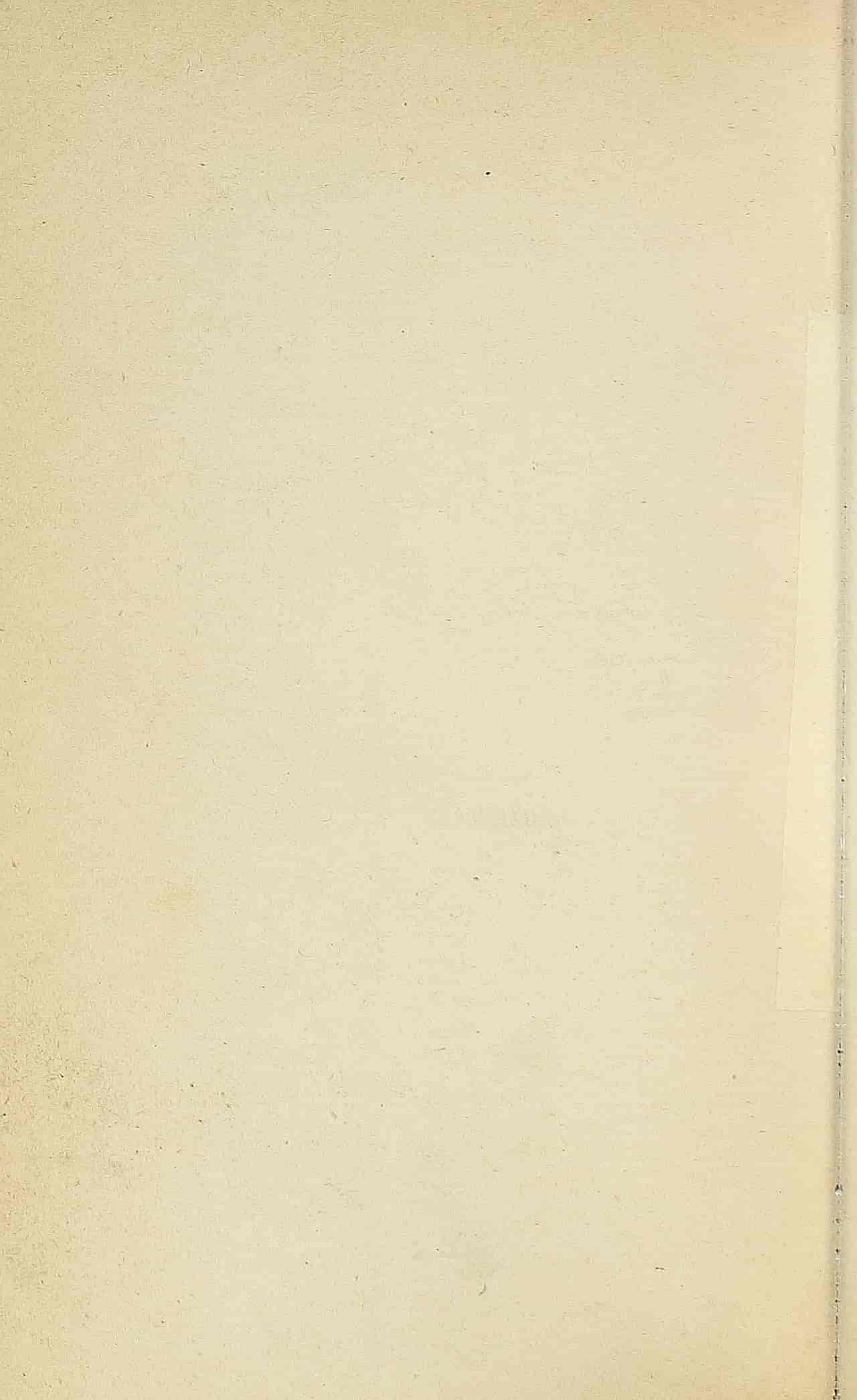
Donné à Constantinople, le 8 zilhidjé 1286 (11 mars 1870).

¹ Cette dernière partie a été introduite, par les Turcs et les Bulgares, au dernier moment, à l'insu du Patriarche et du comte Ignatieff.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	I
Introduction	1
Historique de la journée du 16/29 juin 1913	17
Traités et conventions entre la Serbie et la Bulgarie et entre la Bulgarie et la Grèce	99
I. Traité d'amitié et d'alliance entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie	124
II. Annexe secrète au traité d'amitié et d'alliance entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie	126
III. Convention militaire conclue entre le royaume de Bulgarie et le royaume de Serbie	129
IV. Accord entre les états-majors serbe et bulgare (19 juin 1912)	135
V. Accord entre les états-majors serbe et bulgare (15 septembre 1912)	137
VI. Traité d'alliance défensive entre la Bulgarie et la Grèce	138
VII. Convention militaire entre la Bulgarie et la Grèce	140
VIII. Procès-verbal	144
Coup d'œil rétrospectif sur les événements du 16/29 juin	147

Après la rupture	175
Les Bulgares et la Macédoine	231
ANNEXE : Firman constitutif de l'Exarchat bulgare, en date du 11 mars 1870	287



ÉTUDES ET ENQUÊTES EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

FRANCE

Le Président de la République : son rôle, ses droits, ses devoirs, par **Henry Leyret**. Un volume in-18, broché . 3 fr. 50

« Dans cet ouvrage, M. Leyret discute avec une indépendante clairvoyance le rôle, les droits, les devoirs du président. Il conclut fort judicieusement de ses sages et impartiales observations que le président de la République n'est point aussi irresponsable qu'on le dit et qu'on le croit, et il souhaite un président qui, ayant la crainte de se « conduire en parasite ou en paralytique » use de ses droits, et se « conduise en chef d'Etat ». Cette étude est écrite d'un style alerte et brillant et conduite avec une attrayante méthode. »
(*Le Temps*.)

Les Grands Ports de France : Leur rôle économique, par **Paul de Rousiers**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Étude très précise, sans être extrêmement détaillée. Par là, elle intéresse non seulement les initiés, qui trouveront profit à voir comment un esprit informé et clairvoyant entre tous juge tel port, ses mérites, ses insuffisances, mais aussi tous les Français cultivés, désireux de connaître l'exacte situation de notre commerce maritime, exagérément décrié. » (*Revue Bleue*.)

« L'enquête scientifique de M. de Rousiers doit être méditée par tous ceux qui sont soucieux de la prospérité de la France maritime. » (*Le Figaro*.)

Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger : Trusts — Cartells — Comptoirs — Ententes internationales, par **Paul de Rousiers**. (NOUVELLE ÉDITION, refondue, mise à jour et considérablement augmentée.) Un volume in-18, broché 3 fr. 50

« Dans ce volume où sont mis en comparaison *trusts* américains, *cartells* allemands et *comptoirs* français, on se plaira à apprécier de nouveau la manière de M. de Rousiers, sa claire érudition et son expérience des affaires. En une succincte et complète exposition, l'auteur nous fait admirablement connaître les origines, les éléments et les effets des *trusts*, ces énormes engins dont l'Europe elle-même sentira la toute-puissance. » (*Revue de Paris*.)

Les Syndicats agricoles et leur œuvre, par le **Comte de Rocquigny** [*Bibliothèque du Musée social*]. (3^e ÉDITION augmentée d'une préface, exposant le mouvement syndical agricole de 1900 à 1908.) Un volume in-18; 1 carte hors texte, broché. 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« Nul n'était mieux indiqué que M. de Rocquigny, l'un des directeurs du Musée social, pour écrire ce livre documenté et intéressant qui rectifiera bien des erreurs, et où le lecteur trouvera tous les renseignements désirables. »

(HENRI MAZEL. — *Mercure de France*.)

Syndicats ouvriers, Fédérations, Bourses du travail,
par **Léon de Seilhac**. Un volume in-18, broché 3 fr. 50

« Étude impartiale et très documentée du mouvement d'organisation ouvrière depuis un demi-siècle. Ouvrage fort utile à consulter pour les personnes qui, n'ayant pas suivi au jour le jour la grande évolution de l'idée syndicale, veulent connaître les formes par lesquelles s'est manifestée l'énergie corporative, les résultats obtenus par les organisations ouvrières et les idées successives qui ont eu cours dans le monde du travail. » (*Revue de Synthèse historique.*)

Les Congrès ouvriers en France (1876-1897), par
Léon de Seilhac [*Bibliothèque du Musée social*]. Un volume
in-8° écu, broché 4 fr.

« Cet ouvrage est bien le mémento le plus substantiel et le plus commode qu'on puisse consulter sur l'histoire du socialisme en France. C'est avec raison que l'auteur a préféré laisser la parole aux rédacteurs officiels des congrès, au lieu d'en écrire, comme cela lui eût été facile, doctoralement l'histoire. Son livre forme ainsi le résumé des « protocoles » de ces congrès, et c'est ce qui lui donne son intérêt documentaire. » (*Le Temps.*)

**Les Traités ouvriers. Accords internationaux de Prévoyance
et de Travail** (Textes officiels, commentaire et historique), par
Albert Métin, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale.
Un volume in-18, broché 3 fr. 50

« Ce livre, parfaitement documenté, nous donne les textes officiels des divers accords internationaux concernant les lois protectrices du travail. L'auteur y a joint un commentaire historique, des tableaux et statistiques, des notes comparatives, — bref, tout un répertoire clair et bien ordonné qui fait de cet ouvrage un guide et un instrument indispensable à tous ceux que les questions ouvrières préoccupent aujourd'hui. » (*La Revue.*)

Les Sociétés coopératives de consommation, par
Charles Gide, professeur d'Économie sociale à la Faculté de droit
de Paris. (DEUXIÈME ÉDITION *refondue et augmentée.*) Un volume
in-18, 306 pages, broché 3 fr. 50

La rédaction première de cet ouvrage, réduite au moindre nombre de pages, constituait un petit manuel destiné aux membres des sociétés coopératives et à leurs administrateurs. Cette *Deuxième Édition refondue et augmentée* contient plus du double des matières de la précédente. Elle ne s'adresse plus seulement aux seuls coopérateurs; elle s'adresse aussi aux personnes étrangères à la pratique de la coopération qui désirent cependant être renseignées sur l'importance et sur l'évolution du mouvement coopératif.

La Femme dans l'Industrie, par **R. Gonnard**, professeur à
la Faculté de droit de Lyon. Un volume in-18, broché . . . 3 fr. 50

« Voici un livre à recommander qui se lit avec beaucoup d'agrément. Les choses y sont présentées sous une forme vive, pittoresque et émue, et avec une certaine grâce qui convient bien au sujet. Les citations sont aussi très heureusement choisies. Ajoutez à cela une bibliographie très soignée qui fournit à ceux qui veulent approfondir davantage le sujet, tous les moyens de le faire. » (*Revue Économique.*)

Dix années de Politique coloniale, par **J. Chailley-Bert**,
membre du Conseil supérieur des colonies. In-18, br. . 2 fr.

« A mesure que l'on a acquis une notion exacte des difficultés de la mise en valeur de notre empire colonial, on a appris simultanément comment il convient de les résoudre. Il s'est ainsi fait un travail immense dans les esprits, et M. Chailley-Bert, qui y a pris une si grande part, en a tracé une esquisse brillante qui se distingue, comme tous ses écrits, par l'abondance des idées et par la sûreté de la documentation. »
(*Le Temps.*)

Le Recrutement des Administrateurs coloniaux, par
Émile Boutmy, membre de l'Institut, directeur de l'École libre
des Sciences politiques. In-18, broché 1 fr. 50

Notre Marine marchande, par **Charles-Roux**, ancien député.
Un volume in-18, broché. 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Bien que M. Charles-Roux s'en défende dans son « Avant-propos », son livre est un véritable traité sur la marine marchande. Ses études théoriques comme sa pratique des affaires et ses travaux au Parlement l'avaient admirablement préparé à cette tâche. L'ouvrage se recommande par son excellente méthode, sa clarté d'exposition et son généreux esprit. » (*Le Siècle.*)

Marine française et Marines étrangères, par
Léonce Abeille, capitaine de frégate, sous-directeur de l'École
supérieure de Marine. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Nul mieux que le commandant Abeille ne pouvait entreprendre et mener à bien cette tâche si ardue d'exposer ce qu'est et ce que doit être la marine française en elle-même et par rapport aux marines étrangères. Admirablement préparé par sa situation et de nombreuses années d'études, il a pu rédiger un véritable cours, rempli de faits que ne pourront se dispenser de connaître ceux qui s'intéressent à ces questions. »
(*Le Polybiblion.*)

A consulter :

La Famille française et son évolution, par LOUIS DELZONS. 3 fr. 50

L'Orientation religieuse de la France actuelle, par PAUL SABATIER.
(voir page I).

L'Évolution de la France agricole, par MICHEL AUGÉ-LARIBÉ (v. p. II).

Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième
République, par ANDRÉ SIEGFRIED (voir page VI).

Questions politiques, par ÉMILE FAGUET (voir page VII).

Questions agricoles d'hier et d'aujourd'hui, par D. ZOLLA. 3 fr. 50

La Propriété rurale en France, par FLOUR DE SAINT-GENIS. . 6 fr.

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE. . . . 3 fr. 50

Questions du Temps présent. Collection de broch. in-16 (voir p. VIII).

La Colonisation française dans l'Afrique du Nord, par V. PIQUET.
In-8 écu. X-538 pages, 4 cartes hors texte, broché. 6 fr.

L'Afrique du Nord, par HENRI LORIN. In-18, broché. 3 fr.

Les Musulmans français du Nord de l'Afrique, p. ISMAËL HAMET. 3 fr. 50

L'Indochine française, par H. RUSSIER et H. BRENIER. In-18, br. 4 fr.

BELGIQUE

La Belgique morale et politique (1830-1900), par **Maurice Wilmotte**, avec une préface de **ÉMILE FAGUET**, de l'Académie française. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Voici un des ouvrages les plus documentés et aussi les plus lumineux que je sache. M. Wilmotte est un historien, un critique, un psychologue et un sociologue. Il s'est tiré avec bonheur de la tâche considérable qu'il avait entreprise. Je ne crois pas qu'il y ait sur l'histoire de la Belgique rien de plus pénétrant, rien de plus avisé et rien de plus définitif. »

(ÉMILE FAGUET. — *Revue latine.*)

A consulter :

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE. In-18. 3 fr. 50
Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page II).

ESPAGNE

L'Espagne au XX^e siècle : Étude politique et économique, par **Angel Marvaud**. Un volume in-18 jésus, avec une carte hors texte en couleur, broché. 5 fr.

« M. Angel Marvaud est certainement, au point de vue des questions économiques et politiques, notre meilleur hispanisant. Le livre qu'il nous donne sur l'Espagne est solide et définitif. A cette enquête impartiale et complète, rien ne manque. Une préface historique définit le legs du passé. L'auteur passe ensuite en revue tous les problèmes politiques, l'administration, les partis, le clergé, l'armée; il étudie les questions économiques, financières, agricoles, douanières, industrielles. Il aborde enfin, après le problème social, auquel il a déjà consacré un volume, les relations de l'Espagne moderne avec le Maroc et avec l'Amérique. Lumineux et complet, l'ouvrage de M. A. Marvaud vient à son heure. Il devra constituer le *vade-mecum* de tous ceux qui veulent travailler au rapprochement franco-espagnol. » (*L'Opinion.*)

A consulter :

Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE. In-18. 3 fr. 50
L'Affaire Marocaine, par VICTOR BÉRARD (voir p. VIII).
Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir p. II).

ITALIE

Notes sur l'Italie contemporaine, par **Paul Ghio**. Un vol. in-18, broché. 3 fr.

« Ce livre, agréablement écrit, mérite de retenir l'attention à cause des documents qu'il nous apporte et par la manière pénétrante et sagace dont l'auteur a entendu son office de critique psychologique, politique et social de l'Italie contemporaine. Le changement de politique qui s'y est manifesté au cours de ces dernières années et le rôle du parti socialiste dans la vie de la nation y sont particulièrement bien retracés. » (*Revue Historique.*)

La Prévoyance sociale en Italie, par **Léopold Mabillean**, directeur du Musée social, avec la collaboration de MM. CH. RAYNERI et DE ROCQUIGNY (*Bibliothèque du Musée social*). Un volume in-18, broché 4 fr.

La transformation économique de l'Italie date d'hier ; et l'on peut se montrer surpris de la rapidité de l'évolution de ce pays. Par quel miracle d'ingéniosité et d'énergie, par quels procédés l'Italie est-elle parvenue à tirer parti des conditions défavorables qui lui étaient faites, c'est ce qu'ont étudié les auteurs de ce volume. Ils nous exposent le résultat de leurs enquêtes par le menu, après nous avoir donné une vue d'ensemble qui permet de dégager l'idée maîtresse de l'œuvre et de situer à leur place respective les éléments dont elle se compose.

A consulter :

L'Émigration européenne (*Italie, etc.*), par R. GONNARD. In-18. 3 fr. 50
Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE. In-18. 3 fr. 50
Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page II).
Marine française et Marines étrangères (*Italie, etc.*), par LÉONCE ABEILLE (voir page III).
Le Peuplement italien en Tunisie et en Algérie, par G. LOTI (voir page IX).

RUSSIE

L'Empire Russe et le Tsarisme, par **Victor Bérard**. In-18, 400 pages, 1 carte hors texte (2^e ÉDITION), broché. 4 fr.

« Le peuple russe, dit M. Victor Bérard, ignore tout de la France ; le public français n'a de la Russie qu'une idée rudimentaire ou même une imagination assez fantaisiste. » Et l'éminent écrivain étudie le problème russe avec tout le calme et toute la liberté d'esprit de l'historien. Il n'est pas de livre dont la lecture s'impose plus impérieusement au public tout entier. » (*Le Temps.*)

Le Développement économique de la Russie, par **J. Machat**. In-18, 4 cartes et 10 diagrammes, broché. . . 4 fr.

« On trouvera dans ce remarquable ouvrage les données les plus sûres et les plus complètes sur l'avenir prochain de la nation russe. La comparaison de tous les faits économiques étudiés avec les faits de même ordre chez les autres peuples contribue à en rendre la lecture singulièrement claire et attachante. » (*Le Temps.*)

Finlande et Finlandais, publié sous la direction de **Werner Söderhjelm**, professeur à l'Université d'Helsingfors. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Ce livre comble une importante lacune. Un groupe d'écrivains finlandais, sous la direction de M. Söderhjelm, vient de présenter au public français un ensemble de petites monographies tout à fait remarquables, qui dévoilent en quelque sorte à nos yeux le monde finlandais sous ses aspects les plus divers. La géographie et l'ethnographie, l'histoire, l'organisation parlementaire, la culture intellectuelle et l'instruction publique, les beaux-arts et la musique, le féminisme, les sports et l'hygiène, le développement industriel et agricole, sont tour à tour décrits sous une forme à la fois scientifique et attrayante par des spécialistes compétents. C'est un livre unique dans son genre : un tableau vivant du pays « aux mille lacs », du cadre physique et de l'âme nationale du peuple finlandais. »

(*Revue des Sciences politiques.*)

La Question de Finlande, *au point de vue juridique*, par **René Henry**, professeur à l'École libre des Sciences politiques. Une brochure in-18 4 fr.

La Question Polonaise, par **R. Dmowski**. Traduction du polonais par V. GASZTOWTT, revue et approuvée par l'auteur. Préface de ANATOLE LEROY-BEAULIEU, de l'Institut. Un volume in-18, *une carte hors texte*, broché 4 fr.

« L'auteur de ce livre est certainement l'homme le mieux qualifié pour traiter le sujet qu'il présente aujourd'hui au public. Non seulement il le connaît à fond dans tous les détails, mais il a été aussi pendant ces dernières années la personnification des aspirations du peuple polonais, puisqu'il fut président du *Kolo* polonais à la deuxième et à la troisième Douma. Grâce à l'excellente traduction de M. Gasztowtt, cet ouvrage est d'une parfaite clarté. Il convaincra tout le monde. »
(Journal des Débats.)

A consulter :

L'Émigration européenne, par R. GONNARD. In-18. 3 fr. 50
Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE. In-18. 3 fr. 50
Marine française et Marines étrangères, par le C^t ABEILLE (v. page III).
Révolutions de la Perse, par VICTOR BÉRARD (voir page X).
La Rivalité Anglo-Russe en Asie, par le D^r ROUIRE (voir page X).

SUISSE

La Suisse au XX^e siècle. Étude économique et sociale, par **Pierre Clerget**, professeur à l'École supérieure de commerce et près la Chambre de commerce de Lyon. (2^e ÉDITION, *revue, mise à jour et augmentée*, 1912.) Un volume in-18, broché. . . 3 fr. 50
Ouvrage couronné par la Société de Géographie commerciale de Paris.

« M. Pierre Clerget, qui a appartenu au corps enseignant suisse, étudie en ce livre bien documenté et fort intéressant, tous les problèmes que pose la Suisse contemporaine : population, organisation politique et fiscale, agriculture, industrie, commerce, situation internationale. Il montre à juste titre l'intérêt que présente pour nous l'étude de ce peuple chez qui tous les problèmes qui s'agitent dans notre pays sont résolus ou à la veille de l'être. »
(La Revue.)

TURQUIE

La Mort de Stamboul : *Considérations sur le Gouvernement des Jeunes-Turcs*, par **Victor Bérard**. Un volume in-18, broché. 4 fr.

« Dans cet ouvrage, M. Victor Bérard, qui s'est fait une spécialité de l'étude de la question d'Orient, expose les effets désastreux qu'a eu le gouvernement des Jeunes-Turcs. Il le fait avec une richesse de documentation et une minutie d'analyse merveilleuses. Aussi ce long réquisitoire contre un régime qui a perdu la Turquie doit être lu lentement et à tête reposée, tant les faits y sont accumulés et leurs conséquences examinées méticuleusement. »
(Polybiblion.)

La Ruine d'un Empire : Abd-ul-Hamid, ses Amis et ses Peuples, par **Georges Gaulis**. Préface de VICTOR BÉRARD. Un volume in-18, broché. 4 fr.

Comment la politique hamidienne a ruiné l'Empire ottoman, ce problème historique méritait d'être examiné d'ensemble par un esprit documenté, sagace, indépendant. Georges Gaulis l'avait étudié sous toutes ses faces avec sa parfaite connaissance des hommes et des choses de Turquie. Et c'est l'œuvre posthume de ce vaillant publiciste que des mains pieuses nous donnent aujourd'hui. Soit que nous pénétrions à Yildiz-Kiosque, soit que nous considérions la mainmise de l'Allemagne sur la Turquie, soit que nous écoutions battre le cœur des peuples macédoniens, serbes, bulgares, grecs, continuellement, sous nos yeux, s'organise la « ruine d'un Empire ».

La Révolution Turque, par **Victor Bérard**. Un volume in-18 de 358 pages, broché. 4 fr.

« Dans ce volume on trouvera, clairement et impartialement résumé, ce que la Porte et l'Europe ont tenté depuis un siècle et demi pour la réforme de la Turquie; ce que les Jeunes Turcs ont essayé, il y a trente ans, pour l'établissement du régime constitutionnel; ce qu'Abd-ul-Hamid et l'entente austro-russe ont fait pour le maintien du régime de massacres; comment enfin la crise est survenue. Est-il besoin de dire avec quelle aisance, quelle logique et quel art M. Victor Bérard sait rassembler un long passé et le braquer sur les faits contemporains pour les illuminer? » (Revue de Paris.)

Questions extérieures (1901-1902), par **Victor Bérard**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

Créances et routes turques. — Panama. — La Tripolitaine. — L'Alliance anglo-japonaise. — La guerre Sud-Africaine. — La Royauté espagnole. — L'Angleterre et la Paix.

« Remarquable par la justesse et l'originalité des vues, ce livre est un véritable manuel nécessaire à tous ceux qu'intéressent les problèmes de la politique extérieure contemporaine. » (M. MARION. — *Revue Universitaire*.)

A consulter :

Le Sultan, l'Islam et les Puissances, par V. BÉRARD (voir page X).

AFRIQUE

La Colonisation française dans l'Afrique du Nord : *Algérie-Tunisie-Maroc,* par **Victor Piquet**. Un volume in-8° écu, x-538 pages (2^e ÉDITION), 4 cartes hors texte, broché. 6 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française.

« L'œuvre colonisatrice de la France dans l'Afrique du Nord méritait une étude approfondie et un exposé d'ensemble, qui la fit connaître à tous les Français. M. Victor Piquet, qui a déjà consacré un volume aux *Civilisations de l'Afrique du Nord*, ne s'en tient pas à l'historique de notre action coloniale : administration, tribunaux, organisation du crédit, mise en valeur des richesses de tous genres, il aborde toutes les questions, et son livre nous présente vraiment le tableau de l'œuvre civilisatrice poursuivie par la France. » (Revue de Paris.)

L'Affaire Marocaine, par **Victor Bérard**. Un volume in-18, 470 pages (2^e ÉDITION), broché 4 fr.

« On ne saurait trouver meilleure mise au point de la question marocaine. C'est avec son talent habituel que M. Bérard a développé cette idée, que la France est capable, sans attentat à la souveraineté du chérif, sans atteinte à la liberté du commerce mondial, d'amener les Marocains à prendre leur place parmi les serviteurs de la civilisation et de la paix. » (*Journal des Débats.*)

L'Afrique du Nord (*Tunisie, Algérie, Maroc*), par **Henri Lorin**, ancien professeur au lycée Carnot de Tunis, professeur à l'Université de Bordeaux. Un volume in-18, 27 gravures, 3 cartes hors texte et un index, relié toile, 3 fr. 50; — broché 3 fr.

« L'ouvrage est divisé en quatre parties : esquisse géographique générale, géographie régionale, géographie économique et géographie politique. De nombreux croquis et gravures illustrent cet ouvrage que complètent des notes bibliographiques, un index et l'explication des termes arabes employés. Ce travail vient à son heure et il est appelé à rendre de nombreux services. » (*Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Paris.*)

Les Civilisations de l'Afrique du Nord (*Berbères, Arabes, Turcs*), par **Victor Piquet**. In-18, 4 cartes hors texte, br. 4 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« Le gros travail de M. Victor Piquet se réfère au passé, long et parfois glorieux, du littoral méditerranéen du continent noir, mais il est propre à éclairer le présent obscur et complexe de la Berbérie. C'est une œuvre très consciencieuse, agrémentée d'abondantes citations de chroniqueurs arabes, et qui comble une lacune, car aucun ouvrage ne groupait encore dans une étude d'ensemble les grandes civilisations historiques qui se sont succédé en Tunisie, Algérie, Maroc. » (*Revue Bleue.*)

Les Musulmans français du nord de l'Afrique, par **Ismaël Hamet**, officier interprète principal à l'État-Major de l'Armée. Un vol. in-18, 2 cartes hors texte, broché 3 fr. 50

« Étudier dans notre Afrique méditerranéenne la distribution de la population musulmane, les mélanges ou oppositions de races et la société qui en découle, l'évolution agricole, commerciale et intellectuelle de cette société et les résultats probables de son influence; essayer de déduire de cette étude quelques prévisions pour l'avenir : tel est le double but que l'auteur s'est assigné et qu'il a pleinement atteint. » (*La Revue de Paris.*)

La France en Afrique, par le L^t-Colonel **Ed. Ferry**. Un volume in-18, broché 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Montyon.

« Des renseignements précieux par leur précision, des aperçus exacts et des plus intéressants sur le monde musulman, telle est la caractéristique de cet ouvrage. » (*La Dépêche Coloniale.*)

« Le L^t-Colonel Ferry doit à ses longs séjours en Afrique une connaissance approfondie des hommes et des choses de l'Islam. Aussi ces pages, d'un style attrayant, méritent-elles de fixer l'attention. » (*Revue de Géographie.*)

Le Peuplement italien en Tunisie et en Algérie, par **Gaston Loth**, directeur du Collège Alaoui, à Tunis. In-8° raisin, 500 p., 36 gravures et cartes dont 10 planches hors texte, br. 10 fr.

« Il n'est pas d'aussi important problème dans l'Afrique française, il n'en est pas qui ait donné lieu à autant d'opinions divergentes dans le monde de la science et de la politique de colonisation. Avec ses observations pénétrantes, ses statistiques précises, ses vues ingénieuses, ce volume est indispensable à quiconque s'intéresse à notre domaine africain. » (*Revue Universitaire.*)

La Conquête du Sahara : Essai de Psychologie politique, par **E.-F. Gantier**. Un volume in-18, broché 3 fr. 50
Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Marcelin-Guérin, et par la Société de Géographie commerciale de Paris.

« Cet essai de psychologie politique, écrit d'une plume alerte par un explorateur et un savant, constitue à la fois la plus instructive et la plus attrayante des lectures. Une première partie raconte d'une façon nette et précise la conquête du « Sahara touareg » et celle du « Sahara marocain ». Puis suivent d'excellentes et pittoresques études, dont l'une, particulièrement suggestive, sur la race et les mœurs des Touaregs. » (*Le Correspondant.*)

A consulter :

Les Sociétés primitives de l'Afrique équatoriale, par le D^r A. CUREAU. In-8 écu, 432 pages, 9 fig., 18 planches hors texte, br. . . 6 fr.

L'Or dans le Monde, par L. DE LAUNAY. In-18, broché. . . 3 fr. 50

L'Expansion allemande, par E. TONNELAT. In-18, broché. 3 fr. 50

Les Nouvelles Sociétés Anglo-saxonnes (Afrique du Sud, etc.), par P. LEROY-BEAULIEU. In-18, broché 4 fr.

Les Anglais aux Indes et en Égypte, par E. AUBIN. In-18, br. 3 fr. 50

ASIE

L'Indochine française, par **Henri Russier**, inspecteur des écoles en Cochinchine, et **Henri Brenier**, inspecteur conseil p. i. des services agricoles et commerciaux de l'Indochine. Un vol. in-18, 56 gravures dans le texte, 4 cartes en couleur hors texte, br. 4 fr.

Ouvrage couronné par la Société de Géographie de Paris.

« Avec le grand nombre d'images qui l'illustrent, c'est un livre d'un très vif intérêt où sont étudiés en des pages précises, alertes, pittoresques à l'occasion, le pays, les habitants, la mise en valeur, l'organisation politique et administrative de l'Indochine. » (*Le Figaro.*)

« Les plus authentiques renseignements et les plus importants ouvrages ont été mis à profit pour établir ce manuel clairement présenté et habilement distribué. Le lecteur, même non initié, trouvera dans ces pages l'indispensable et le suffisant. » (*Le Correspondant.*)

La Perse d'aujourd'hui : Iran, Mésopotamie, par **Eugène Aubin**. In-18, 450 pages, carte en couleur hors texte, br. . 5 fr.

« On ne peut pas analyser ce livre; il faut le lire. Et beaucoup de ceux qui, chez nous, parlent de la Perse, de sa vie économique et sociale, de sa politique et de son passé, trouveront dans cet ouvrage de M. Eugène Aubin une documentation plus abondante et, à coup sûr, plus exacte. » (*Bulletin de la Société d'Economie Politique.*)

Révolutions de la Perse : les Provinces, les Peuples et le Gouvernement du Roi des Rois, par **Victor Bérard**. Un volume in-18, une carte en couleur hors texte, broché 4 fr.

« Des vingt-cinq siècles de l'histoire de Perse, M. Bérard a tiré la formule des révolutions persanes et c'est par la géographie du plateau de l'Iran et de sa ceinture de hautes montagnes, qu'il nous explique l'instabilité des dynasties qui, périodiquement, s'y fondèrent et s'y défirent. « L'Eternelle Perse », tel serait peut-être le titre le plus exact de ce livre qui, en ses descriptions et en ses déductions, nous peint, presque toujours d'ensemble, et avec le même éclat, la Perse des Achéménides, des Sassanides et des Kadjiars. »
(*La Revue de Paris.*)

Le Sultan, l'Islam et les Puissances, par **Victor Bérard**. Un volume in-18, 2 cartes hors texte, broché. 4 fr.

« Tout ce livre, avec son parallèle entre Turcs et Arabes, son histoire du chemin de fer sacré, son importante relation de « la politique du massacre », est rempli de documents précieux, émouvants, de renseignements et d'enseignements utiles. C'est une œuvre à lire, à étudier et à méditer. » (*Le Figaro.*)

La Révolte de l'Asie, par **Victor Bérard**. Un volume in-18, 440 pages (3^e ÉDITION), broché 4 fr.

L'Asie et l'Europe. — Le Japon et l'Europe. — La descente russe. — L'Expansion japonaise. — Le rôle de l'Angleterre.

« M. Victor Bérard confronte tour à tour « l'Asie et l'Europe », « le Japon et l'Europe » ; il nous fait assister à « la Descente russe » et à « l'Expansion japonaise », et nous montre enfin avec une précision impressionnante « le Rôle de l'Angleterre ». Il faut lire ce livre qui présente un très vif intérêt et qui fera comprendre au public un certain nombre de questions brûlantes, dont tout le monde parle et que bien peu de gens connaissent. » (*Le Figaro.*)

L'Islam. Impressions et études, par le comte **Henry de Castries**. Un volume in-18 (5^e ÉDITION), broché 4 fr.

« Sous une forme attachante, littéraire et très personnelle, l'auteur aborde dans ce livre des questions de psychologie, d'histoire, de science religieuse et de philosophie, dont le développement et la solution sont de nature à transformer les notions le plus généralement répandues sur l'islamisme et sur son fondateur. »
(*Le Temps.*)

La Rivalité Anglo-Russe, au XIX^e siècle, en Asie (*Golfe Persique — Frontières de l'Inde*), par le **Dr Rouire**. Un volume in-18, 1 carte hors texte, broché 3 fr. 50

« M. le Dr Rouire expose dans cet ouvrage les données du problème extrême-oriental. Il fait un rapide et intéressant résumé de l'histoire moderne des puissances asiatiques, un récit plus complet des événements de leur histoire contemporaine depuis l'intervention active de l'Europe jusqu'à la fin de la guerre russo-japonaise. Son livre n'est pas seulement un historique pittoresque de la lutte séculaire entre l'Angleterre et la Russie ; c'est un guide précieux pour tous ceux qu'intéresse l'avenir prochain de l'Asie occidentale. »
(*Le Courrier Européen.*)

Le Japon d'aujourd'hui. Études sociales, par **Georges Weulersse**. Un vol. in-18 (5^e ÉDITION), broché 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Montyon.

« Ce volume très substantiel en même temps que d'une lecture fort attrayante est le résumé d'observations rapportées par l'auteur d'un voyage d'études qu'il a accompli en Extrême-Orient : c'est donc vraiment sur le vif, qu'il a pu peindre la société japonaise. Il s'est attaché à mettre en lumière tout ce qui, dans cette civilisation toute faite de juxtapositions, peut fournir une matière d'études précises au sociologue. » *(Revue de Géographie.)*

Le Japon politique, économique et social, par **Henry Dumolard**, docteur en droit, ancien prof. de droit français à l'Université impériale de Tokyo. In-18 (4^e ÉDITION), broché. . . 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Fabien.

« Admirablement documenté, l'auteur dédaignant de nous dépeindre « le Japon classique des estampes et des bibelots artistiques », nous offre le tableau du Japon, puissant empire de 45 millions d'hommes, et nous montre « ce que veut et ce que peut cette nation dont l'unique souci, depuis 35 ans, a été de se transformer et de s'aguerrir ». Son livre contient l'histoire de cette transformation matérielle, suivie d'un essai sur l'influence que pourra avoir une telle évolution sur la vie sociale. » *(Revue des Questions historiques.)*

Paix Japonaise, par **Louis Aubert**. In-18, broché . . . 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Marcelin-Guérin.

« C'est autour de cette « Paix japonaise », que s'ordonnent aujourd'hui et se développent toutes les ambitions du Japon. M. Louis Aubert s'efforce de lever quelques voiles et de faire mieux comprendre les questions qui s'agitent entre le Japon et la Chine, entre les Japonais et les Américains, nous montrant dans toute son ardeur la lutte qui se produit en ce moment pour le Pacifique. Rempli de documents et d'observations judicieuses, ce livre apporte une contribution précieuse à une étude dont l'urgence paraît chaque jour plus impérieuse pour tous les peuples de notre civilisation. » *(Le Figaro.)*

Américains et Japonais, par **Louis Aubert**. Un volume in-18, 1 carte hors texte, broché. 4 fr.

Composé avec des documents de première main, le plus souvent inédits, ce livre, où les faits et les idées s'organisent vivement, clairement, fortement, est indispensable à quiconque veut connaître non seulement le conflit des diplomates de Washington et de Tôkyô, mais encore les éléments permanents d'un durable conflit de races qui, pour la première fois, est l'objet d'un travail d'ensemble.

Chine ancienne et nouvelle. Impressions et réflexions, par **Georges Weulersse**. Un volume in-18 (2^e ÉDITION), broché. 4 fr.

« Ce n'est là, ni une œuvre d'érudition livresque, ni un simple recueil d'impressions. C'est une étude à la fois approfondie et vivante du contraste et de la lutte des « Deux Chines », dans lesquels l'auteur cherche l'explication du spectacle que nous présente l'Empire chinois à l'aube du XX^e siècle. » *(Journal des Débats.)*

« M. Weulersse décrit d'abord ce qu'il a vu ; puis il aborde l'étude économique et sociale de l'Empire Céleste et y consacre une série de chapitres très documentés et très suggestifs. On goûtera la dialectique serrée de ces réflexions autant que le charme des descriptions. » *(Revue de Géographie.)*

La Chine novatrice et guerrière, par le Commandant **d'Ollone**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Fabien.

« Avec ses grandes divisions très précises consacrées tour à tour à la Chine guerrière, à la Chine novatrice, religieuse, administrative et sociale, puis à la Chine actuelle et à sa transformation, le livre est d'une lecture attrayante et facile; renseignements, faits et documents y sont présentés d'une façon vivante, sans recherche et sans pédantisme; c'est tout à la fois une étude très savante et une œuvre excellente de vulgarisation. » *(Le Figaro.)*

L'Inde d'aujourd'hui. Étude sociale, par **Albert Métin**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« C'est là un bon livre, plein de conscience, appuyé sur de vastes connaissances antérieures, sur une documentation suffisamment large et très impartiale. Je ne puis guère en faire un plus bel éloge. J'ajoute encore que je ne redouterais pas de mettre ce manuel entre les mains d'une personne qui n'aurait pas vu l'Inde; elle en aurait une idée exacte et juste. »

(J. CHAILLEY. — La Quinzaine coloniale.)

L'Inde Britannique (*Société indigène — Politique indigène : les Idées directrices*), par **Joseph Chailley**. Un volume in-8° raisin, 520 pages, 2 cartes en couleur hors texte, br. . . . 10 fr.

« Tous ceux qui s'intéressent aux passionnantes questions commerciales sauront gré à M. J. Chailley d'avoir accumulé pour eux les renseignements, les exemples, les constatations. L'Inde est de plus en plus un des problèmes les plus ardues de l'Asie contemporaine. M. Chailley aura le mérite peu banal d'en avoir exposé les données : libre à chacun d'en prévoir la solution la plus probable. En tous cas, cet important ouvrage est désormais indispensable à tous ceux que cette solution préoccupe. »

(Le Correspondant.)

Java et ses habitants, par **J. Chailley-Bert**. Un volume in-18 (*4^e ÉDITION, corrigée et augmentée*), broché. 4 fr.

« M. Chailley-Bert est allé à Java. Il y est demeuré plusieurs mois, et il nous transmet dans ce volume les résultats de son voyage. D'une lecture facile, voire même fort agréable, cet ouvrage contient des études étendues et pénétrantes sur la société indigène et la société européenne à Java; la concurrence économique entre Européens et Orientaux; la question chinoise; la concurrence politique entre Hollandais et Javanais; la question si complexe de l'éducation des indigènes. »

(Le Musée social.)

A consulter :

Questions extérieures (*Traité anglo-japonais, etc.*), par V. BÉRARD (voir page VII).

Marine française et Marines étrangères (*Japon, etc.*), par le Comm^t L. ABEILLE (voir page III).

L'Expansion allemande (*Chantoung*), par E. TONNELAT. . . 3 fr. 50

Les Anglais aux Indes et en Égypte, par EUGÈNE AUBIN. . . 3 fr. 50

La Ruine d'un Empire, par GEORGES GAULIS (voir page VII).

AMÉRIQUE

Les États-Unis d'Amérique, par **P. d'Estournelles de Constant**. Un fort volume in-18, ix-536 pages, broché. . . . 5 fr.

« Solide et attrayant, le livre de M. d'Estournelles de Constant est bien celui qui convenait à la description d'un monde nouveau. Ce qui le distingue de tant d'autres, c'est à la fois son autorité et sa simplicité. Nous y voyons défilér les principales villes des États-Unis, de l'Atlantique au Pacifique, du Canada à la frontière mexicaine, et mieux que les villes, les États, et, avec les États, les climats, la végétation, les populations toutes diverses les unes des autres. De la première page à la dernière, le lecteur se confie sans réserve à l'auteur dont on sent partout la compétence. Il est impossible d'avoir un guide plus entraînant et plus sûr. Écrit d'un style toujours vivant, alerte, coloré, souvent passionnant, son livre est à la fois une œuvre d'art, une leçon de vérité et d'énergie. » *(La Revue.)*

« L'auteur, que quatre voyages en Amérique et des relations avec des personnalités les plus diverses du Nouveau Monde ont mis à même d'étudier un sujet qui le passionne, nous offre en ce fort volume une foule de documents utiles. C'est un livre à lire et à consulter. » *(Le Correspondant.)*

Les États-Unis au XX^e siècle, par **Pierre Leroy-Beaulieu**. Un volume in-18, 480 pages (4^e ÉDITION), broché 4 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques.

« M. Pierre Leroy-Beaulieu a vu de près toutes les choses dont il parle avec la compétence d'un économiste et le sens pénétrant d'un observateur très informé, qui sait mettre en relief le côté social aussi bien que le côté économique des questions qu'il aborde. Son ouvrage offre un tableau complet de l'activité du peuple américain, de toutes les productions du pays, de toutes ses forces et de toute son œuvre. » *(Revue des Deux Mondes.)*

Les États-Unis, Puissance mondiale, par **Archibald Cary Coolidge**. Traduction de ROBERT L. CRU. Préface par ANATOLE LEROY-BEAULIEU, membre de l'Institut. In-18, broché . . . 4 fr.

« Ce livre nous présente une excellente histoire résumée des États-Unis dans leurs relations extérieures récentes, histoire écrite par quelqu'un qui l'a vraiment vécue, soit par ses lectures et ses conversations, soit par ses voyages. Le ton même de la leçon parlée ajoute à l'exposé fait par l'auteur une vivacité qui rend la lecture de son livre attrayante et facile. » *(Revue Critique.)*

Éléments d'une Psychologie politique du Peuple américain, par **Émile Boutmy**. In-18 (3^e ÉDITION), broché. . 4 fr.

« M. Boutmy, plus que personne, était qualifié pour se livrer à des recherches aussi compliquées et en exposer avec une éblouissante clarté les résultats. Je crois que dans ce genre d'études où la psychologie se mêle nécessairement à l'érudition, où il faut que la psychologie soit aussi pénétrante que l'érudition se fait perspicace, ces *Éléments* sont un véritable chef-d'œuvre. C'est l'opinion unanime, incontestée. »

(J.-ERNEST CHARLES. — Revue Bleue.)

Aux États-Unis (*Les Champs. — Les Affaires. — Les Idées*), par le Vicomte **G. d'Avenel**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Préparé comme il l'était par ses nombreux et si importants travaux d'histoire et d'économie sociale, M. le V^{te} G. d'Avenel devait profiter de son séjour chez un peuple enfiévré d'affaires, de progrès, pour faire œuvre originale et noter, durant son voyage de l'Atlantique au Pacifique, les évolutions des idées et des œuvres aux États-Unis, assez récentes pour n'avoir pas encore eu d'annalistes. »
(*Revue des Deux Mondes*)

La Religion dans la Société aux États-Unis, par **Henry Bary**. Un volume in-18, broché. 3 fr. 50

« Comment toutes les Églises des États-Unis, protestantes, catholiques, juives et indépendantes, ont quelque chose de commun; comment elles sont plus voisines entre elles que chacune d'elles ne l'est de son Église-mère en Europe: voilà ce que l'auteur nous expose en homme qui habite les États-Unis depuis plusieurs années. Ce qu'il a vu et compris en observateur pénétrant, il le présente avec méthode et clarté. »
(*Revue des Deux Mondes*.)

L'Idéal américain, par **Th. Roosevelt**, traduit par A. et E. DE ROUSIERS, avec une préface par PAUL DE ROUSIERS. Un volume in-18 (5^e ÉDITION), broché. 3 fr. 50

« Cet ouvrage constitue, dans la diversité des sujets qu'il embrasse, une synthèse de l'esprit américain de notre temps. Il est infiniment intéressant; il ne vaut pas seulement par les lumières qu'il nous donne sur l'Amérique, mais encore par les enseignements qu'il comporte au point de vue social, et dont nous pouvons faire tous notre profit.... Cette œuvre, d'une très noble et très utile inspiration, méritait de traverser les mers. »
(*Le Figaro*.)

Les Industries monopolisées (trusts) aux États-Unis, par **Paul de Rousiers** [*Bibliothèque du Musée social*]. Un volume in-18 (3^e ÉDITION), broché. 4 fr.

« M. de Rousiers est allé étudier sur place le fonctionnement et la composition des trusts, et dans une étude, dont on ne se lasse pas d'admirer la patiente sagacité, il nous en a donné une minutieuse et intelligente explication. Il est peu de livres plus utiles que celui-ci pour l'étude de l'organisation industrielle aux États-Unis et d'une compétence aussi sûre et aussi exacte. »
(*Revue historique*.)

La Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord, par **Louis Vigouroux** [*Bibliothèque du Musée social*]. Un volume in-18, broché. 4 fr.

« Ouvrage intelligent et consciencieux.... Après avoir recherché les causes du mouvement qui, dans l'Amérique du Nord, a groupé les travailleurs et dans certains métiers les a réunis en grandes fédérations les portant à nouer des relations avec les syndicats ouvriers du monde entier, l'auteur a particulièrement étudié l'influence exercée sur le travail par la double concentration des employeurs d'une part, et de l'autre, des employés. »
(*Le Temps*.)

L'Anarchisme aux États-Unis, par **Paul Ghio**. Un volume in-18, broché. 2 fr. 50

L'auteur nous expose les « causes et formes de l'action révolutionnaire aux États-Unis » ; puis il nous présente les anarchistes intellectuels, et les anarchistes insurrectionnels qui tiennent aujourd'hui une si grande place dans la vie américaine. En manière de conclusion, l'auteur met en lumière les raisons de croire au triomphe final en Amérique des doctrines d'individualisme fécond et viril.

Le Canada, les deux races (Problèmes politiques contemporains), par **André Siegfried**. In-18, 420 pages (2^e ÉDITION), br. . . 4 fr.

« Nous retrouvons dans cette étude sur le Canada les qualités d'observation précise et la variété d'informations qui avaient fait le succès du précédent volume de M. Siegfried, *la Démocratie en Nouvelle-Zélande*. L'auteur est allé sur place recueillir les éléments de son travail. Son livre, essentiel, s'impose à l'attention du public français, qui ne s'est jamais désintéressé du sort de nos frères d'Amérique restés attachés à leur ancienne patrie. »
(*La Quinzaine coloniale.*)

La Colombie britannique, Étude sur la colonisation au Canada, par **Albert Métra**, docteur ès lettres, professeur à l'École coloniale. Un volume in-8^o raisin, 20 cartes et cartons et 33 phototypies hors texte, broché. 12 fr.

« Ce livre se présente dès l'abord au lecteur avec des références de premier ordre : il est l'utilisation intelligente, détaillée, synthétique de la collection considérable de publications officielles auxquelles le problème de la colonisation a donné lieu dans la Colombie britannique, comme dans les autres pays de civilisation anglo-saxonne ; mais il est aussi le résultat des enquêtes personnelles d'un esprit qui a su voir vite et bien et qui sait nous communiquer l'impression de la réalité vivante... Un tel livre peut être donné comme modèle aux monographies futures de « pays neufs et de colonies anglo-saxonnes. »
(*Revue du Mois.*)

L'Argentine au XX^e siècle, par **Albert B. Martinez**, sous-secrétaire d'Etat au Ministère des Finances de la République Argentine, et **Maurice Lewandowski**, docteur en droit. Avec une Préface de EMILE LEVASSEUR, membre de l'Institut, et une Introduction par CHARLES PELLEGRINI, ancien Président de la République Argentine. (4^e ÉDITION revue et mise à jour, 1912.) Un volume in-18, LXII-456 pages, 2 cartes hors texte, broché. 5 fr.

Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Fabien.

« Ce qui constitue la valeur de cette belle étude, c'est l'absence absolue de parti pris des auteurs. Ils ont dit ce qu'ils ont vu et constaté. C'est un mélange de critiques et d'éloges qui donne bien réellement le sentiment de la vérité. »
(*Le Temps.*)

« C'est l'édition revue et mise à jour d'un ouvrage qui décrit l'Argentine au quadruple point de vue économique, agricole, commercial, industriel et financier. Les auteurs ont fait ressortir la mise en valeur rapide des richesses de son sol et les débouchés nouveaux qu'il offre aux capitaux européens. »
(*Le Musée social.*)

« Quiconque désire savoir ce qu'est l'Argentine et ce qu'elle peut être, doit lire ce travail. »
(*American Geographical Society. New-York.*)

Le Brésil au XX^e siècle, par **Pierre Denis**. Un volume in-18
(4^e ÉDITION), broché 3 fr. 50

« On lira avec intérêt et profit ce que M. Denis dit du paysage brésilien, de la vie politique et des progrès de l'esprit fédéraliste, de la vie économique de ce pays. L'auteur possède, pour bien écrire, une sympathie dont il ne se défend pas à l'égard de cette vieille société agricole qui garde ses traditions, sa vie familiale, son folk-lore. »
(*Revue du Mois.*)

A consulter :

- Études de Droit constitutionnel, par É. BOUTMY. In-18, br. 3 fr. 50
 Les Régimes douaniers, par B. NOGARO et M. MOYE. In-18, br. 3 fr. 50
 L'Or dans le Monde, par L. DE LAUNAY. In-18, br. . . 3 fr. 50
 Les Syndicats industriels de Producteurs en France et à l'Étranger
 (*Trusts, Cartells, etc.*), par PAUL DE ROUSIERS (voir page I).
 Les Traités ouvriers, par ALBERT MÉTIN (voir page II).
 Marine française et Marines étrangères (*États-Unis, etc.*), par
 le C^t L. ABEILLE (voir page III).
 L'Expansion allemande, par E. TONNELAT. In-18, br. . . 3 fr. 50
 Américains et Japonais, par LOUIS AUBERT (voir page XI).
 Paix japonaise, par LOUIS AUBERT (voir page XI).

Océanie

La Démocratie en Nouvelle-Zélande, par **André Siegfried**.
 Un volume in-18, 1 carte en couleur hors texte, br. . . . 4 fr.
Ouvrage couronné par l'Académie française, Prix Fabien.

« De cette Nouvelle-Zélande que l'on a appelée le grand laboratoire et le champ d'essai des doctrines socialistes, M. Siegfried nous rapporte une étude documentée sur ces audacieuses innovations politiques : arbitrage obligatoire, vote politique des femmes, lois agraires, etc. Les illusions anglaises sur le loyalisme désintéressé et les véritables sentiments de cette communauté lointaine donnent une actualité piquante à ce livre curieux, sérieux, et pourtant très facile à lire. »
(*La Revue de Paris.*)

L'Évolution sociale en Australasie, par **Louis Vigouroux**.
 (*Bibliothèque du Musée social.*) Un volume in-18, br. . . 4 fr.

« On trouvera dans cet ouvrage des vues très curieuses sur les causes du prompt développement des villes australiennes, sur l'origine du mouvement démocratique et sur la législation ouvrière. Partout l'auteur s'est efforcé de rattacher les faits observés à leur cause et d'en démontrer les conséquences. Tous les traits relevés par lui gagnent à cela beaucoup d'intérêt, de vie et de valeur scientifique. »
(P. DE ROUSIERS. — *La Science sociale.*)

A consulter :

- L'Or dans le Monde (*Australie, etc.*), par L. DE LAUNAY. In-18. 3 fr. 50
 Les Nouvelles Sociétés Anglo-saxonnes (*Australie, Nouvelle-Zélande*), par PIERRE LEROY-BEAULIEU. In-18, br. 4 fr.

